

LE SÉQUESTRE
DES BIENS ENNEMIS
SOUS LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Pierre ROBIN

EDITIONS SPES

17, rue Soufflot, 17

PARIS

—
1929

LE SÉQUESTRE
DES BIENS ENNEMIS
SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LE SÉQUESTRE
DES BIENS ENNEMIS
SOUS LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR
Pierre ROBIN

EDITIONS SPES
17, rue Soufflot, 17
PARIS
—
1929



INTRODUCTION

Lorsque, le 1^{er} août 1914, parut un décret ordonnant le recensement de tous les sujets allemands et autrichiens résidant en France, et que, le 27 septembre suivant, fut prononcée l'interdiction absolue de toutes relations commerciales et de tous rapports juridiques entre les Français et les Austro-Allemands, l'opinion publique ne vit dans ces mesures qu'une conséquence toute naturelle de l'état de guerre. Elle réclamait l'apposition du séquestre sur les biens des sujets ennemis ; et, avant même le décret de septembre, sur la requête de nombreux créanciers, les juges civils avaient nommé par ordonnances des administrateurs séquestres, particulièrement en province et dans les colonies, pour ne pas laisser à l'abandon les biens souvent considérables qu'y possédaient nos ennemis.

C'était d'ailleurs l'intérêt de tous : ces administrateurs provisoires, mandataires de la justice, surveillés et contrôlés par elle, devaient gérer et gèrent le plus souvent ces biens en « bons pères de famille ». Les ventes de mobiliers et de marchandises furent rares, surtout au début. Ce n'est qu'à dater de 1915 et sous la pression des événements — loyers à payer, dettes diverses augmentant sous l'effet des intérêts accumulés et de la hausse des prix, déperissement de certaines marchandises — que l'on fut contraint de vendre. Ces ventes furent d'ailleurs faites à des prix généralement rémunérateurs, à la suite d'ordonnances sur requête. L'inventaire des biens séquestrés avait été dressé le plus réguliè-

rement possible, sauf dans certains cas où cela eût entraîné des frais par trop considérables.

D'autre part, les étrangers envoyés dans les camps de concentration reçurent des allocations alimentaires provisoires, prélevées sur les revenus ou la vente de leurs biens. Les fonds liquides au moment de l'apposition du séquestre, ou provenant du reliquat des ventes faites par la suite, furent versés à la Caisse des dépôts et consignations, et ne furent employés ni en titres d'emprunt, ni en bons de la Défense Nationale (1).

Le séquestre mis sur les biens des sujets des Empires Centraux durant la Grande Guerre fut donc surtout une mesure économique. Il était urgent de ne pas laisser à l'abandon des biens immenses, il était également de première importance d'enlever à ceux de nos ennemis groupés à l'intérieur de notre pays dans les camps de concentration la possibilité de se servir de leurs richesses pour s'y créer des intelligences redoutables, et pour tenter « d'y semer le découragement et la corruption (2) ».

Cette nécessité s'imposa à nos gouvernants, comme elle s'imposa à tous les autres belligérants, et fut à l'origine des décrets d'août et septembre 1914.

*
**

L'attitude de la France vis-à-vis de ses ennemis en 1792 et dans les années qui suivirent fut-elle la même que celle adoptée par notre Gouvernement en 1914 ? La guerre que la République naissante eut alors à soutenir contre l'Europe coalisée lui imposa-

(1) Ces renseignements sur le séquestre des biens des sujets ennemis pendant la guerre de 1914-1918 sont empruntés au livre de M. Alexandre Reulos : *Les séquestres et la gestion des biens des sujets ennemis en France*. Paris 1917.

(2) Albert Mathiez, *La Révolution et les Etrangers*. Introduction, page 3. Dans ce livre, M. Mathiez étudie, sous le rapport politique, l'attitude des étrangers domiciliés en France sous la Révolution, et les mesures que la République fut amenée à prendre contre eux.

t-elle les mêmes mesures que celles qui viennent d'être rappelées, et qui nous ont semblé en 1914 d'une évidente nécessité ?

Dégager les causes qui, en 1792 et 1793, amenèrent la Convention à ordonner l'internement des sujets ennemis résidant en France et le séquestre de leurs biens, étudier comment furent appliquées ces lois, et sous quelles influences la mesure conservatoire du séquestre, détournée de son vrai but, devint presque une confiscation de ces biens au profit de la République, voir comment furent opérées les levées de ces séquestres et pourquoi la liquidation définitive en fut peu à peu retardée jusqu'au milieu de la Restauration, tel est précisément le but de l'étude que nous présentons ici.

Mais d'abord, et pour bien comprendre le caractère qu'eurent alors les différentes mesures prises, il faut considérer qu'entre la guerre de 1914 et la lutte que la France soutint à la fin du XVIII^e siècle contre ses ennemis il existe de nombreux contrastes.

En 1792, et peut-être pour la première fois dans notre histoire, la guerre qui fut le 20 avril déclarée à Sa Majesté le Roi de Hongrie et de Bohême (1) parut vraiment une guerre nationale, en ce sens que, désirée et voulue par la nation tout entière, elle dut bientôt être menée par elle.

Jusque là, les guerres étaient souvent déterminées par les rivalités des souverains ; et les armées de métier qui y prenaient part ne se composaient pas uniquement des nationaux des pays belligérants, ce qui ne faisait pas entrer directement en jeu les intérêts privés de la plupart de leurs ressortissants. D'une façon générale, les animosités de race, aggravées sinon créées par le fait de la nation armée, conception des temps modernes, n'existaient pas encore ; et, les peuples ne voyant pas leurs intérêts direc-

(1) La déclaration de guerre ne donnait pas en effet à l'Empereur son titre impérial, la guerre n'étant pas déclarée à l'Empire.

tement menacés, on ne songeait pas à prendre entre ennemis des mesures de préservation aussi générales (1).

En 1792, au contraire, les Français, qui venaient d'acquérir de nouveaux droits politiques et civils, virent dans l'ennemi celui qui, s'il était vainqueur, aiderait à rétablir l'Ancien Régime et à les priver de leurs récentes conquêtes. Défendre la France, c'était aussi défendre la nouvelle Constitution dont dépendait l'intérêt personnel de chacun. L'ampleur de la coalition fit que bientôt tous les Français durent eux-mêmes disputer pied à pied le sol menacé, et se rendre compte ainsi de l'importance du péril.

(1) Il est intéressant de voir quelle était la situation des biens des sujets ennemis dans les guerres précédentes, et notamment dans celles du XVIII^e siècle. D'une manière générale, on constate que les souverains s'inspiraient des circonstances de fait pour prendre les mesures qui semblaient s'imposer, et, qu'en France par exemple, c'était le Roi qui, à l'ouverture des hostilités, décidait par arrêts du Conseil des précautions qui seraient prises : il n'y eut jamais de règles générales. Pourtant, si l'on consulte les ouvrages de certains auteurs de droit international public, tels que les *Quaestiones juris publici* de Van Bynkershoek et *Le droit des gens* de Vattel, qui écrivaient tous deux au XVIII^e siècle, on voit que l'usage s'était à peu près établi comme nous allons essayer de le résumer.

L'interdiction du commerce entre les belligérants était en général prononcée. Mais selon les cas elle était plus ou moins absolue, et s'étendait à tout ou partie du territoire, à tout ou partie des transactions on accordait plus ou moins de licences de commerce, bref on s'inspirait des circonstances. Pour les biens meubles et immeubles des sujets ennemis, on admettait qu'ils pouvaient être considérés comme biens de la nation belligérante, et on les séquestra souvent aux XVI^e et XVII^e siècles, les nationaux ennemis pouvant réclamer une indemnité à leur Etat. Néanmoins, peu à peu, l'usage s'établit, pour les immeubles, de ne séquestrer que leurs revenus. Quant aux créances particulières de sujet à sujet, on les séquestrait; néanmoins, dit Vattel, « l'avantage et la sûreté du commerce ont engagé peu à peu tous les souverains d'Europe à se relâcher de cette rigueur. Et, dès lors que cet usage est généralement reçu, celui qui y donnerait atteinte violerait la foi publique; car les étrangers n'ont confié à ses sujets que dans la ferme persuasion que l'usage serait observé ». L'usage était donc, au XVIII^e siècle, qu'on ne séquestrait pas ces créances. Il en était de même, et depuis longtemps, pour les fonds publics possédés par les sujets ennemis, et cela pour des raisons impérieuses de crédit. Une seule exception à cette règle peut être citée avant 1793 : en 1753, Frédéric II prononça la « séquestration » de l'emprunt dit « de Silésie », fait par l'Empereur Charles VI à des banquiers anglais, et que lui-même s'était engagé à payer. Cet acte provoqua d'ailleurs de vives protestations et fut considéré comme une violation du Droit des gens.

Tel était, brièvement résumé, l'usage en général suivi lors des guerres du XVIII^e siècle.

Seule contre toute l'Europe, la République naissante se trouva contrainte à se défendre avec une énergie désespérée. Elle vit dans le séquestre une mesure qui s'imposait d'autant plus que les princes allemands, ses ennemis, possédaient en France des domaines considérables, dont les revenus servaient à alimenter la guerre qu'ils soutenaient contre elle. Certains Français même avaient été autrefois soumis à leur juridiction, et voyaient dans cette guerre un moyen d'échapper à leur étreinte et de consolider leurs droits récemment acquis.

Mais bien des étrangers qui se trouvaient en France avaient embrassé, par intérêt ou par conviction, la cause de la Révolution : puissants par leur fortune et leurs appuis dans les assemblées politiques, ils réussirent pendant longtemps à faire suspendre les mesures que l'on projetait contre les sujets ennemis, d'autant plus que les idées de liberté s'opposaient à ce qu'on édictât contre eux des lois trop sévères. D'où les hésitations des assemblées, le séquestre mis d'abord sur les biens des princes étrangers, puis, seulement une année après le début de la guerre, les mesures plus générales, telles que l'internement des sujets des puissances belligérantes et la mainmise sur leurs biens.

Si on se résolut donc à prendre, à la fin, les mêmes précautions contre les sujets ennemis qu'en 1914, ce ne fut pas sous l'influence des mêmes conceptions, et on n'y arriva pas du premier coup, mais seulement peu à peu. Aux causes économiques, qui agirent presque seules en 1914, se joignirent, plus impérieux encore, les mobiles politiques. La Révolution vit là une manière de consolider sa victoire récente sur l'Ancien Régime, en même temps qu'un moyen d'assurer ses conquêtes ; car, si la France était menacée dans son territoire, la République l'était, elle, dans son existence.

Le caractère de cette lutte apparaît certes dans le sens des lois qui furent proposées ; il apparaît plus encore dans la manière dont ces lois furent appliquées : ainsi nous verrons que la plupart

des riches étrangers furent portés sur la liste des émigrés et soumis aux lois terribles concernant l'émigration.

C'est l'histoire de l'ensemble des mesures qui furent alors prises contre les sujets ennemis que nous allons tenter en cette étude. Et, en observant l'attitude de la Révolution vis-à-vis des problèmes posés dans notre pays, à cette époque, par leur présence, nous essaierons de montrer quelques-unes des répercussions qu'eut alors sur la Société le grand bouleversement qui, de 1789 à 1800, transforma la France.

CHAPITRE I

Les biens des étrangers en France en 1792

I

PRINCES ET GRANDS SEIGNEURS

« Qui n'a pas connu les dernières années de l'Ancien Régime ne connaît pas la douceur de vivre », disait volontiers Talleyrand, exprimant par là tout l'attrait exercé par la vie de société en France telle que l'avait connue la fin du XVIII^e siècle. Venir en France, être présentés à la cour de Versailles, jouir de cette vie de plaisirs et de fêtes menée par les hautes classes, c'était alors le désir de tous les étrangers de marque. « Faites votre fortune où vous êtes, mais jouissez-en à Paris », disait Quintin Crawford, nabab de Manille, qui menait dans la capitale une existence somptueuse. La France était vraiment le rendez-vous de l'Europe cultivée ; sa langue venait d'être proclamée la langue universelle par l'Académie de Berlin, ses modes, ses arts, sa frivole élégance étaient copiés par tous les étrangers qui venaient prendre chez elle des leçons de savoir-vivre.

Beaucoup s'y fixaient ; de grands seigneurs étrangers, qui ne résidaient pas toute l'année sur leurs terres, venaient à Paris ou aux environs mener cette vie facile et luxueuse. Bien des princes, allemands surtout, entraient dans l'armée et y achetaient des régiments. En Alsace, en Lorraine et dans le Nord de la France, soit par le hasard des guerres et des traités, soit par des alliances entre grandes familles, ces princes étrangers possédaient de très vastes domaines.

Cet état de choses subsistait encore en 1792. Certes, les excès de la Révolution avaient chassé quelques étrangers de marque : mais beaucoup restaient encore, et tous y avaient conservé leurs biens. Or, le 20 avril, sur la proposition de Louis XVI, l'Assemblée Législative déclarait la guerre au Roi de Hongrie et de Bohême. La possession de territoires considérables en France par des étrangers n'allait-elle pas poser devant le Gouvernement un important problème politique ?

Avant d'étudier les mesures concernant les sujets ennemis que la France fut amenée à prendre, il nous faut voir l'importance des biens dont ils se trouvaient propriétaires, souvent depuis fort longtemps : biens fonciers considérables appartenant surtout à des princes allemands — maisons de commerce, banques et industries, dont certaines, et des plus importantes, étaient dirigées et commanditées par des Anglais, des Hollandais, ou des Allemands — capitaux, immeubles, ou titres possédés par de très nombreux étrangers appartenant à tous les degrés de l'échelle sociale (1).

*
* *

En 1789, les limites de la France étaient sur bien des points fort mal déterminées. Certaines parties de sa frontière étaient encore sous une domination indivise ; des enclaves intérieures ou extérieures, possédées en toute souveraineté par des princes français et même étrangers, faisaient de la carte de ces régions un ensemble qui rappelle à nos yeux le morcellement actuel de la terre de France en petites propriétés.

Ici, la Provence prétendait se gouverner « en qualité de co-Etat,

(1) Etudiant les étrangers en France sous le seul rapport de leurs biens, nous ne donnerons pas ici une liste de tous ceux qui se trouvaient alors dans notre pays, et nous n'étudierons pas le rôle politique que certains voulurent y jouer, si ce n'est pour mieux fixer la physionomie de quelques-uns d'entre eux. Ces étrangers et leur vie sous la Révolution ont été étudiés par M. Mathiez, dans *La Révolution et les Etrangers*.

de nation principale unie et non subalternée ». Là, le Duché de Bouillon était considéré comme Etat souverain, mais ses habitants étaient sujets du roi de France. Le Comtat Venaissin, l'Etat d'Avignon, le Comté de Montbéliard, la Principauté de Salm, le Comté de Saarwerden, la Ville de Mulhouse, la Principauté de Bidache formaient autant de souverainetés distinctes. Dans l'ancienne France, il n'y avait donc pas d'unité territoriale.

Mais c'est en Alsace surtout que l'on trouvait au point de vue des frontières une confusion inextricable. En dehors même des enclaves telles que Mulhouse, le Comté de Salm, le Comté de Saarwerden, de nombreux princes allemands y possédaient d'importants territoires. Il y a lieu d'ailleurs de faire quelques distinctions entre ces princes, selon leur caractère politique, et la nature de leurs possessions françaises. Princes possessionnés, nobles immédiats, princes Etats d'Empire, ou princes apanagés, leur situation et leurs droits en France ne sauraient être confondus.

Au regard de la diplomatie, l'existence des princes possessionnés remontait au traité de Westphalie, et posait au point de vue du Droit public un problème très délicat. Ces princes étaient d'anciens vassaux immédiats de l'Empereur d'Allemagne, dont les domaines s'étaient trouvés compris dans le territoire alsacien cédé à la France par le traité de 1648.

Ce traité prévoyait que la suzeraineté ou « *supremum dominium* », exercée autrefois par l'Empereur, le serait désormais par le Roi de France. Mais celui-ci n'aurait pas sur eux la « *regia superistas* », c'est-à-dire la souveraineté absolue exercée par lui sur tous ses autres sujets. Cette clause avait pour but de maintenir à ces princes le bénéfice d'une situation que leur assuraient les traditions et le droit germaniques (1).

(1) Sur la situation juridique des princes possessionnés, il est intéressant de lire l'article de Pierre Muret, *L'affaire des princes possessionnés d'Alsace et les origines du conflit entre la Révolution et l'Empire*, paru en 1899 dans la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, et édité ensuite en une brochure.

Des lettres patentes de mai 1779 avaient d'ailleurs confirmé les privilèges des princes territoriaux de la Basse-Alsace (1). Parmi les plus importants de ces princes possessionnés, on peut signaler les archevêques-électeurs de Trèves et de Mayence, les princes-évêques de Bâle et de Spire, le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade, le prince de Nassau, les princes de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg, le prince de Loevinstein-Wertheim, le landgrave de Hesse-Darmstadt, le duc de Deux-Ponts, d'autres encore.

Tous ces princes avaient déjà perdu en 1792, du fait de la nouvelle organisation territoriale, une partie de leurs prérogatives. L'Assemblée Constituante, qui voulait unifier la France, avait en effet aboli dans leurs territoires, en 1790 et 1791, tous les droits seigneuriaux et supprimé la noblesse héréditaire, assimilant par là ces terres au domaine national. Mais ces princes avaient conservé leurs propriétés personnelles, et, dans un sentiment de justice, l'Assemblée avait décidé pour les dédommager des pertes subies — perte de souveraineté et perte de droits féodaux — qu'il leur serait accordé des indemnités (2).

Le 5 mars 1790 (3), elle s'était réservé de prononcer elle-même sur ces indemnités, et le 28 avril elle en demandait au ministre des affaires étrangères un état détaillé : à cet effet, le Roi devait s'entendre avec les princes pour connaître leurs prétentions (4). Par décret du 19-28 juin 1791, l'Assemblée décida que l'indemnité s'étendrait non seulement à leurs biens en Alsace, mais

(1) Notons au surplus que l'Empire acceptait difficilement cet état de choses, et faisait entendre parfois des protestations, d'ailleurs toutes platoniques. Ainsi, en 1655, lors de son avènement, Léopold I^{er} s'était engagé à rattacher à l'Empire les villes et Etats d'Alsace « qui se trouvaient temporairement sous la protection d'un roi étranger ».

(2) Sous les cotes Lg^o 517 à 552, on trouve à la Bibliothèque Nationale quantité de mémoires, observations et rapports touchant les princes possessionnés.

(3) Déjà, par une lettre renvoyée le 8 décembre 1789 au Comité féodal, le duc de Deux-Ponts avait présenté l'état de ses réclamations.

(4) Décret du 18 octobre 1790. Les 16 novembre, 5 et 11 décembre, le garde des sceaux envoyait copie des lettres de différents princes, notamment de ceux de Trèves, de Spire, de Hesse-Darmstadt, relatives à ces indemnités, lettres qui furent renvoyées au Comité féodal.

même à ceux qu'ils possédaient dans les autres départements, et qu'on y comprendrait aussi la non-jouissance de leurs droits supprimés sans indemnités. L'Assemblée tenait à se montrer excessivement libérale ; et, s'inspirant des idées de justice et d'équité, elle voulait que son œuvre d'unification s'accomplît en heurtant le moins possible les droits acquis.

La Législative suivit tout d'abord les principes posés par la Constituante : les négociations pour les indemnités se poursuivirent, et étaient en voie d'aboutissement au moment de la déclaration de guerre. Le 25 février 1792, le rapporteur du Comité diplomatique avait présenté un projet de décret relatif aux princes possessionnés, et, devant l'Assemblée, une large discussion s'était instaurée le 1^{er} mars. Pourtant un esprit nouveau apparaissait déjà, et s'était montré lors du décret du 14 janvier, déclarant « traître à la patrie » quiconque proposerait de composer avec ces princes pour leur rendre quoi que ce soit de leurs privilèges, sauf le droit à une indemnité qui leur était toujours reconnu.

Au moment de la déclaration de guerre, les princes possessionnés conservaient donc leurs domaines en France. S'ils avaient perdu une grande partie de leurs droits, on leur offrait une juste compensation : ils ne pouvaient donc pas se plaindre. D'ailleurs, parmi eux, beaucoup avaient senti l'archaïsme de ces droits surannés, de cette organisation compliquée, et s'étaient prêtés de bonne grâce à des tractations diplomatiques pour la fixation de l'indemnité prévue.

Le duc de Wurtemberg notamment (1), directeur du cercle de Souabe, propriétaire d'importantes scieries dans les Vosges, et dont la principauté de Montbéliard était enclavée en France, avait intérêt à ménager cette dernière. Comme prince possessionné, il avait la seigneurie d'Héricourt ainsi que le comté de Horbourg, et fut des premiers à engager des pourparlers.

Quant au duc de Deux-Ponts, outre les bailliages de Goutem-

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne 667, folios 81 et 82.

berg, de Seltz, de Haguenbach et de Clébourg, il possédait le comté de Ribeaupierre, situé dans le Haut-Rhin.

Le prince-évêque de Spire s'était vu confirmer, par lettres patentes de 1756, ses droits sur les bailliages de Saint-Rémy et d'Altenstatt, de Lauterbourg, de Dohn et de Magdebourg.

Le landgrave de Hesse-Darmstadt possédait le comté de Hanau-Lichtenberg (1), et une partie du bailliage de Koutzenhausen. Le prince de Nassau-Saarbrück était possessionné pour la terre de Dilling (2), le comte Louis de Créhange pour les terres de Raville, de Biouville, les bois de Pontpierre et de Rémilly, en Moselle (3).

Mais le plus atteint par les décrets de l'Assemblée fut certainement Charles-Frédéric, margrave de Bade-Durlach. Margrave depuis 1738, date à laquelle, à l'âge de dix ans, il avait succédé à son grand-père, il avait joint à ses biens allemands les domaines possédés par la branche des Baden-Baden, qui s'était éteinte en 1771. Il avait en France de vastes territoires près de Huningue : à la suite des mesures prises par la Constituante, il protesta auprès de la Cour de Vienne et de la Diète de Ratisbonne.

Quant au prince de Loevinstein-Wertheim (4), en dehors de ses biens en Belgique et en Allemagne, il possédait diverses seigneuries près de Landau en Bas-Rhin, le comté de Puttelange et quelques terres en Moselle. Dans le centre de la France, il était propriétaire du marquisat de Civray, et d'un tiers (5) des terres d'Ysson et de Mesle, d'une contenance d'une lieue carrée, en Poitou. Il fut, avec le prince de Salm-Salm et le duc de Wurtemberg, un des premiers à traiter avec la France, et la convention conclue avec lui à ce sujet, le 29 avril 1792, fut ratifiée dès le 16 mai.

(1) Privilège confirmé par les lettres patentes de 1701, 1707, et 1717.

(2) Sa principauté souveraine de Saarwerden était enclavée dans la France.

(3) *Archives de la Moselle*, Q 453¹.

(4) La famille de Loevinstein-Wertheim, une des plus vieilles d'Allemagne, descendait de Frédéric le Victorieux, duc de Bavière et électeur palatin.

(5) Les deux autres tiers appartenaient à la famille des Condé.

A côté des biens souvent considérables possédés en Alsace par les princes dont nous venons de parler, on trouvait dans les pays limitrophes de l'Empire quantité de domaines appartenant à la noblesse immédiate. L'organisation de celle-ci était fort compliquée, et, pour permettre de mieux comprendre ce livre, il faut donner sur ses origines et son caractère quelques précisions.

L'ordre de la noblesse immédiate, ou corps équestre, date du Moyen-Age et de la décadence de l'autorité impériale. Constitué vers le milieu du *xvi*^e siècle, il apparaît alors comme « une corporation de propriétaires nobles, qui, répartis dans divers cercles de l'Empire et chez des princes différents, ne sont cependant soumis qu'à la suprématie impériale, et forment ainsi, au milieu même des Etats dont se compose la fédération germanique, d'autres petits Etats jouissant d'une certaine partie des droits qui constituent la souveraineté » (1).

Ces nobles ont dans leurs terres immédiates la souveraineté territoriale, les droits de justice et d'imposition, le droit de légation actif et passif, et celui de contracter alliance. L'ordre équestre se gouverne lui-même, « mais il n'est point au nombre des Etats de l'Empire qui ont séance et voix à la Diète, et par conséquent il ne prend pas part au gouvernement de l'Empire. C'est la seule prérogative dont il ne jouit pas » (2).

Tel était au *xvi*^e siècle le corps équestre, tel il se trouvait encore à la fin du *xviii*^e siècle, au moins en théorie. Le traité de Westphalie avait confirmé en termes exprès la noblesse immédiate dans ses droits, statuts et prérogatives, à l'instar de ceux des princes et Etats ; les traités subséquents avaient agi de même (3). Néanmoins, au cours des *xvii*^e et *xviii*^e siècles, les privilèges de

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 50, folio 27.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 45, folio 263.

(3) La politique traditionnelle de la France était d'affaiblir l'Empire d'Allemagne : aussi soutint-elle toujours la noblesse immédiate, ainsi lors du Congrès de Westphalie qui consacra la décadence de l'Empire. En 1769, un traité entre la France et les trois cercles équestres de l'Empire abolit le droit d'aubaine entre eux.

l'ordre s'étaient trouvés amoindris et abolis dans les Etats puissants tels que la Prusse et l'Autriche. Des tentatives avaient même été faites pour réduire son influence dans les Etats moyens, mais étaient demeurées sans grand résultat.

En 1792, le corps équestre existe donc toujours avec les mêmes prérogatives et la même organisation. Ses domaines se trouvent surtout en Souabe, en Rhénanie et en Westphalie. Il forme trois cercles ou classes, les cercles de Souabe, de Franconie et du Rhin, chaque cercle étant divisé en plusieurs cantons. Le corps se gouverne lui-même par un Directoire général et ne prend pas part aux charges de l'Empire ; il ne fournit pas de contingents en cas de guerre, et ne paie pas de contributions pour les tribunaux suprêmes. Il fournit seulement à l'Empereur, son seul suzerain, des contributions extraordinaires.

S'il jouit de privilèges certains et importants, il n'a pourtant pas la souveraineté au sens politique du mot, la souveraineté étant, selon la définition donnée quelques années plus tard par la commission d'Ochsenhausen, inhérente aux comtés et seigneuries qui confèrent voix et séance à la Diète, et ne pouvant venir « de droits seigneuriaux et féodaux plus ou moins éminents » (1).

Le corps équestre avait à cette époque de nombreux domaines en Alsace. Parmi ses possessions, certaines étaient des terres immédiates (immatriculées pour la plupart au cercle du Rhin), mais en majeure partie elles étaient de simples propriétés privées. D'ailleurs la question de savoir si telle terre était immédiate, ou si un prince, immédiat sur des domaines situés dans le cercle de Souabe ou de Franconie, jouissait pour tel de ses territoires d'Alsace des privilèges de l'immédiatité, était extrêmement complexe et suscitait à l'époque déjà des controverses très délicates ; le problème au surplus ne saurait se poser pour nous à l'heure actuelle, étant de fort peu d'importance pour juger de l'étendue de leurs possessions.

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés, 36, folio 260.*

La question n'avait d'intérêt que pour les nobles eux-mêmes, vu les privilèges du corps équestre. C'est ainsi qu'une cinquantaine de familles possessionnées en Alsace, d'où elles étaient originaires, avaient acquis des terres immédiates dans le canton de l'Ortenau (1), pour obtenir par là les privilèges attachés à la noblesse immédiate et à la nationalité allemande. Parmi elles, on peut citer les comtes de Durkheim, de Wurmser, d'Helms-tatt et d'Hunoldstein, les barons d'Andlaw, d'Hunoldstein, de Schavembourg, de Rathsamhausen, Zorn de Bulach, de Gohr. Ils avaient ainsi la qualité de sujets mixtes, possessionnés en France et exerçant en Allemagne certains droits de souveraineté.

Certains de ces nobles avaient dans notre pays d'importants biens fonciers. Tel Maximilien-Auguste Bleikaard, comte d'Helms-tatt et de Morhange, baron d'Empire, noble immédiat du cercle de Souabe, qui possédait en France les seigneuries de Hinsange, Lenning, Frey-Altorff, Baronville, Eshoff et le comté de Morhange (2), toutes terres immédiates situées en Meurthe et en Moselle, et qui lui rapportaient 80.000 florins de revenu annuel (3). Ancien colonel au service de la France, il résidait alternativement à Paris et dans son château de Morhange, et lors des élections aux Etats Généraux, il fut élu député de la noblesse du bailliage de Sarreguemines.

Tel aussi Louis-Joseph-Maurice de Gohr, baron de l'Empire, grand maréchal de la cour électorale de Bavière, né à Wattwiller, dans le Haut-Rhin. Il s'était établi depuis 1775 dans l'Empire, où il s'était fait naturaliser d'abord gentilhomme de S. A. R. la princesse de Saxe, puis chambellan de l'électeur de Trèves, enfin attaché à la cour de Maximilien de Bavière. Il avait près de Brumath

(1) Le canton de l'Ortenau faisait partie du cercle de Souabe. La liste complète de ces familles est fournie par un rapport fait sous le Consulat par le ministre des finances ; nous la donnerons plus tard.

(2) L'immédiatité de la terre de Morhange était même reconnue et confirmée par les traités de Westphalie, article 4, § 34 et de Ryswick, article 26. *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 75, folio 175.

(3) Le florin d'Empire valait un peu plus de deux livres. *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 44, folio 232.

(Bas-Rhin) d'importants domaines, et fut en 1789 président du district de Haguenau.

Certains nobles immédiats avaient des biens en France, sinon en Alsace : tel Maximilien-Christophe, comte de Degenfeld-Schomberg (1), dont les divers biens, soit en terres, soit en rentes, provenaient de son ancêtre le maréchal duc de Schomberg. Celui-ci, qui avait vu ses biens confisqués en Allemagne en 1675, avait acheté, avec ce qui subsistait de sa fortune, la terre de Coubert dans la Brie, adoptant définitivement la France pour sa patrie. Lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, il dut quitter son pays d'adoption, et put vendre sa terre en 1719 avec une permission spéciale du Roi. A l'époque de la Révolution, ses héritiers étaient surtout possessionnés dans les Etats allemands de la rive gauche du Rhin, mais conservaient néanmoins en France quelques débris de la fortune de leur aïeul.

A côté des biens possédés en France et surtout en Alsace par la noblesse immédiate, divers princes allemands de haut rang, Etats d'Empire avec voix et séance à la Diète, avaient aussi des domaines dans notre pays, mais à titre purement privé, et sans y jouir d'aucun droit de souveraineté.

L'antique maison belge d'Arenberg, issue de Jean de Ligne (2), à qui sa femme, Marguerite de la Marche, avait apporté en dot le comté d'Arenberg (3), était alors représentée par Louis-Engelbert, duc d'Arenberg, d'Aerschot et de Croy (4). Fils du feld-maréchal et grand bailli de Hainaut, Charles-Marie-Raymond d'Arenberg, il était devenu aveugle en 1774, à la suite d'un accident de chasse, à l'âge de vingt-quatre ans. Très féru de libéralisme, il embrassa chaudement la cause de la Révolution brabançonne aux

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 44, folios 85 à 95.

(2) Né en 1525.

(3) Erigé en duché par Ferdinand III en 1644.

(4) Son frère, le prince d'Arenberg, plus connu sous le nom de comte de La Marck, fut député aux Etats Généraux et exécuteur testamentaire de Mirabeau

côtés de Vonck ; mais il fut bientôt en désaccord avec Van der Noot, et, quittant la politique, il se retira dans son château d'Enghien près de Bruxelles. C'est là que le surprit la Révolution Française : nommé en 1792 par ses compatriotes représentant provisoire de la ville de Bruxelles, il dut refuser ce poste par suite de sa cécité. Il possédait en France de vastes domaines, dans les départements du Nord et des Ardennes.

Prince d'Empire aussi, le duc Anne-Emmanuel-Ferdinand de Croy (1), que la tradition faisait descendre des rois Arpades de Hongrie, avait en France d'importants domaines (2). Le berceau de sa famille se trouvait dans la Somme, à 5 kms de Picquigny, et la principauté de Croy avait été érigée en duché par Henri IV en 1598. Le prince possédait des terres dans le Pas-de-Calais, les Vosges, la Meurthe, la Moselle, les Ardennes, les châteaux de Culan et de la Roche-Guillebaudon dans le Cher, des bois et de vastes propriétés dans ce dernier département ainsi que dans l'Allier, sans compter son hôtel de la rue de Lille.

Quant au prince de Linange, il possédait en France le comté de Dabo, enclavé dans le département de la Moselle. Signalons enfin que le prince de Nassau-Saarbrück, prince d'Empire, possédait en France même divers domaines, en Moselle notamment.

Deux princes de la maison de Salm, le prince de Salm-Kirbourg et le prince de Salm-Salm, avaient alors leur principauté dans l'Empire et des biens en France. La Maison de Salm, qui fait remonter son origine au delà du ^{viii}^e siècle, était alors séparée en six branches ayant toutes droit au titre de prince : trois pour le Haut-Salm (Salm-Salm, Salm-Kirbourg, Salm-Hortsmar), et trois pour le Bas-Salm (Salm-Reiferscheid).

C'était au ^{xi}^e siècle qu'un comte de Salm avait fait construire, au milieu des forêts des Vosges, sur les confins de la Basse-

(1) Un autre membre de la famille, Gustave-Maximilien, prince de Croy (1773-1844), fut évêque de Strasbourg, grand aumônier de France, puis archevêque de Rouen et cardinal sous la Restauration.

(2) Il descendait même d'Attila, si l'on en croit la *Chronologie historique des ducs de Croy*, parue en 1790 à Grenoble. *Bibliothèque Nationale* Lm³ 288.

Alsace et de la Lorraine, un château, berceau de sa famille et centre du futur comté. De ses deux fils, l'un avait fondé en Luxembourg la maison de Nieder (ou Bas)-Salm ; l'autre était resté en Ober (ou Haut)-Salm. A diverses époques, le nom de Salm s'était trouvé mêlé aux grands événements de l'histoire de France. Un comte de Salm se distingua à la bataille d'Azincourt, un Jean de Salm fut maréchal de Lorraine et gouverneur de Nancy, un Adolphe de Salm, doyen de la cathédrale de Strasbourg, se fit remarquer comme un défenseur zélé de la foi catholique.

En 1792, la principauté de Salm était gouvernée par le prince Constantin de Salm-Salm (1), né en 1762. Tel qu'il se trouvait alors, ce petit Etat indépendant avait été créé en 1751 par le traité passé le 21 décembre (2) entre le prince Louis alors régnant, d'une part, et Stanislas, roi de Pologne, et Louis XV d'autre part. La principauté se trouvait en 1792 enclavée par la nouvelle répartition territoriale dans le département des Vosges. Néanmoins pour les droits de traite, c'est-à-dire pour les communications, elle était considérée comme nationale.

Dom Pelletier, curé de Senones, capitale de la principauté, la décrit ainsi en 1755 (3) : elle contient une trentaine de villages, et sa superficie est de près de 20 lieues carrées ; la population, d'environ 1.600 feux représentant 10.000 âmes, vit surtout de la culture des céréales et du commerce des bois, qui descendent par flottage vers la plaine sur le Rabodo et le Bruchen. Senones a deux cents feux, un hôtel de ville, des prisons. Le château princier est bâti sur une montagne en forme de pain de sucre. Enfin, le mont du Donon en fait partie (4) : « cette superbe montagne, dit l'auteur, se fait voir de plus de vingt lieues à la ronde,

(1) Il avait épousé en 1782 Victoria de Loevinstein-Wertheim.

(2) Ratifié par lettres patentes en 1752.

(3) *Archives Nationales* T 1541^r.

(4) Cette montagne est appelée souvent le Framont par les Lorrains, qui prétendent que ce nom lui vient du premier roi des Francs.

et selon les mathématiciens qui furent envoyés par Louis XV en 1731 pour mesurer la surface de la terre, cette montagne surpasse et est élevée au-dessus de la surface de la mer, ou circonférence de la terre, de 400 toises, à 6 pieds de roi la toise ». Outre cette principauté dont il était le souverain et divers biens en Belgique, Constantin de Salm-Salm possédait des forêts et des terres en Champagne, une partie de la principauté d'Arches et Charleville dans les Ardennes, les seigneuries de Puligny, Ceintray, Voissemont et Orgeviller dans la Meurthe (1).

Le chef de l'autre maison de Salm était alors Frédéric-Othon-François-Christian-Philippe-Henri, prince de Salm-Kirbourg, wildgrave d'Haunn, rhingrave de Stein, landgrave d'entre-Moselle et Rhin, membre du Conseil du Saint-Empire, prince de Hornes et d'Obrisque, grand d'Espagne de la première classe, né à Limbourg en 1745. A la suite d'un arrangement de famille passé en 1779 avec la maison de Salm-Salm, il était prince souverain de la principauté de Kirbourg, capitale Kirn, sur la Nahe. Depuis 1770 d'ailleurs, sa famille était fixée en France, et lui-même y résidait le plus souvent. La figure de ce prince, qui se jeta dans le courant révolutionnaire et périt sur l'échafaud, est assez curieuse pour qu'on s'y arrête un instant.

En 1792, le prince allait avoir quarante-sept ans : léger et n'aimant que le plaisir, peu sûr au jeu, il avait dans la société parisienne une assez mauvaise réputation. H. Thirion, dans le livre qu'il a consacré au Palais de la Légion d'Honneur, ancien hôtel de Salm (2), dit que ce prince valait mieux qu'elle. C'est fort possible, d'autant qu'il semble que la renommée l'ait chargé des péchés d'un de ses parents, Charles-Louis de Salm-Grumbach (3), qui vivait alors à Paris, et que ce soit ce dernier qui ait pris part à la

(1) La convention conclue avec ce prince au sujet de l'indemnité à lui due pour la perte de ses divers droits en France, le 16 mai 1792, fut ratifiée par l'Assemblée Législative.

(2) C'est à ce livre que nous empruntons les renseignements suivants sur le prince de Salm-Kirbourg. *Bibliothèque Nationale* Lk⁷ 23.313.

(3) Maréchal de camp en 1787, wild et rhingrave.

révolution de Hollande et dû rendre Utrecht au roi de Prusse, ce qui fut à l'époque considéré comme une trahison.

En tous cas, le prince de Salm-Kirbourg passait pour très poltron. Mme du Deffand raconte dans ses mémoires qu'il alla à un certain duel, qui fit quelque bruit, avec un gros manchon et suivi de deux spadassins de profession. Pourtant l'événement déjoua ses précautions, puisque sa lame se brisa et qu'il reçut plusieurs blessures, légères il est vrai, mais dans le dos, ce qui était particulièrement fâcheux.

Soit conviction et sincère libéralisme, soit rancune contre un régime qu'il rendait instinctivement responsable des blessures faites à sa vanité, ce prince si léger et si superficiel embrassa avec chaleur la cause de la Révolution. Sa réputation et son titre de prince le firent assez mal accueillir dans le parti avancé. Néanmoins il flatte les passions populaires, se plaint le 26 novembre 1789 d'être compté pour 20.000 livres de pension sur le Trésor Royal, alors qu'il en a fait l'abandon deux ans auparavant : le fait est confirmé par une lettre de M. Dufresne, directeur du Trésor, le 1^{er} décembre.

Il ouvre ses salons aux membres du côté gauche, sollicite et obtient de La Fayette le titre de commandant de bataillon dans la garde nationale. Le peuple le chausonne, notamment sur sa descente du cimetière des Invalides. « Persuadé qu'il s'y tramait quelque nouveau complot et que tout l'argent et les canons de France y étaient ensevelis, il y pénétra armé de pied en cap, il y combattit pendant cinq heures entières sans rien trouver contre les intérêts de la nation, et sa valeur contre les morts fit juger de sa douceur avec les vivants » (1).

Le 29 novembre 1781, il avait épousé Jeanne-Françoise de

(1) *Petit Dictionnaire des Grands Hommes de la Révolution*. Dans la 25^e dépêche (11 avril 1792) de Blumendorf à M. de Mercy (éditées par E. Hubert en 1913), on trouve la curieuse phrase suivante, au surplus assez peu affirmative : « Suivant des lettres de Bruxelles, le prince de Salm-Kirbourg doit y avoir paru à deux différentes reprises, déguisé en paysan, et travaillant les habitants, peut-être aussi les troupes, pour les exciter à la révolte ».

Hohenzollern-Sigmaringen : jusque là il avait demeuré dans son hôtel de la rue de Varenne, mais, se jugeant désormais trop à l'étroit, il décide de chercher une plus vaste demeure. Le quartier Saint-Germain est à la mode, on y construit de superbes hôtels. Quoique sa fortune considérable fût souvent éprouvée par ses prodigalités, et qu'il eût été réduit à vivre d'expédients à diverses reprises, il achète un beau terrain en bordure de la Seine, et il fait construire. Les travaux commencent en 1782 ; malgré diverses difficultés, et des poursuites devant la justice évoquées même au Grand Conseil en 1786, l'hôtel est assez avancé à cette date pour qu'il y habite : on y travaille cependant encore en 1790, pour l'aménagement intérieur.

Dessiné par l'architecte Rousseau, décoré par les sculpteurs Moitte, Rolland (1) et Baquet, cet hôtel, qui est aujourd'hui le Palais de la Légion d'Honneur, formait un très bel ensemble. Intérieurement les appartements étaient, selon les pièces, revêtus en stuc, en bois précieux ou en peintures ; la situation du salon, circulaire, était une des plus heureuses de la capitale, et on y jouissait d'une vue des plus agréables sur le cours de la Seine entre le Pont-Royal et le Pont-Louis XVI (2), ainsi que sur les jardins des Champs-Élysées.

Les dépenses faites pour la construction et la décoration de ce palais furent évaluées alors à 2 millions de livres. Il faut croire que la situation financière du prince, harcelé par ses créanciers depuis dix ans, n'était pas beaucoup plus brillante en 1791, puisqu'il songea alors à mettre son hôtel en loterie, comme en témoigne un prospectus déposé chez M^e Silly, notaire rue du Bouloi, avec l'état des meubles. La loterie devait être composée de 90 séries de 90 numéros, vendus 200 livres l'un ; les numéros sortis à la Loterie Royale de France des 1^{er} et 16 juin 1791 devaient déterminer le numéro gagnant ; enfin une somme de 10.000 livres

(1) Moitte et Rolland furent membres de l'Institut sous Napoléon I^{er}.

(2) Aujourd'hui pont de la Concorde.

devait être donnée aux pauvres de la section des Jacobins Saint-Dominique. L'idée fut d'ailleurs abandonnée, et le prince démocrate conserva son superbe palais (1).

Il possédait encore un vaste domaine en Seine-et-Marne, dans le district de Provins. Il avait obtenu du Gouvernement l'autorisation de construire à ses frais un canal pour relier Provins et Bray-sur-Seine. Les plans et les devis furent faits, un million dépensé. Mais des difficultés s'élevèrent avec une certaine dame Godeau qui prétendait que ses ancêtres avaient obtenu le droit de rendre la Voulzie navigable. Un procès s'ensuivit, le prince offrit à la dame 40.000 livres de dédommagement pour qu'elle se désistât. Quoi qu'il en soit, le canal n'était pas fini en 1792 (2).

Notons enfin qu'il possédait une créance sur la France datant du traité de Ryswick. Durant la guerre qui l'avait précédé, le château de Kirbourg avait été rasé, et la forêt de Soignies en Hainaut ravagée ; sur la demande du prince, cette dette fut en 1792 déclarée nationale par le ministre des affaires étrangères (3).

Pour terminer cet examen des biens possédés en France par la noblesse allemande, il nous reste maintenant à parler des princes apanagés, et d'une manière générale de tous les membres de familles princières qui ne possédaient pas de terres souveraines.

Parmi ceux-ci, un des plus célèbres à l'époque de la Révolution était certainement Emmanuel-Henri-Nicolas-Léopold de Salm-Salm, né en 1742 et oncle du souverain régnant de Salm (4). Trei-

(1) Le prospectus de la loterie se trouve à la Bibliothèque Nationale : Lk' 7438.

(2) *Archives Nationales* T 1675.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folio 158.

(4) Sur ce prince, il faut consulter ses papiers, publiés par A. Brette, en 1899, dans la *Revue Historique* : *Papiers et correspondance du prince Emmanuel de Salm-Salm pendant la Révolution française*, et la 2^e série des *Etudes sur l'Espagne* de M. Morel-Fatio, basée en partie sur sa correspondance avec le comte de Fernan Nuñez ; on y voit la vie de la colonie étrangère à Paris à cette époque, et notamment des officiers étrangers au service du Roi (duc de Deux-Ponts, A. Dillon, Jerningham, etc...).

zième enfant du prince Nicolas-Léopold, il avait été d'abord lieutenant au régiment de Brelagh en Autriche, puis colonel au régiment Wallons-Brabant au service de l'Espagne jusqu'en 1778, date à laquelle il était passé au service de la France. Grand et bel homme, de bonne tournure, d'un naturel très franc, sérieux et agréable, il était de plus d'esprit assez libéral (1). Séjournant d'ordinaire en son hôtel de la rue de Grenelle, il était depuis 1783 colonel propriétaire d'un régiment d'infanterie qui portait son nom.

Celui-ci, un des 106 que possédait alors la monarchie (2), et un des sept régiments allemands de l'armée française, créé et levé par le prince de Furstemberg en 1668, avait été autrefois commandé par le maréchal de Saxe, vers le milieu du siècle. C'était un régiment de langue allemande, recruté surtout en Alsace et jouissant de nombreuses franchises. Le prince y était d'abord entré comme colonel commandant, le propriétaire en étant le prince d'Anhalt. Puis, ayant été nommé maréchal de camp le 1^{er} décembre 1781, il avait acheté le régiment, et passé avec la France une convention le déclarant propriétaire perpétuel de celui-ci, qui désormais devait porter son nom. Enfin il aurait, sa vie durant, la qualité de mestre de camp. Le drapeau colonel du régiment de Salm-Salm était blanc, semé de fleurs de lys d'or, avec un soleil éclairant le monde et la devise « *nec pluribus impar* » brodée sur un ruban bleu bordé de rouge (3).

Depuis 1679, ses ancêtres avaient obtenu des lettres de naturalité, la Lorraine n'étant pas alors réunie à la France. Depuis la réunion, on pouvait le regarder comme Français : néanmoins, en mars 1789, il demande et obtient sa naturalisation. C'est qu'il avait l'ambition d'être élu député aux Etats Généraux. Il possédait en Lorraine diverses seigneuries dans les bailliages de Lunéville et de Vézelize : cependant il est peu connu de la noblesse

(1) En 1780, Franklin le recommandait ainsi à Washington.

(2) Le régiment portait le n° 63 ; depuis 62^e régiment d'infanterie.

(3) *Le Régiment de Salm-Salm (1783-1792)*, par H. Bardy.

du pays, aussi s'enquiert-il des dispositions du Tiers Etat : « Si la noblesse ne m'élisait pas, demande-t-il, y aurait-il moyen de me faire élire par le Tiers, ce que j'aimerais bien mieux ? » (1). Mais la réponse n'est guère encourageante, les dispositions de ce corps font en effet prévoir qu'il ne choisira pas de nobles pour le représenter. Le prince ne fut d'ailleurs pas élu.

Outre ses biens en Lorraine, auxquels il faut ajouter les forges de Framont qu'il avait louées à ferme (2), et son hôtel à Paris, le prince possédait quelques terres en Champagne ; il jouissait de plus d'une pension de 12.000 livres sur le Trésor Royal. Mais la Révolution changea sa vie. Le décret du 1^{er} janvier 1791 débaptisa les régiments en leur enlevant le nom de leurs colonels et toutes les dénominations qu'ils pouvaient avoir empruntées à des villes ou à des provinces ; pour lui, sa charge de colonel propriétaire fut liquidée (3). Il s'était d'ailleurs retiré au château d'Anholt en Westphalie, où se trouvaient déjà les princes de sa famille (4).

Prince de la maison de Salm lui aussi, Guillaume-Florentin de Salm-Salm, né en 1745, frère du précédent et évêque de Tournai, fut député en 1789 aux Etats Généraux. Il possédait dans le district de Barr (Bas-Rhin) divers domaines près d'Erstein (5). Enfin presque tous les autres princes de la famille étaient pro-

(1) *Archives Nationales* T 515. Il éditait alors une brochure intitulée : *Moyen de conciliation entre les ordres sur la question du vote par têtes ou par ordres*. Bibliothèque Nationale, Lb⁹⁹ 1794.

(2) L'exploitation de ces forges par les sieurs Bastien et Saint-Mihiel devait lui rapporter 12.000 livres par an, et il était de plus intéressé pour un quart dans les bénéfices. Mais, en 1778, lorsque l'exploitation cessa, les exploitants emportèrent les registres ; malgré des poursuites et de multiples procès, le prince ne recouvra rien, Saint-Mihiel ayant fait une faillite de 330.000 livres. *Papiers séquestrés chez Bernard*, son agent d'affaires. *Archives Nationales* T 515.

(3) Un décret du 26 avril 1792 fixa son indemnité à 155.300 l., et son agent Bernard céda la créance pour 125.000 l.

(4) M. A. Brette, qui a édité une partie de sa correspondance, dit à la fin de son étude : « Que devint-il après 1792 ? Il est difficile de le savoir. Les biographes l'ont négligé. Un seul, (et nous n'osons le citer), le fait mourir en 1808 ». Ici nous ne ferons pas sa biographie, mais nous retrouverons le prince à maintes reprises, portant ses réclamations personnelles ou celles de sa maison devant les autorités constituées, au moins jusqu'en l'an IX. Il vivait donc encore en 1803, et était alors en Allemagne.

(5) Il fut nommé en 1793 archevêque de Prague, et c'est là qu'il mourut en 1810.

priétaires de biens-fonds dans la principauté de Salm ; en 1792 d'ailleurs, celle-ci n'était pas encore assimilée à la France, puisque ce n'est que de 1793 que date la réunion (1).

Un autre prince allemand, d'une des plus grandes familles princières, avait obtenu dans l'armée un rang considérable. Le prince Charles-Constantin de Hesse-Rhinfels, né en 1752, frère puîné du landgrave de Hesse-Rothembourg, était entré très jeune au service de la France ; depuis 1788 il était maréchal de camp, et jouissait d'une pension de 12.000 livres (2).

Il affichait des sentiments ultra-révolutionnaires, et passa bientôt pour le « seul général vraiment républicain ». Chaud Jacobin, il fut nommé général de brigade par l'Assemblée Constituante au lendemain du départ de la famille royale pour Varennes. En 1792, il était commandant à Perpignan et dénonçait le ministre de la guerre Narbonne, coupable à ses yeux de ne pas fortifier la frontière. Il avait un caractère vif et bon, et ses sentiments paraissaient sincères. Mais, outre sa pension, il ne semble pas qu'il possédât en France des biens fort importants (3).

(1) *Documents pour servir à l'histoire de la principauté de Salm*, par le baron Seillière. Paris 1898. A. Benoît, dans sa *Notice sur la réunion de la principauté de Salm à la France*, donne des détails curieux sur cette réunion, basés sur des pièces authentiques jusque là inédites. Le prince Constantin avait fait en 1791 d'assez libérales réformes, et ses sujets lui avaient envoyé alors des adresses d'amour et de fidélité. A la suite des mesures prises par la Convention, défendant d'exporter à l'étranger, même dans les pays enclavés, les habitants de la principauté demandèrent une exception pour eux. Elle leur fut refusée à cause de leur fidélité à leur prince : ce serait alors que, craignant de mourir de faim, vu la disette de céréales, ils auraient demandé la réunion à la France.

(2) M. Chuquet lui a consacré une très belle étude en 1906 : *Un prince jacobin, Charles de Hesse ou le général Marat*. Ce livre est fort intéressant à lire parce qu'on y voit les raisons qui conduisirent ce prince à se lancer dans la Révolution, et notamment sa rancune contre un régime qui, selon lui, ne lui avait pas donné un commandement en rapport avec son rang. On y voit toute sa vie à cette époque, ses avances à la Révolution, son emprisonnement, sous la Terreur, ses essais de journalisme sous le Directoire, sa détention sous le Consulat et sa longue retraite après 1803.

(3) En Allemagne, au contraire, il avait des possessions assez considérables, qui furent confisquées au moment de la Révolution. Le 1^{er} janvier 1793, sa pension fut supprimée et son apanage mis en dépôt. Il réclama près de la Convention une pension sur les domaines de la maison de Hesse en France, et, après thermidor, le Comité de Salut public, reconnaissant la justesse de sa prétention, décida qu'elle lui serait versée.

Ancien colonel du régiment des chasseurs de Flandre, Guillaume de Forbach, comte de Deux-Ponts, résidait à l'ordinaire en son hôtel du 72 rue du Regard, section de la Croix-Rouge. Fils du précédent duc régnant, il était venu jeune s'établir dans notre pays, sa mère étant dans l'intention de « fixer en France le domicile de ses deux fils pour continuer à servir le Roi » (1).

Marie-Anne de Forbach, douairière de Deux-Ponts et veuve de Christian IV, comte palatin du Rhin, demeurait donc avec ses fils tantôt en ses terres de Forbach en Moselle, dont elle avait fait don à ses enfants en 1770 (tout en se réservant l'usufruit avec tous les droits, honneurs et privilèges y attachés), et tantôt dans son hôtel rue de Courty au faubourg Saint-Germain. L'hôtel de Deux-Ponts, situé rue Neuve Saint-Augustin et acheté en 1767 au duc de La Vallière, avait été vendu en partie dans les années 1779 et 1781 (2). Au moment de la Révolution, la duchesse douairière habitait 16 rue de l'Egalité, dans la section du Palais-Royal.

Quant au comte Guillaume de Forbach, il avait abandonné en 1771 et 1774, par un arrangement de famille, la généralité de Forbach à son frère Christian pour le cas de décès de leur mère, celui-ci s'engageant en retour à lui payer 6.000 livres de rente. Seigneur de Pulversheim dans le département du Haut-Rhin, il y possédait un château et diverses dépendances, 140 journaux (3) de terres labourables, 250 de prés et divers pâturages, le tout loué en 1778 pour 3700 livres par an, payables moitié à la Saint-Michel et moitié à la Saint-Georges. De divers autres droits et prestations, rentes foncières et emphythéotiques, il retirait encore environ 2.500 livres de rente de ses terres alsaciennes. En 1785, il avait loué à Champlan, en Seine-et-Oise, de Mme veuve Dubois, une maison de campagne.

Prince apanagé d'une des plus importantes familles souveraines

(1) *Archives Nationales* T 309.

(2) L'hôtel appartenait autrefois à la maison de Conti. *Archives Nationales* T 1111.

(3) Le journal était une mesure indiquant la quantité de terre qu'un homme pouvait labourer en une journée : il variait donc suivant les pays.

d'Allemagne, Xavier de Saxe, prince royal de Pologne, duc de Saxe et oncle de l'électeur régnant, plus connu en France sous le nom de comte de Lusace (1), possédait à Paris 63 rue du Faubourg Saint-Honoré, dans la section des Champs-Élysées, un hôtel évalué à 72.000 livres, de vastes propriétés et des forêts dans les départements du Loiret, de l'Yonne et de l'Aube, enfin une maison de campagne à Pont-sur-Seine (2).

Princesse allemande elle aussi, Amélie, comtesse de Bavière, petite-fille de l'électeur Maximilien de Bavière et de l'Empereur Charles VII, avait acquis dans l'Aube des domaines fort étendus.

Cet aperçu des biens possédés en France par les princes allemands montre qu'en fait ils étaient fort considérables. Princes possessionnés ou nobles immédiats, qui avaient exercé dans leurs terres jusqu'à la Révolution une souveraineté assez étendue ou des privilèges éminents, princes Etats d'Empire ou princes apanagés, propriétaires à Paris d'hôtels somptueux, en province de châteaux entourés de vastes dépendances, ils étaient

(1) Frère de la feue Dauphine, il était par conséquent l'oncle maternel de Louis XVI. Né à Dresde en 1730 et fils d'Auguste III, il avait été de 1759 à 1763 prétendant à la succession de son père comme roi de Pologne, et sa candidature était alors soutenue par la Cour de France. Au dernier moment, celle-ci retira son appui et il ne fut pas élu. Il devint alors tuteur de son jeune neveu l'électeur régnant de Saxe, et essaya, mais en vain, d'être choisi comme grand maître de l'Ordre Teutonique. Marié morganatiquement en 1765 à la comtesse Spinucci, il quitta la Saxe en 1769 et se fixa en France, achetant pour 1.300.000 livres, en 1775, le magnifique domaine de Pont-sur-Seine, appartenant à Ferdinand de Rohan, archevêque de Bordeaux, et qu'avait construit en 1630 Bouthillier de Chavigny, surintendant des finances. En 1789, Xavier de Saxe commandait le régiment Saxe-Hussards à Haguenau. J.-J. Vernier a écrit une *Etude biographique sur le prince Xavier de Saxe, comte de Lusace*, précédée d'une notice sur le fonds de Saxe conservé aux Archives de l'Aube. Cet ouvrage, fort intéressant, se termine ainsi. « Une seule chose pourrait à nos yeux mériter l'indulgence à ce prince, si malheureux dans sa vie et dans ses tentatives : son attachement sincère à la France. »

(2) En 1791, le prince donna mandat à ses fondés de pouvoir aux assemblées bailliagères de Troyes et de Sens d'acquiescer indirectement pour lui les biens nationaux qui conviendraient, et notamment le bois Talon, dépendant du ci-devant prieuré de Pont. Signalons que le prince attirait chez lui, tant à Paris que dans l'Aube, beaucoup de Polonais, ainsi les princes Czartoryski, Poniatowski, Sablonowski; c'est ainsi qu'il introduisit Kucharski, qui se fit vite une grande réputation. Voir J. Mathorez : *Les étrangers en France sous l'Ancien Régime*.

nombreux qui avaient préféré à une existence calme dans leurs domaines allemands une vie plus mondaine et plus gaie à Paris.

Présentés pour la plupart et reçus à la Cour, quelques-uns d'entre eux occupant les hauts grades de l'armée, ils étaient parmi les plus en vue de la société élégante qui gravitait autour du trône. La Révolution, bientôt suivie de la guerre entre leur pays d'origine et leur patrie d'adoption, allait bouleverser cette vie de réjouissances et de plaisirs faciles.

*
* *

Un des plus hauts personnages de l'Angleterre possédait alors en France de vastes domaines. Charles Lennox, troisième duc de Richmond, arrière-petit-fils de Charles II, roi d'Angleterre, et de Louise de Kéroualle, était en 1792 grand maître de l'artillerie du royaume de Grande-Bretagne. Né en 1735 et possesseur très jeune d'une immense fortune, pair d'Angleterre à quinze ans, il était entré en 1751 à la Chambre des Lords, et s'était fait, tant par son activité politique que par la protection qu'il adressait aux arts en mécène éclairé, une réputation considérable.

Dans le parti des Whigs et sous la direction du duc de Newcastle, il avait montré un zèle ardent pour les principes de liberté civile et politique, proposant en 1778 de reconnaître la complète indépendance des colonies d'Amérique, luttant pour la réforme électorale et le droit de vote pour tous. Secrétaire d'Etat dans le premier cabinet Rockingham, en 1762, il était entré en 1782 dans le ministère Pitt comme grand maître de l'artillerie et l'était encore à l'époque de la Révolution.

En dehors de tous ses titres et qualités en Angleterre, le duc de Richmond avait droit en France au titre de duc et pair attaché à sa terre d'Aubigny (Cher). Cette terre avait été donnée par Charles VII en 1422 (1) à Jean Stuart, connétable d'Ecosse, en

(1) Les lettres patentes du 26 mars 1422 furent enregistrées par le Parlement le 14 juillet 1425.

récompense de ses services. Il devait en jouir, lui et sa postérité masculine de la ligne directe, une clause de réversion prévoyant le retour de la terre au domaine de la Couronne, en cas de défaut d'hoirs mâles : c'est ce qui eut lieu au xvr^e siècle par le décès de Charles Stuart. Louis XIV en conféra de nouveau la possession à Charles II, roi d'Angleterre et descendant de Jean Stuart, pour lui et sa postérité masculine, et en janvier 1684 l'érigea en duché-pairie pour la duchesse de Portsmouth (1) et le fils qu'elle avait de Charles II, Charles Lennox, premier duc de Richmond.

Un an après, en janvier 1685, le Roi accordait au duc et à ses descendants des lettres de naturalité. Il serait désormais, ainsi que sa mère, leurs enfants, successeurs et ayants cause, « reconnu et réputé pour vrai et naturel sujet régnicole du roi ». Ils pourraient « succéder en France, y avoir, tenir, acquérir et posséder tous biens, terres, seigneuries et possessions, de quelques titres, dignité, qualité qu'elles soient, sans déroger aux droits, privilèges, emplois et autres droits qu'ils peuvent avoir ailleurs qu'audit royaume de France... sans... que Sa Majesté puisse prétendre leurs biens lui appartenir pour droit d'aubaine, ni autrement... et nonobstant l'habitation, séjour et demeure ailleurs qu'en icelui » (2).

Ces lettres de 1684 et 1685 n'avaient d'ailleurs pas été présentées au Parlement, et, lorsqu'en 1777 le troisième duc de Richmond réclama leur confirmation, on lui objecta sa qualité de pair d'Angleterre qui supposait l'exercice de la religion protestante, son emploi et son rang en Angleterre, enfin les difficultés provenant de sa résidence en ce pays. Mais le duc insista, et, le 16 juin 1777, il obtenait une consultation de quatre des plus célèbres avocats du temps — d'Outremont, Target, Delaune et Elie de Beaumont — qui donnèrent raison à ses prétentions. Il convenait en effet de différencier nettement l'érection d'une terre comme celle d'Aubigny en duché-pairie — acte qui ne concerne pas son posses-

(1) Louise-Renée de Penancoët de Kéroualle avait été faite par Charles II comtesse de Laougham, baronne de Petersfield et duchesse de Portsmouth.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Angleterre 611.

seur — et la réception d'un duc et pair prenant séance au Parlement (1). D'autre part, si c'est un point constant en Droit public français que « nuls étrangers ne peuvent posséder bénéfices en France, et qu'il leur faut des lettres de naturalité pour les y habilitier ; cependant, en les leur accordant, on leur accorde d'ordinaire la dispense de résider » (2).

Le duc de Richmond eut gain de cause, et obtint du Roi le 29 juin 1777 des lettres patentes de surannation sur érection de la terre d'Aubigny en duché-pairie (3), et, le 9 juillet, des lettres de naturalité portant dispense de résider dans le royaume (4). Les ducs de Richmond avaient eu autrefois des biens plus considérables en France : Louise de Kéroualle, de famille bretonne (5), avait en effet acquis le 2 juin 1684 la terre de Chastel, dans l'évêché de Léon en Basse-Bretagne (6), vendu par les créanciers du duc de Cossé-Brissac pour 830.000 livres. Mais, le 14 août 1714, le duc de Richmond, qui résidait en Angleterre, avait vendu pour 1.100.000 livres à messire Antoine Crozat, écuyer et conseiller du Roi à ses finances, la terre, baronnie et seigneurie de Chastel, ainsi que celles de Kéroualle et Mesnoualet (7), de sorte qu'en 1792 Charles Lennox ne possédait plus que le duché d'Aubigny, dont l'importance, il est vrai, était loin d'être négligeable.

Il faut aussi citer comme personnage anglais de marque résidant alors à Paris — et cela non pas tant à cause de ses biens

(1) Dans son mémoire présenté en 1777, le duc rappelait divers exemples d'érection de terres en duchés-pairies sans que le bénéficiaire pût pour cela entrer au Parlement : telles, en 1597, celle de la terre de Beaufort pour César de Vendôme, fils d'Henri IV, à l'âge de 3 ans, et celle du duché de Valentinois en faveur du prince de Monaco, prince étranger, en 1642.

(2) La formule des lettres patentes de cette sorte est très ancienne, et figure déjà dans la bibliothèque canonique de Bouchel.

(3) Enregistrées le 1^{er} juillet suivant.

(4) Enregistrées le 11 juillet suivant.

(5) Kéroualle, aujourd'hui Kéroual, berceau de la famille, est situé dans la commune de Guilers, à quelques kilomètres de Brest.

(6) Cette terre est située à Trémazan, commune de Landunvez (Finistère).

(7) Archives Nationales T 478.

assez peu considérables (1) que de son curieux destin — la comtesse d'Albany. Elle était née princesse de Stolberg-Gedern, en 1753. Toute jeune, cette allemande avait épousé le prétendant Charles-Edouard, petit-fils de Jacques II, le mariage s'étant conclu sous les auspices de la Cour de France. Ce prince exilé, désespérant après Culloden de jamais revoir sa patrie et son trône, et s'abandonnant à la mélancolique destinée des Stuarts, avait pris alors le nom de comte d'Albany : retiré à Florence, c'est là qu'il mourut en 1788 (2).

Sa femme, qui s'était séparée de lui en 1780, avait alors choisi Rome pour sa résidence, et s'y était liée avec le poète Alfieri. Après la mort du Comte, son mari, elle vint s'installer à Paris : c'est là que la Révolution la trouva, dans le très bel hôtel du 24 (3) rue de Provence, loué par elle en 1788 pour la somme de 20.000 livres. Elle y avait habité à peu près sans interruption entre cette date et 1792, hormis un voyage qu'elle fit en Angleterre, où cette demi-Reine désira et obtint d'être présentée à la Cour, qui au surplus la reçut fort bien. La Comtesse reconnaissait presque par ce geste l'usurpation de 1688.

*
* *

Pour terminer cette étude générale des biens, fonciers notamment, possédés alors en France par des princes étrangers, il ne nous reste plus qu'à parler de M. d'Egmont, noble espagnol.

C'était un grand seigneur que Casimir d'Egmont-Pignatelly, né le 6 novembre 1727, fils de Procope-Charles Pignatelly et d'Henriette-Julie de Durfort-Duras, successivement marquis de Renty,

(1) Ses biens étaient d'autant moins considérables qu'elle se vit alors supprimer la pension de 60.000 livres que lui versait la France.

(2) Le prétendant fut alors son frère, le cardinal d'York, dernier descendant masculin de Jacques II.

(3) Ensuite 18, rue de Provence. On sait que la numérotation n'était pas du tout conçue comme celle de maintenant, qu'elle se trouvait assez indécise et que, du reste, une nouvelle numérotation fut instituée par la Révolution : la numérotation sectionnaire dont les chiffres dépassaient souvent 1.000.

duc de Bisache et marquis de Pignatelly, comte de Braine, mestre de camp de cavalerie et colonel du régiment d'Egmont en 1744, brigadier des armées du Roi en 1748, et lieutenant général en 1762, devenu en 1753 par succession de ses aînés comte d'Egmont et Zutphen, duc de Gueldre et Juliers, chevalier de la Toison d'Or, grand d'Espagne de la première création et de la première classe, prince du Saint-Empire Romain.

La famille d'Egmont descendait traditionnellement de Radboud, fils d'Agildus, sixième roi des Frisons, premier seigneur souverain du pays et terres d'Egmont (1), mort en 792, et d'Amara, fille du roi de Hongrie. Authentiquement on la trouve dès le *xix^e* siècle, et depuis lors bien des membres s'en étaient illustrés : notamment Jean II, seigneur d'Egmont, d'une bravoure légendaire et qui portait toujours sur sa cuirasse, dans la bataille, une sonnette pour que ses soldats l'entendissent et pussent se rallier à lui. Il eut deux fils, Arnould, duc de Gueldre et Juliers, et Guillaume, dont le fils fut stathouder de Hollande.

En 1483, Egmont fut érigé en comté et les comtes d'Egmont, en 1540, devinrent princes de Gavre. L'arrière-petit-fils de Guillaume fut le célèbre Lamoral, comte d'Egmont et prince de Gavre, qui se couvrit de gloire dans les guerres contre la France, en 1557, et qui, membre du Conseil d'Etat pour l'administration des Pays-Bas sous Philippe II, soutint énergiquement contre celui-ci les aspirations nationales. Lors de la Révolution, et bien qu'il eût refusé d'y prendre part, il fut déféré par Philippe au Conseil des troubles, condamné et exécuté à Bruxelles avec le comte de Hornes (2).

Héritier de tant de gloires, le comte d'Egmont, possessionné en Italie où il avait dans le Royaume de Naples le duché de Bisaccia

(1) Egmont est un bourg de la Frise occidentale, à l'ouest d'Alkmaar ; autrefois s'y élevait un château, berceau de la famille.

(2) La ville de Bruxelles a élevé une statue à ces deux vaillants champions des revendications belges.

et celui de Crignoles (1), possessionné en Empire où il avait son domicile de droit, propriétaire en Espagne, avait en France, où il résidait habituellement, des domaines considérables qui lui assuraient un revenu de 3 à 400.000 livres (2). Lui-même d'ailleurs avait agrandi beaucoup ses terres françaises, et, en 1803, ses héritiers, dans un mémoire où ils réclamaient la levée du séquestre, pouvaient se vanter que leur aïeul, qui avait servi la France durant cinquante ans avec honneur et distinction, fait treize campagnes de guerre, avait aussi placé en France plus de 10 millions de livres du produit des biens qu'il possédait à l'étranger (3).

Propriétaire de nombreuses terres autour de Berlaymont, dans la prévôté de Maubeuge (depuis département du Nord), d'autres terres à Adinfeld (Pas-de-Calais), de vastes domaines à Braine et Pontarcy (Aisne), de terrains à Sérignan (Vaucluse), à Montgeron (S.-et-O.), à Renty, Eperligues, Mézerolles, Ligny, Gavre, Longueville... il avait aussi à Paris de nombreux hôtels ou immeubles : une maison rue Saint-Antoine, une rue d'Ecosse, l'hôtel de Duras rue Neuve des Petits-Champs ; enfin un hôtel 210 rue de la Place Vendôme (4), d'une valeur d'environ 200.000 livres. Il possédait en outre diverses rentes sur les tailles de la généralité de Paris, de celle d'Artois, et sur les finances de cette dernière province.

En 1787, le comte d'Egmont avait présidé l'assemblée provinciale du Soissonnais. Elu député aux Etats Généraux, il était monté personnellement à la tribune dans la nuit du 4 août pour y faire l'abandon de ses titres, privilèges, prérogatives et droits

(1) Les Pignatelly étaient d'origine napolitaine et, en 1707, à la mort de Procope-François d'Egmont sans postérité, ses titres étaient passés à Charles Pignatelly, fils du duc de Bisaccia et de Marie-Angélique d'Egmont, sa sœur.

(2) Diverses propriétés avaient déjà été vendues : notamment la terre d'Hierges, en Hainaut, en 1749, mais le comte réclamait encore au moment de la Révolution le solde du paiement.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 6.138^e.

(4) La rue de la Place Vendôme devint en 1793 la rue des Piques.

seigneuriaux ; néanmoins, il estimait que « sa qualité de prince étranger ne pouvait être compromise par là, puisque, comme aîné de sa maison, il portait un caractère indélébile qui l'empêchait de devenir Français » (1). D'ailleurs, il n'avait pas adhéré au nouvel ordre de choses, puisque, comme MM. de Clermont et de Croy, eux aussi princes étrangers, il avait donné sa démission avant l'achèvement de la constitution et son acceptation par le Roi.

Le comte d'Egmont était donc, lorsque s'ouvrit en 1792 la guerre entre la France et l'Autriche, un des princes étrangers qui avaient dans notre pays le plus de biens fonciers. Si beaucoup de nobles allemands étaient alors propriétaires en France, il y avait aussi, nous venons de le voir, certains princes anglais ou espagnols qui y possédaient de vastes domaines. Pour eux, comme pour les Allemands, pour le comte d'Egmont surtout qui avait fait de la France sa véritable patrie, le nouvel ordre de choses allait modifier profondément la situation.

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁶, dossier 173.

II.

BANQUIERS, FINANCIERS, COMMERÇANTS.

La Monarchie s'était toujours montrée accueillante aux étrangers. A toute époque, les commerçants, les ouvriers étaient venus nombreux en France, et beaucoup s'y étaient installés. Au bout d'un certain temps, les nationaux de certains pays, tels que les Suisses et les sujets du Pape à Avignon ou dans le Comtat Venaisin, étaient réputés régnicoles, et des conventions diplomatiques garantissaient leurs privilèges (1).

Aussi n'est-il pas étonnant de voir qu'au moment de la Révolution nombreux étaient les étrangers installés dans notre pays, et y possédant quelques-unes des plus importantes maisons d'industrie ou affaires commerciales. Bien des maisons de banque se trouvaient aux mains de Suisses, d'Allemands, de Gênois ou d'Anglais. A l'occasion même, ces hauts personnages du monde financier ne dédaignaient pas de se mêler à la politique. C'est ainsi qu'« on découvre leur main dans la prise de la Bastille, dans la déclaration de guerre contre l'Autriche » (2), et qu'on les retrouvera plus tard dans les luttes des partis, attisant le feu révolutionnaire.

Une des banques les plus considérables de la place de Paris était la célèbre maison Boyd Ker et Cie, 9 rue de Grammont, qui figure dans l'Almanach Royal parmi les cinquante banques pour les traites et remises de place à place agréées, chaque année,

(1) A. Mathiez : *La Révolution et les Etrangers*, p. 8. Dans ce livre, l'auteur étudie la plupart des étrangers dont nous allons parler, notamment dans les pages 100 à 120, consacrées à Proly, Walckiers, Gusman, Fray...

(2) *Annales révolutionnaires*, tome XII, p. 218.

par le contrôleur général des Finances (1). La maison avait été fondée en 1785 par John William Ker, écossais d'une quarantaine d'années, et par Walter Boyd junior, commandités par le baron de Kessel ; et, depuis lors, elle avait si bien prospéré qu'elle était sans contredit une des plus grandes banques d'Europe (2). En 1791, l'acte de société fut remanié et l'affaire, portant toujours la même raison sociale, fut commanditée par M. de Laborde-Méréville, banquier de la reine Marie-Antoinette.

A Paris, la maison Boyd Ker est la banque du ministre Pitt, et du Foreign Office. En relations d'affaires très suivies avec la maison bruxelloise Veuve Nettine et Cie, qui s'occupe d'affaires coloniales, d'opérations financières, et lance sur les places de Londres et de Paris les emprunts du Gouvernement autrichien, elle est, dans cette ville, son principal correspondant. La banque Boyd Ker s'occupe surtout du change et du commerce des traites et des remises, et se trouve ainsi en relations avec les principales banques d'Europe : Heath de Gênes, Salverte de Florence, Smith et Atkinson de Londres, Van Damme de Bruxelles, Parish et Cie de Hambourg. Elle a des clients dans presque tous les pays, à Cadix, à Barcelone, à Livourne, à Amsterdam, même à Dantzig (3).

La distinction entre banque de commerce et banque d'affaires était moins nette encore autrefois qu'aujourd'hui, et la maison Boyd Ker s'occupait également à l'occasion d'entreprises commerciales. C'est ainsi qu'elle avait des intérêts dans les mines et forges de la province de Luxembourg, dans les clouteries et autres établissements de Charleroi.

Elle s'occupait aussi de lancer divers emprunts ; elle fut de la sorte en relations suivies avec le prince Philippe d'Orléans, et

(1) Nul ne pouvait être admis sans être présenté par dix au moins des banquiers précédemment agréés.

(2) *Archives Nationales* T 1604.

(3) La plupart des papiers d'affaires de la banque, relatifs surtout à l'année 1793, sont au dossier Boyd dans les liasses du Comité de Sûreté générale. *Archives Nationales* F⁷ 4.615.

traita avec lui pour en émettre un en Hollande, à son profit. Celui-ci n'avait d'ailleurs pas suffi pour restaurer les finances du prince, qui laissaient souvent à désirer, et, pour un prêt de 800.000 livres qu'elle lui consentit ensuite, Philippe d'Orléans avait déposé à la banque en nantissement 90 actions sur la pairie d'Avesnes et une partie des titres du susdit emprunt. Les affaires faites entre eux étaient donc fort importantes. Par acte notarié du 11 octobre 1790, le duc avait fait transport à la banque de 2.079.425 livres, moitié de la somme productive d'intérêts à 5 % à laquelle avait été liquidée la dot de la Reine d'Espagne, nièce de la duchesse d'Orléans, et des intérêts y attendant à dater du 1^{er} janvier de ladite année (1).

A la banque Boyd, comme dans les autres maisons, les clients mettaient leurs titres en dépôt — actions d'affaires coloniales, comme celles des Compagnies des Indes et du Sénégal (2), titres d'emprunts de 1784 et 1785 ou valeurs industrielles — et la maison percevait pour eux les coupons et les intérêts. Beaucoup avaient des comptes courants chez Boyd Ker ; ceux-ci ouvraient à certains des crédits de circulation, faisaient des avances sur titres, des constitutions de rentes viagères. En un mot, la maison Boyd Ker traitait la plupart des opérations bancaires, et comme banque commerciale elle était la plus importante des maisons étrangères de la place de Paris.

Walter Boyd — qui d'autre part était à Londres l'associé de l'importante banque Boyd Benfield et Cie (3) — avait, au 7 rue de Grammont (numéro sectionnaire 668), dans la section de la Bibliothèque (4), son habitation particulière. C'était une grande maison, comprenant trois étages, chacun formant deux appartements de cinq pièces, l'un sur le devant, l'autre sur les derrières,

(1) *Archives Nationales* T 1688.

(2) Voir le procès avec Haller, banquier négociant. *Archives de la Seine*, Domaines 490.

(3) Ceci est une légère anticipation, puisque ce n'est que le 15 mars 1793 que fut créée la maison Boyd Benfield et Cie.

(4) Celle-ci devint section de 1792, le 4 septembre 1792, et section Le Pelletier, le 15 octobre 1793.

où se trouvaient une terrasse et une vaste cour (1). Boyd était de plus propriétaire campagnard au village des Menus, près de Boulogne-sur-Seine. Il y avait acquis de Paul Belin de Villeneuve, le 1^{er} décembre 1791, un vaste domaine pour la somme de 60.000 livres. Celui-ci contenait 17 arpents de jardins clos de murs avec potager, parterre, terrasse, bosquets, et Boyd y élevait des bestiaux et même des daims. Une superbe allée d'arbres conduisait de la maison, vaste bâtiment couvert d'ardoises sis entre cour et jardin, à la porte du bois de Boulogne.

Depuis quelque temps, Boyd était entré au Club de Valois et Ker au Club monarchique. Mais jusque là ils ne s'étaient pas mêlés, ostensiblement du moins, à la politique agissante.

Une autre maison importante de la place de Paris, sise rue Vivienne, était la banque Vandenyver frères et Cie. Cette maison avait été fondée en 1761, sur la butte Saint-Roch, rue Royale (2), par Vandenyver père, sujet hollandais, et elle avait repris les affaires de la banque Goossens, rue des Victoires. A cette époque, elle commanditait diverses entreprises commerciales, notamment celles du sieur Guffray, négociant charentais qui fournissait des souliers aux colonies.

Lors de la guerre d'Amérique, la maison Vandenyver s'était chargée des intérêts en souffrance de divers armateurs ou négociants hollandais. C'est ainsi qu'elle avait esté en justice au lieu et place des affréteurs et chargeurs du « *Wel te Wreede* », qui avait été pris en mer et conduit à Cherbourg (1779) et pour le sieur Streckeisen, dont le navire « *les Trois Grâces* » avait été saisi en 1780, une partie de l'équipage étant soupçonné d'être anglais. Il semble d'ailleurs certain que les frères Vandenyver commanditaient des voyages aux colonies, notamment à l'île Saint-Domingue (3).

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 704.

(2) La rue Royale Saint-Roch devint en 1793 la rue des Moulins.

(3) Ils avaient personnellement des intérêts dans d'importantes affaires coloniales : 50 actions de la Cie du Sénégal, d'une valeur nominale de 35.000 livres, intérêts dans la Cie des Indes, etc.

Outre ces opérations qui la rapprochent du type de la banque d'affaires, la maison Vandenyver faisait à peu près toutes les autres opérations bancaires, dépôt de titres, commerce des lettres de change et billets à ordre, change de monnaies etc... En 1783, la banque avait déposé une soumission de 10 millions dans l'emprunt de 100 millions en viager qui venait d'être émis ; elle s'offrait à les payer mi-partie en traites et mi-partie en piastres, ce qui fut accepté.

En 1792, elle comptait des clients importants, et faisait montre dans ses choix d'un véritable éclectisme. Banquiers d'Anacharsis Cloots, l'Orateur du genre humain, les Vandenyver l'étaient aussi de Madame du Barry et du baron de Batz, le célèbre conspirateur royaliste (1). Dès 1790, pour suivre le mouvement révolutionnaire, et ne pas paraître suspect aux novateurs, J.-B. Vandenyver, l'aîné, s'était fait recevoir à la Société des Jacobins ; le 15 mai 1791, il allait porter à la Société, avec ses compatriotes, la pétition qui demandait à la France d'intervenir contre le stathouder.

En dehors de sa maison de banque, Vandenyver était à Paris un important propriétaire immobilier. Il avait dans les sections de l'Arsenal et des Quinze-Vingt de nombreuses maisons : dans la cour de la Juiverie, les numéros 2, 3, 4 (louées 800 livres en 1789), 11 et 13 (louées 2.030 livres en 1790), 14, 15 et 12 (chacune d'une valeur de 30.000 livres), 7 (louée 970 livres) et 9 (louée 1.460 livres) (2).

L'immeuble de la rue des Moulins au coin de la rue Thérèse (section du Palais-Royal), évalué 130.000 livres, lui appartenait, ainsi que l'immeuble attenant (numéros 20 et 22). Une maison qu'il possédait rue de Provence était louée par lui 1.200 livres à Mme veuve Chevalier ; enfin il était propriétaire, dans la section de la Place Louis XIV (3), du 24 rue Vivienne, dont la valeur

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4775³⁹.

(2) Répertoire de la série Q4 aux Archives de la Seine : *Sommier des Domaines nationaux de la Ville de Paris*, par H. Monin et L. Lazard.

(3) Devenue section du Mail, le 11 août 1792.

locative était évaluée à 8.000 livres. Les Vandenyver comptaient parmi les plus riches des nombreux étrangers qui étaient venus chercher fortune en France.

Il y avait également à Paris un autre banquier hollandais : c'était Balthazar-Elie Abbéma, qui demeurait au 5 rue des Ménars. Il avait fait sa fortune en Hollande, et lors de la Révolution de 1787 embrassa la cause des patriotes bataves. Membre du Conseil d'Amsterdam, député aux Etats de la province de Hollande et président du comité de défense de la ville d'Amsterdam, il avait lutté contre le stathouder ; aussi, lors de la répression, et sur l'ordre de la princesse d'Orange, il fut déclaré déchu par les Etats et exilé. C'est alors qu'il se réfugia en France avec sa femme, ses deux fils et leur instituteur. A Paris, il s'était inscrit au Club fayettiste de 1789, et faisait partie du comité batave.

Hollandais lui aussi, le courtier de change Louis-Benjamin Calmer, dont la maison se trouvait 13 rue de Choiseul, semble avoir possédé la confiance des patriotes, puisque la section de la Bibliothèque le chargea d'effectuer ses recouvrements. Un autre Calmer (Isaac-Antoine-Louis), qui avait fait sa fortune avant la Révolution à la Bourse et à la Caisse d'escompte, s'était alors retiré dans son domaine de la Planchette, commune de Clichy-la-Garenne, et il y cultivait ses terres (1).

Chef de la puissante maison de banque Veuve Nettine et Cie, le vicomte belge Edouard de Walckiers résidait le plus souvent en France à l'époque que nous étudions. Il avait une fortune des plus considérables, évaluée à quelques dizaines de millions, gagnée en grande partie dans des entreprises coloniales. C'est ainsi que la maison Veuve Nettine et Cie avait fait construire en 1782, dans les chantiers de la Vilaine, un navire nommé la « *Belle Pauline* », qui alla plusieurs fois sur la côte d'Angola, pour faire la traite des noirs. En 1786, Walckiers avait fondé la société Walckiers-Romberg pour le commerce des Indes, et, en 1787, il

(1) Archives Nationales F⁷ 4.631.

achetait de nombreux titres d'emprunt de l'île de Grenade (1).

En 1792, sa maison de banque est en relations d'affaires avec toutes les grandes banques d'Europe, Boyd Ker de Paris, Ezelhiel et fils de Rotterdam, Fries et Cie de Vienne, Girardot Haller et Cie de Paris, Hope et Cie de Londres, Herries et Cie de Londres, Parish et Cie de Hambourg. Le prince de Salm-Kirbourg, le duc d'Arenberg, d'autres princes allemands sont ses clients. Pour lui, il s'intéresse beaucoup aux sciences, à l'électricité, et notamment aux expériences aéronautiques. Il dut pousser celles-ci assez loin, et elles réussirent, si l'on en croit certaines lettres ; il aurait même conçu l'expérience de Montgolfier quatre mois avant lui, et mérité sa gloire, puisque sous les yeux de ses concitoyens il parvint à trouver le moyen d'élever de grands poids dans les airs et de les diriger à volonté, au moins par temps calme (2).

Lors de la Révolution belge, Walckiers avait été le bailleur de fonds du parti Vonckiste. En 1791, il tenta de réconcilier celui-ci avec les Statistes, mais ne put réussir. A Paris, il est lié à cette époque avec quantité de personnages influents. Neveu du banquier Laborde-Méréville, il a des attaches à la Cour ; et il est de plus l'oncle du marquis de Chauvelin qui, en 1792, est ambassadeur à Londres. Il est aussi en relations avec Barnave, Lameth et avec les Girondins.

Il est adjudant général de la cinquième légion de l'armée parisienne, mais le 20 mai 1792 il sera obligé de démissionner, car il va acheter le 13 juin pour 230.000 livres le château et le domaine de Carlepont près Noyon (Oise), et l'acte constitutionnel ne permet pas de remplir une fonction publique dans un département autre que celui où l'on est domicilié. A cette occasion, il adresse à ses frères d'armes un adieu dans lequel il proteste de ses sentiments patriotiques :

« C'est en vous imitant que je pourrai m'acquitter de la reconnaissance que je vous dois et justifier la confiance que vous

(1) *Archives Nationales* T 1670.

(2) Ces dossiers sont conservés aux *Archives Nationales* F7 477550.

m'avez témoignée. Vous pourrez la reposer en des mains plus dignes par leurs talents, mais j'ose croire qu'elle ne seront pas plus pures, et cette idée me console un peu des regrets que j'éprouve en vous quittant (1) ».

Certaines banques suisses importantes existaient alors à Paris. L'une était dirigée par Jean-Frédéric Perregaux, natif de Neuchâtel. Cette ville, qui appartenait au Roi de Prusse, était alliée aux Cantons Suisses, de sorte que la nationalité de Perregaux était suffisamment douteuse pour que, selon les circonstances, il pût se prétendre Prussien ou Suisse. Après avoir vécu en Suisse, en Angleterre et en Hollande, il s'était fixé longtemps avant la Révolution en France, par goût pour ce pays, disait-il, et habitait à Paris 5 rue Mirabeau (2).

Depuis 1789, il avait rempli consciencieusement ses devoirs de citoyen, capitaine de la neuvième compagnie de fusiliers de la garde nationale, puis commandant du bataillon de la section Saint-Magloire jusqu'au 1^{er} janvier 1792 (3). Parmi les nombreuses relations d'affaires de sa banque, il comptait beaucoup d'Anglais, des plus considérables, et personnellement s'était lié avec quelques-uns d'entre eux : lord Auckland, ministre d'Angleterre à La Haye, milord Fitz Gerald, ambassadeur en France, lord Kerry, le docteur Priestley, Crawford. Il avait été aussi l'ami de Necker. Son associé était Gumbelsheymmer, né à Francfort et ancien commis du banquier Betmann (4).

Sans compter les banquiers Necker et Clavière, qui furent tous deux ministres des finances, nombreux étaient les Suisses, directeurs d'importantes maisons de banque, qui vivaient alors en France. Citons Panchaud, citoyen de Genève et protégé par

(1) Cet adieu fut imprimé chez L. Potier de Lille, rue Favart. *Bibliothèque Nationale* Ln²⁷ 20.881.

(2) En 1793 elle devint la rue du Mont-Blanc. Avant 1791, comme aujourd'hui, elle portait le nom de rue de la Chaussée-d'Antin.

(3) Sur Perregaux, voir A. Mathiez : *Autour de Danton*.

(4) Il était l'ancêtre du chancelier allemand Bethmann-Hollweg. *Annales révolutionnaires*, tome XII.

l'ancien contrôleur des Finances Calonne, le zurichois Jean-Gaspard Schweizer, qui habitait rue Taitbout un somptueux immeuble, les frères Mallet rue Mirabeau, le banquier parisien Jean-Louis Grenus, qui était en relations d'affaires avec la plupart des centres commerciaux d'Europe, Isaac Thélusson, etc.

Un banquier allemand d'Aix-la-Chapelle, Jacques-Henri Wiedenfeld, avait quitté en 1791 la maison que dirigeait son père et était venu à Paris, pour tenter d'y faire des affaires. Il s'était associé le 17 janvier 1792 avec Jean-Aloys van Houten, chacun devant mettre par moitié ses biens dans l'organisation de la loterie de Ryckholt qu'il s'agissait de créer ; l'autorisation avait été obtenue d'Antoine-Ignace-Casimir, baron de Ryckholt et Bonnom, qui leur en avait concédé l'exploitation pour douze ans, moyennant soixante louis d'or par an (1).

On devait faire trois tirages de « lotto » par semaine, et les associés s'étaient assuré la collaboration d'un certain Sutaine, chevalier de l'ordre de Malte, pour 100 livres par mois et 300 livres de « pot de vin ». Enfin on s'était adressé à Paris à M. Cliquot, « fort accrédité dans les opérations de loterie, jouissant dans cette capitale d'une confiance très étendue et joignant à la théorie de cette spéculation une pratique consommée ». On devait miser sur Bruxelles, Cologne, Offenbourg, et les mises seraient offertes à un taux déterminé : l'extrait simple à quinze fois et le déterminé à soixante-quinze fois ; l'ambe simple à deux cent quatre-vingts fois et l'ambe déterminée à cinq mille cinq cents fois ; le terme enfin à six mille fois. Il y aurait à Paris un crédit proportionné aux affaires de Cliquot, et celui-ci aurait un traitement fixe et 10 % dans les bénéfices (2).

Bref, tout était prêt, et le lotto de Ryckholt devait détrôner, à ce que disait l'abbé Sutaine, celui de Wiesbaden. Les clients seuls manquèrent : devant leur insuccès, les associés se brouillèrent et l'acte de société fut rompu en mars 1792.

(1) *Archives Nationales* T 17.

(2) *Archives Nationales* T 1.552.

Wiedenfeld dut donc chercher autre chose. Il habitait alors un appartement au 31 rue Thévenot (1), loué 1.200 livres au sieur Mathieu Bertrand. Le 25 mars 1792, il loue dans un autre immeuble, 525 rue Neuve Saint-Augustin, puis il repart à Aix-la-Chapelle où il va diriger la banque de son père. Nous le retrouverons plus tard en France, fournisseur des armées de la République.

Divers Génois avaient ouvert à Paris des maisons de banque ; parmi eux, on peut citer Dania, 8 rue du Faubourg-Poissonnière, associé avec son compatriote Merlo (2), Giambone, 20 rue de Bondy, Picaluga, rue de Richelieu (3), enfin Rapalli.

Deux banquiers et négociants bruxellois étaient venus aussi s'établir en France, l'un à la veille, l'autre au début de la Révolution. C'étaient deux frères, Michel et Henri Simon, fils d'un riche sellier, qui pensaient trouver à Paris les moyens d'accroître une fortune déjà considérable. Intéressés dans la grande banque Greffulhe et Monts, ils avaient de hautes relations politiques, Camille Desmoulins, Fabre d'Eglantine, Chabot, et menaient une vie fastueuse (4).

Enfin il faut encore citer, pour terminer cette énumération des principaux banquiers étrangers que la Révolution trouva en France, quelques Anglais : James Carrey, banquier 709 rue du Bac, qui faisait surtout des affaires avec l'Angleterre, Sir Robert Smith (5), et Sir John Lambert. Celui-ci, dont la banque se trouvait 66 rue de Richelieu, était le petit-fils d'un Français que la Révocation de l'édit de Nantes avait chassé, et qui s'était alors fait naturaliser Anglais. Sa famille était restée en Angleterre, où son frère était capitaine de vaisseau et son fils capitaine des gardes

(1) Depuis rue Réaumur.

(2) Celui-ci possédait à Champigny une maison de campagne.

(3) Cette rue devint en 1793 la rue de la Loi.

(4) M. Mathiez a consacré dans son livre *Autour de Danton*, Payot 1926, une étude aux frères Simon.

(5) Il fut emprisonné sous la Terreur, et revint en France en 1801 pour recouvrer ses biens.

du Roi. Quant à lui, retiré des affaires depuis sept ans, il vivait de ses 60.000 livres de rentes, consistant notamment dans les revenus de ses actions de la banque de Saint-Charles et de la Compagnie des Indes (1).

*
**

A côté des banquiers dont nous venons de parler, il y avait dans les sphères du grand commerce et de la haute finance beaucoup d'étrangers, venus en France se livrer au jeu de la spéculation ou tenter d'y faire des opérations lucratives.

Parmi eux, le plus connu était sans doute Pierre-Jean-Bertholi Proly, né en 1751 du banquier Balthazar Proly, ancien receveur général des domaines et finances de Belgique et de Marie-Anne Cloots. On le disait d'ailleurs fils du célèbre chancelier autrichien prince de Kaunitz.

Après s'être initié à Nantes au grand commerce, il s'était lancé dans les affaires coloniales. En 1782, il fait armer le navire « *La Ville de Vienne* », battant pavillon autrichien, pour le commerce des Indes ; l'année suivante, il arme un autre navire, « *Les Deux Frères* », pour le même commerce. Il projette aussi des affaires avec l'Extrême-Orient, pour la porcelaine, le thé, le bois et les soieries. Il s'entend, pour ces expéditions lointaines, avec la « *Compagnie privilégiée de Trieste et de Fiume* », qui lui consent des crédits ; la maison Boyd Ker lui fait également des avances sur titres.

En 1787, il fonde une société, à capital très important, pour faire durant neuf ans le commerce de la Mer Rouge et des Indes. Le comité était composé de lui-même, du chevalier du Saint-Empire Dimpfel, de Peyssonnel, Pallart et Pache. La maison commanditaire serait à Marseille, sous la raison sociale Guys

(1) Lorsqu'il fut arrêté sous la Terreur, Lambert se défendit d'être Anglais, et prétendit avoir été naturalisé en 1760. *Archives Nationales* F⁷ 4.761. Nous n'avons pu trouver la preuve de sa naturalisation ; en tout cas il fut considéré comme Anglais.

cousins et Cie. La première expédition devait être de 4.000.000 de livres, mais le privilège exclusif de la Compagnie des Indes les força à demander au roi de Sardaigne le droit de prendre son pavillon ; la vente de la cargaison à Nice devait donner à la douane des bénéfices considérables, et leurs vaisseaux iraient « faire retentir à l'autre bout de l'hémisphère la gloire de l'auguste monarque » dont ils auraient reçu tant de bienfaits (1).

Depuis 1783, le comte de Proly s'était fixé à Paris, et s'y occupait beaucoup de spéculations de bourse. Chez son agent de change Orry la Roche, il a toujours des valeurs pour plus d'un million. En 1788, il joue à terme sur les actions de la Caisse d'escompte, sur celles de la Compagnie des Indes (en avril il en achète pour 1.400.000 livres), et sur des valeurs d'assurances. En avril 1788, son compte courant monte à 2.785.638 livres 10 s. 6 d. En trois mois les opérations portent sur 14 millions de valeurs, somme considérable pour l'époque, les unités d'alors et celles d'aujourd'hui ne pouvant se comparer (2). Certaines de ces opérations sont faites d'ailleurs de compte à demi avec Régnier, ancien conseiller à la Cour des aides, avec qui il s'est associé.

Il achète des tableaux et des objets précieux, mène une vie somptueuse, dépensant sans compter, fréquentant les plus hauts personnages. Il s'est dépeint lui-même « paresseux, aimant la table et le vin, franc, brusque et disant après dîner, sans aucune retenue, ce qu'il avait pensé dans la journée ». On aurait pu croire qu'un bon vivant comme lui éviterait de se mêler au courant révolutionnaire, et pourtant le voilà qui se jette dans la politique, se lie avec Desmoulins et Héroult de Séchelles, avec Bentabole, Barère et Chabot, Fabre d'Eglantine et Hébert. Il prend part à la Révolution belge ; en décembre 1791, il fonde un journal, « *Le Cosmopolite* », et il y lutte pour éviter la

(1) *Archives Nationales* T 938.

(2) Il est impossible d'établir une exacte comparaison entre la valeur marchande de l'argent à cette époque et celle d'aujourd'hui. Mais il nous semble qu'en multipliant par 25 les prix d'alors on sera plutôt encore au-dessous de la vérité.

guerre entre la France et l'Autriche. Ce journal disparaît d'ailleurs à la veille de la déclaration de guerre (1).

Juif d'origine portugaise et ami de Proly, Judas-Jacob Péreira, (qui signe J. de Pereyra), était en 1792 propriétaire d'une manufacture de tabac à Paris, sise 413 rue Saint-Denis. Du 15 avril 1791 au 15 mars 1792, il avait été associé avec Laborde de Saint-Romain, puis avait gardé l'affaire pour lui seul. Il avait pris de plus pour l'année 1792 une patente lui permettant d'exercer une profession quelle qu'elle fût dans le ressort de la municipalité de Paris. Lui-même habitait au 193 rue Saint-Denis (2).

Figure énigmatique que celle d'un autre étranger, un Espagnol, Andrés-Maria de Gusman (3), que nous voyons collaborer au *Cosmopolite* aux côtés de Proly, avec qui il s'est trouvé mêlé à la Révolution belge. Né à Grenade en 1753, il avait fait ses études en France, à l'Ecole militaire de Sorèze. Fixé à Paris longtemps avant la Révolution, il mène alors une existence fastueuse, vivant d'agiotage et d'expédients. Il se fait passer tantôt pour le baron allemand Defrey, tantôt il se dit le chevalier de Saphano, fils de l'électeur de Cologne (4), et tantôt il fait remonter sa généalogie aux anciens ducs de Bretagne. En 1792, nous le trouvons mêlé à la politique, ami de Delacroix, commensal de Danton. Il habite alors 36 rue Neuve des Mathurins, sur la section de la Place Vendôme.

Espagnol lui aussi, François Cabarrus (5), administrateur de la Banque Royale de Saint-Charles, banque d'Etat espagnole, avait des intérêts en France. Le 4 août 1787, la société dans laquelle il

(1) Voir à la Bibliothèque nationale Lb⁴¹ 3345: *Réponse de Proli (Belge réuni) aux calomnies réunies contre lui par la femme d'un émigré et par deux de ses affidés*.

(2) *Archives Nationales* T 796.

(3) Sur Gusman, voir Mathiez: *Autour de Danton*, les *Annales Révolutionnaires* de mai-juin 1916, et un article de A. Morel-Fatio dans la *Revue Historique* de mai-juin 1916.

(4) Déclaration d'Elisabeth Cavillier pour le procès des Dantonistes. *Archives Nationales* W 342.

(5) Père de Mme Tallien.

se trouvait avec Jean-Jacques Lecoulteux, Simon-Emmanuel-Julien Lenormand, Louis-Jacques Dangirard et Pierre Lalanne, passait avec Jean-Pierre Brulé et François Geney, ingénieurs, un contrat pour entreprendre le canal Royal de Paris, entre l'Ourcq et la Marne. Les devis furent établis, les plans levés, et les ingénieurs proposèrent des règlements qu'accepta la société. Puis, sans que les raisons en soient bien connues, les associés firent cesser les travaux. Il en résulta un procès que leur intentèrent les ingénieurs. Le 10 juillet 1790, le Châtelet prononça un arrêt déboutant ceux-ci de leur plainte ; mais ils firent appel, et l'affaire était encore pendante en 1792 (1).

En 1790 et 1791, Cabarrus avait acheté beaucoup de domaines nationaux, sans toujours paraître en nom. C'est ainsi que, le 12 septembre 1791, on lui adjugeait pour 101.000 livres l'abbaye de Lisle à Ordonnac en Médoc, avec les domaines y attenant, autrefois propriété de l'évêque de Bazas (2). A Paris, il s'était fait admettre, dès 1790, au club des Jacobins.

Un Hollandais, né à Heusden en 1756, Jean-Conrad de Kock (3), chassé de son pays par la Révolution, s'était fixé en 1787 à Paris. Il était resté d'abord deux ans comme commis dans la grande banque Girardot Haller et Cie ; puis il s'intéressa dans la banque connue sous la raison sociale Sertorius et Cie, rue Bourbon (4), avec les Allemands Schuchardt et Niebecker. Il possédait aussi à la Glacière, au Faubourg-Marcel, une manufacture de toiles. A Passy, il était propriétaire d'une très belle villa 31 rue Chalier, où il vivait avec sa femme et ses neuf enfants. Entré, comme la plupart de ses compatriotes, dans le courant politique, il faisait partie du Comité batave et était membre du Conseil

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 708.

(2) *La vente des biens nationaux dans le Cher et dans la Gironde*, par M. Marion, p. 101. *Archives de la Gironde* Q 567.

(3) On trouve aussi les orthographes de Kook, le Koc, Kok. Conrad de Kock fut le père du romancier du même nom.

(4) En 1793, cette rue devint la rue Neuve-Egalité, et la banque prit le n° 314.

d'administration de la Légion franche étrangère (1). Il recevait souvent Hébert et les hommes politiques du temps, ce qui causa d'ailleurs sa perte.

Un Allemand se faisait alors remarquer par son enthousiasme novateur et par ses principes humanitaires. J.-B. Cloots, qui avait pris le prénom d'Anacharsis, s'était à peu près fixé à Paris dès 1775, à l'âge de vingt ans. Il s'était fait, avant la Révolution, une certaine renommée littéraire par des ouvrages philosophiques et politiques. Dans la Révolution, il vit un événement mondial, et voulut en appliquer les principes à l'humanité : c'est ainsi qu'il avait, le 19 juin 1790, présenté à la Constituante une députation d'étrangers. Aussi fut-il surnommé l' « Ambassadeur », « l'Orateur du genre humain ». Riche de 100.000 livres de rente, il habitait à Paris l'hôtel de Modène, rue Jacob, qu'il avait meublé magnifiquement, et à la campagne il possédait une belle maison à douze lieues de la capitale.

Il nous faut enfin signaler l'arrivée, au moment de la déclaration de guerre, en avril 1792, de Junius et d'Emmanuel Frey, deux riches Autrichiens. Ceux-ci, qui s'appelaient en réalité Dobruska-Schoenfeld, avaient quitté Vienne en 1791, avec leur secrétaire Deiderichsen, un Danois. Ils arrivent d'abord à Strasbourg, où ils se font passer pour des victimes de l'aristocratie viennoise. Bientôt ils vont s'installer à Paris avec leur sœur et leur neveu dans un bel hôtel de la rue d'Anjou, et ils se lient avec quelques-uns des révolutionnaires les plus en vue, chauds jacobins, au moins en paroles. On les trouve d'autre part mêlés à des tractations financières plus ou moins régulières.

Dans un projet de rapport sur la conspiration de Batz, que l'on trouva dans ses papiers après sa mort, Robespierre a tracé de Junius Frey un curieux portrait, intéressant d'abord pour nous aider à mieux comprendre sa physionomie, mais aussi et surtout

(1) Il fut de ceux qui portèrent, le 15 mai 1791, une pétition aux Jacobins pour demander à la France d'intervenir contre le stathouder.

parce qu'il pourrait très exactement s'appliquer à nombre de ces financiers étrangers dont nous venons de parler, qui avaient, sans aucune conviction et seulement pour tenter de sauver leur fortune ou même pour essayer de l'accroître à la faveur des troubles, embrassé avec chaleur la cause révolutionnaire, et qui, n'ayant à la bouche que les mots de liberté et d'égalité, n'avaient au fond du cœur qu'une ambition démesurée :

« Junius Frey, écrit Robespierre, avait associé au nom qu'il avait adopté (1) celui du fondateur de la liberté romaine. Il était entouré de titres patriotiques. Aucun des patriotes qu'il attirait chez lui n'y entraient sans le surprendre la plume à la main, rêvant sur les droits de l'humanité, ou courbé sur les œuvres de Plutarque ou de Jean-Jacques ; l'extérieur austère et le costume révolutionnaire de Junius répondaient parfaitement à l'idée d'un si grand caractère; la coupe philosophique de sa chevelure, le bonnet rouge qui ornait sa tête... garantissaient à toute la terre la pureté de son patriotisme ».

**

Ce n'était pas seulement les étrangers de marque qui s'étaient ainsi fixés en France. Fabricants, artistes, simples ouvriers ou petits commerçants, nombreux étaient ceux qui étaient venus chez elle dans l'espoir de faire fortune plus rapidement que dans leur patrie.

En 1792, on en trouvait donc beaucoup, établis tant dans l'industrie que dans le commerce. Nous n'avons pas ici l'intention d'en dresser un tableau complet, mais nous voulons seulement citer quelques noms d'artistes et d'ingénieurs connus à cette époque, et essayer de montrer, par certains exemples pris dans le petit commerce, notamment à Paris, qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de profession où il n'y eût quelque étranger.

Un ingénieur anglais, William Playfair, frère du mathéma-

(1) Frey signifie libre.

ticien et géologue anglais John Playfair, s'était fait depuis quelques années une grande réputation en France par ses découvertes scientifiques, qu'il appliquait à l'industrie avec succès. C'est ainsi que, le 5 avril 1788, il avait obtenu du Roi des lettres patentes l'autorisant à fonder une société en commandite par actions pour établir un nouveau moulin à laminer et polir les métaux en France. L'acte de la société Géroentet et Playfair fut passé le 5 juin 1788 : les actions étaient au capital de 1.650 livres (1). En 1789, il s'était associé avec Joel Barlow pour lancer une nouvelle société, la « Scioto Company », qui devait exploiter 50.000 acres dans l'Ohio (2).

Playfair fut, dans les rangs populaires, un des vainqueurs de la Bastille. Il était donc assez libéral, mais rapidement le cours de la Révolution dépassa son libéralisme. En février 1791, il avait sauvé le célèbre d'Esprémesnil que la foule avait à moitié tué au Palais-Royal. Bientôt, comme il ne cachait pas sa manière de voir sur les excès révolutionnaires, un ordre d'arrestation allait être délivré contre lui, et ce n'est qu'à une fuite rapide vers la Hollande et l'Angleterre qu'il dut son salut (3).

En 1792, deux ingénieurs anglais, Milne et Foxlow, dans le château de la Muette où l'administration les avait logés, fabriquaient des métiers mécaniques pour filatures de coton. Leurs machines étaient excellentes, et ils fournissaient la plupart des usines importantes de France : celle de Foulonval près de Dreux, celle de Passy, et l'usine Brown, rue Saint-Sébastien. Quant à Foxlow, il possédait lui-même une des plus belles filatures du Royaume à Orléans, filature où tournaient 10.000 broches.

Au début de 1791 s'était fondée à Paris une fabrique d'outils d'horlogerie, de pignons et d'aciers ronds d'Angleterre, sous la raison sociale Bruce, Backer et C^{ie}. L'affaire prospérait, et en

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 1443.

(2) Il habitait alors rue Neuve des Petits-Champs.

(3) M. Alger : *Englishmen in the French Revolution*.

1792 ses fondateurs voulaient y adjoindre une manufacture de limes d'acier (1).

A Chantilly, l'anglais Pattert possédait des manufactures (2). Des Irlandais, les frères Mallois, s'étaient installés en France, où on les avait appelés, pour faire différents essais mécaniques concernant les métiers et les outils.

L'anglais Nicolas Joyce était venu en juin 1788 créer au Havre un établissement commercial qui durera jusqu'en 1793 ; puis, en 1791, il s'était fixé à Paris avec l'intention d'y établir une manufacture de coton. Pour fonder cette affaire, il s'était associé avec un de ses compatriotes, Christophe White, l'ancien propriétaire de l'hôtel anglais situé 7 passage des Petits-Pères, près le Palais-Royal, hôtel qui, sous le nom d'hôtel de Philadelphie, fut durant la Révolution le lieu de rendez-vous des Anglais et des Américains (3).

Parmi les négociants, nous pouvons citer l'anglais Marc Grégory, mort à Paris en 1793 (4) ; John Wilkis, sujet anglais lui aussi, établi à Marseille depuis trente ans (5) ; Thomas Burnet, établi depuis quarante-cinq ans en France et qui commandite la maison Salz Promé et C^{ie} de Cette (6) ; Henri-Jacques et Patrice Galwey, irlandais, qui dirigent à Nantes la maison de commerce

(1) En septembre 1792, ils demandèrent à la Législative un prêt de 120.000 livres sans intérêts pour développer leur affaire, et cette demande fut vivement appuyée auprès de l'Assemblée par le président du Comité du commerce.

(2) C'est lui que semble viser le rapport suivant de la police secrète, daté du 17 ventôse an IV, quelques années plus tard : « Les Anglo-Pitt achètent presque tous les Biens nationaux qui se trouvent en vente dans le département de l'Oise. Ils ont pour courtier en titre un nommé Potter, propriétaire de la manufacture de porcelaine de Chantilly, homme qui était noyé de dettes il y a deux ans, et qui est aujourd'hui liquidé et riche de plus de 20 millions de livres... Il n'y a aucun doute qu'il ne soit en France l'agent secret de Pitt, avec lequel il a eu les plus étroites liaisons depuis la Révolution. » Cité par F.-A. Aulard : *Paris pendant la réaction thermidorienne et le Directoire*.

(3) *Archives Nationales* FF. 4.775⁵². Dans son intéressant article *The british colony in Paris 1792-93*, paru en 1898 dans *The english historical review*, M. Alger, qui étudie la vie des Anglais à Paris à cette époque, parle de leurs nombreuses réunions à l'Hôtel de Philadelphie.

(4) *Archives Nationales* T 1343.

(5) *Archives des Bouches-du-Rhône* Q 2145.

(6) *Archives de l'Hérault*.

fondée par leur père quarante ans plus tôt, et font surtout du commerce avec leur pays d'origine.

Etranger ou pour le moins d'origine étrangère, l'allemand Paul Bassenge, né le 8 avril 1742, à Prentzlow (Brandebourg), d'une famille établie en Saxe, était venu en France à l'âge de vingt ans et s'y était fixé. Il avait fondé avec Boehmer, rue de Vendôme (1), une joaillerie-bijouterie qui avait acquis une renommée européenne.

Ouvrier d'art, l'anglais Jacques Gambles avait obtenu dix ans avant la Révolution le titre de maître-imprimeur. Inventeur de l'imprimerie des estampes en couleurs, il était au moment de la Révolution un des marchands d'estampes les plus en vue de la capitale.

Citons aussi le graveur très connu du quai des Augustins, Jean-Georges Wille, qui était né à Königsberg.

La plupart de ceux que nous venons de nommer, on peut le remarquer, sont des Anglais. Mais, parmi les petits commerçants ou les ouvriers (2) dont il nous reste maintenant à dire quelques mots, il y avait des étrangers d'à peu près tous les pays d'Europe : Anglais, comme l'imprimeur Stone que Montané accusera d'être un agent de Pitt (3), comme Huckley, marchand de toiles, 1 rue de la Convention (4), comme Philémon Pickford, artiste mécanicien et manufacturier de coton à Dourdan, ou comme Jacques Moody, brasseur-distillateur d'eau-de-vie et fabricant de savon dans cette dernière ville (5) ; Suédois, comme un serrurier établi 120 rue de Chaillot, ou Polonais, comme Charles Treyenlug ; Allemands, comme le bijoutier Eléazar ou comme Jean Ebhardt, quincaillier hanovrien, 388 rue Saint-Denis, et qui tient boutique au

(1) Aujourd'hui rue Béranger.

(2) Il y avait, en effet, beaucoup d'ouvriers étrangers en France : ainsi dans les mines de Poullaouen en Bretagne, qui étaient dirigées par des Allemands, dans les mines de Saint-Georges en Anjou, et dans bien d'autres encore. Voir J. Mathorez, *op. cit.*

(3) *Archives Nationales* W 47.

(4) *Archives de la Seine*, Domaines 786.

(5) *Archives de Seine-et-Oise* Q 780.

Palais-Royal ; Suisses, comme le tourneur Georges Koin, 13 rue de Chaillot, ou comme Jean Lazzaro. Celui-ci, né dans le canton d'Uri, avait longtemps circulé dans divers pays, puis en 1792 il se fixe au Palais-Royal, où il s'établit marchand de marrons : « son caractère bon et borné paraissait plus occupé de son commerce que de la chose publique (1) », dira plus tard de lui une note de police, et pourtant il fréquente beaucoup le café Corazza, où se réunissent Proly, Desfieux et tous les meneurs Jacobins.

Si on consulte quelques-unes des listes d'étrangers dressées par les sections au moment de l'application des lois votées contre les étrangers, on est étonné du nombre élevé de petits commerçants que l'on y rencontre. Ainsi, dans la section des Quatre-Nations (2), on trouve quinze tailleurs allemands, deux italiens, un espagnol, un anglais, un hollandais. Dans la rue Mazarine, trois cordonniers étrangers, dont deux allemands ; dans la rue des Mauvais-Garçons, neuf tailleurs et cinq cordonniers étrangers ; quatre tailleurs et deux cordonniers dans la rue des Bûcheries ; trois cordonniers rue du Sépulcre et deux rue du Four ; deux tailleurs étrangers enfin rue Taranne. Si l'on ne trouve pas beaucoup de variété dans le genre de commerce qu'ils exerçaient dans ce quartier, on est obligé de constater que les étrangers y étaient fort nombreux.

Ce rapide tableau montre suffisamment que ce n'était pas dans le haut commerce seulement et dans la haute finance que l'on trouvait à cette époque beaucoup d'étrangers, mais qu'il en était de même dans les autres branches, plus modestes, de l'activité nationale. Nous verrons dans le prochain chapitre que nombreux aussi étaient ceux qui avaient placé en France leurs économies, soit en achetant des rentes, soit en les investissant dans des immeubles, ou qui s'étaient retirés dans notre pays pour y jouir de leurs revenus, après fortune faite.

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4.770.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4.779. En 1793 la section portait le nom de section de l'Unité ; c'est la seule pour laquelle nous avons trouvé des listes d'étrangers assez étendues.

III

PROPRIÉTAIRES, PENSIONNÉS, RENTIERS.

Nous avons rappelé au début de ce livre le mot de Quintin Crawfurd : « Faites votre fortune où vous êtes, mais jouissez-en à Paris », maxime qui montre bien l'attrait exercé à cette époque par la Société française. Pour lui, après avoir amassé à Manille une fortune considérable, il s'était fixé à Paris en 1790, louant le bel hôtel du 12 rue de Clichy (1), section Mirabeau (2). Il y avait réuni des trésors artistiques, des peintures et des statues du plus haut prix. En 1791, il avait aidé la fuite du Roi à Varennes, en remisant dans son hôtel la berline de voyage fournie par la baronne de Korff.

Un autre Anglais de marque, lord Kerry, habitait plus souvent à Paris, dans le bel hôtel du 5 rue d'Artois (3), qu'il louait pour 10.000 livres à M. de Laborde, que dans ses terres du comté de Kerry. Baron de Lixnow et pair d'Irlande, il descendait d'une des plus anciennes familles de ce pays et y possédait d'importantes propriétés, qu'il lui assuraient des revenus fort beaux pour l'époque (6.363 livrés sterling en 1774). Depuis son mariage en 1768, il demeurait constamment en France, et c'est là qu'il se trouvait en 1792 (4).

Depuis quinze ans déjà, un autre Anglais, Henri Seymour,

(1) La rue Nouvelle fut ouverte en 1879 sur l'emplacement de cet hôtel, qui, acquis par l'Etat, était devenu en 1826 la prison pour dettes, dite de Clichy.

(2) Plus tard section du Mont-Blanc.

(3) Rue Cerutti de 1792 à 1814, d'Artois ensuite, rue Laffitte en 1830.

(4) A sa mort, en 1818, ses titres et dignités passèrent à son cousin, lord Lansdowne.

neveu des ducs de Somerset et membre du Parlement d'Angleterre, s'était fixé en France où il habitait tantôt l'hôtel du 129 rue de la Planche (1), que lui avaient loué pour sa vie durant les dames religieuses de la Conception, et tantôt son château de Prunay en Seine-et-Oise, près de Marly. Marié avec une Française, Anne-Louise-Thérèse de la Martellière, il ne s'était pas entendu avec elle, et depuis 1780 ils vivaient séparés. A Prunay, où il était le voisin de campagne de Mme du Barry, il menait une existence de grand seigneur, très accueillant, donnant de magnifiques réceptions : tous les dimanches soirs, on dansait dans le parc, et ces fêtes laissèrent dans le pays un souvenir durable puisque, à ce que rapporte M. Alger, on se les rappelait encore en 1870 (2).

Seymour, qui se faisait appeler comte de Seymour, s'occupait de ses terres et composait des poésies. Il traduisit même en vers un poème sur les jardins, dédié « aux vrais amateurs du jardinage » qui avaient adopté le jardinage à l'anglaise, dans l'ambition de tirer la simple nature de l'esclavage que la main dure et tyrannique de l'art lui avait imposé depuis plusieurs siècles. « Heureux, disait-il, si leur suffrage, joint à mes faibles efforts, pouvait rendre la liberté à la nature encore trop enchaînée, fortifier l'enfance d'un goût naissant, et rappeler les nymphes de la campagne à leurs anciennes demeures, les parcs et les jardins (3) ».

En 1791, un Anglais né à Lincoln, Louis Disney-Ffitch, avait quitté l'Angleterre avec ses deux filles de quinze et seize ans pour voyager en Europe. Il avait commencé par visiter la France, et s'était installé à Paris, rue Beautreillis, dans la section de l'Arse-
nal. Puis « la beauté du climat de ce pays, et plus encore les douceurs de la liberté le décidèrent à y séjourner quelque temps ».

Bientôt, on le voit acheter des propriétés à Paris, un château à la campagne, comme s'il désirait s'y fixer définitivement. Le

(1) Depuis rue de Varenne.

(2) *Englishmen in the French Revolution*.

(3) *Archives Nationales* T 937.

16 février 1792, il acquiert l'hôtel de Boynes, rue du Faubourg Saint-Martin. Le 1^{er} mars suivant, Nicolaÿ lui vend la Basse-cour Lamoignon, immeuble situé 15 rue Pavée, au coin de cette rue et de celle des Francs-Bourgeois, dans la section du Roi de Sicile (1). Le 21 juillet enfin, il va acheter à Racine-Monville le domaine de Retz, en Seine-et-Oise, et deux immeubles rue d'Anjou.

Et toutes ces acquisitions étaient de fort grands domaines, de très beaux hôtels. L'hôtel ou maison de Boynes, entre la rue des Récollets, la rue du Faubourg Saint-Martin et la rue des Vinaigriers, comprenait environ deux hectares et demi (exactement 24.897 m² 69). La construction couvrait 1350 m², en deux corps de logis, le grand et le petit hôtel de Boynes ; il y avait deux cours, des écuries, un grand jardin. Le tout fut cédé à Disney-Ffitch pour 300.000 livres. Les deux immeubles qu'il acheta ensuite, aux 37 et 39 rue d'Anjou (2), section du Roule, étaient connus sous le nom de petit et grand hôtel de Monville. Tous deux étaient de beaux hôtels du XVIII^e siècle construits par Boulée ; le grand hôtel couvrait une superficie de 370 toises, et, de l'autre côté, il y avait un fort beau jardin. L'intérieur était agréablement décoré : de belles cheminées en marbre, et le tout parqueté (3).

Sa propriété de campagne, située à quelques kilomètres et sur la commune de Chambourcy, était dite « le Désert de Retz ». Le domaine était de 80 arpents (4), tant en bois qu'en terres labourables et en potagers, le tout clos de murs ; la terre était fertile, la

(1) C'était un vieil hôtel construit par Robert de Beauvais en 1555, agrandi par Diane de France, fille de Henri II, puis habité par le duc d'Angoulême, fils de Charles IX, devenu enfin hôtel de Lamoignon. C'est là qu'Alphonse Daudet habitera en 1867.

(2) N^{os} sectionnaires 21 et 22.

(3) Le petit hôtel de Monville fut habité après l'Empire par M. de la Tour du Pin (1824), puis par la princesse Belgiojoso en 1835. Le grand, par Talleyrand (1806) et le duc de Dalberg (1811). Tous deux furent détruits en 1855 par le percement du boulevard Malesherbes.

(4) L'arpent de Paris valait 34 ares 19 centiares : la propriété était donc de 27 hectares environ.

maison grande et agréablement située. Plusieurs pavillons, dont un chinois, se trouvaient dans le parc ; il y avait une belle orangerie avec quelques centaines d'arbustes exotiques, une serre, une pièce d'eau, de nombreuses dépendances (1). Disney-Ffitch était donc, en 1792, un important propriétaire foncier en France.

A Paris, bien des immeubles étaient encore possédés par la colonie étrangère. Le plus connu était certainement l'hôtel de l'Infantado, 666 rue Saint-Florentin. Il avait été construit aux frais de la ville par Chalgrin (1767), pour Phelippeaux de la Vrillière, comte de Saint-Florentin. La façade sud donnait sur le cul-de-sac de l'Orangerie ou petite rue Saint-Florentin (emplacement de l'actuelle rue de Rivoli), et il était fermé à l'est à hauteur de la rue de Mondovi par une fontaine monumentale, œuvre de Gabriel et de Coustou, qui sera démolie en 1801 pour le percement de la rue de Rivoli.

Acheté en 1777 par le duc de Fitz-James, l'hôtel devint en 1784 la propriété de la duchesse espagnole de l'Infantado (2) ; celle-ci ne l'habitait d'ailleurs plus en 1792, l'ayant loué deux ans plus tôt au chevalier Pisani, ambassadeur de Naples, pour 15.000 livres par an (3).

Notons enfin, dans la section de la Place Vendôme, le 719 rue Trudon, dont la propriétaire, M^{me} Martinville, était Anglaise, et la maison dite hôtel Bouillon, sise 26 rue de Vaugirard, dans la section de la Croix-Rouge, propriété de Follainville, capitaine de vaisseau anglais ; enfin deux immeubles appartenant à des Américains, le 23 rue des Petites-Ecuries dans la section Poissonnière à Delatang, et une grande maison rue de Sèvres, au coin

(1) *Archives de Seine-et-Oise* Q 778.

(2) Celle-ci, née princesse de Salm, était très connue dans la société parisienne. Elle était de plus très aimée, à cause de sa charité : elle donnait ainsi près de 400.000 livres par an, dit *L'adresse aux provinces ou Examen des opérations de l'Assemblée Nationale*. Cité par A. Morel-Fatio, dans ses *Etudes sur l'Espagne*.

(3) L'hôtel devint sous l'Empire propriété du marquis d'Hervas, puis hôtel de Talleyrand qui y mourut (1838). C'est là que le tzar Alexandre descendit en 1814, et, de 1846 à 1857, la princesse de Liéven y tint un célèbre salon diplomatique.

des boulevards, dans la section de la Croix-Rouge, achetée par William Constable.

Paris, d'ailleurs, n'était pas le seul endroit où les étrangers formaient des groupes importants ; il s'en rencontrait en effet en province et dans toute la France.

Nombreux étaient ceux qui, en 1790 et 1791, avaient acheté des domaines nationaux. En novembre 1790, la « *Feuille villageoise* » en Alsace écrivait : « On se prépare de tous côtés à l'acquisition des biens nationaux. De riches étrangers s'empressent de faire des offres considérables ; plusieurs d'entre eux comptent venir s'établir au milieu de ces biens. Ainsi la France, en acquittant ses dettes, va en même temps voir multiplier ses sujets et ses trésors » (1).

Nous l'avons vu, Cabarrus dans la Gironde en avait acheté (2). D'autres étrangers avaient des domaines dans ce département : Mme Clonard à Lugos, les frères O'Byrne à Ludon et Macau possédaient des biens importants (3). A Toulouse habitait lord Trimlestown, pair d'Irlande, connu en France sous le nom de comte de Barnewalt ; il avait aussi des terres en Haute-Garonne, dans le Quercy et en Languedoc.

Dans l'Hérault, une anglaise Mme Fauter possède à Commonterral (district de Montpellier) un château et des vignes. A Montpellier même, bien des Espagnols sont propriétaires de maisons

(1) Cité par Marion : *La vente des biens nationaux dans le Cher et dans la Gironde*, p. 95.

(2) Outre ce que nous avons cité, il possédait la maison du 7 rue Saint-Dominique, achetée 56.000 livres le 16 mars 1792, et une partie des immeubles sis 46 et 47 rue Mably. Voir : *La vente des biens nationaux dans la Gironde*, par M. Marion, J. Bencazar et Caudrillier.

(3) A Macau, ils avaient une maison et 336 journaux de terres (dont 95 de vignes et 170 de bois), à Ludon une métairie de 93 journaux estimée 56.000 livres en mars 1793, à Bordeaux deux maisons au pavé des Chartrons estimées 70.000 et 40.000 livres en l'an VI, une 26 rue du Couvent et une autre rue Ausone, une 19 rue Saint-James et une rue Montbazou, deux boutiques rue Borie, des terrains dans les rues de la Frugalité, du Bec-d'Ambez, et J'adore-l'Egalité ; enfin, aux Eglisottes, une maison et 32 journaux de terres, et à Saint-Christophe 8 journaux. M. Marion, J. Bencazar et Caudrillier, *op. cit.*

plus ou moins importantes : Antoine Guigne en a une dans la section de la Tannerie (évaluée 7.000 livres) et une autre dans la section du Peyrou (évaluée 2.500 livres), Léon Petit a une maison de campagne dans la section de l'Aqueduc (30.000 livres) ; Jacques Vézian a droit au quart d'une succession qui comprend notamment un immeuble de 80.000 livres dans la section de la Citadelle (1).

Dans la Seine-Inférieure, Charlotte-Marie-Clotilde de Vintimille, dont le mari est prince de Belmonte, grand d'Espagne de la première classe, gentilhomme de la chambre de « Sa Majesté sicilienne » et réside d'ordinaire à Naples, a d'importants domaines.

Dans le Loiret, Mme Dayrell a terres et vignes. A La Charité et à Sancerre dans le Berry, un groupe de réfugiés anglais jacobites, très royalistes, a acheté beaucoup de biens du clergé (2). Dans la Sarthe, l'anglais Fanning possède une terre près de Sablé (3). Près de Douai dans le Nord, l'anglais John Howard a une propriété.

En Alsace, Jean-Bernard-Joseph-Georges de Reissenbach, grand bailli de l'électeur palatin, qui a été en 1789 président du district de Wissembourg, possède des biens. Chrétien Pfeffel, citoyen de Deux-Ponts, a acquis dans le Haut-Rhin beaucoup de domaines nationaux.

En Seine-et-Marne, à Saint-Germain de Laxis, le suisse Jean-Isaac Thélusson a des terres. Louis Wartemann, bourgeois de Morges en Suisse, et qui, avec son frère, est négociant à Barmen (Allemagne), habite tantôt Saint-Germain en Laye et tantôt Saint-Léger, où se trouve sa maison de campagne.

En Seine-et-Oise et en Seine-et-Marne, on trouve d'ailleurs

(1) *Archives de l'Hérault*.

(2) *Mémoires et souvenirs du baron Hyde de Neuville* I, 2.

(3) Il possédait à Souvigné la closerie des Gigouillerets et celle de la Bussonnière, qui furent vendues en l'an II et III. Voir *La vente des biens nationaux dans la Sarthe*, par F. Legeay.

beaucoup d'étrangers peu fortunés, qui vivent en général de leurs petites rentes. Ainsi, à Sainte-Assise, l'anglais Jean Norris et sa femme ; à Suisnes (S.-et-M.), l'anglais Jean-Alexandre Cazeau, ancien officier de dragons ; à Saint-Germain en Laye, le médecin anglais Comyn, Sarah Cannon et Mme veuve Ducarel, tous trois anglais. A Linas enfin s'est retiré l'allemand Adolphe-Antoine Fritsche, qui est domicilié en France depuis 1763, et qui, né à Vienne, a épousé une Française en 1769.

Divers ambassadeurs étrangers, ayant éprouvé le charme de la France, y ont personnellement acquis des biens. Florimond-Claude de Mercy-Argenteau (1), ambassadeur d'Autriche depuis 1766, a depuis 1772 quelques terres à Chennevières, dominant le confluent de l'Oise et de la Seine ; et, en 1775, il est devenu le grand seigneur du pays, en achetant au marquis et à la marquise de Castellane pour 390.000 livres la terre de Neuville (2) et la baronnie de Conflans. Il a droit de chasse sur les communes de Neuville, Eragny, Chennevières et sur celle de Conflans : dans ces deux dernières, il est devenu propriétaire de diverses maisons.

Frédéric-Melchior, baron de Grimm, né en 1723 à Ratisbonne, et qui jouit à Paris d'une si grande réputation d'esprit et de coquetterie, l'ami de Rousseau, de Diderot et d'Alembert, le tyran « le blanc », nommé en 1776 ministre du duc de Saxe-Cobourg-Gotha à la Cour de France, habite un hôtel rue de la Chaussée d'Antin, et a, chez l'agent de change Rilliet, pour 578.500 livres de titres.

Jean Diodati, citoyen de Genève et ancien ministre plénipotentiaire du duc de Mecklembourg-Schwerin, avait acquis beaucoup de biens nationaux dans le Cher, notamment pour une somme de 315.725 livres à Feux, Herry, Croises, Jalognes, Lugny, Bengy, ainsi que divers domaines qui avaient appartenu à l'abbaye de

(1) Voir sur M. de Mercy le beau livre du comte de Pimodan : *Le comte F.-C. de Mercy-Argenteau*, et celui de Th. Juste : *Vie du Comte de Mercy-Argenteau*, celui-ci se rapportant surtout à son activité politique en Belgique entre 1791 et 1793.

(2) Cette terre appartient maintenant au sénateur comte Cornudet.

Chalivay et aux Bénédictins d'Orléans. Il n'avait d'ailleurs pas conservé toutes ces terres, ayant surtout vu dans l'opération une avantageuse spéculation. En Seine-et-Oise, il avait acheté une maison de campagne à Chatou et sept arpents de prés dans la grande île qui s'étend entre ce village et Carrières Saint-Denis.

Enfin l'ambassadeur d'Espagne, Fernan Nuñez, dont l'hôtel était au 278 rue de l'Université, venait en 1792 d'hériter de M. de Rohan-Chabot, son oncle, mort à Nice le 28 novembre précédent, une partie de l'ancien hôtel du grand Prieur de Vendôme, rue de Varenne. Il possédait en outre des rentes sur l'Etat, notamment sur les aides, gabelles, les tailles et les ci-devant Etats du Languedoc (1).

*
* *

Bien des étrangers, surtout parmi ceux qui avaient servi dans l'armée, recevaient des pensions sur le Trésor Royal. Certains se trouvaient d'ailleurs encore en activité, tel le général Arthur Dillon qui périt sur l'échafaud. Né dans le Berkshire en 1750, entré jeune au régiment franco-irlandais qui portait le nom de sa famille, il en était bientôt devenu le colonel. Brigadier général en 1784, il avait été ensuite, pendant trois ans, gouverneur de l'île Tabago. Député de la Martinique à l'Assemblée Constituante, il commandait en 1792 l'armée des Ardennes. Il avait acheté dans la Gironde, où il possédait déjà des domaines, beaucoup de biens nationaux (2).

Anglais aussi, et qui devait être guillotiné le 23 juillet 1794, le général Thomas Ward servait alors dans l'armée française. Né à Dublin en 1748, c'était lui qui, dans une conversation avec Marat, au cours de laquelle celui-ci lui disait : « les Français sont

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 617.

(2) Sa fille Fanny épousa le général Bertrand. Il possédait notamment dans la Gironde le château de Terrefort, entouré d'un vaste domaine de 260 journaux, dont 92 en vignes.

fous de permettre aux étrangers de vivre au milieu d'eux ; il faut leur couper les oreilles, les laisser saigner quelques jours, puis leur couper la tête », lui répondit : « mais n'êtes-vous pas étranger vous-même ? » (1).

Anglais enfin, Charles-Louis Jerningham de Barfort, né à Londres en 1742, fils d'un gentilhomme du roi Jacques mort à Saint-Germain, était entré dans l'armée, et devint successivement colonel en second du régiment de Dillon, colonel du régiment de Bulkeley, enfin maréchal de camp. Il vivait à Paris, 205 rue Saint-Dominique, et jouissait depuis 1769 d'une pension de 2.000 livres sur le Trésor Royal, « à la déduction de 2 dixièmes $1/2$ et de 3 deniers pour livre ». Il touchait donc en fait 1.475 livres, le taux nominal et le taux réel des pensions étant souvent fort différents. On lui avait maintenu de plus, en considération de ses services et par une décision spéciale de 1779, ses appointements de 6.000 livres sur l'extraordinaire des guerres, et il en jouissait « à la déduction d'un dixième sur lesdits 6.000 livres, et de 4 deniers pour livre », ci 5.310 livres (2).

Etranger encore, Valentin-Ladislas Esterhazy, ancien colonel du régiment de hussards hongrois, levé pour le service du Roi de France (3). Etranger enfin, le célèbre comte Axel de Fersen, né en Suède en 1755, qui organisa la fuite à Varennes, et devait mourir si tragiquement en 1810 (4). Colonel du régiment Royal-Bavière, puis colonel-propriétaire du régiment Royal-Suédois, il s'était distingué par sa bravoure durant la guerre d'Amérique.

(1) Marat était né, on le sait, à Boudry (principauté de Neuchâtel), d'un religieux italien défroqué.

(2) *Archives Nationales* T 1100.

(3) Le comte Esterhazy était un des courtisans les plus en vue de la Cour de Versailles. Ses mémoires ont été publiés en 1905 par E. Daudet. Devenu colonel propriétaire en 1765, il était très heureux de sa vie, et dira plus tard : « L'existence d'un colonel propriétaire était la plus agréable dans le militaire de France ; de toutes les pertes que j'ai faites par la Révolution, celle de mon régiment m'a été la plus sensible. »

(4) Grand maréchal de la Cour de Suède, il fut massacré aux funérailles du prince héritier par la foule, qui l'accusait sans grandes preuves d'avoir assassiné celui-ci.

En 1792, il habitait à Paris, 31 rue de Miromesnil (1), et était pensionné pour 13.000 livres sur le Trésor Royal. A cette époque, il avait loué aussi l'hôtel du 19 rue Matignon (2).

On trouvait même des étrangers parmi les ecclésiastiques. Tel l'abbé Henri-Essex Edgeworth de Firmont, irlandais, qui avait quitté son pays à l'âge de quatre ans et avait été élevé à Paris. Devenu confesseur de Mme Elisabeth en 1791, c'est lui qui administrera les derniers sacrements à Louis XVI et l'accompagnera jusqu'au pied de l'échafaud (3).

Tel aussi l'abbé Thomas Othoole, irlandais, curé de la paroisse Saint-Vincent à Maule (S.-et-O.), qui devait mourir en 1793 (4).

*
* *

A cette époque, comme à l'heure actuelle, et surtout comme il y a une vingtaine d'années, beaucoup d'étrangers plaçaient en France leurs économies, y achetaient des fonds d'Etat et des titres de rentes viagères. Sans doute ils avaient confiance dans notre crédit, la France étant à la fin du XVIII^e siècle le pays le plus peuplé et le plus riche de toute l'Europe (5).

D'ailleurs, depuis 1674, les divers édits créant les rentes prévoyaient que « les étrangers non naturalisés, même ceux demeurants (*sic*) hors du Royaume, dans les pays, terres et seigneuries hors de l'obéissance de Sa Majesté, pourraient acquérir lesdites rentes, ainsi que ses sujets, encore qu'ils fussent sujets des Princes et Etats avec lesquels Sa Majesté est ou pourrait être en guerre ». La France avait renoncé, à cet effet, « à toutes lettres de

(1) Châteaubriand habita la même maison en 1804.

(2) M. le baron de Klinckowström, son petit-neveu, a édité en 1877 les lettres qu'il écrivit entre 1791 et 1793, et qui donnent d'intéressants détails sur son activité à cette époque. Le titre en est *Le Comte de Fersen et la Cour de France*.

(3) Il quitta la France pour se retirer auprès du comte d'Artois, puis à Mittau auprès de Louis XVIII, après la mort du Roi.

(4) *Archives de Seine-et-Oise* Q 781.

(5) La Russie seule était, semble-t-il, plus peuplée, mais elle était certainement bien moins riche.

marque et de représailles, droit d'aubaine, bâtardise, confiscation ou autres » (1).

Forts de cet engagement pris notamment dans les derniers édits du règne de Louis XVI — celui du 30 novembre 1779 créant 5 millions de rentes viagères, celui de l'emprunt de 125 millions lancé en 1784, ceux de 1782 et de 1785 — nombreux étaient les étrangers qui avaient acheté de ces titres. Nombreux aussi étaient ceux qui avaient des actions de nos grandes compagnies coloniales, telles que la Compagnie des Indes et celle du Sénégal, ou qui étaient intéressés dans la Caisse d'escompte.

Leurs titres étaient déposés chez les divers banquiers de Paris, notamment chez Louis Féline, 45 rue du Gros Chenet (2), dans la section de la Fontaine-Montmorency (3), ou chez Lecoulteux, 16 Place Louis XIV (4). Parmi ceux dont la banque Féline gérât le portefeuille, la plupart devaient être de petits rentiers, puisque le capital que chacun y plaçait représente en général une rente variant entre 500 et 1.000 livres. Quatre ou cinq seulement avaient pour plus de 1.000 livres de rente, et un seul dépassait 5.000 livres : en majorité, ils étaient Hollandais (5). On pourrait faire la même observation sur la plupart des banques où étaient déposés leurs titres, et notamment à la banque Lecoulteux que nous venons de nommer, et dont les clients étaient surtout des Hollandais, des Espagnols, et des Belges.

Si l'on consulte l'état des inscriptions au Grand Livre de la dette, et qu'on y relève par exemple les étrangers qui avaient avant la Révolution des actions de la Caisse d'escompte, on remarque qu'il se trouvait parmi eux des nationaux de tous les pays : quarante-trois Hollandais, inscrits en général pour 3 à 500 francs de rentes, et dont deux seulement en avaient pour plus

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 1438 (dossier 2.587).

(2) Aujourd'hui rue du Sentier.

(3) Plus tard section de Brutus.

(4) Place des Fiques de 1793 à 1799, depuis place Vendôme.

(5) *Archives de la Seine*, Domaines 1439 (dossier 2.610).

de 5.000 fr. (1) ; trente-trois Belges, petits rentiers eux aussi ; neuf Anglais dont Boyd Ker et Cie, inscrits pour 38 portions $1/2$ d'intérêt (4.300 fr.) ; six Allemands dont M. de Thugut, propriétaire de 72 portions (8.081 fr. de rentes au capital de 160.820 fr.), trois Liégeois, deux Portugais, un Toscan, un Russe enfin, M. de Moshim, qui avait 13 portions d'intérêt, représentant 1.452 francs (2).

La remarque que nous avons dû faire au sujet des princes et des grands seigneurs possessionnés en France, que nous avons faite également pour les banquiers et les négociants, peut s'appliquer aussi au terme de ce premier chapitre à tous les propriétaires ou petits rentiers dont nous venons de parler. Les nationaux de tous pays avaient en France des intérêts considérables. Dans toutes les sphères de l'activité, dans toutes les classes de la société, on en comptait, depuis les plus grands seigneurs jusqu'au plus petit ouvrier. De plus, des capitaux étrangers étaient investis dans certaines de nos grandes entreprises, et nos titres d'Etat se trouvaient dans les mains de beaucoup de petits rentiers résidant dans leur pays.

La guerre qui commençait au printemps de 1792 entre la France et l'Empire, et qui peu à peu devait s'étendre à presque toute l'Europe, n'allait-elle pas nécessiter des mesures au sujet des biens de ces étrangers ? Parmi eux, certains ne vont-ils pas essayer de servir indirectement leur patrie, en tentant de semer dans notre pays des dissensions et d'y exaspérer les luttes civiles ? D'autres vont combattre contre nous les armes à la main. Et les revenus que les uns et les autres tirent des biens qu'ils ont en France vont servir à leur permettre ces menées sournoises, ces luttes ouvertes ?

Problèmes importants qui vont se trouver posés et qu'il faudra résoudre, situation dont la gravité ira s'accroissant à mesure que la France et le régime nouveau sembleront plus en danger. Demain le péril sera aux portes. Il faudra agir !

(1) M. Nivenhelm de Leyde pour 7.371 f, et M. Texier d'Amsterdam pour 5.784 f.

(2) *Archives de la Seine*, Domaines 701.

CHAPITRE II

La Révolution et les biens des sujets ennemis (20 avril 1792 - août 1793)

I

LES LOIS SUR L'EMIGRATION ET LES ETRANGERS.

Le 20 avril 1792, la déclaration de guerre au Roi de Bohême et de Hongrie, proposée par Louis XVI, fut votée par l'Assemblée Législative à l'unanimité, moins 7 abstentions. Pour ménager les Etats Germaniques, avec qui l'on n'engageait pas d'hostilités, le titre d'Empereur n'avait pas été donné à François II (1). La France se trouvait donc en lutte avec l'Autriche, la Prusse, la Sardaigne, et divers Etats allemands.

Mais la guerre qui s'ouvrait ainsi, par le fait des événements politiques qui depuis trois ans se succédaient en France, n'était pas seulement une guerre entre Etats, ni même une guerre entre nations. C'était, et tous le sentaient bien, le prolongement à l'extérieur de la Révolution Française, la lutte des principes nouveaux contre ceux des vieilles monarchies.

François II avait posé comme conditions pour déposer les armes la reconstitution de la monarchie française sur la base de la séance royale du 23 juin 1789, la restitution de tous ses biens au clergé, le rétablissement dans leurs privilèges des princes possédés d'Alsace, enfin la rétrocession d'Avignon au Pape. Si la France était vaincue dans cette guerre, c'était donc l'Ancien Régime restauré. De ce fait, la France n'avait pas seulement contre elle les Autrichiens et les Prussiens, mais aussi les émi-

(1) L'Empire ne nous déclara la guerre qu'un an plus tard.

grés qui, non seulement n'étaient pas restés en France pour combattre l'ennemi extérieur, mais s'étaient rangés à son côté, et, après l'avoir poussé à la guerre, portaient les armes contre leur patrie pour renverser le régime nouveau (1).

L'Assemblée Législative avait déjà pris contre eux certaines mesures. Le 9 novembre 1791, un décret rendu sur le rapport de Brissot décida que les émigrés qui ne seraient pas rentrés au 1^{er} janvier 1792 seraient déclarés « coupables de conjuration contre la Patrie ». Mais le Roi n'avait pas voulu sanctionner le décret. Le 9-12 février 1792, l'Assemblée s'occupe à nouveau de la question, et, « considérant qu'il est instant d'assurer à la nation l'indemnité qui lui est due pour les frais extraordinaires occasionnés par la conduite des émigrés et de prendre les mesures nécessaires », elle décrète qu'il y a urgence. Et elle décide « que les biens des émigrés sont mis sous la main de la nation et sous la surveillance des corps administratifs ».

Le séquestre devait donc être apposé, et le principe de la confiscation se trouvait admis. Par la loi du 30 mars-8 avril, l'Assemblée était allée plus loin, et, au moment de la déclaration de guerre déjà, tous les biens des émigrés étaient confisqués et affectés à l'indemnité que l'Assemblée estimait due à la nation. L'article 3 de la loi décidait que ces biens seraient administrés par la Régie de l'enregistrement et des domaines, comme tous les autres biens nationaux. Les articles 7, 8 et 9 prévoyaient la confection de listes d'émigrés, dressées par les municipalités, puis par les districts, enfin par les départements.

La guerre une fois déclarée, ces mesures semblèrent insuffi-

(1) M. J. Signorel a écrit sur ce sujet un livre fort intéressant : *Etude historique sur la législation révolutionnaire relative aux biens des émigrés*. Il en souligne notamment la portée juridique et philosophique, exposant les fondements des deux thèses en présence, celle de J.-J. Rousseau qui écrit dans le *Contrat Social* : « Dans les moments de troubles, les émigrations peuvent être défendues », et celle de Mirabeau, qui s'écriait le 28 février 1791 : « Je jure, si une loi d'émigration est votée, je jure de vous désobéir ». Cet ouvrage était utile à signaler puisque, nous le verrons, la portée des lois contre l'émigration est un point important de notre étude.

santes. Bien des émigrés combattaient dans les rangs ennemis ; la haine contre eux était plus vive encore que celle qu'on avait pour les étrangers. Et, dans l'année qui suivit l'ouverture des hostilités, des mesures de plus en plus sévères furent prises contre ces rebelles, formant bientôt un code complet de l'émigration, précis, terrible.

Il nous faut en indiquer ici les principales dispositions, avant de voir si quelques-uns des étrangers qui avaient déjà quitté la France, ou que la Révolution allait en chasser, ne tombaient pas sous le coup de ces lois et des peines sévères qu'elles édictaient.

C'est d'abord la loi du 2-6 septembre 1792, dont l'article 1^{er} déclare acquis et confisqués, au profit de la nation, tous les biens séquestrés des émigrés. L'article 2 ordonne la vente aux enchères des meubles, après inventaire, l'article 3 prévoit l'aliénation des biens immeubles ainsi mis sous séquestre. Elle fut bientôt suivie de la loi du 13-18 septembre, qui précisa la portée de celle du 30 mars-8 avril en la déclarant applicable à tous Français sortis du Royaume, soit à l'époque de la publication du décret du 9 février précédent, soit depuis, ou qui viendraient par la suite à émigrer.

Puis c'est la loi du 12 mars 1793, décidant que l'administration des domaines nationaux aura sur ces biens la même surveillance que celle qu'elle exerçait sur tous les autres domaines nationaux, et qu'elle sera chargée de la vente du mobilier et des immeubles (1).

La plus importante enfin est celle du 28 mars-5 avril, qui, relative à la condition civile des émigrés et définissant le délit d'émigration, permet de fixer l'étendue que l'Assemblée entendait donner à la législation concernant les émigrés, et notamment de préciser ceux qui tombaient sous le coup de ces lois. Dans la section III, article 6, la loi, après avoir déclaré émigrés diverses catégories de Français, déclare susceptibles d'être inscrits « ceux

(1) Une loi du 24 avril-2 mai réglementa plus précisément que les précédentes les ventes mobilières des biens confisqués.

qui, quoique nés en pays étranger, ont exercé les droits de citoyens en France ou qui, ayant un double domicile, savoir un en France et l'autre en pays étranger, ne justifieront pas d'une résidence sans interruption en France depuis le 9 mai 1792 ».

Définissant ensuite les diverses exceptions dans la section IV, article 8, elle décide notamment que ne seront pas réputés émigrés : « ceux dont l'absence est antérieure au 1^{er} juillet 1789... 5° ceux qui ont de la nation une mission vérifiée par le pouvoir national actuel ; 6° les négociants... notoirement connus pour être dans l'usage de faire, en raison de leur commerce ou de leur profession, des voyages chez l'étranger ».

La section XI de la loi s'occupait des réclamations contre les listes d'émigrés. Ces listes une fois définitivement arrêtées, nulle protestation ne serait plus admise. Un délai d'un mois était ouvert à dater de la publication de la loi pour demander les radiations : ceux dont les réclamations seraient rejetées devaient quitter le territoire sous huit jours. La loi enfin déclarait définitifs les arrêtés de rejet des départements, et spécifiait au contraire que les arrêtés favorables ou contradictoires verraient leur exécution suspendue jusqu'à une décision motivée et sans recours du Conseil exécutif provisoire.

La législation de l'émigration telle que nous venons de l'esquisser était-elle applicable aux étrangers ou à certains d'entre eux tout au moins ? Etudions la question d'après les textes des lois que nous venons de résumer.

La loi du 30 mars-8 avril 1792 parle des « biens des Français émigrés ». Celle du 13-18 septembre déclare que celle du 30 mars s'applique « à tous Français sortis du Royaume ». C'est la loi du 28 mars 1793 qui, la première, parle des étrangers, dans les termes que nous avons reproduits. Véritable code de l'émigration, et bien plus précise que les précédentes, elle décide que les étrangers peuvent être soumis aux mesures prises contre l'émigration dans deux cas : s'ils ont exercé les droits de citoyens français, ou s'ils ont un domicile en France.

La situation est donc, semble-t-il, bien nette au point de vue du Droit. Avant mars 1793, les étrangers ne devaient en aucun cas être considérés comme émigrés ; après cette date, certains d'entre eux pouvaient se trouver soumis aux peines concernant l'émigration.

*
* *

En pratique, qu'en fut-il ? Dans la plupart des départements, et même à Paris, les autorités municipales, qui se trouvaient chargées d'appliquer la loi, hésitèrent sur l'extension qu'il convenait de lui donner.

C'est ainsi que la question se posa de savoir s'il fallait considérer comme Français MM. de Croy, de Clermont et d'Egmont, qui avaient été députés à l'Assemblée Constituante. Le 28 juin 1792, le Département de Paris demandait au ministre de l'intérieur son avis sur la question, et le 2 juillet il faisait la même demande au ministre des affaires étrangères (1).

Celui-ci répondait le 7 : « la qualité de députés dans l'Assemblée Nationale qu'avaient MM. d'Egmont, de Croy et de Clermont serait sans doute un argument de poids contre eux, s'ils ne justifiaient pas de s'être absentés de l'Assemblée et d'avoir donné leur démission avant l'achèvement de la Constitution et son acceptation par le Roi (2) ; ainsi on ne saurait soutenir qu'ils se sont liés eux-mêmes par cet acte et qu'ils ont perdu le droit d'invoquer leur qualité d'étrangers possesseurs de biens en France ». En conséquence le ministre pensait qu'on ne pouvait les considérer comme émigrés, et le Directoire du département se conforma à cet avis.

(1) En avril, M. d'Egmont, en juin, M. de Croy avaient présenté des mémoires demandant de n'être pas considérés comme émigrés, et le premier avait vivement protesté contre l'apposition des scellés sur sa maison à Braine, opération qui avait eu lieu le 20 avril. Il fut inscrit comme émigré par le département de l'Aisne le 6 septembre 1792.

(2) M. de Croy par exemple démissionna fin juin 1789, et quitta la France avec un passeport régulier.

Mais bientôt un autre Directoire, plus avancé, avec la Chevardière, Momoro..., prit sa place ; et, par un arrêté du 4 octobre, « considérant que les sieurs d'Egmont, de Croy et d'Helmstatt (1), en acceptant et en exerçant la députation dans l'Assemblée Constituante se sont soumis à toutes les lois de la République Française », il les assimila aux émigrés, ordonnant en conséquence le séquestre et la vente de leurs biens. C'était prendre exactement le contre-pied de l'avis du ministre des affaires étrangères, bien qu'en l'occurrence il semble que ce soit lui qui avait raison ; et son argumentation ne paraît pas détruite par le considérant de l'arrêté du 4 octobre (2).

Deux mois plus tard, le Comité de Sûreté générale était appelé à se prononcer sur l'application des lois contre l'émigration aux fils du comte de Fuentès, Alphonse-Armand Pignatelly et Gonzague Pignatelly de Gonzagua, petits-fils du comte d'Egmont auquel on venait de reconnaître la qualité de Français.

Ces deux jeunes gens, dont l'aîné avait vingt ans, étaient nés en France, le comte de Fuentès s'étant marié avec une Française. Restés à Paris jusqu'en 1790, ils avaient ensuite rejoint leur grand-père en Espagne. En novembre 1792, ils reviennent pour réclamer à la Convention divers effets laissés par eux chez M. d'Egmont. Arrivés le 13 à Paris, ils descendent chez leur tuteur, Jean-Simon Parmentier, 282 rue Saint-Honoré. Mais ils sont dénoncés le 17 au Comité de Sûreté générale par un certain Thomas, qui demande l'apposition des scellés chez eux, car ils sont, dit-il, émigrés.(3).

Le Comité transmet d'abord l'affaire au Département de Paris. Mais, le 15 décembre, on les amène devant lui, et il arrête qu'ils seront désormais gardés à vue chez eux jusqu'à ce qu'il soit statué

(1) M. d'Helmstatt avait été lui aussi député à l'Assemblée; ses propriétés de Lorraine furent séquestrées en mai 1792. *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés* 44, folio 232.

(2) Il semble d'ailleurs que M. d'Egmont ne fut inscrit dans la Seine que le 6 juillet 1793. *Archives Nationales F⁷ 6.1396* (dossier 173).

(3) *Archives Nationales*, registre AF II 288.

sur leur cas. Le consul d'Espagne pourtant les réclame ; ils donnent de leur côté des preuves certaines de leur nationalité, et, le 16, le Comité, considérant « qu'ils sont mineurs, et, qu'en cette qualité, ils suivent l'état de leur père, sujet espagnol, que d'ailleurs ils ne se sont pas rangés avec les ennemis, et qu'ils sont nés en France d'une Française » (1), prend un arrêté signé Basire, Chabot, Julien, Rovère et Maribon-Montaut, ordonnant de les mettre en liberté (2).

A cette époque également, la Convention eut à s'occuper d'une autre question fort importante. Devait-on ou non considérer comme Français les nobles immédiats possesseurs de biens en France ? La question s'était posée à la suite de nombreux arrêtés des Directoires du Bas-Rhin et de la Moselle, qui avaient inscrit des membres du corps équestre sur la liste des émigrés et confisqué leurs biens. Ceux-ci avaient vivement protesté, excipant de leur qualité d'Allemands à eux laissée et reconnue par le décret de 1791, qui abolissait les droits de chevalerie.

C'est le 14 novembre 1792 que la Convention dut s'occuper de leur demande. Elle chargea alors ses Comités de législation et diplomatique de lui présenter un rapport sur l'état civil de la noblesse immédiate (3), et elle décida « que toutes les ventes de biens appartenant aux princes et seigneurs étrangers (4) seraient suspendues jusqu'à ce qu'il eût été décidé s'ils devaient être considérés comme émigrés ou non ». En exécution de ce décret, le ministre de l'intérieur Roland écrivait le 14 décembre aux Directoires du Bas-Rhin et de la Moselle, en les invitant à suspendre toutes poursuites contre les biens du corps équestre, et notamment contre ceux de M. d'Hunoldstein, jusqu'à ce qu'il fût prononcé

(1) Ce dernier argument est assez curieux, car il contredit très nettement le premier.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4774⁷⁵ ; l'ordre du Département de lever les scellés est daté du 25 avril 1793.

(3) Ce rapport ne fut jamais fait ; la question resta pendante et les Départements, persistant dans leurs arrêtés, inscrivirent, comme nous le verrons, presque tous les nobles immédiats, sinon tous, parmi les émigrés.

(4) Il faut noter ce mot qui indique l'opinion de principe de l'Assemblée.

sur leur sort, tout en maintenant néanmoins le séquestre sur leurs biens, cette mesure étant purement conservatoire et laissant les choses en l'état, sans préjuger du fond.

Dans ce même mois de décembre, le Comité de législation, à qui arrivait la majeure partie des réclamations contre les mesures prises vis-à-vis des émigrés, en recevait une du prince Emmanuel de Salm-Salm, qui demandait à être excepté de ces mesures, opposant ses qualités de prince du Saint-Empire Romain et de prince souverain d'Anholt. Pour lui d'ailleurs, il semble qu'il était parfaitement légal de le considérer comme Français, tout au moins en France, et par conséquent de lui appliquer les lois de l'émigration, puisqu'il avait demandé et obtenu en 1789 des lettres de naturalité. Au regard de l'Allemagne et du droit d'Empire, il avait pu garder sa nationalité allemande, mais la République Française avait tous les droits, elle, de le regarder comme relevant de sa souveraineté.

D'ailleurs, pendant cette période, bien des Départements inscrivirent des sujets ennemis sur les listes d'émigrés, sans se poser le plus souvent la question de nationalité, et en s'occupant à peu près uniquement de la question de résidence. Cela était, semble-t-il, contraire à la lettre de la loi, au moins jusqu'en mars 1793 ; la loi de cette date permettait, en effet, si l'on étendait beaucoup la notion de domicile qu'elle faisait entrer en jeu, de considérer comme émigrés beaucoup d'étrangers, en ne heurtant pas absolument son texte sinon son esprit.

Quant aux autorités centrales, la Convention, le Conseil exécutif provisoire, les Comités de l'assemblée, source et gardiens du Droit, elles cherchèrent à se maintenir dans la légalité pendant la période que nous envisageons ; et, tout en montrant quelque hésitation dans la voie à suivre, et quelques contradictions dans les décisions prises, elles estimèrent que les lois de l'émigration ne devaient pas atteindre les étrangers, sauf quelques exceptions justifiées. Ceux qui s'adressèrent à elles eurent, le plus souvent, gain de cause ; nous en avons vu déjà quelques exemples, dans les pro-

blèmes généraux que pose l'interprétation de la loi. Nous allons maintenant examiner certains cas particuliers d'inscriptions, les réclamations suscitées par ces mesures, et leur résultat.

Dès juillet et août 1792, des sujets ennemis avaient été portés sur les listes ; entre autres, le 19 juillet, le comte d'Helmstatt, qui le 4 octobre, comme nous l'avons vu, fut maintenu par le Directoire du département de Paris ; quant au département de la Meurthe, il l'avait déjà inscrit par l'arrêté du 21 mai. Néanmoins, en sa qualité de noble immédiat, il devait être compris dans la mesure prescrite par Roland le 14 décembre.

En juin 1792, le district de Versailles avait porté l'anglais Seymour sur la fatale liste. Il protesta à diverses reprises auprès du Gouvernement et du procureur général syndic ; et celui-ci demanda des explications au district. En mai 1793 pourtant, le séquestre subsistait encore, et le château de Prunay était loué pour 3.000 livres à Michel Simon, en attendant le règlement du litige (1).

Le 19 juillet, Jules-Hyacinthe Dumesnil, dit d'Oheville, capitaine au service du roi de Hongrie, est inscrit par le département de la Meurthe comme officier d'Empire (2). De même, le 27 août, le Haut-Rhin porte sur la liste Chrétien Pfeffel, ministre du duc de Deux-Ponts, qui avait été durant quarante ans jurisconsulte attaché au ministère des affaires étrangères en France.

A partir du mois d'octobre, les inscriptions deviennent de plus en plus nombreuses, et c'est à cette date que se place une affaire assez curieuse. C'était les municipalités qui étaient chargées d'appliquer les lois sur l'émigration, d'apposer les scellés, et de faire les saisies. Un Anglais du nom de Cazeau se trouvait alors propriétaire à Suisnes, sur la commune de Grizy (S.-et-M.), lorsque dans l'été de 1792 de faux bruits se répandirent sur son compte.

(1) *Archives de Seine-et-Oise*, Q 781.

(2) Il est en effet assez curieux de remarquer, et nous en verrons d'autres exemples, que sur les listes elles-mêmes la mention étranger ou l'indication de la nationalité des inscrits existe parfois, comme si les municipalités n'avaient pas vu l'illégalité de la mesure.

On colporte que sa maison a été saisie, et Roland, ministre de l'intérieur, reçoit même de l'ambassadeur de France à Londres communication d'une plainte à lui transmise par le ministère britannique au sujet du séquestre de la terre de Cazeau. Il envoie aussitôt ses instructions au district de Melun, lui conseillant d'abandonner la saisie. « Si elle est illégale, vous en donnerez dès à présent mainlevée. Quelles que soient les dispositions du cabinet de Londres à notre égard, nous ne devons pas oublier les principes éternels de justice sur lesquels repose notre Gouvernement ». Et pourtant, aux représentations du district, la municipalité de Grizy répond que jamais elle n'a considéré Cazeau comme émigré, qu'elle le tient pour patriote, et que jamais le séquestre n'a été mis sur ses biens (lettre du 28 novembre 1792) (1).

Nous voyons donc par cette affaire que le Conseil exécutif provisoire n'était pas d'avis d'appliquer aux étrangers les mesures de confiscation. Ce sera encore son attitude envers le fils d'Honoré Grimaldi, prince de Monaco et duc de Valentinois, dont les biens furent confisqués en 1792. Le Comité diplomatique et le Conseil exécutif déclarèrent qu'en sa qualité de prince étranger il ne se trouvait pas tenu à résider en France, et en conséquence ordonnèrent la levée du séquestre (2).

En octobre 1792, on peut noter l'inscription, dans le Jura, d'Elisabeth-Auguste-Frédéric de Deux-Ponts, dans les Ardennes de Nicolas-Bernard Duhan, au service de la Prusse depuis 1770, et qui devait être par conséquent considéré comme sujet prussien, dans le Calvados d'Ennemond de Bressac, qui, depuis 1772 au service de S. M. Sicilienne, avait été naturalisé en 1783.

Parfois l'on obtenait des Départements eux-mêmes la radiation, lorsque le cas semblait particulièrement clair. C'est ainsi que Duhan fut rayé provisoirement par les Ardennes un mois après son inscription, ainsi que de Bressac. Marie-Anne de Forbach, douairière de Deux-Ponts, fut, elle aussi, rayée de la liste par deux

(1) *Archives de Seine-et-Marne Q 1793.*

(2) *Archives Nationales F⁷ 4733.*

arrêtés des 29 novembre 1792 et 21 février 1793 (1). Les scellés apposés chez Jerningham à Paris furent de même levés, après un arrêté du Département en date du 27 décembre qui le reconnaissait comme étranger. A Nantes, le séquestre avait été mis en novembre sur la maison de commerce des frères Galwey, durant leur absence ; il fut levé sur leur réclamation. Non seulement ils étaient étrangers, mais une disposition de la loi exceptait des mesures ceux qui avaient à voyager pour leur commerce.

Pourtant, tous n'avaient pas la même chance. C'est ainsi que Brackez Hugo, né citoyen de Liège, et habitant Neuf-Brisach, était parti à la fin de 1792 pour prendre les eaux à Baden, muni d'un passeport régulier. Revenu en Alsace, il se voit inscrit sur la liste des émigrés, et, pour ne pas encourir les peines portées contre ceux qui enfreignent leur bannissement, il doit le 9 janvier 1793 quitter Neuf-Brisach, en protestant qu'il ne part que pour obéir à la loi et pas du tout dans l'intention d'émigrer (2).

Le fait d'être sorti avec un passeport, fût-il parfaitement régulier, n'empêchait pas en effet les municipalités de porter les absents sur la liste des émigrés. Ainsi Quintin Crawford, qui avait quitté la France en 1792, muni d'un passeport du ministère des affaires étrangères, visé par l'ambassade d'Angleterre, est inscrit dès le mois de novembre. Il en fut de même pour Louis-Samson de Rathsamhausen, qui était avant la Révolution président de la Régence du comté de Hanau-Lichtenberg, appartenant au landgrave de Hesse-Darmstadt, à Bouxwiller (Bas-Rhin). Il vit ses fonctions cesser en 1791, et le 9 septembre, sur la demande du landgrave, le ministre Delessart lui permit, ainsi qu'aux autres officiers de la Régence, tels que les dicastères, de quitter la France. Il sortit donc le 31 décembre, comme officier public étranger, avec la permission expresse du pouvoir exécutif français. Et pourtant, en 1793, on l'inscrit sur la liste des émigrés

(1) *Archives de la Moselle* Q 452².

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6138³ (dossier 170).

quoiqu'il fût de plus noble immédiat du cercle de Souabe au canton de l'Ortenau (1).

François-Gabriel de Gaspard-Belleval, passé en 1776 au service de la Pologne et général-major en 1792, avait été à cette époque chargé par la France d'une mission en ce pays. Lorsqu'il revient au mois de septembre, il se voit sur la liste et réclame. On l'y maintient pourtant, malgré la mission à lui confiée et sa qualité d'étranger, ou du moins d'assimilé aux étrangers, qu'il pouvait revendiquer. Inscrit en mars 1793, Xavier de Saxe, prince de Pologne, ne put, lui non plus, obtenir sa radiation.

Mais le cas le plus intéressant de séquestre de biens de sujets ennemis en 1792 et 1793 est certainement celui de M. de Mercy. Il montre trop bien l'état d'esprit des administrations municipales, et la ligne de conduite adoptée par le Gouvernement, pour qu'on ne l'étudie pas d'un peu plus près. M. de Mercy-Argenteau était encore ambassadeur au moment de la déclaration de guerre, mais à cette époque il ne résidait pas à Paris, où M. de Blumendorf, chargé d'affaires, représentait les intérêts de la Cour de Vienne. Lui-même se trouvait en effet depuis quelque temps à Bruxelles, où il attendait les événements. Jamais pourtant le ministère des affaires étrangères ni le pouvoir exécutif n'avaient protesté contre cette absence, considérée comme passagère, et M. de Mercy restait en titre l'ambassadeur d'Autriche.

Avant le 20 avril 1792, il avait eu déjà quelques difficultés pour ses biens qu'il tentait de faire passer peu à peu à Bruxelles. Des caisses venant d'Italie avaient été arrêtées en mars à la douane de Valenciennes, et, le 12, Blumendorf avait demandé à Dumouriez d'intervenir (2). Le 28, il sollicitait aussi des ordres du ministre pour qu'on laissât passer librement les meubles, effets et argenterie de Mercy à la frontière.

Au lendemain de la déclaration de guerre, Dumouriez crut

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁶.

(2) Le 6 avril, Clavière, ministre des contributions publiques, annonçait qu'il avait donné des ordres à la douane.

devoir demander à l'Assemblée un décret « mettant M. de Blumendorf et tout ce qui lui appartient sous la sauvegarde du Droit des gens et de la loyauté publique ». Mais celle-ci préféra passer à l'ordre du jour, considérant que la chose allait de soi, le Droit public s'opposant à ce qu'un ambassadeur fût traité comme un ennemi, tant en sa personne que pour ses biens.

Cependant, si le pouvoir exécutif donnait l'ordre de respecter les biens de l'ambassadeur et ceux de l'ambassade, exprimant ainsi sa volonté de suivre les règles du Droit des gens, il lui était plus difficile de faire exécuter ses décisions. Les effets de Mercy avaient été arrêtés à Valenciennes, d'où réclamation de Blumendorf au ministère des affaires étrangères, le 11 mai, et lettre de Dumouriez au ministère de l'intérieur le 13. A nouveau, Clavière donnait le 18 l'ordre à la douane de laisser passer les caisses.

Blumendorf lui-même allait bientôt quitter Paris pour Bruxelles. Mais M. de Mercy, craignant que ses propriétés personnelles ne fussent en danger, envoya à Paris son secrétaire Kruthoffer pour y veiller, et le fit recommander près de Dumouriez.

Au mois d'août, la menace se précise. La révolution du 10 eut son contre-coup en province ; des troubles se produisent, l'effervescence populaire grandit. Le 14, les soldats des gardes suisses qui veillent sur la maison de Mercy à Chennevières sont poursuivis. La municipalité de Conflans prévient le désordre, mais exige une visite de la maison, car on a saisi des engins de chasse et la foule prétend que des armes et des munitions s'y trouvent cachées. Le 23, les caves sont pillées. Le reste va subir le même sort, et Kruthoffer proteste vivement auprès du nouveau ministre Lebrun, qui le renvoie le 25 aux tribunaux de Saint-Germain, car « par l'effet de la guerre ces propriétés se sont trouvées dans la classe de celles de tous les étrangers », c'est-à-dire sous la protection des lois. C'était en effet appliquer les vrais principes du Droit public que de considérer, pour ses propriétés privées, un ambassadeur comme un simple étranger.

Pourtant, à la fin de 1792, le département de Seine-et-Oise semble

considérer Mercy comme un émigré, c'est-à-dire le soumettre aux lois portées contre les Français. Et, notamment par une lettre pressante du 15 décembre, Roland demande au ministre des affaires étrangères des éclaircissements sur la situation de M. de Mercy et des précisions sur la conduite qu'il convient d'adopter à son égard.

Le 9 janvier 1793, Lebrun répond par une lettre catégorique qui semble envisager la question sous son vrai jour. « Le doute que votre demande annonce, écrit-il, peut en quelque sorte excuser l'erreur de ces citoyens. Mais, comme votre incertitude fait une question de ce qui ne peut en être une, je m'empresse de vous donner les éclaircissements que vous désirez... Le comte de Mercy-Argenteau est étranger, et reconnu pour tel ; ce serait donc une ridicule absurdité de prendre son absence pour une émigration, et vous sentez que ce serait violer tous les principes et méconnaître le décret que de l'appliquer aux propriétés d'un étranger ».

En février, néanmoins, les principes rappelés par le ministre Lebrun subissent une plus grave atteinte. Les scellés sont apposés sur les meubles de l'ambassade, et on met un gardien dans l'hôtel du comte à Paris, au 24 boulevard Montmartre (1). Bientôt même, sans que le comte fût inscrit sur la liste des émigrés par le Département de Paris, on commence à disposer d'une partie de sa maison pour y installer les bureaux de la guerre ; et, le 4 mars, Kruthoffer proteste auprès de Garat, ministre de la justice, contre le fait de traiter Mercy comme un émigré. Le mois de mars et tout le début d'avril se passent ainsi en réclamations et en discussions. Lebrun reçoit Kruthoffer et reconnaît la justesse de ses prétentions ; mais l'administration et le Département n'en tiennent aucun compte. « Le Département de Paris est dans la persuasion de pouvoir disposer de cette maison comme d'une propriété nationale, dit Kruthoffer à Lebrun dans une lettre du 18 avril, lettre dans laquelle

(1) Aujourd'hui, 16 boulevard Montmartre. C'était d'ailleurs une mesure de représailles contre l'Autriche qui, semble-t-il, violait aussi le Droit des gens par ses vexations à l'égard des nationaux français.

il lui demande d'intervenir auprès du ministre de la guerre. Plus de vingt pièces sont déjà occupées par les bureaux de la guerre ; des commis, réunis à d'autres, prétendent avoir des bureaux séparés, et l'architecte chargé de leur distribution cherche un nouveau local à cet effet ».

Pourtant, le 20 avril, le ministre de la guerre, pressé par Lebrun, intervient directement auprès du Département de Paris qui, par son arrêté du 28 février, avait mis l'hôtel à la disposition de ses services. Et celui-ci, revenant enfin aux principes de la légalité, prend le même jour un arrêté très bien motivé. « Considérant que la maison dont il s'agit appartient à Mercy-Argenteau, considérant que Mercy d'Argenteau (*sic*) est étranger ; qu'il ne résidait en France qu'en qualité de ministre de Vienne ; qu'il en est sorti revêtu de ce caractère public ; que par conséquent, les principes de la plus rigoureuse justice et le Droit sacré des gens s'opposent à ce qu'il soit porté aucune atteinte aux propriétés de cet étranger », et après avoir entendu le procureur général syndic, le Département rapportait son arrêté du 28 février et mettait les propriétés de Mercy sous la sauvegarde des lois (1).

Le séquestre était donc levé. Restait à obtenir l'exécution de l'arrêté, ce qui n'était pas des plus faciles, puisque, trois mois après, le 16 juillet, Kruthoffer se plaignait auprès de Deforgues, ministre des affaires étrangères, que les scellés ne fussent pas encore levés. D'ailleurs, ayant obtenu satisfaction sur le principe, il s'était montré très accommodant pour l'exécution, offrant, par une lettre du 26 avril, de laisser dans l'hôtel les bureaux de la guerre qui y avaient été établis.

La propriété de M. de Mercy étant désormais reconnue, le Droit avait donc triomphé, non sans peine, au moins en théorie ; et le principe que les lois sur l'émigration n'étaient pas applicables aux

(1) On peut remarquer que les termes du décret et ses considérants sont à peu près les mêmes que ceux exposés le 9 janvier dans la lettre du ministre Lebrun.

étrangers se trouvait affirmé par la plupart des autorités constituées (1).

On peut noter aussi que le baron de Grimm, ministre de Saxe-Cobourg-Gotha, qui avait quitté la France avec le corps diplomatique, fut inscrit sur la liste des émigrés en mai 1793, et que les scellés furent mis sur ses effets, meubles, papiers, ainsi que sur ceux de sa Cour.

Quant à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Fernan Nuñez, il se vit en butte aux mêmes difficultés que l'ambassadeur d'Autriche. La guerre avec l'Espagne s'était ouverte le 7 mars 1793 : en avril, l'ambassadeur éprouve, pour la sortie de ses meubles et effets, les mêmes obstacles que M. de Mercy un an plus tôt. Le 24 avril, sur l'ordre du Comité de Sécurité générale, les scellés sont mis à l'hôtel de l'ambassade, et on y garde à vue son caissier et son trésorier. Le 6 mai, de Cologne où il s'est retiré (2), Fernan Nuñez proteste auprès de Lebrun, en demandant la levée du séquestre, conformément au Droit des gens qui protège les ambassadeurs dans leur personne et leurs biens.

Il se plaint aussi de ce que la succession de son oncle M. de Rohan-Chabot soit regardée par l'administration comme nationale ; elle considère en effet ce dernier comme émigré, alors qu'il est mort à Nice le 28 novembre 1791, avant qu'aucune loi soit portée contre l'émigration (3). Lebrun approuvait d'ailleurs les prétentions de l'ambassadeur au sujet du séquestre de son hôtel, rap-

(1) Nous avons un peu insisté sur ce séquestre et sur l'assimilation de M. de Mercy aux émigrés, car le fait est caractéristique et éclaire bien la situation. Nous éditons d'autre part en une brochure : *Le séquestre des biens de M. de Mercy-Argenteau* (1793-an III), tous les textes du ministère des affaires étrangères touchant ce sujet (Registres 363 et 364 du fonds de l'Autriche). C'est un complément intéressant de ce livre, puisque, comme nous le verrons, l'assimilation des sujets ennemis absents aux émigrés est un fait capital qui eut sur l'application des lois de séquestre une influence considérable.

(2) De 1791 à septembre 1792, Fernan Nuñez était resté à Louvain, où sa femme était malade et où il attendait les événements. Comme M. de Mercy, il était représenté à Paris par un chargé d'affaires, mais restait l'ambassadeur en titre. Le pouvoir exécutif au surplus n'avait pas protesté contre cette absence.

(3) Le séquestre avait été approuvé par la Convention le 12 avril.

pelant dans une lettre adressée le 16 mai à Clavière que l'Espagne avait respecté la personne et les biens de Bourgoing, l'ambassadeur de France à Madrid, et que celui-ci avait toujours joui des immunités du corps diplomatique. « Je ne vous dissimulerai pas, disait-il, qu'il me semble contraire aux principes de la saine politique et à la dignité d'une grande nation comme la nôtre de violer le Droit des gens dans la personne d'un ambassadeur étranger ».

Pourtant les événements politiques qui se succédaient avec rapidité et la défiance que l'on portait aux sujets ennemis en général devaient laisser sans réponse les réclamations de Fernan Nuñez, et il n'eut pas, comme M. de Mercy, la satisfaction de voir son droit reconnu publiquement (1). A cette époque d'ailleurs, ainsi que nous allons le voir, des mesures étaient déjà prises contre certaines catégories d'étrangers, et bientôt elles allaient s'étendre à tous les sujets ennemis. L'application des lois de l'émigration passe donc au second plan.

(1) L'histoire du séquestre des biens de Fernan Nuñez se trouve dans les Archives du ministère des affaires étrangères. Espagne 636, folios 180 et suivants, et 637.

II

LE SÉQUESTRE DES BIENS DES PRINCES ENNEMIS

Les princes allemands, nous l'avons dit, possédaient en France et surtout dans les départements d'Alsace et de Lorraine des domaines fort importants. Princes possessionnés, nobles immédiats, Etats d'Empire ou membres de familles régnantes, ils étaient nombreux à être propriétaires sur le territoire français. Certains même, comme les premiers, y avaient des droits de souveraineté, d'autres, comme les membres du corps équestre, jouissaient de privilèges plus ou moins éminents. Le nouveau régime les avait déjà vivement touchés, puisque quelques-uns d'entre eux avaient vu abolir leurs droits féodaux. Mais leurs domaines leur restaient, ils en conservaient la jouissance, et le 20 avril 1792 beaucoup traitaient avec le Gouvernement français pour une juste indemnité.

Il ne sembla pas d'abord que l'état de guerre entre la France et certains Etats de l'Empire (1) dût changer beaucoup la situation. Les négociations avec les princes possessionnés continuèrent ; et, le 16 mai 1792, l'Assemblée ratifiait d'urgence deux conventions passées avec les princes de Salm-Salm et de Loewenstein-Wertheim, que lui présentait son Comité diplomatique. Le 22, elle approuvait, au chapitre 25 de l'état des finances, l'estimation à 40 millions des indemnités dues aux princes allemands. Par ces actes, la Législative affirmait sa volonté de faire la guerre aux Etats et non aux particuliers, ceux-ci fussent-ils princes.

Mais les idées changèrent bientôt, et, au contact des sentiments

(1) C'est le 22 mars 1793 seulement que la Diète de Ratisbonne, donc l'Empire tout entier, prit parti pour la coalition.

populaires, les administrations locales d'Alsace et de Lorraine, dont quelques membres avaient été soumis à des seigneurs allemands et avaient dû leur payer certains droits féodaux, estimèrent le moment venu de s'affranchir définitivement de leur influence. Beaucoup de nobles allemands furent portés par elles sur les listes d'émigrés : nous avons vu que la Convention eut à en connaître et sembla trouver l'inscription illégale, tout en demandant un rapport pour plus ample information. Mais n'y avait-il pas lieu de prendre contre eux des mesures spéciales ? La question se posait.

Le 13 juillet, l'Assemblée recevait des administrateurs du département du Bas-Rhin une lettre demandant l'extension aux princes possessionnés des décrets de séquestre pris contre les émigrés (1). La lettre fut renvoyée au Comité diplomatique, ainsi qu'une demande semblable, faite le 15 par un député, concernant les biens des princes étrangers qui se déclareraient contre la France.

Le 15 septembre, l'Assemblée Législative entendait le député Merlin lui proposer la confiscation des biens des princes de l'Empire et autres qui favoriseraient désormais ou avaient déjà favorisé, directement ou indirectement, les ennemis de la France. Ruhl rappelle alors les dispositions hostiles du margrave de Bade, dénoncées le 3 août à la tribune, et demande que ses propriétés dans le Bas-Rhin et la Moselle soient confisquées au profit de la République, en punition de la retraite que lui et son ministre d'Edelsheim ont donné, dans le petit pays de Rotalbein et Grevenstein, aux traîtres du régiment suisse de Châteauneuf, lorsque ce régiment a déserté de Bitche : par cet exemple de sévérité, dit-il, la nation française apprendra « à des princes de la catégorie de celui de Bade et à leurs soit-disant ministres, le respect qui est dû à un grand peuple, qui ne veut offenser personne, mais qui sait

(1) Ce séquestre était d'ailleurs plutôt une confiscation, puisque les biens devaient servir d'indemnité à la nation.

se venger des insultes qu'on lui fait ». Les deux propositions furent renvoyées au Comité diplomatique (1).

Quelques jours plus tard, la Convention arrivait au pouvoir, et proclamait la République à l'unanimité. Avec elle apparaissait un esprit nouveau, plus avancé, plus absolu, et dont l'intransigeance allait se montrer dans ses relations avec les puissances étrangères. La République est fondée, et le nouvel ordre de choses institué : il s'agit de les défendre contre leurs ennemis qui sont, non pas tant les souverains des Etats étrangers, mais surtout les nobles, les émigrés, tous les tenants en un mot de l'Ancien Régime.

L'écho de cet état d'esprit apparaît dans le discours que Lasource tient le 13 octobre à la Convention. « Toutes les nations ont des ennemis communs, ce sont les princes, les seigneurs et les nobles ; ce sont ceux-là qui doivent payer les frais de la guerre dont ils sont et dont ils furent de tout temps l'éternelle et unique cause. En frappant leurs propriétés, vous ne violerez point l'engagement que vous avez pris de respecter celles des peuples : car ils ne sont pas plus le peuple que le cancer qui ronge la chair n'est le corps humain » (2). Pour éviter néanmoins d'ouvrir la porte à l'arbitraire en statuant d'urgence, il proposait de renvoyer aux Comités diplomatique et de la guerre sa proposition de confisquer les biens des princes ennemis, pour en faire un rapport sous trois jours.

Quant aux négociations avec les princes possessionnés, elles furent interrompues, et, le 16 décembre, sur la proposition de Thuriot, un décret de l'Assemblée rapporta celui du 16 mai portant ratification des accords passés avec deux d'entre eux. Le lendemain 17, la « *Gazette Nationale de France* » approuva la mesure, disant : « Abusive dans son origine, cette promesse d'indemnité

(1) Signalons qu'un décret avait été pris le 17 mars 1792, motivé par la situation économique, et interdisant l'exportation des grains et fourrages provenant des propriétés des princes allemands.

(2) *Archives Parlementaires*, à la date du 13 octobre.

était aujourd'hui ridicule, on peut même dire honteuse pour la République Française. Il est bien arrivé quelquefois qu'on ait dit à un prince : voilà de l'argent, laissez-nous en repos. Mais le lui dire encore quand on l'a vaincu est une duperie (1) ».

Dans la même séance, Cambacérès avait demandé qu'on décrêtât comme principe qu'aucun prince allemand ne pourrait être possessionné en France, et Carra avait réclamé le rapport de tous les décrets qui supposaient le dessein d'entamer avec ces princes des négociations. Ces demandes avaient été renvoyées au Comité diplomatique, ainsi que celle proposant de séquestrer les biens du prince de Deux-Ponts, dénoncé comme l'un des plus furieux ennemis de la France (2).

L'année 1793 s'ouvrit donc sans qu'aucune mesure générale eût été prise contre les princes étrangers. De nombreuses propositions avaient été déposées devant la Convention pour qu'elle votât le séquestre de leurs biens, elle les avait envoyées pour étude à ses Comités. La question de l'application des lois sur l'émigration à ces princes s'était posée devant elle, elle l'avait transmise à son Comité diplomatique.

Le mois de janvier vit le premier pas vers des mesures définitives. Le 11, l'Assemblée décida que les fermiers et débiteurs des princes possessionnés payant en nature le feraient désormais entre les mains de l'administration. C'était déjà séquestrer une partie de leurs revenus.

Le 29, sur la proposition de Mallarmé, l'Assemblée décrète « que les Comités d'aliénation et diplomatique présenteront incessamment le mode de séquestre et de régie des biens situés en France appartenant aux princes allemands avec lesquels la République est en guerre, et que le ministre des contributions rendra compte,... par écrit, des mesures qui ont déjà été prises à ce sujet

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 70, folio 194.

(2) Celui-ci demandait des indemnités pour les dégâts causés dans ses domaines par les opérations militaires, ce qui avait amené la Convention à s'occuper de lui.

par les départements du Haut-Rhin et de la Moselle (1) ». Le 2 février, un nouveau décret fut pris, un peu plus général que celui du 11 janvier et séquestrant « toutes sommes qui sont entre les mains des receveurs, préposés, agents des princes étrangers et des Gouvernements avec qui la France est en guerre » (2).

La veille, la guerre avait été déclarée à l'Angleterre, et — fait assez curieux — c'est un prince anglais qui vit le premier ses biens séquestrés officiellement comme étranger, et non un prince allemand. Le duc de Richmond était, on s'en souvient, duc et pair en France pour sa terre d'Aubigny, en même temps que noble anglais. Or, le 19 février, Foucher, député du Cher, présentait au nom du Comité des domaines un projet de décret le concernant. Faisant allusion à celui du 2, il déclare d'abord qu'il est des possessionnés d'un autre genre, « qui doivent fixer l'attention et appeler la sollicitude de la Convention Nationale ». Il retrace ensuite l'histoire de la donation de la terre d'Aubigny, de son érection en pairie, garantie par le traité d'Utrecht, garantie qui se trouve maintenant sans effet, la pairie ayant disparu avec la féodalité. Et il présente un projet de décret, que vote la Convention, décret ainsi conçu : « les fruits et revenus de la terre d'Aubigny et dépendances, située dans le département du Cher et possédée par le lord Charles Lennox, duc de Richmond, pair d'Angleterre, seront séquestrés. Il sera nommé un séquestre, receveur solvable desdits fruits et revenus ; et les scellés seront apposés... sur les archives qui sont dans le château d'Aubigny, en faisant distraction néanmoins des baux et autres titres nécessaires à la perception de ces fruits et revenus ».

(1) Le 31, Clavière, en exécution du décret, rendait compte de ce qui avait eu lieu déjà en Alsace et en Lorraine. On voit donc que les départements n'attendaient pas les ordres de la Convention pour prendre des mesures contre les biens des princes possessionnés.

(2) Dans les différents décrets du mois de janvier 1793 et dans ceux du mois de mai, on emploie tantôt le terme « princes possessionnés », tantôt celui de « princes étrangers », tantôt celui de « princes allemands », tantôt celui de « princes avec qui la République est en guerre », sans qu'il faille à notre avis comprendre ces mots dans leur sens littéral : ils semblent en effet pris les uns pour les autres.

Quant à la question de savoir si le duc de Richmond conserverait la jouissance de sa terre, elle fut renvoyée aux Comités diplomatique et des domaines réunis, pour faire incessamment leur rapport (1).

On eût pu croire, au lendemain du décret du 29 janvier, que le séquestre des biens des princes ennemis n'était plus qu'une question de jours ; et pourtant il faut arriver au mois de mai pour trouver les mesures définitives. Pendant trois mois en effet, la Convention, occupée de problèmes intérieurs plus pressants, ne prit pas contre les biens des princes étrangers de mesures nouvelles.

C'est par le décret du 9-11 mai que l'Assemblée régla enfin cette question agitée depuis de longs mois. Dans l'article premier, elle décidait que « dans les départements où il existe des biens possédés par les princes ou puissances avec lesquelles la République est en guerre, ces biens seront séquestrés, si ce n'est fait, par les corps administratifs de ces départements, dans la forme prescrite pour le séquestre des biens des émigrés ». Les biens seraient régis par les préposés de la Régie des domaines, entre les mains desquels on versait les sommes provenant de leurs revenus. Ces préposés d'ailleurs devaient en tenir une comptabilité distincte de celle des autres revenus nationaux (2).

Un décret du 14-20 mai, rendu sur la proposition de Ruhl, et plus particulier que le précédent, décida que les biens des princes possessionnés en France et qui n'auraient pas protesté contre le conclusum (3) de la Diète de Ratisbonne déclarant l'Empire en guerre avec la France seraient séquestrés au profit de la République, quand bien même ces princes n'auraient pas fait marcher de troupes contre elle.

Ces deux textes, assez peu précis, rendent difficile l'étude juridique de la situation où devaient en principe se trouver les biens

(1) A notre connaissance, ce rapport ne fut jamais fait, et la terre fut séquestrée plus tard comme celle des autres sujets ennemis.

(2) Les biens du clergé et des émigrés étaient en effet non pas séquestrés, mais confisqués.

(3) Ainsi se nommaient les décisions de la Diète.

des différents princes allemands. Le terme « séquestré au profit de la République » n'indique-t-il pas clairement une confiscation ? Ce n'était donc pas un séquestre pur et simple, et la loi du 3 juin 1793, qui rendit applicable aux « princes étrangers qui sont en guerre » avec la France la vente des biens des émigrés, semble indiquer qu'il s'agit bien là, en effet, d'une confiscation.

Il faut donc faire une distinction, au point de vue de leurs domaines, entre princes ennemis n'ayant pas protesté contre le conclusum de la Diète, dont les biens sont confisqués, et princes possessionnés dont les biens ne sont que séquestrés. Car, de toute évidence, seuls pouvaient protester à la Diète ceux qui y avaient voix et séance, c'est-à-dire les princes souverains ; tous les autres, et notamment les nobles immédiats, ne devaient donc pas, semble-t-il, voir leurs biens confisqués.

Quoi qu'il en soit de l'interprétation des lois du mois de mai 1793, au début de l'été déjà beaucoup de princes allemands voyaient leurs biens séquestrés, soit par une application, assez discutable au point de vue légal, des lois sur l'émigration, soit sur une initiative particulière des départements alsaciens ou lorrains, soit par une application des lois de mai ou de décrets spéciaux.

Ainsi le prince de Linange, qui avait vu en 1792 le séquestre apposé sur son comté de Dabo en Moselle, le vit maintenu en 1793 en sa qualité de prince possessionné (1). En 1793, le séquestre fut mis par les départements du Nord et des Ardennes sur les biens de Louis-Engelbert d'Arenberg (2). Le 2 juin, les représentants aux armées du Rhin-et-Moselle Maribon-Montaut, Soubrany, Levasseur de la Meurthe et Maignet lançaient une proclamation : « Paix aux chaumières, guerre aux châteaux ». Ils ordonnaient l'arrestation du prince de Nassau-Saarbrück, de Madame

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 39. Notons que deux princes de Linange furent gardés comme otages à l'Abbaye pendant la durée de la guerre. D'autres otages furent aussi pris, telle la princesse de Nassau-Saarbrück, à Metz.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche 372, folio 331.

de La Layen et de leurs familles, et le séquestre de leurs biens. Le conseil général de la Moselle obéit, les meubles furent transportés au Département, et dès le mois d'août on s'occupa de les vendre (1). Quant à la comtesse douairière de La Layen, qui recevait de la France une rente de 8.000 livres, elle en vit le paiement suspendu ; le ministre Lebrun lui écrivit que cè n'était là qu'une mesure provisoire, et qu'elle pouvait compter sur la justice de la Convention (2).

Le prince Constantin de Salm-Salm, dont la principauté avait été réunie à la France par décret du 2 mars 1793, et qui avait protesté le 26 avril à la Diète de Ratisbonne contre cette mesure, vit lui aussi ses propriétés séquestrées et confisquées (3). Le 22 mai, la Convention elle-même prit un décret par lequel elle ordonnait l'inventaire et la vente des biens personnels du prince et de son intendant, à l'exception pourtant des bijoux, diamants, argenterie, objets d'art ou précieux qui devaient être envoyés au ministère de l'intérieur pour être examinés par la commission des monuments (4).

Si nous nous plaçons maintenant à la date du 1^{er} août 1793, dans quelle situation sont les biens des sujets ennemis en France ? Si l'on s'en tient aux mesures prises nommément contre eux, les biens des princes souverains qui se sont déclarés contre elle doivent être confisqués, et les biens des princes possessionnés

(1) *Archives de la Moselle* Q 453¹. Au mois de mai, la Moselle avait demandé ce qu'il y avait lieu de faire pour ces biens, et on s'était alors contenté d'actes conservatoires tels que les scellés ; c'est ainsi qu'ils avaient été apposés le 24 sur le château de Nassau.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 36, folio 173.

(3) Le prince fut mis sur la liste des émigrés bien que son cas fût très spécial. En effet sa qualité de prince étranger était de notoriété publique, puisqu'il était souverain d'un Etat totalement indépendant dans le cadre de l'Empire.

(4) L'exécution des lois de mai souleva pour le prince de Salm une question assez curieuse, posée par le ministre de l'intérieur à celui des affaires étrangères. La réunion de sa principauté subsistait-elle ou le pays n'était-il que séquestré à raison des hostilités, comme une propriété privée ? *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folio 91.

doivent être séquestrés. Quant aux biens des simples particuliers, nulle mesure n'a été prise les concernant.

Mais, dans la pratique, l'application de ces lois est restreinte, parce que celles votées contre l'émigration sont étendues à beaucoup d'étrangers en vertu d'une mesure de légalité douteuse, et que l'imprécision des divers arrêtés ou lois, laissant place à trop d'hésitations et de contradictions pour les autorités administratives, favorise le jeu des ambitions et des rancunes locales.

CHAPITRE III

Les Grandes Lois du Séquestre

I

LES PREMIÈRES MESURES CONTRE LES ÉTRANGERS.

Lorsque, au début de 1793, la guerre devint générale, et que la France eut à se défendre contre l'Europe entière coalisée, tout le monde comprit qu'il ne pouvait être désormais question de l'humanitarisme généreux qui avait été celui du début de la Révolution. En ce temps-là, tous les peuples étaient considérés comme des frères ; Cloots, l'Orateur du genre humain, rêvait de « République universelle » et datait ses lettres de Paris, chef-lieu du globe ; Target proposait et la Constituante votait la naturalisation de tous les étrangers domiciliés en France depuis cinq ans ou y possédant quelques biens.

Le 1^{er} février, jour de la déclaration de guerre à l'Angleterre, Fabre d'Eglantine, fidèle à ces généreux principes, et considérant que la guerre ne devait pas exister de nation à nation, mais seulement entre les Gouvernements, proposa de faire une déclaration mettant les Anglais et les Hollandais résidant dans le pays sous la protection des lois. Il s'éleva alors une vive discussion, et bien des députés déclarèrent qu'il ne fallait plus songer à cette métaphysique périmée, et que séparer ainsi les gouvernants des gouvernés n'était qu'une rêverie utopique. La Convention vota l'adresse de Fabre, mais c'était là surtout un vote de principe plutôt que l'expression de sa conviction (1).

(1) Dans *La Révolution et les étrangers*, M. Mathiez indique les causes de ce changement, et montre bien toutes les intrigues des étrangers en France, qui justifiaient la méfiance du Gouvernement républicain.

D'ailleurs, dans toutes les émeutes et les révolutions du début de 1793, on trouve la main des étrangers, exaspérant les luttes et les divisions dont le seul résultat était de désunir les Français et d'énervier la résistance en faisant le jeu de l'ennemi. Aussi n'est-il pas étonnant que, les esprits se rendant peu à peu compte de ces manœuvres, on en soit venu assez rapidement à prendre contre ces fauteurs de désordre des mesures de surveillance de plus en plus sévères.

A la suite de l'émeute du 10 mars, et des mauvaises nouvelles arrivant tant de l'extérieur que de l'intérieur, divers députés réclamèrent à la Convention, dans les séances du 12 et du 15, une loi contre les étrangers, qui semblaient être pour beaucoup dans l'aggravation des troubles. Aussi, le 18 mars, la loi qui créait dans chaque commune ou section un comité de douze membres — comités qui devinrent les trop fameux comités révolutionnaires — chargea surtout leurs membres de surveiller les étrangers et de recevoir leurs déclarations. Entrés en fonction le 28 mars, ces comités ne se bornèrent pas d'ailleurs à ce rôle, et en vinrent à surveiller tous les suspects.

A Paris, le maire Pache, sur l'avis du Comité de Sûreté générale, ordonna d'apposer les scellés sur les papiers de nombreux étrangers, et en fit arrêter quelques-uns qui furent d'ailleurs assez vite libérés. Ainsi les Simon, que nous avons vus s'installer en France au début de la Révolution, furent inquiétés. En 1792, Henri Simon avait fait des opérations de fournitures pour l'armée de Dumouriez, et il semble bien qu'il ait alors profité de la détresse générale pour gagner beaucoup d'argent. Il s'était installé ensuite à Paris avec son frère, et ils y vivaient largement (1). Au début de 1793, les Simon réclamaient 1.700.000 livres qu'ils se prétendaient dûs pour leurs fournitures, et la Convention avait nommé une commission pour étudier leur conduite. Après la trahison de Dumou-

(1) Sur Simon, voir A. Mathiez, *op. cit.* En août 1793, Henri Simon avait acheté, près d'Ozoir-la-Ferrière, un grand domaine pour 400.000 livres, et il avait loué le château de Prunay séquestré sur l'anglais Seymour.

riez, on perquisitionna chez eux et ils furent mis à la Force. Ils n'y restèrent du reste qu'un seul jour.

A cette époque, beaucoup d'étrangers, effrayés, quittèrent la France : tel le poète Alfieri, tel le banquier Ker et bien d'autres ; le Comité de Sûreté générale, la Convention étaient assiégés de leurs demandes de passeports.

La Convention hésitait cependant, par respect des principes de justice et d'humanité, à prendre des mesures générales. Mais, après les journées du 31 mai et du 2 juin, l'idée fit son chemin, et, le 8 juin, Robespierre, qui avait toujours eu vis-à-vis des étrangers cosmopolites une grande défiance, posa nettement le principe des représailles. L'Assemblée pourtant ne prit pas encore de décision.

Quelques-uns des étrangers particulièrement suspects, et dont on retrouvait la main dans les troubles récents, avaient été arrêtés. Ainsi l'Espagnol Gusman, habitué du café Corazza, et mêlé aux journées du 10 mars et du 31 mai, est gardé chez lui sur un ordre du Comité de Sûreté générale en date du 4 juin, et on inventorie ses papiers (1).

Fin juin, le banquier Boyd est emprisonné, puis relâché après une perquisition faite chez lui. La Trésorerie faisait alors avec la maison Boyd Ker d'importantes opérations. Du 1^{er} juillet au 14 août, elle acheta des traites sur l'Angleterre pour 21.853 livres sterling 10 s. 2 d. qui, évalués au cours du jour, représentaient 2.174.829 livres 12 s. Plus tard même des bruits se répandirent au sujet de ces opérations, et le 17 brumaire an III « *L'Orateur du Peuple* » prétendit que la Trésorerie avait acheté pour 10 millions de traites, l'avant-veille du décret du 9 octobre contre les Anglais. Ce bruit fut d'ailleurs démenti le 16 frimaire par le Comité des finances. Mais le fait certain est qu'elle avait effectué durant toute cette période d'importants achats à la banque anglaise (2).

(1) Avant le 31 mai, la Commission des Douze, qui le tenait pour suspect, avait fait apposer les scellés sur ses papiers.

(2) *Archives Nationales* C 327.

Pourtant aucune mesure générale n'est prise contre les sujets ennemis, ni en juin, ni en juillet. Mais, le 11, Cambon fait à la Convention un sombre tableau de la situation extérieure, et déclare qu'il voit dans la chute des assignats une manœuvre du cabinet britannique et des puissances étrangères, aidés des agents qu'ils entretiennent à l'étranger. Ils veulent tuer le crédit de la France, en ébranlant la confiance. Or, lui-même l'a dit au début de la guerre : « Confiance, confiance, voilà la base des finances. Sans elle, un système de finances établi d'après les assignats ne peut résister ». Et Pitt cherche à ruiner cette confiance par les dissensions qu'il suscite un peu partout !

Ce n'était encore là que des dénonciations vagues, que des accusations basées sur de légers indices. Néanmoins le discours de Cambon eut un grand retentissement, et la loi contre les étrangers était dans l'air. Il ne fallait pour qu'elle vînt au jour qu'un événement qui donnerait de la consistance aux soupçons, la menace d'un danger qui apparaîtrait imminent.

La lettre anglaise en fut l'occasion. Ce document, trouvé dans un portefeuille perdu à Lille par un agent anglais, renfermait la preuve que Pitt avait en France des espions, et y entretenait des agitateurs pour énerver l'opinion. Certes, il n'y avait rien là d'extraordinaire, et tous les gouvernements ont à l'étranger des agents qui les renseignent, surtout en temps de guerre. Mais, à ce moment, l'heure était particulièrement grave, le péril tant extérieur qu'intérieur était singulièrement pressant, et la méfiance contre les ennemis, rendus responsables en grande partie des difficultés où l'on se débattait, restait à l'ordre du jour.

La révélation du portefeuille anglais fut donc à l'origine de la loi du 1^{er} août. Aussitôt après avoir exposé les plans de conjuration du ministre Pitt (1), Barère propose en effet une loi contre les

(1) Pitt fut déclaré solennellement le 7 l'ennemi de l'espèce humaine, sur la proposition de Couthon, qui voyait en lui l'instigateur de l'incendie de l'arsenal de Huningue.

étrangers et un décret expulsant les Anglais non domiciliés avant 1789. Cambon lui succède à la tribune, et demande qu'on puisse arrêter provisoirement tous ceux qui sont suspects. Il est soutenu par Simon, qui demande la fermeture des barrières et l'arrestation de tous les sujets britanniques. Ces mesures sont décrétées, ainsi qu'une proposition de Couthon demandant que les Français ayant des fonds placés à Londres soient condamnés à payer une amende.

Enfin, la Convention dénonce « au nom de l'Humanité outragée, à tous les peuples et même au peuple anglais, la conduite lâche, perfide et atroce du Gouvernement britannique, qui soudoie l'assassinat, le poison, l'incendie et tous les crimes pour le triomphe de la tyrannie et l'anéantissement des Droits de l'Homme. Puis elle prend un décret général ainsi conçu : « La Convention Nationale décrète que les étrangers des pays avec lesquels la République est en guerre, et non domiciliés en France avant le 14 juillet 1789, seront mis sur-le-champ en état d'arrestation, et le scellé apposé sur leurs papiers, caisses et effets ». Elle charge en outre la Commission des Six de lui présenter dès le lendemain un projet de loi sur les étrangers en général.

Le 3, l'Assemblée eut à se prononcer sur diverses modifications à son décret de l'avant-veille ; mais elle ne voulut pas se décider entre les thèses exposées devant elle, et ce n'est que le 6 septembre que fut modifié, très légèrement d'ailleurs, le décret du 1^{er} août.

La mesure, si longtemps différée, étant enfin prise, il restait à l'appliquer. C'était aux comités révolutionnaires créés pour la surveillance des étrangers que revenait cette mission. Ils devaient arrêter tous les sujets ennemis ainsi que ceux des autres étrangers qui paraissaient suspects, et se mirent rapidement à l'œuvre.

Le 1^{er} août déjà, dans l'après-midi, le Comité de surveillance du département de Paris, qui siégeait 18 rue de la Convention Nationale, vis-à-vis de Saint-Roch, lien et conseiller des divers

comités révolutionnaires (1), averti que la Convention discutait une loi sur l'arrestation des étrangers, avait envoyé deux commissaires au Comité des décrets pour lever celui qui allait être rendu (2). Le même jour, le maire Pache invitait les comités à le mettre de suite à exécution en arrêtant d'abord les plus suspects.

Certains commencèrent leurs opérations le jour même, comme celui de la section de l'Observatoire, ou celui de la section des Champs-Élysées, qui avait déjà dressé une liste avant que le décret fût voté ; lorsqu'il reçut la lettre du maire, le lendemain à 6 heures du matin, bien des arrestations étaient déjà opérées (3). Le Comité de Sûreté générale ne resta pas, lui non plus, inactif. Le 1^{er} août il ordonna d'arrêter, au besoin « par la force publique et même pendant la nuit, si le cas y échet », l'anglais Mitchell, qui se disait membre du parlement de Westminster et avait été le 24 juillet sommé de quitter la France (4).

Dans certains départements comme le Pas-de-Calais, la loi fut exécutée littéralement, et tous les étrangers internés. Mais, dans la plupart, elle ne fut appliquée que partiellement, et on n'arrêta pas ou on libéra ceux qui n'étaient pas suspects pour d'autres raisons. Au surplus, la loi n'était pas publiée, et on attendait les exceptions que la Convention était dans l'intention d'y apporter.

A Paris notamment, la plupart des sujets ennemis, comme certains banquiers qui avaient de hautes relations, ne furent pas inquiétés, quoique la conduite de certains d'entre eux eût pu paraître suspecte. Il en fut ainsi par exemple pour Boyd, Proly, Walckiers, quoique ces deux derniers eussent été très attaqués, surtout par Marat, et accusés d'être les agents de l'Autriche (5).

(1) Plus tard, les comités des sections secoururent le plus possible la tutelle, pourtant légère, du Comité de surveillance (ou de salut public) du département de Paris.

(2) *Archives Nationales* BB³ 811.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 4.777.

(4) *Archives Nationales*, registre AF II 288.

(5) Proly avait été avec deux de ses amis, Dubuisson et Péreira, le confident des projets contre-révolutionnaires de Dumouriez. Ils étaient venus les dénoncer au

Gusman, qui avait été remis en liberté en juin, ne vit apposer les scellés chez lui que le 29 août, et encore parce qu'il avait été dénoncé par les Frey. Ceux-ci, nous l'avons vu, étaient arrivés en France au moment de la déclaration de guerre. Cautionnés par le patriote Charles Laveaux, président du club de Strasbourg, et par le général jacobin Charles de Hesse, ils étaient venus participer à Paris à la journée du 10 août. Installés dans un bel hôtel, rue d'Anjou Saint-Honoré, ils n'y fréquentent que de bons sans-culottes, ils tiennent table ouverte, sont les amis de Chabot, de Bentabole, de Fabre d'Eglantine, et offrent leurs services à Lebrun et à Deforgues.

Il n'est pas étonnant que d'aussi puissants personnages n'aient pas été inquiétés après le 1^{er} août, bien que leur fortune rapide et leurs libéralités eussent pu faire naître les soupçons : ils avaient de trop bons répondants. Néanmoins le décret les mit sur leurs gardes, et Junius Frey offrit aux Jacobins deux écrits patriotiques : « *Les aventures du Père Nicaise ou l'antifédéralisme* » et « *La philosophie sociale* ».

Walckiers aussi prit peur ; le 21 avril, on avait déjà perquisitionné au domicile de sa sœur, chez laquelle il descendait souvent. Au lendemain du décret, il offrit au district de Noyon deux beaux chevaux, sa récolte de foin, les grilles de son château pour fabriquer des piques (1). Le banquier Perregaux, non plus, ne fut pas poursuivi. Il avait été chargé par Bouchotte, en mai 1793, d'ouvrir des crédits aux agents du ministère de la guerre pour acheter des armes, et avait cautionné les achats pour 600.000 livres : le gouvernement avait besoin de lui.

Vandenyver, père et fils, avaient été arrêtés et conduits à la

ministère à Paris, mais leur réputation était si mauvaise qu'on les mit tout d'abord en arrestation. Puis, après la trahison de Dumouriez, la Convention déclara qu'ils avaient bien mérité de la Patrie, le 6 avril ; et, le 11, elle leva la garde placée auprès d'eux « pour leur sûreté ». A. Mathiez : *La Révolution et les étrangers*, p. 104.

(1) La Convention décerna pour ce fait la mention civique à Walckiers dans sa séance du 24 août.

Force. Le 3 août, le Comité de Sûreté générale décréta qu'ils seraient désormais gardés chez eux par deux gendarmes, et qu'on procéderait à un inventaire de leurs papiers après levée des scellés. Comme rien de suspect ne fut trouvé, le Comité ordonna le lendemain de leur rendre la liberté (1). D'ailleurs, ainsi que nous l'avons vu, les comités ordonnaient beaucoup de mises en liberté provisoire, en prévision des exceptions qui devaient être apportées à la loi.

De ce fait, la loi du 1^{er} août ne fut pas appliquée littéralement. Néanmoins c'était déjà une mesure de représailles sévère, la première de celles que la France républicaine fut amenée à prendre pour sa défense. Elle ne visait encore que les personnes, mais la défiance qu'inspiraient les étrangers et surtout les sujets des puissances ennemies était trop forte pour que l'on s'en tint là. Devait-on les laisser en paix jouir de leur fortune dont ils se servaient pour alimenter leurs complots ? Le séquestre de tous leurs biens était dans la logique de la situation.

(1) *Archives Nationales*, registre AF II 288.

II

LES LOIS DE SEPTEMBRE ET D'OCTOBRE 1793 (vendémiaire an II).

Lorsque, le 3 août, la Convention envisagea les modifications à apporter à la loi sur les étrangers, des voix s'élevèrent dans l'Assemblée pour accuser certains banquiers ennemis d'être en France les agents de Pitt, et d'essayer par leurs spéculations d'avilir les assignats.

Fabre d'Eglantine exposa dans un grand discours les moyens employés par eux, disant notamment : « La majeure et la plus opulente partie des banquiers est composée d'étrangers, Anglais, Hollandais, Allemands et Genevois... Pitt a ouvert à ces banquiers de Paris un crédit illimité à Londres, sur ses propres banquiers, à lui Pitt. Il a dit à ceux-ci : « écrivez à tels et tels de Paris de tirer sur vous, et payez strictement toutes leurs lettres de change. Payez pour moi ; faites l'opération pour mon compte, je réponds de tout, je m'engage avec vous et je vous donne une ample commission, un bénéfice énorme » (1)... Les agents de Pitt ont créé tout à coup une énorme quantité de lettres de change sur Londres... tous les propriétaires d'assignats qui ont voulu s'en débarrasser, n'osant acheter des marchandises puisqu'on leur a fait craindre de les voir pillées... ont acheté ces lettres de change sur Londres. Plus la frayeur a été grande sur les assignats, plus on s'est porté en foule pour avoir de ces lettres de change ; plus la foule a été grande, plus le papier est devenu cher, c'est-à-dire plus le change a baissé ».

(1) Le 12 août, la Convention entendit la lecture d'une lettre datée de Dunkerque le 1^{er} août, dans laquelle un Anglais parlait du projet de Pitt de faire suspendre tous les paiements par les banquiers d'Amsterdam, de Londres et de Hambourg, pour bouleverser les fortunes, et d'envoyer des courriers pour discréditer les assignats.

L'argumentation était peut-être un peu faible au point de vue financier, l'abondance des tirages sur un pays ayant plutôt pour effet d'avilir le change de ce dernier, et le cours du change français serait descendu bien plus bas sans l'abondance artificielle des lettres de change dénoncée par Fabre. Mais l'impression était produite. Fabre d'ailleurs n'accusait pas seulement Pitt, et il n'y avait pas de traites que sur Londres. « A vrai dire, disait-il, il en circule de payables par tout l'étranger, sur Amsterdam, sur Vienne, sur Hambourg, sur Cadix,... sur la Suisse ». Dans sa conclusion, il ne proposait pas encore la cessation de tout commerce avec l'ennemi, et le séquestre des biens de ces banquiers, mesure qui seule pouvait arrêter définitivement cette spéculation funeste au crédit. Il s'en tenait encore à leur arrestation, mais la mesure semblait incomplète.

Et, dans un nouveau discours qu'il prononçait le 14 août sur l'agiotage, il dénonçait à nouveau les capitalistes allant en foule réaliser à perte énorme leurs assignats en lettres de change sur Londres, et les propriétaires qui vendaient leurs domaines pour en porter le prix aux banquiers et en recevoir les traites. Il proposait cette fois la mesure dont il n'avait pas parlé le 3, où l'on avait entrevu pourtant la seule solution définitive : « Vous devez donc décréter que toute espèce de communication est interrompue entre la France et l'étranger ;... par ce moyen les lettres de change n'auront plus de valeur » (1).

Un décret conçu en de tels termes était pourtant trop général.

Fallait-il donc cesser les relations avec tous les Etats étrangers, même avec les pays neutres ? La France ne pouvait se suffire à elle-même, et, isolée économiquement, risquait de manquer de ressources. A quels étrangers fallait-il donc appliquer la mesure ? Le principe paraissait admis, restait à en trouver les modalités. Les Comités étudièrent la question, et, le 15, Lejeune réclamait du

(1) C'était l'idée qu'avait déjà émise dans son journal du 6 août le chef des enragés, Jacques Roux.

Comité de Salut public un rapport sur les propositions qui avaient été faites.

Le 16 août enfin, un incident allait détourner un peu les préoccupations et permettre de régler, à l'égard tout au moins d'un des pays belligérants, la situation par une mesure plus rigoureuse et plus décisive encore que l'interdiction du commerce, le séquestre. Le 16 en effet, Charlier, rapporteur du Comité de législation, montait à la tribune pour attirer l'attention de l'Assemblée sur le sort malheureux des Français d'Espagne.

Depuis longtemps déjà leurs plaintes avaient été portées devant les pouvoirs constitués, et notamment devant le ministre des relations extérieures ; l'opinion pourtant n'en avait pas été saisie. C'était le 1^{er} avril qu'une cédule royale avait prohibé en Espagne tout commerce avec la France. En mars, aussitôt le début des hostilités, des commerçants avaient été expulsés ; en avril, on avait emprisonné divers banquiers et saisi leurs papiers. La Convention alors, émue de la situation pénible de certains des commerçants chassés, avait voté 100.000 livres de subsides.

A cette époque, le ministre Lebrun et son collègue Clavière avaient pensé à mettre sous séquestre les biens de divers banquiers espagnols résidant en France, ainsi que ceux de la Banque d'Etat espagnole, dite Royale de Saint-Charles. Le 28 mars, Taschereau, notre agent en Espagne, signalait en effet à Clavière l'intérêt que présenterait la saisie des fonds de cette banque ; et, le 22 avril, il lui envoyait une lettre plus pressante encore, lui représentant que l'Espagne avait déjà fait opposition à tout paiement de dettes aux Français, et que la mesure ne serait qu'une juste représaille (1).

Néanmoins le séquestre ne fut pas décrété, parce que l'Espagne semblait avoir plus de biens français investis chez elle que la France ne possédait de créances sur ses nationaux. Pourtant le Gouvernement avait pris de nouveaux décrets contre les Français,

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Espagne 636, folios 52, 106 à 108.

et, le 28 juin, une cédula créait une « *junta de represailles* » chargée d'étudier les mesures à prendre concernant leurs biens. Le séquestre qui avait été précédemment apposé devenait donc une véritable saisie. Ce fut notamment le cas pour J.-B. Puyou, agent de la République, dont les biens avaient été le 18 mars mis sous séquestre. Il avait environ pour 2 millions de titres et de valeurs, et, le 28 juin, la confiscation en fut prononcée (1).

Telle était la situation que Charlier exposa le 16 devant la Convention, insistant notamment sur l'infortune des petits commerçants expulsés, qui, privés de leurs moyens d'existence, assiégeaient de leurs demandes les bureaux des ministères. Pour y remédier, il proposait de charger le Conseil exécutif provisoire de réclamer auprès du Gouvernement espagnol la valeur des biens et immeubles saisis et de surseoir à toutes poursuites qui pourraient être intentées contre ces commerçants par leurs créanciers français. Mais les négociations diplomatiques proposées, dont le résultat était douteux et qui devaient demander beaucoup de temps, ne répondaient pas aux sentiments de l'Assemblée. Elle avait discuté récemment des mesures à prendre contre les spéculations et les intrigues des étrangers, et les idées émises par Fabre les 3 et 14 août avaient fait leur chemin. Il sembla donc que des mesures plus hardies et plus rapides s'imposaient.

Ce fut aux applaudissements de l'Assemblée que Duhem intervint, en proposant une autre solution. « *Les mesures qu'on vous propose, dit-il, sont illusoires... Ne vous en tenez point à des arrangements diplomatiques ; il ne faut pas ménager ceux qui outragent aussi impudemment, aussi cruellement, le Droit des gens. Je demande que, pour nous venger de cette barbarie, vous décrétiez la confiscation de tous les biens des étrangers possessionnés en France et issus des pays avec qui la République est en guerre (2)* ».

La mesure fut appuyée par d'autres orateurs, sur le rapport fait

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Espagne 636.*

(2) *Compte rendu de la séance dans le Journal de la Montagne, p. 507.*

par Barère au nom du Comité de Salut public. Et, pour ne pas étendre à la légère à tous les ennemis une décision grave dont il fallait préciser les modalités (1), la Convention, s'en tenant au sujet qui avait motivé ces interventions, prit un décret qui ne s'appliquait qu'aux seuls sujets espagnols. Ce premier décret de séquestre était ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Les biens et les propriétés que les sujets et vassaux du roi d'Espagne ont en France, sous quelque dénomination qu'ils puissent être, soit en immeubles, soit en meubles, en marchandises, rentes viagères ou perpétuelles, seront saisis et séquestrés au nom de la République.

Art. 2. — Le produit en sera appliqué à l'indemnité et aux secours dûs aux citoyens français qui ont été expulsés ou dépouillés de leurs biens en Espagne. Le résidu du produit de ces biens, s'il y en a, sera employé à dédommager les Français qui auront souffert quelque perte ou préjudice de la part des armées espagnoles.

L'article 3 prévoyait un moratorium au profit des Français expulsés d'Espagne, et le Comité des finances était invité à présenter sous trois jours les moyens d'exécution du décret en question. Celui-ci apparaissait donc bien comme une mesure de représailles prises sur le terrain économique contre les mesures adoptées par l'Espagne visant les nationaux français. Le caractère en était nettement indiqué par l'article 2, puisque le revenu de ces biens était affecté aux secours à donner à ceux qui avaient souffert du fait de ces décrets.

Le décret ne fut pas immédiatement exécuté, le Comité des finances n'ayant pas déposé son rapport dans le délai qui lui avait été imparti. Rédigé et voté trop rapidement, il contenait au surplus des lacunes graves et permettait par son imprécision de se soustraire à son exécution.

Le 26 août, Fabre s'en plaignit à la Convention. « Les Espagnols,

(1) Léonard Bourdon avait demandé qu'on examinât la question de savoir si on ne devait pas faire une exception en faveur de ceux qui auraient été persécutés dans leur pays pour la cause de la République.

dit-il, ont trouvé le moyen d'en éluder l'effet, en transmettant leurs fonds en d'autres mains. Je demande que tous ceux qui sont dépositaires de fonds appartenant à des Espagnols ou à des hommes domiciliés en Espagne soient tenus de le déclarer, sous peine d'une amende égale à la somme dont ils sont dépositaires ». Ramel expliqua que, si le décret n'avait pu être appliqué, c'est que les moyens d'exécution n'en étaient pas connus ; mais, le Comité des finances étant maintenant prêt à déposer son rapport, la Convention n'avait plus qu'à fixer le jour de la discussion.

L'Assemblée vota alors la proposition de Fabre en spécifiant que la déclaration serait faite dans les 24 heures de la publication du décret, et décida de discuter le lendemain le rapport du Comité.

Le 16 août, la Convention n'avait décrété le séquestre que pour les Espagnols. Duhem, d'autres encore lui avaient proposé d'étendre la mesure à tous les sujets ennemis, mais elle n'avait pas osé aller si loin. Une mesure générale exigeait de plus amples réflexions, il y aurait sans doute des exceptions, des atténuations à apporter, et cela demandait une étude sérieuse.

Pourtant, les idées émises par Fabre au mois d'août faisaient leur chemin dans l'opinion. Celle-ci voyait de plus en plus dans les étrangers et surtout dans ceux qui gravitaient dans le monde du grand commerce et de la haute finance des spéculateurs et des agitateurs qui trouvaient le moyen de s'enrichir aux dépens des malheurs publics. La mesure du séquestre, qui seule devait arrêter définitivement leurs opérations, ne pourrait-elle pas leur être appliquée ?

Justement, le 6 septembre, une loi venait d'être votée contre eux. La loi du 1^{er} août, on s'en souvient, prise « ab irato » à la nouvelle de la découverte des lettres anglaises, nécessitait des retouches. Or, ce jour-là, Garnier de Saintes avait déposé son rapport, et la Convention, « considérant que les puissances ennemies de la République, violant les droits de la guerre et des gens, se servent des hommes mêmes en faveur de qui la nation exerce journellement

des actes de bienveillance et d'hospitalité pour les diriger contre elle, et que le salut public lui commande des mesures de sûreté que ses principes d'union et de fraternité avaient jusqu'ici rejetées », décrétait que tous les étrangers sujets des puissances ennemies seraient arrêtés, hormis les artistes, les ouvriers ou ceux qui auraient donné des preuves de civisme : ces derniers seraient admis au bénéfice de l'hospitalité (1). Quant aux ennemis qui entreraient désormais en France, ou qui auraient des intelligences avec les émigrés, ils seraient punis de mort.

Le lendemain 7 septembre, la Convention se trouvait en séance, présidée par Billaud-Varenne, lorsque se présenta une députation du Département de Paris, conduite par Dufourny, et demandant d'être admise à la barre. On l'introduit, et Dufourny requiert en son nom l'Assemblée d'étendre à tous les étrangers, et notamment aux Anglais, le décret porté par elle contre les Espagnols.

Aussitôt, Gaston transforme en motion la demande du Département, les Anglais ne méritant pas plus d'exceptions que d'autres étrangers. Pourtant une opposition surgit, celle de Merlin de Thionville, qui demande l'examen approfondi de la question, et son renvoi au Comité de Sûreté générale, le commerce devant souffrir gravement d'une démarche précipitée.

Gaston refuse alors de s'apitoyer sur le sort des Français qui veraient leurs biens séquestrés par les Anglais. « Un bon Français dit-il, n'est point à Londres en ce moment ; il ne peut y avoir que des traîtres, des ennemis de leur Patrie ». Il est fortement soutenu par Fabre d'Eglantine, qui, nous l'avons vu, avait déjà préconisé des mesures sévères contre les étrangers, et qui demande que les détenteurs de ces biens soient tenus d'en faire la déclaration dans les 24 heures, dans toute la France.

La Convention décrète alors « que les mesures employées contre les Espagnols seront étendues aux Anglais, et, en général, contre

(1) Le 7, Garnier de Saintes, chargé d'un rapport sur un article additionnel au décret, concernant les Liégeois et les Brabançons proposa de passer à l'ordre du jour et de les regarder comme Français, ce qui fut adopté.

tous les étrangers avec le pays desquels la République est en guerre ; en conséquence, que tous les étrangers qui sont actuellement en France seront mis en état d'arrestation, et que leurs biens seront confisqués au profit de la République » (1).

La mesure votée était donc fort générale. Certains députés émirent des réserves. Ainsi Léonard Bourdon demande une exception en faveur des patriotes chassés de leur pays pour la cause de la liberté. Danton réplique à cet argument que beaucoup de ceux qui sont ainsi venus et se plaignent de leurs malheurs et de leurs souffrances sont en réalité envoyés par leur pays pour nuire à la France. « S'il se trouve dans le nombre de ces étrangers quelques patriotes, ils doivent s'estimer heureux de souffrir pour la cause de la liberté ». Il demande aussi que le Comité de Salut public propose des mesures contre les gros capitalistes, qui, « en faisant passer des fonds en Angleterre, se sont rendus les banquiers de la contre-Révolution ».

Sa demande est appuyée par Génissieux, qui suggère d'obliger tous les banquiers à apporter leurs livres à leurs municipalités, et par Julien de Toulouse, lequel veut qu'on mette préalablement les scellés sur tous leurs papiers. Ces propositions sont renvoyées aux Comités de Sûreté générale et de Salut public : ceux-ci décident sans plus attendre d'apposer les scellés sur toutes les banques étrangères.

Les mesures en suspens depuis longtemps contre les sujets ennemis étaient donc enfin votées. Le décret donna satisfaction au peuple, du moins si l'on en croit le rapport du citoyen Soulet, observateur de l'esprit public, qui écrivait le 7 dans ses notes destinés au pouvoir exécutif : « le décret d'aujourd'hui, qui confisque au profit de la nation les biens des étrangers nés dans les pays avec lesquels nous sommes en guerre, fait beaucoup de plaisir au

(1) Il ne semble pas que le mot « confisquer » doive être pris dans le sens strict. Il faut y voir seulement un séquestre, puisque ce n'était qu'une extension du décret contre les Espagnols, qui, lui, est très net à cet égard. Au surplus nous discuterons la question au moment des décrets de vendémiaire.

peuple, et la proposition de mettre en état d'arrestation les banquiers est assez de son goût » (1).

Le 13, Charles Laveaux faisait paraître au *Journal de la Montagne* un article où il se félicitait des mesures prises, disant : « L'arrestation des étrangers va nous sauver ; il y en a en France une multitude, envoyés par les puissances coalisées pour nous espionner, pour semer parmi nous le trouble et les divisions, et corrompre tout ce qui est susceptible d'être corrompu ».

Et pourtant le décret était à peine adopté que, le 8 septembre, la question fut à nouveau posée devant la Convention par Ramel, qui envisageait la question sous le point de vue économique. Selon lui, la mesure était une faute et serait contraire à la prospérité nationale, l'étranger étant beaucoup plus débiteur de la France que son créancier. La Convention fut ébranlée, et, sans débat, — c'était un dimanche, et sans doute peu de députés se trouvaient présents — elle suspendit son décret de la veille en chargeant le Comité de Salut public et sa commission des finances d'étudier à nouveau la question.

Le lendemain 9 septembre, la Convention entendit, au nom du Comité de Sécurité générale, Chabot qui venait lui exposer les inconvénients de l'apposition des scellés chez les banquiers (2). Selon lui, leur arrestation et la suspension de toutes leurs opérations pouvait entraîner la cessation du commerce, et même servir de prétexte à des banqueroutes plus ou moins réelles qui ruineraient une infinité de citoyens peu fortunés. Sans débat encore, la Convention adopta le décret présenté : les scellés apposés sur les papiers des banquiers seraient levés dans le jour, leurs papiers examinés, et ils cesseraient d'être détenus, chacun d'eux restant pourtant sous la sauvegarde de deux sans-culottes qui le suivraient partout.

L'Assemblée était singulièrement versatile, puisque, à deux jours

(1) *Archives Nationales* F⁷ 36883.

(2) Chabot était le grand ami des banquiers allemands Frey, et allait épouser, un mois plus tard, leur sœur Léopoldine.

d'intervalle, elle se déjouait avec une telle facilité. Certes les arguments présentés étaient de poids, il ne fallait pas risquer d'arrêter tout commerce et d'amener de graves perturbations dans la vie de la nation. Mais, le 7, ces considérations lui avaient été présentées, et elle les avait rejetées.

Le Département au surplus, chargé de l'exécution des mesures prises, avait cherché à troubler le moins possible les opérations courantes. Dufourny s'en était expliqué le 8 à la séance des Jacobins. « Le commerce s'est plaint, déclarait-il, et beaucoup de gens ont semblé craindre que cela n'apportât beaucoup d'entraves aux affaires commerciales ». Aussi, pour faire cesser toute crainte, réelle ou prétendue, à ce sujet, le Département avait levé les scellés sur les papiers concernant les affaires courantes et ordinaires, et ne les avait maintenus que sur le reste.

D'ailleurs l'interdiction du commerce avec l'étranger, un moment envisagée, avait été écartée comme pouvant nuire trop profondément à la vie nationale. C'est ce que rappelait Cambon à la Convention, le 12 : « Vous ne perdrez pas de vue que nous ne pouvons pas rompre toutes communications avec l'étranger, que le Gouvernement a besoin des ressources qu'elles offrent pour le paiement des objets qu'il tire de l'étranger ».

Malgré ces précautions, prises pour que l'application de la loi ne nuisît pas trop à la vie nationale, la Convention avait donc suspendu les mesures contre les étrangers, par crainte de répercussions trop violentes sur la situation économique.

Les Jacobins s'étonnèrent pourtant de décrets si contradictoires, d'autant que, le 13, la Convention, persistant dans son attitude, rapportait sur l'avis de sa commission des finances son décret du 7, suspendu seulement le 8. La séance de ce jour au Club des Jacobins fut particulièrement agitée. Lullier d'abord, procureur général syndic du département, Dufourny ensuite, se plaignent vivement du rapport du décret. Chabot se défend en alléguant que la balance du commerce est tout à l'avantage de la France. Billaud-Varenne l'admēt, mais estime que les intérêts politiques

doivent l'emporter sur toute autre considération. Hassenfratz déclare que, si le ministère anglais séquestre les biens des Français par représailles, cela ne pourra nuire qu'à quelques aristocrates, et qu'il faut exécuter le décret du 7. Chabot se sent visé par certaines allégations de Dufourny, qui parle de députés compromis dans un plan d'agiotage, et il tente alors d'expliquer sa conduite. Après une discussion longue et passionnée, on décide d'aller le lendemain demander à la Convention de remettre en vigueur le décret du 7.

Une nombreuse députation de la Société se présente donc le 14 septembre à la barre de l'Assemblée, conduite par Lullier, qui expose sa demande en termes sévères. « Je ne viens plus, dit-il, comme au 31 mai, vous dénoncer des conspirateurs. Je viens au contraire vous mettre en garde contre vos propres erreurs. Vous avez rendu le 7 de ce mois un décret qui assurait la liberté ; par ce décret immortel, vous étendiez aux Anglais les mesures prises déjà contre les Espagnols. Vous l'avez renvoyé au Comité des finances pour en organiser le mode ; votre comité s'est permis de raisonner le décret, tous les intrigants ont assiégé ses séances. D'après leurs insinuations, vous avez révoqué ce décret ».

Lullier conclut en demandant le rapport de la décision prise la veille, décision qui est le chemin le plus court vers la contre-Révolution. « Il est temps de rompre avec tous nos ennemis... Vous avez déclaré Pitt ennemi de l'humanité. Délivrez nous de l'influence de son or corrupteur. Qu'un désert immense nous sépare des ennemis de notre liberté ». Au point de vue économique, il s'élevait d'ailleurs contre la thèse de ceux qui prétendaient que la balance commerciale se trouvait à l'avantage de la France. « Quel est donc l'homme assez ennemi de son pays, disait-il, pour oser assurer que la balance du commerce est à notre avantage, quand le change est à plus de 200 % de perte ? » (1).

(1) On peut remarquer que cet argument est faux en matière financière, et confond balance du commerce et balance des comptes. Des exemples récents l'ont montré suffisamment, mais Lullier était excusable de ne pas avoir cette expérience.

Il demandait en conséquence de compléter la mesure du séquestre par l'interdiction de commercer avec l'Angleterre.

La pétition des Jacobins fut appuyée par Garnier de Saintes, qui, écartant toute préoccupation commerciale, déclara : « Il faut l'apprendre à nos commerçants, que nous pouvons nous passer d'eux et nous borner à notre terre. Nous les réduirons plutôt à l'étroit nécessaire, s'il le faut, pour consolider notre liberté. Voyez les Romains, ils n'étaient pas commerçants, et bien ils ont détruit Carthage ! Londres est Carthage pour nous ». Il terminait en demandant le renvoi de la proposition au Comité de Salut public, pour en faire un rapport séance tenante. Chabot, qui lui succède à la tribune, demande aussi que le Comité fasse un rapport, mais il s'oppose à la discussion immédiate : « Nous ne devons pas faire de décrets pour les rapporter le lendemain et rapporter ensuite le rapport. Il faut que cette question soit profondément méditée ». Il proposait donc le renvoi au Comité, et l'ajournement de la discussion, ce qui fut décrété.

La question fut sans doute profondément méditée, comme Chabot le demandait, puisque ce n'est que le 30 septembre que la discussion fut reprise devant la Convention (1). L'Assemblée entendit alors, au nom des Comités du commerce, de Salut public, des finances, et de la commission des Cinq, un long rapport de Joseph Delaunay, député d'Angers. La question y était traitée complètement, sous ses diverses aspects, moral, juridique, économique et politique.

« Les dettes commerciales, disait-il, ne sont le résultat d'aucun traité de gouvernement à gouvernement, mais de simples transactions de particuliers à particuliers. Ainsi il paraît qu'il y a une véritable immoralité politique, une immoralité absolument contraire aux principes les plus solennellement consacrés par

(1) M. Mathiez expose dans son livre : *La Révolution et les Etrangers*, les influences qui s'exercèrent pour ajourner ainsi la discussion de ces mesures, pourtant considérées comme urgentes. Parmi les banquiers et hauts personnages étrangers, certains avaient à la Convention même de forts appuis, qui retardèrent la date fatale. Ici nous n'étudions que le point de vue économique et juridique.

notre Révolution de porter atteinte à cette foi du peuple, à cette probité universelle dont nous publions le code éternel ». Néanmoins les comités, disait Delaunay, ne se sont pas décidés d'après cette considération, mais ont étudié la question sous le jour de « l'utilité positive », et posé en principe que « dans l'état de guerre, que surtout dans l'état de révolution tout ce qui est nuisible à ses ennemis et utile au salut d'un grand peuple est nécessairement juste et légitime ».

Ecartant ensuite le raisonnement qui consisterait « à priori » à déclarer que la balance commerciale avec l'Angleterre doit être à l'avantage de celle-ci parce que la France est plus peuplée qu'elle, argument qui n'est qu'une « pure abstraction », il étudie la situation économique, et montre que les Anglais se sont emparés « à force d'industrie, du commerce principal de l'Europe, en s'interposant sans relâche entre les besoins des autres nations », et que le Gouvernement anglais retire annuellement de l'industrie commerciale un revenu de plus de 300 millions.

Passant au cas plus particulier du commerce franco-anglais, il expose que les Anglais ont profité du change pour acheter beaucoup en France, et qu'ils ont payé en lettres de change à terme sur eux-mêmes. « Ces lettres de change sont la mesure du crédit qu'ils se sont procuré sur la France ; ces lettres sont le taux et l'expression de leur dette envers nous, ces lettres enfin sont nos titres de créance sur eux ». Que serait dans ces conditions, relativement à la dette commerciale, la confiscation envisagée ? « Ne serait-ce pas, s'écrit-il, une confiscation prononcée par nous-mêmes sur la France ? Veut-on que de nos propres mains nous anéantissions cette masse de créances sur nos ennemis ? ».

Etudiant ensuite les placements français dans les pays étrangers et les placements étrangers dans les fonds publics français, Delaunay affirme que les premiers sont beaucoup plus considérables, et que sur ce point encore la mesure serait très préjudiciable. Enfin, selon lui, au point de vue matériel, la confiscation des propriétés territoriales serait d'un bénéfice médiocre et au point de vue poli-

fique d'un avantage nul, la plupart de celles-ci étant aux mains « d'hommes qui ont préféré le sol de la liberté à leur propre patrie ».

Il termine enfin en disant que la rupture des relations commerciales ferait le jeu de Pitt, qui la souhaite ardemment. « On a émis le vœu que nous-mêmes nous nous environnassions d'une barrière impénétrable qui rendit impossible tout point de contact entre les Français et tous les autres peuples. Mais ce vœu, citoyens, n'a-t-il pas été celui que nos ennemis ont le plus ouvertement manifesté ?... Apercevons à temps un piège funeste... et n'allons pas, de nos propres mains, réaliser ce que les efforts combinés de nos ennemis n'ont pu opérer contre nous-mêmes ». La conclusion du rapport était donc de maintenir le décret du 13.

Il s'élève alors une discussion, certains ne voulant pas prendre une décision définitive. La question était importante et délicate, et les arguments présentés suffisamment forts pour qu'on eût besoin d'y réfléchir. Jean Bon Saint-André demande l'ajournement jusqu'à ce que le Comité de Salut public ait proposé d'autres moyens d'exercer contre l'ennemi des représailles économiques, le rapporteur ayant indiqué qu'il pourrait y en avoir pour remplacer la confiscation.

Chabot intervient à son tour, et s'oppose à toutes représailles, quelles qu'elles soient. D'après lui, le décret du 7 est l'œuvre des agioteurs à la baisse : contre eux, il prendra toutes les mesures nécessaires et il s'engage à tuer l'agiotage. Mais il déclare qu'il s'opposera toujours « à la guerre désastreuse qu'on veut faire aux marchands derrière les banquiers, aux cultivateurs derrière les agioteurs ».

Après lui, Cambon propose un moyen d'imposer les fortunes passées à l'étranger, et Thuriot déclare qu'il a besoin de réfléchir sur les arguments qui ont été présentés : « Je crois qu'il faut que tout soit mûri dans cette matière. Le décret a été rendu dans l'enthousiasme, on l'a rapporté avec légèreté. Depuis le tout a

été suspendu ; nous voici au quatrième décret, méditons cet objet avec sagesse ».

Ces paroles furent approuvées par la Convention et l'ajournement décrété.

La question restait donc une fois encore en suspens, et les mesures décrétées d'enthousiasme le 7 septembre étaient lettre morte. En principe, la discussion était ajournée seulement, mais les intrigues n'arriveraient-elles pas à l'écarter définitivement ? On pouvait le penser.

Cependant, le 18 vendémiaire an II (9 octobre 1793) (1), la nouvelle se répandit que le représentant Beauvais avait été supplicié par les rebelles de Toulon. Cette nouvelle était d'ailleurs fausse, mais l'impression fut profonde et le principe des représailles porté au premier plan de l'actualité. Au nom du Comité de Salut public, Barère propose alors un décret prohibant l'entrée de toutes les marchandises anglaises, et la mesure est votée séance tenante.

Fabre d'Eglantine monte à la tribune, et déclare que le décret est insuffisant, qu'il faut remettre en vigueur celui du 7 septembre. Aux applaudissements de l'Assemblée, il s'écrie : « Qu'on ne vienne plus ici vous parler de spéculations commerciales ; ce qui doit maintenant arrêter vos idées, c'est l'arrestation des Anglais et la saisie de leurs propriétés. C'est une erreur de prétendre, ajoute-t-il, que cela privera la France de fonds considérables, car ces fonds ne rentreront jamais ». Ils appartiennent en effet aux aristocrates, le peuple ne plaçant pas son argent à l'étranger.

Ramel, rapporteur des Comités réunis du commerce et des finances, lui succède. On parle de revenir au décret du 7 septembre, la discussion ajournée le 30 se trouve donc de nouveau ouverte ; et il est chargé au nom des Comités réunis de proposer le rapport

(1) Nous emploierons désormais le calendrier révolutionnaire, adopté le 5 octobre par la Convention, jusqu'au retour officiel au calendrier grégorien qui eut lieu dans le courant de l'an XIV (1^{er} janv. 1806). Au début, les noms des mois n'étaient pas encore fixés, et l'on disait le 18 du 1^{er} mois, le 1^{er} du 2^e mois de l'an II... Pour plus de simplicité, nous leur assignons les noms qui leur furent donnés quelques semaines plus tard.

définitif de ce décret. Il se dit à la disposition de l'Assemblée pour en exposer les raisons, soit immédiatement, soit le lendemain. Fabre ajoute que, pour lui, il s'oppose à tout ajournement de sa proposition.

Robespierre alors, qui durant toutes ces longues discussions n'avait pas pris la parole et jamais n'avait fait entendre son avis, Robespierre se lève. En termes sévères, et sans voiler son sentiment, il déclare que ce sont toujours les retards apportés à l'exécution des mesures les plus salutaires qui mettent la patrie en danger. « Lorsqu'il ne sera plus temps d'adopter la proposition de Fabre, c'est alors qu'on la réclamera avec force. J'applique ceci, dit-il, à la demande de Ramel. Il n'est pas besoin d'être grand financier pour sentir l'utilité de la mesure proposée... Elle déjoue évidemment l'agiotage, elle anéantit une des branches principales du commerce anglais ». Il s'élève alors contre ceux qui disent que la guerre n'est pas avec le peuple, mais avec le Gouvernement anglais : c'est une dangereuse utopie, et une erreur qui peut être funeste.

Au milieu des applaudissements, il propose donc un décret ordonnant l'arrestation des Anglais et la saisie provisoire de leurs biens, décret qui est voté avec deux amendements de Billaud-Varenne, dont l'un supprime le mot provisoire. Le lendemain Merlin de Douai, organe du Comité de législation, faisait adopter quelques modifications et spécifier que les biens seraient administrés par les régisseurs des domaines nationaux. Le décret définitif daté du 19 vendémiaire était ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Tous les meubles, immeubles, créances, rentes, et généralement tous les biens, toutes les sommes et effets quelconques appartenant ou dûs en France ou dans les colonies françaises à des Anglais, Ecossais, Irlandais, Hanovriens de l'un et l'autre sexe, et généralement à des sujets du roi de la Grande-Bretagne, sont confisqués au profit de la République et seront, à la réception du présent décret, saisis et mis sous la main des régisseurs des domaines nationaux.

Art. 2. — Tout détenteur, fermier, débiteur ou dépositaire de biens, effets, sommes, créances et autres objets ci-dessus désignés, est tenu d'en faire la déclaration dans les vingt-quatre heures qui suivront la publication du présent décret, à l'administration de son district, sous peine de dix années de fers, et d'une amende égale à la valeur de l'objet non déclaré ; la moitié de cette somme sera adjugée au dénonciateur.

Les articles suivants prévoyaient l'arrestation de tous les sujets britanniques, hormis ceux compris dans les exceptions du décret du 6 septembre ; enfin, vu l'urgence, le décret devait être envoyé à tous les départements par des courriers extraordinaires. C'était donc une mise en vigueur de celui du 7 septembre, dont on avait tant réclamé la résurrection ; mais il était bien moins étendu, puisqu'il ne s'appliquait qu'aux Anglais.

Il semble qu'il ne faille voir en effet dans la loi du 19 vendémiaire qu'une loi de séquestre, et non pas une confiscation proprement dite. Certes l'article 1^{er} emploie le terme confisqués « au profit de la République », mais celui-ci était déjà dans le décret du 7 septembre, dont le but était d'étendre l'application de la loi du 16 août qui, elle, ordonnait seulement le séquestre. De plus, l'article 2 prévoit la déclaration des sommes dues aux étrangers et non leur versement dans les caisses de l'administration, ce qui aurait été ordonné, sans doute, dans le cas de confiscation. Enfin, ce qui est tout à fait probant, lorsque la Convention, le 14 nivôse an III, ordonnera de ne plus appliquer les mesures prises en 1793 contre les sujets ennemis, elle parlera des décrets de séquestre. Il apparaît donc bien que la loi du 19 vendémiaire, comme celles du 16 août et du 7 septembre, doit être entendue comme une loi de séquestre pur et simple.

Le 18 vendémiaire, la proposition de Robespierre, suivie du vote de la loi, n'avait visé que les Anglais. Et cependant, depuis un mois, les mesures envisagées, les décrets pris puis suspendus, les discussions avaient visé tous les sujets ennemis. Si ce jour-là

il n'en avait pas été de même, c'est que les nouvelles de Toulon avaient fait jeter les yeux surtout sur les Anglais.

Le 22 pourtant, un député, Pons de Verdun, demanda à l'Assemblée d'étendre la mesure à tous les ennemis ou de renvoyer la loi au Comité pour motiver la différence établie (1). Duhem s'opposa à ce qu'on donnât sans plus ample examen une telle extension à la loi, et demanda en conséquence le renvoi de la proposition au Comité de Salut public ; il en fut ainsi décidé.

Le 25 vendémiaire, le Comité déposait son rapport, qui fut lu par Saint-Just. Celui-ci accusait d'abord Pons de Verdun de vouloir que la loi contre les étrangers fût rapportée. Pons se défendit vivement contre cette allégation, et se plaignit qu'on eût dénaturé sa pensée. « Je n'ai point demandé le rapport, dit-il, j'ai au contraire demandé l'extension de la loi contre les Anglais à tous les peuples contre lesquels nous sommes en guerre, ou que le Comité nous fit connaître les motifs de la différence établie entre eux... Il avait la faculté de n'adopter ni l'un ni l'autre de ces partis, en motivant sa détermination ».

Appuyé par Robespierre et Barère, Saint-Just poursuivit sa lecture. Quittant les personnalités, il expliqua pourquoi le Comité avait cru ne pas devoir étendre la mesure à d'autres qu'aux Anglais : « La loi que vous avez rendue est le fruit de la défiance particulière que vous ont inspirée les Anglais, car ils ont violé le Droit des gens envers nous avec une barbarie auparavant inconnue... Le Comité... veut parler au peuple et à vous un langage sincère... C'est un principe reconnu que, plus une loi veut effrayer de monde, moins elle en effraie ».

Saint-Just s'est demandé pourquoi une telle proposition a été faite et il s'étonne : on craint de nationaliser la guerre contre l'Angleterre, et par cette mesure on la nationaliserait contre toute l'Eu-

(1) Dans son livre : *La Révolution et les Etrangers*, M. A. Mathiez voit dans la demande de Pons un expédient des adversaires du séquestre, qui, en tentant d'exagérer ainsi la mesure, essayaient de faire revenir la Convention sur sa décision ; il s'agirait donc là d'une manœuvre politique.

rope ! « Les orateurs de cette Assemblée sont environnés d'hommes insinuants qui cherchent à leur inspirer de fausses mesures ; et quelquefois, sans le vouloir, on est le complice d'une intrigue étrangère... Nous n'avons dû considérer premièrement que notre patrie ; on peut vouloir du bien à tous les peuples de la Terre, mais on ne peut faire du bien qu'à son pays... Trop longtemps la philanthropie a servi de masque aux attentats qui nous ont déchirés... Si vous montrez des ménagements à vos ennemis, on ne les croira point vertu, on les croira faiblesse ».

D'ailleurs le décret n'a pas été porté contre le peuple anglais, mais contre son gouvernement, et pour lui retirer ses moyens d'action ; la France sera l'amie du peuple anglais si celui-ci se libère de ses entraves. Mais en attendant, dit Saint-Just, « nous devons être en état de violence et de force avec un ennemi en état de ruse... Il faut plaindre pour l'honneur de l'homme la nécessité qui nous a conduits à ces extrémités... (D'ailleurs) la détention de ces étrangers ne doit les priver que des moyens de correspondre avec leur pays et de nous nuire ; cette détention doit être douce et commode, car la République exerce contre eux une mesure politique, non un ressentiment ».

En conclusion le Comité proposait le maintien pur et simple de la loi du 19 : ne seraient exceptées de la détention que les étrangers qui avaient épousé des Français. Il ne voyait d'ailleurs pas d'objection à étendre la loi de détention à d'autres qu'aux Anglais, mais s'opposait, en tout état de choses, à la rupture des liens commerciaux et au séquestre pour les nationaux des autres pays.

Saint-Just à peine descendu de la tribune, Chabot y monte, pour déclarer qu'il est de toute justice de distinguer les étrangers des étrangers ; il faut faire une différence entre « ceux qui sont venus de bonne foi et ceux qui ne sont venus en France que dans des vues perfides et qui, en se revêtant du nom de patriotes, assassinent la liberté ». Il demande la création d'un tribunal pour examiner la conduite de tous les étrangers depuis qu'ils sont en France, leurs principes et leur fortune.

Robespierre répondit dans un langage où les allusions étaient fort claires, en parlant des factions anglo-prussienne et autrichienne. « Vous avez déjà porté un grand coup à la faction anglo-prussienne, dit-il à la Convention ; l'autre n'est pas morte, vous avez à la terrasser... Je me méfie indistinctement de tous ces étrangers dont le visage est couvert du masque du patriotisme, et qui s'efforcent de paraître plus républicains et plus énergiques que nous... Ce sont eux qui sèment la discorde, qui rôdent autour des citoyens les plus estimables... Ces agents-là sont de tous les pays, il y a des Espagnols, des Anglais, des Autrichiens, il faut les frapper tous ».

Plusieurs membres intervinrent ensuite en proposant des exceptions à la loi, mais la Convention les renvoya toutes au Comité, en votant le texte que celui-ci lui proposait. Il était ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Les étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la République est en guerre seront détenus jusqu'à la paix.

La discussion qui s'était ouverte sur la proposition de Pons de Verdun avait donc abouti à étendre à tous les ennemis les mesures de détention, mais le séquestre et la rupture des relations commerciales demeuraient restreints aux seuls sujets espagnols et anglais.

Le lendemain, 26 vendémiaire, un membre fit remarquer qu'on avait proposé la veille de séquestrer les biens de tous les sujets ennemis, et que le procès-verbal n'en faisait pas mention. De plus, une erreur matérielle imposait une nouvelle rédaction de la loi. Ramel suggéra donc de la renvoyer au Comité pour modification ; mais elle était expédiée, il fallait la retirer de la circulation. Les deux propositions furent votées ; une fois de plus, la mesure générale se trouvait suspendue.

Cette fois d'ailleurs, le Comité ne semble pas avoir pris la peine de faire le rapport demandé. Les mesures se heurtaient à de trop puissantes oppositions, les difficultés de forme surgissaient à chaque instant. Les discussions n'avaient déjà que trop duré, puisqu'elles se prolongeaient depuis trois mois. Au surplus, le Comité

avait satisfaction avec les décrets précédents : celui du 25 vendémiaire n'ajoutait à celui du 19 que le principe de la détention de tous les ennemis ; or la loi du 6 septembre était en vigueur, et elle suffisait, puisqu'elle permettait l'arrestation de tous les étrangers des pays en guerre avec la République (1).

D'ailleurs il s'agit surtout d'étudier la manière dont la loi fut appliquée, l'application d'une législation étant bien plus importante que les textes eux-mêmes. Il nous faut donc voir comment les autorités mirent à exécution ces divers décrets, quelle fut la situation des étrangers durant ces mois où leur sort fut débattu passionnément, et les répercussions qu'eurent, dans la pratique, les hésitations de l'Assemblée et les contradictions que nous venons d'examiner.

(1) Notons que la loi du 27 germinal interdit aux sujets ennemis, en même temps qu'aux ex-nobles, le séjour de Paris, des places fortes et des villes maritimes.

III

L'ARRESTATION DES SUJETS ENNEMIS. L'APPOSITION DU SÉQUESTRE SUR LEURS BIENS.

Les décrets en face desquels se trouvèrent les comités révolutionnaires et les divers organes chargés de l'application des lois sont le décret du 16 août contre les Espagnols, celui du 7 septembre concernant les biens de tous les ennemis et les banquiers étrangers, ceux du 8 et du 9 rapportant ou suspendant celui du 7, ceux des 13 et 14 septembre, enfin le décret du 19 vendémiaire sur les biens des sujets anglais. Si nous avons été amenés par la force des choses à rappeler les décrets rendus contre les personnes des étrangers, et notamment celui du 6 septembre, c'est que la discussion en fut simultanée et que leur exécution fut intimement liée à celle du décret du 7 (1).

Le décret du 16 août avait été peu ou mal appliqué, du moins à Paris, puisque le 26 un membre s'en plaignait devant la Convention, et obtenait d'elle de combler une lacune de la loi précédente. Il ne semble pas que, sous cette nouvelle forme, le décret fut mieux exécuté. En effet les registres des Comités, à cette date, ne portent guère trace de séquestres apposés.

Au reste les Espagnols étaient assez rares à Paris. Ils étaient plus nombreux dans les provinces méridionales, et le décret n'y parvint que beaucoup plus tard. Si à Paris on perquisitionna chez Gusman, et si on le mit en état d'arrestation, ce fut plutôt parce qu'il était suspect. L'hôtel du comte d'Egmont fut séquestré, et, le 30 août,

(1) Sur la situation des sujets ennemis qui furent soumis à ces mesures de rigueur, on peut lire les intéressants souvenirs d'Henry Sherwood, parus en 1900 dans la *Nouvelle revue rétrospective* sous le titre : *Un Anglais en France de 1790 à 1795*, et qui montrent bien les tribulations que connurent ceux-ci.

l'administration des domaines nationaux exposait à la Convention que l'hôtel de Montmorency, à lui désigné pour installer ses bureaux, nécessitait trop de frais de réparations et d'aménagement, et que l'hôtel d'Egmont méritait sous ce double rapport la préférence. La question fut renvoyée au Comité d'aliénation (1). Mais Casimir d'Egmont avait été déclaré émigré le 6 juillet, et c'est en cette qualité, semble-t-il, que le séquestre fut apposé.

Il faut arriver au 7 septembre pour voir les décrets de la Convention appliqués avec vigueur, dans leur lettre comme dans leur esprit. Le jour même, certaines sections comme celle des Piques ou celle de 1792 se mettent à l'œuvre. Dès la réception de la lettre envoyée par Lullier aux municipalités de Paris, le comité civil invite le comité révolutionnaire à venir conférer avec lui sur les mesures qu'il convient de prendre (2). La lettre engageait les comités, les juges de paix et officiers de police à opposer les scellés chez les banquiers et hommes d'affaires étrangers. Dans la section de 1792, les comités réunis décident de les arrêter et de ne les relâcher qu'après un examen très sévère de leurs papiers : « il est temps enfin, disent-ils, d'adopter de grandes mesures pour s'assurer de tous ces êtres dont l'insouciance et le modérantisme tuent la patrie ».

Il s'agissait d'abord de dresser la liste des individus à arrêter, ce qui est fait le 8, à trois heures du matin. Pour former cet état, on s'était servi de tout ce qu'on avait pu trouver : almanach national, liste alphabétique des habitants, renseignements verbaux donnés par les commissaires (3). Quelques arrestations sont faites déjà dans le cours de la nuit : ainsi dans la section des Piques on s'assure d'Hubert Mailly et de J.-B. Deneff, tous deux négociants bruxellois établis 15 rue Caumartin ; puis, à quatre heures du matin, les comités s'ajournent à onze heures pour continuer les opérations.

(1) *Journal de la Montagne*, p. 619 (séance du 30 août 1793).

(2) *Archives Nationales* F7 4.778, registre de la section des Piques.

(3) *Archives Nationales* F7 2.478, registre de la section de 1792.

C'est le 8 surtout que les scellés furent apposés et qu'on s'assura des personnes de tous les banquiers et autres sujets ennemis plus ou moins suspects. A cinq heures du matin, les trois commissaires de la section de la République Liboron, David et Bernier, se présentent 19 rue d'Anjou, chez les Frey. A l'entresol, où demeure Emmanuel Frey, ils apposent les scellés, puis ils montent au premier chez Junius, et y font une rapide perquisition pour s'assurer qu'il n'y a rien de suspect. Les Frey d'ailleurs s'y prêtent de la meilleure grâce du monde ; par une délicate attention, leurs papiers avaient été placés en évidence pour qu'on n'eût pas la peine de les chercher, de sorte que les commissaires, n'ayant trouvé dans toute la correspondance et les papiers que des marques du patriotisme le plus pur, ayant apposé trois scellés, puis visité l'étage supérieur, où un réfugié allemand Wedekind recevait l'hospitalité, quittent l'hôtel satisfaits (1).

La même opération se répète chez Perregaux, 5 rue du Mont-Blanc. Il avait déjà eu la veille, 7 septembre, la visite des commissaires de la section, qui avaient reçu contre lui deux dénonciations en date des 8 et 29 août, signées Coppin, curé de Chalande-la-Petite, l'accusant de faire passer de l'argent aux émigrés et notamment d'être le banquier de la femme de Pitt. Il n'avait pas eu de mal à se disculper de telles accusations, Pitt n'étant pas, de notoriété publique, marié et une affirmation semblable jugeant la valeur de la dénonciation. Le 8, chez lui comme chez tous les banquiers, on vient apposer les scellés, on examine ses livres, on fait le calcul des traites tirées sur lui par des négociants ennemis ; on tire la somme de sa caisse, et on la met dans un carton qui est laissé provisoirement sous sa garde.

Chez Boyd aussi, 9 rue de Grammont, on appose les scellés sur les portes, bureaux, coffres, et notamment sur l'armoire de fer contenant les traites. Même opération chez Abbéma, 566 rue des Ménars, par les soins de la section de 1792, chez le courtier

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4713.

hollandais Calmer, et à la banque Vandenyver. Dès le 8, le décret était exécuté, à peu près dans toutes les banques.

Le décret du 7 n'eut pas au surplus une longue existence, puisque, dès le lendemain de son exécution, il était rapporté. Les Comités n'avaient plus qu'à obéir au nouveau décret et à lever les scellés apposés par leurs soins. Mais cette opération ne pouvait aller aussi simplement que celle de l'apposition. La Convention d'ailleurs les avait chargés de faire l'inventaire des papiers, ce qui pouvait être long ; et la libération des banquiers n'était de droit que lorsque leur conduite aurait été reconnue pure. Pourtant, dès le 10, aussitôt reçue la lettre de Lullier leur annonçant les nouveaux décrets, les comités réunis des sections prennent leurs dispositions : un commissaire du comité civil et un autre du comité révolutionnaire devront aller lever les scellés et examiner les papiers qui paraîtraient suspects (1).

Les scellés furent alors levés sur certaines banques, ainsi chez Vandenyver où on ne trouve rien d'anti-patriotique. D'ailleurs sa section lui donne des certificats de civisme, affirmant son assiduité aux assemblées et ses dons volontaires. Cependant il n'est pas immédiatement libéré, et, le 15, l'administration de police le renvoie devant le comité révolutionnaire de la section du Mail régénérée qui, le 17, ordonne sa mise en liberté (2).

Chez James Carrey, l'opération a même commencé le 9 ; comme il y a beaucoup de papiers à examiner, elle se poursuit le 10 et les jours suivants. D'ailleurs, comme Pochet, fondé de procuration de Carrey, ne veut plus se charger de ses affaires, et que beaucoup sont en cours, le comité de la Fontaine-Grenelle décide d'en référer à Lullier, et les scellés sont réapposés (3).

Chez Perregaux, c'est le 12 qu'eut lieu la levée des scellés par deux commissaires de la section des Piques. Conformément aux ordres du Département, les scellés furent laissés sur le carton con-

(1) *Archives Nationales* F⁷ 2478, 4778.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4775³⁹.

(3) *Archives Nationales* T 1610.

tenant les traites sur l'étranger, et Perregaux constitué gardien responsable du carton (1). Le même jour, les scellés furent levés sur les papiers de la banque Mallet frères, où ils avaient été mis le 7.

Chez Abbéma, ce fut aussi le 12 qu'eut lieu cette opération. En effet de puissantes sollicitations agissaient en sa faveur ; car il était à cette époque en relations d'affaires avec Saint-Domingue, et la mesure du 8 entravait les opérations. Aussi, dès le 9 septembre, la section de 1792 s'était préoccupée de la question, et, « voulant satisfaire également à ce qu'... ordonne la loi et à ce que semble exiger la liberté du commerce », elle avait levé les scellés pour examiner la correspondance, puis les avait réapposés en sollicitant des ordres.

Le 11, Lullier, procureur général syndic, auquel s'étaient plaints les commissaires de Saint-Domingue, conviait la section à lever définitivement les scellés. « Je vous invite, écrivait-il, à les faire lever sans délai, en prenant d'ailleurs les précautions que les circonstances et votre prudence pourraient vous suggérer ». La section recevait d'autre part une lettre du Comité de Sûreté générale l'invitant à se conformer à la loi du 9 : « Le citoyen Abbéma est occupé des moyens de venir au secours de Saint-Domingue en expédiant pour cette colonie des bâtiments ; l'apposition des scellés... a ralenti l'opération importante dont dépend le salut d'un grand nombre de familles ».

Devant ces sollicitations, la section ordonna la levée, qui fut exécutée séance tenante. Les livres furent paraphés, Abbéma rappela qu'il faisait des affaires avec toute l'Europe et qu'il était souvent chargé par diverses administrations d'approvisionnements d'objets utiles, tels que graines, cuivre, étain... Le 18, il demandait pour lui, sa femme, ses deux fils et leur instituteur le certificat d'hospitalité prévu par la loi du 7, et que lui méritaient ses services (2).

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4774⁶⁸.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4577.

Chez Jean-Isaac Thélusson, 18 rue de Paradis, les scellés furent levés le 14 par la section Poissonnière (1).

Néanmoins, chez la plupart des banquiers, la levée se fit attendre plus longtemps, bien qu'ils n'eussent pas manqué de réclamer l'exécution de cette mesure. Dès le 10 septembre, Walter Boyd junior, âgé de vingt-six ans, avait obtenu de la section de 1792 un certificat de civisme constatant qu'il avait rempli tous ses devoirs, équipé plusieurs volontaires, donné au mois d'août trois superbes chevaux de selle tout harnachés. Il déclarait de plus qu'il en possédait trois autres tout prêts à partir, et un carrosse qu'il mettait à la disposition de la section, croyant avoir acquis ainsi des droits à être considéré comme citoyen français. Ce n'est pourtant que le 17 que le Directoire du département autorisa la levée des scellés, en ordonnant que les effets sur l'étranger en seraient distraits.

Le 18, l'ordre est exécuté, et les scellés levés partout, sauf sur l'armoire de fer ; les huit copies de lettres sont signés, le journal arrêté au 1^{er} juillet est coté et paraphé, Boyd déclare enfin qu'il ne possède pas de traites sur l'étranger (2).

Les Frey, dès le 12 septembre, avaient réclamé, en revendiquant la qualité de citoyens français, vu les nombreux services rendus par eux à la Patrie. Ils rappelaient leur conduite patriotique à Strasbourg, la part prise par eux à la journée du 10 août, l'adoption de la citoyenne Belfond, âgée et presque aveugle. Et, pour mieux affirmer leur civisme, ils soumissionnaient des biens nationaux, pour 40.000 livres à Suresnes, pour 90.000 livres rue du Mont-Blanc, et 80.000 livres à Chelles (3). Ce n'est pourtant que le 26 septembre que le Comité de Sûreté générale donna l'ordre de lever les scellés chez eux, et chargea Ruhl de faire l'inventaire. Ce fut d'ailleurs Chabot qui le remplaça pour cette opération : il ne trouva naturellement rien de suspect.

Quelques banquiers, tel L.-B. Calmer, ne recouvrèrent pas leur

(1) *Archives Nationales* F⁷ 477527.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4615 et F⁷ 477450.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 4713.

liberté, au moins de suite. Le 12 septembre, on avait levé tous les scellés chez lui, sauf ceux de son cabinet qui ne disparurent que le 21. Rien de suspect n'ayant été trouvé, le comité révolutionnaire de la section de 1792 était d'avis de lui retirer ses deux gendarmes, mais l'affaire fut renvoyée par l'administration de police devant le Comité de Sûreté générale (1). Il y avait encore des banquiers emprisonnés au début d'octobre, puisque, le 5, la section des Piques décida qu'ils seraient gardés chez eux à vue, jusqu'à ce qu'une mesure définitive intervînt (2).

Quant au décret du 7 sur le séquestre des biens des sujets ennemis, il ne semble pas qu'il fut exécuté. On aurait dû commencer par apposer les scellés chez tous ces étrangers. Or les registres des sections n'indiquent pas que cela fut fait, du moins d'une manière générale. Au surplus le décret n'indiquait pas le mode d'exécution.

Hâtivement votée, la mesure était surtout prise en principe. Suspendue le 8, donc presque aussitôt, elle fut rapportée le 13, et le décret du 14 ne rendit sa vigueur qu'à celui du 8 et non au séquestre prononcé la veille. La plupart des riches étrangers qui se trouvaient à Paris tombaient d'ailleurs sous le coup du décret contre les banquiers, ou des mesures contre les suspects. La loi du 7 fut donc à peu près lettre morte, au moins dans la période qui la suivit immédiatement.

Il n'en fut pas de même de celles des 18 et 19 vendémiaire ordonnant l'arrestation des Anglais et le séquestre de leurs biens. Le 19 au matin, les sections recevaient du maire Pache (3) une lettre leur annonçant le décret de la veille : les comités révolutionnaires étaient chargés de l'arrestation et de l'apposition des scellés, mesure préparatoire du séquestre. Ils se mirent aussitôt à l'œuvre,

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4631.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4778.

(3) Les sections étaient d'ailleurs fort indépendantes de la Commune. Depuis le 17 septembre, dit M. Mellié dans son livre sur les sections de Paris, les comités révolutionnaires correspondaient directement avec le Comité de Sûreté générale.

dressant d'abord la liste des Anglais domiciliés dans leur section.

Ainsi le comité des Piques trouva quinze Anglais auxquels il décida d'appliquer la mesure ; furent exceptés, suivant les dispositions du décret, Jacques Gambles, imprimeur depuis plus de dix ans, Arthur Père et sa femme, ouvriers horlogers ; au contraire W. Oldhanne, n'étant établi limonadier que depuis six mois, devait être arrêté. Les listes aussitôt prêtes, le comité se divise en six commissions et chacune se charge d'un ou de plusieurs étrangers. On se sépare alors pour aller apposer les scellés chez eux, et pour les conduire au chef-lieu de la section, jusqu'à ce qu'il soit désigné une maison d'arrêt (1).

La même opération est faite dans la plupart des sections, dans celle de l'Unité, dans celle de 1792. Dès le 19, beaucoup de scellés sont apposés par les soins de cette dernière : chez le banquier Lambert, 66 rue de la Loi (2), quoique celui-ci montre des lettres de naturalisation ; chez l'irlandais Thomas, 10 rue Neuve Saint-Marc, parti depuis trois mois ; chez les frères Jouh qui sont repartis pour Londres, chez Boyd Ker, rue de Grammont. Les commissaires se présentent à l'hôtel de Suède, mais n'y apposent pas les scellés, « vu qu'il n'y avait aucune choses (*sic*) ». Ils ont plus de succès chez l'anglais Raymend, 584 rue Neuve Saint-Augustin, chez l'irlandais O'Connor, chez Matthews et Pakkmann qui seront gardés chez eux, chez Schmidt et sa famille, 1 rue de Choiseul, chez Marschal, rue de Marivaux... (3).

Les scellés sont mis également sur la manufacture de coton de Nicolas Joyce, installée dans l'ancien couvent des Carmélites, rue d'Enfer Saint-Michel, manufacture qui devait justement ouvrir à cette époque. Le 20 et les jours suivants, les arrestations et les appositions de scellés continuent, d'autant que le 25 la mesure de la détention est étendue à tous les sujets ennemis.

L'article de la loi du 19 concernant la déclaration des sommes

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4778, registre de la section des Piques.

(2) Aujourd'hui rue de Richelieu.

(3) *Archives Nationales*, registre F⁷ 2478.

dues aux Anglais est appliqué, dès le jour même. Perregaux dresse une liste des sommes dont il est débiteur : elle sera suivie de quatre autres. Il a 1.071 billets de l'emprunt de 125 millions appartenant à trente-neuf Anglais, 57 actions de la C^{ie} des Indes et 57 de la Caisse d'escompte, dont 37 appartenant à Quintin Crawford, qui a chez lui 61.480 livres en compte-courant. Il perçoit pour le compte de divers Anglais, au nombre de 84, 478.773 livres de rentes viagères et 21.303 de rentes perpétuelles. Au total, il doit 695.221 livres 3 s. 1 d. à des sujets britanniques et a 651.100 l. 4 s. 10 d. de créances sur eux (1).

Le 19 aussi, la nouvelle Compagnie des Indes déclare les sommes par elle dues à des Anglais ou présumés tels, pour leurs portions d'intérêt : 9.750 livres à Lambert, 12.000 livres à Carrey, 69.000 à Boyd,... en tout 734.250 livres. Elle a d'autre part 258.946 livres de créances sur des maisons de commerce anglaises, pour diverses polices d'assurance souscrites en 1792 sur des navires de la société (2).

Devant les sections, les déclarations se succèdent. Ainsi, devant la section Le Pelletier, Abbéma déclare le 19 qu'il doit 52.000 livres, Masson déclare qu'il paie, à divers membres de la famille anglaise Worlée, des rentes viagères. Le 20, Chol et Boscary, qui liquident leur maison de commerce, disent devoir 99.917 l. 18 s. à des Anglais (3). D'autre part, les commissaires qui apposaient les scellés et faisaient les inventaires rendaient compte aussi des créances et des dettes envers des Anglais dont ils trouvaient trace : ainsi fut fait pour J. Carrey, dont les affaires étaient restées à l'abandon depuis un mois.

La loi du 19 vendémiaire fut donc appliquée avec zèle, et toutes ses prescriptions exécutées. A dater de cette période d'ailleurs, toutes les lois d'exception sont exécutées avec vigueur. La Terreur, qui fut une sorte d'état de siège, était à l'ordre du jour, notamment

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4774⁶⁸.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4779.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 4779.

depuis la loi des suspects du 17 septembre. Dès lors, le Comité de Sûreté générale et les divers comités révolutionnaires firent jouer toutes les lois dont ils disposaient. Tous les sujets ennemis ou à peu près furent arrêtés, et leurs biens mis à la disposition de la nation, surtout dans les mois de brumaire et de frimaire.

Cependant la mesure n'atteignit pas Boyd et quelques autres. Aussitôt les scellés levés sur sa banque au mois de septembre, il s'était hâté de demander un passeport qu'il obtint grâce à la protection de Chabot. Il céda alors sa banque à Antoine-Grégoire Geneste, son commis principal, pour 15.000 livres, le 6 octobre, puis il partit immédiatement pour l'Angleterre. Lorsque, le 19 vendémiaire, le comité de la section Le Pelletier lança l'ordre d'apposer les scellés sur sa banque et de l'arrêter, Boyd quittait la France. Les scellés furent pourtant mis rue de Grammont (1), et, le 22, on les apposa à Boulogne, sur sa maison particulière. Cependant le comité de la section espérait toujours l'appréhender, puisqu'il prenait le 26 un arrêté décidant qu'il se concerterait avec la section de Boulogne à ce sujet, ce qui fut fait le 27. Mais la démarche ne pouvait aboutir, car Boyd avait déjà passé la Manche.

Vers la même époque partit aussi Edouard de Walckiers, pour échapper aux mesures qui venaient d'être votées ; ce ne fut que longtemps après, le 28 ventôse an II, que le Comité de Sûreté générale songea à lui pour ordonner son arrestation.

Le banquier Vandenyver, au contraire, fut arrêté immédiatement sur l'ordre du Comité de Sûreté générale ainsi que sa femme et ses deux fils, le 20 vendémiaire. On examina ses papiers, et il fut conduit à la Force. Néanmoins, pour lui permettre de continuer ses affaires commerciales (2), le comité ordonna le lendemain de

(1) *Archives Nationales F⁷ 4615*. Geneste se plaignit de cette mesure, le 25 vendémiaire ; dans une lettre à la section qui fut transmise au ministre de la justice, il déclarait que la banque était à lui, sujet français. On ne fit d'ailleurs pas droit à sa réclamation, la vente paraissant fictive ; et, quelques mois plus tard, il était guillotiné comme coupable de commerce avec l'ennemi.

(2) Vandenyver, n'étant pas Anglais, n'était pas soumis à la mesure du séquestre,

lever les scellés en présence de Voulland, l'un de ses membres. Si l'on n'y trouvait rien de suspect, l'autorisation lui serait accordée de correspondre par écrit avec son gendre et ses employés, conformément au décret du 19. Cet arrêté ne fut pas exécuté immédiatement, puisque le 27 Villeminot, son gendre, sollicitait une modification, demandant que les scellés fussent levés en présence des intéressés et du juge de paix, et non de Voulland, trop occupé par ailleurs (1).

Quant au belge Proly, il avait été arrêté le 20 vendémiaire chez son ami Desfieux, par Georges Alliaume, commissaire de la section Le Pelletier, venu pour apposer les scellés (2). Il est vrai que, sur l'intervention d'Hérault de Séchelles, il fut très rapidement relâché, mais il n'allait pas tarder à être de nouveau appréhendé. Le 28 brumaire, en effet, un ordre d'arrestation fut lancé contre lui en qualité de suspect.

D'autres ennemis furent aussi traités comme tels : ainsi les Frey, que, le 3 frimaire, le Comité de Sûreté générale ordonne d'arrêter et de conduire à la Force ; leur secrétaire, Deiderichsen, qui le même jour y est transféré ; Perregaux et son associé Gumbelsheymer, qu'on décide le 26 frimaire de traduire au tribunal révolutionnaire, et qui déjà avaient été écroués l'avant-veille.

Le fait d'être étranger était d'ailleurs assez souvent une présomption de suspicion. Mais c'est plutôt en leur qualité de banquiers que furent arrêtés divers Génois comme Giambone, sur l'ordre du comité de Sûreté générale du 16 brumaire, réitéré et exécuté le 30, comme Merlo et Dania, toujours d'après les mêmes ordres. Le banquier Lambert, bien qu'il pût invoquer la qualité de Français, fut aussi écroué d'après l'arrêté du 23 brumaire.

au moins en principe. Quelques jours plus tôt, il venait d'acheter, pour 122.000 livres, 34 arpents de l'île du pont de Sèvres, et une grande usine propre à établir une manufacture.

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4775³⁹. Villeminot fut du reste bientôt arrêté lui-même et enfermé à la Force.

(2) Le 2 brumaire, Dufourmy était vivement attaqué aux Jacobins par Desfieux, car les Jacobins étaient encore sous l'influence de Chabot et de ses amis ; il n'allait pas tarder à en être autrement.

Abbéma, malgré les services qu'il rendait à la République, subit le même sort et fut enfermé le 27 aux Madelonnettes (1).

Ce n'est pas seulement à Paris que les décrets contre les étrangers furent exécutés avec zèle. Il en fut de même en province, mais cela surtout après vendémiaire : car, si les lois furent assez rapidement appliquées aux alentours de Paris, où on les connut vite, il n'en fut pas de même dans les départements, où elles n'arrivèrent que bien plus tard. Transmises par le procureur général syndic aux divers départements, il fallut assez longtemps pour que les municipalités pussent commencer à les appliquer.

Ainsi ce n'est que les 8 et 9 brumaire que le département de l'Hérault reçut officiellement les décrets sur les Espagnols (2). Le ministre Paré, en les expédiant le 29 vendémiaire, les avait accompagnés de la note suivante : « Le motif de ces décrets intéresse trop la justice et l'humanité pour que vous ne soyez pas empressés de donner à ces lois toute l'exécution préalable que les victimes du despotisme espagnol peuvent désirer ».

Dans les départements limitrophes, en Seine-et-Oise et en Seine-et-Marne, les mesures furent appliquées aussi rapidement qu'à Paris. Il se produisit même à Saint-Germain en Laye, devenu Montfagne-Bon-Air, un fait assez curieux. Un médecin anglais, Comyn, y était mort le 22 août au Château-Vieux. Dans son testament, il nommait comme exécuteur testamentaire le supérieur du collège des Irlandais à Paris, Kearney, et sa succession devait revenir à son neveu qui se trouvait en Angleterre. Après que Kearney se fût mis en possession d'une somme liquide de 45.000 livres en or, les scellés furent apposés sur toute la succession par le juge de paix ; ce qui était naturel, puisque les héritiers étaient absents.

Mais la succession semblait importante, et, au reçu d'une lettre anonyme, le Conseil général de la commune chargeait le 29 août le citoyen Charbonnier d'être son commissaire pour suivre l'af-

(1) L'ordre est du 22 brumaire. *Archives Nationales* AF II 290.

(2) *Archives de l'Hérault*. Déjà, pourtant, en exécution de la loi du 1^{er} août, le département avait mis en arrestation beaucoup d'étrangers.

faire. Celui-ci, qui semble avoir apporté dans cette mission une grande ardeur, prévint aussitôt le Comité de Sûreté générale. Il écrivait en même temps à ses collègues : « cet argent sera bien mieux placé dans le trésor public qu'entre les mains d'Anglais qui peuvent s'en servir pour culbuter la Révolution française ». Il leur demandait d'en saisir la Convention pour « faire rendre un décret » qui retiendrait en France toutes les successions opulentes qui appartiennent à ceux avec lesquels la France est en guerre. « Si l'objet particulier est important en effet en lui-même, écrivait-il, il l'est davantage encore par les mesures générales que peut prendre la Convention dans des circonstances semblables à celle qui se présente ».

Pourtant aucune loi de séquestre n'était à cette époque prise contre les Anglais : Charbonnier proposa néanmoins de saisir ces biens, ce qui était une mesure particulière, illégale en l'espèce. Mais les sujets ennemis étaient suspects, et malgré qu'il outrepassât ainsi ses pouvoirs, le Comité de Sûreté générale, « considérant que les droits civils que pouvaient exercer en France les Anglais sont anéantis par la guerre, et qu'il serait contraire aux intérêts de la République de laisser passer, chez une nation ennemie, le produit d'une succession opulente », arrêta le 1^{er} septembre que Charbonnier irait perquisitionner chez Kearney et apporterait les fonds trouvés au Comité. L'ordre fut exécuté séance tenante et le collègue des Irlandais fouillé de fond en comble de minuit à 5 h. 1/2 du matin. Le 2 septembre, tout l'argent liquide était recueilli et porté au Comité de Sûreté générale (1).

- C'était anticiper sur la loi et la mesure était fort arbitraire. Mais, à dater de vendémiaire, il n'en fut plus de même et en exécution des ordres de la Convention, les arrestations et les appositions de scellés furent nombreuses. Le 26 on les appose sur le château de Prunay chez Seymour. Le 1^{er} brumaire, même opération chez Cazeau, à Suisnes.

(1) *Archives de Seine-et-Oise* Q 776.

Chez Disney-Ffitché, au domaine de Retz, le séquestre est décidé le 29 brumaire, par François Corborand, administrateur du district de Montagne-Bon-Air. Disney n'était plus à cette époque en France. Il s'y était fixé, dirait-il, séduit par la beauté du climat et surtout par le charme de la liberté. Sans doute, au début de 1793, le climat lui parut-il plus revêché ou la liberté moins enviable, car il demanda à la Convention un passeport pour continuer son voyage. Il avait obtenu de la commune de Chambourcy des certificats de patriotisme ; en effet il y avait passé l'été de 1792, et il avait fait alors à la commune de superbes dons, équipant à ses frais deux volontaires, offrant le 6 septembre trois chevaux estimés 600 livres l'un, ainsi qu'un autre « portant tous ses crins sous poil noir, ayant une étoile blanche dans le milieu du front,... privé de la vue », et qui, à raison de ce léger défaut, n'avait été estimé que 250 livres. En un mot, il s'était conduit en bon citoyen, et, sur avis conforme du Comité de Sûreté générale, le ministère des affaires étrangères avait octroyé le passeport. A Paris, ses immeubles furent mis sous séquestre le 11 brumaire an II.

L'application des décrets d'exception pris contre les sujets ennemis fut donc générale en France. Elle s'étendit même aux colonies, ainsi à Saint-Domingue, où la propriété de l'anglais John Plunkett fut mise sous séquestre. Très vite, les autorités responsables prirent les mesures nécessaires pour mettre ces biens sous la surveillance des corps administratifs. Mais à qui devait-on appliquer ces lois ? Quels étaient exactement ceux auxquels la Convention voulait étendre la mesure du séquestre ? Tous les sujets ennemis y étaient-ils soumis et quelle fut en pratique l'étendue de l'application de la loi ? Ce sont les questions qui se posent si l'on veut en connaître l'efficacité et les répercussions.

CHAPITRE IV

Le Séquestre des biens des sujets ennemis sous la Convention

1793 — an III

I

A QUI S'APPLIQUENT LES LOIS DE SÉQUESTRE ?

Les décrets de séquestre avaient été pris par mesure de représailles contre les Gouvernements ennemis ; il eût donc été non seulement illégal, mais impolitique de les appliquer à des neutres. Pourtant, au début, et dans la précipitation consécutive à la gravité des événements, certains étrangers furent arrêtés et les scellés apposés chez eux, alors qu'ils n'auraient pas dû l'être. Aussi y eut-il des protestations des puissances neutres par la voie diplomatique, et des réclamations des particuliers lésés.

La Convention eut à connaître de la situation. Soucieuse de ne pas s'aliéner les pays neutres, elle rendit, le 27 brumaire an II, le décret suivant sur les relations de la République Française avec les autres sociétés politiques : « La Convention Nationale, voulant manifester aux yeux de tous les peuples les principes qui la dirigent et qui doivent présider aux relations de toutes les sociétés politiques, voulant en même temps dénoncer les manœuvres employées par les ennemis de la République pour rendre ses intentions suspectes à ses alliés et particulièrement aux Cantons Suisses et aux Etats-Unis d'Amérique (1), décrète ce qui suit :

(1) Le 5 brumaire, la Convention avait décrété que la mesure de l'arrestation n'était pas applicable aux femmes qui avaient épousé des Américains.

Article 1^{er}. La Convention Nationale décrète, au nom du Peuple Français, que sa résolution constante est d'être terrible à ses ennemis, généreuse envers ses alliés, juste envers tous les peuples.

Art. 2. — Les traités qui lient la France aux Etats-Unis d'Amérique et aux Cantons Suisses seront fidèlement exécutés.

Par l'article 5, la Convention chargeait le Comité de Salut public de s'occuper des moyens de resserrer de plus en plus les liens d'alliance et d'amitié qui unissaient la République à ces deux Etats.

Le Comité, auquel on renvoyait ainsi les mesures à prendre, rendit le 28 frimaire un arrêté concernant les Suisses, bien plus nombreux en France que les Américains et dont beaucoup avaient souffert des mesures contre les étrangers. L'article 3 disait notamment : « Les propriétés des Suisses absents du territoire de la République et qui n'auront pris aucune part aux projets des contre-révolutionnaires sont sous la protection de la Nation et confiés spécialement à la garde des corps administratifs des départements ».

Il ne semble pas pourtant que cet arrêté ait réglé la question définitivement, car les Suisses devaient fournir la preuve de leur nationalité et la faire admettre par les corps administratifs, ce qui était parfois long et difficile. Il semble même que le séquestre ait subsisté, au moins pour certains citoyens suisses et dans quelques départements, puisque, le 24 janvier 1794, notre ambassadeur Barthélémy écrivait au ministre :

« L'arrêté des représentants du peuple français dans le département de l'Ain, qui met en séquestre les possessions des Genevois dans ce département, établit le séquestre sur leurs papiers, les force à évacuer le territoire français et leur donne les qualifications les plus propres à les rendre un objet de défiance et d'aversion pour les bons patriotes... a fait une sensation pénible dans le pays de Vaud et dans le canton de Berne en général... On y paraît craindre que les Suisses possessionnés en France et particulièrement sur les frontières n'éprouvent le même sort... En consé-

quence de ces allarmes (*sic*), plusieurs d'entre eux sont déterminés à se défaire de leurs propriétés sur le territoire de France » (1).

En tous cas, l'arrêté du Comité fixait en principe leur situation légale. Il en fut de même pour les Génois. On avait apposé les scellés, nous l'avons vu, sur leurs banques et on avait arrêté divers banquiers en brumaire. Or la République de Gênes était neutre, et de tout temps avait été considérée comme notre alliée. C'est ainsi qu'à la suite de la loi du 30 août 1792, qui mettait sous séquestre les revenus des biens appartenant aux abbayes et communautés étrangères, la Convention avait déclaré, le 14 novembre, que la loi ne visait pas les rentes dues aux communautés génoises.

Aussi les banquiers de Gênes protestèrent-ils contre la mesure qui les frappait. Le 24 frimaire, Merlo réclamait sa liberté ; beaucoup de rentiers lui faisaient passer leurs titres pour faire inscrire leur créance au Grand Livre de la dette (2), et son emprisonnement empêchait toute affaire. Il s'adressait à la Convention avec d'autant plus de confiance que son compatriote Busoni venait d'être élargi. Quant à Dania, il envoyait au Comité de Sûreté générale mémoires sur mémoires, notamment les 16 et 28 frimaire, se plaignant d'avoir été compté parmi les banquiers alors qu'il n'était plus, depuis le 14 août 1792, l'associé de Merlo.

Pourtant la plupart restaient encore en prison et leur commerce était arrêté. La Convention intervint, en déclarant le 2 nivôse que la République de Gênes devait être considérée comme neutre, et que les relations commerciales avec elle seraient maintenues. D'autre part, Yves Guiraud, secrétaire particulier de la légation, demanda le 3 la mise en liberté de Dania, Merlo, Giambone, Picaluga et Rapalli, comme suite du décret de la veille. Le lendemain, Dania quittait Sainte-Pélagie, rien de suspect n'ayant été trouvé dans ses papiers. Il fallut encore quelques jours pour

(1) *Papiers de Barthélémy*, édités par Kaulek.

(2) Les titres d'emprunt devaient être déposés à la liquidation avant le 1^{er} janvier 1794 (nivôse an II).

obtenir la libération des autres détenus. Le 6, le Comité de Salut public prit un arrêté invitant le Comité de Sûreté générale « à donner les ordres nécessaires pour la conservation des intérêts de Gênes », et le 10 celui-ci ordonnait la levée des scellés et l'examen des papiers trouvés ; le 14 nivôse enfin, l'ordre de mise en liberté définitive était signé (1).

Il était donc reconnu que les lois de séquestre n'étaient pas applicables aux étrangers des pays neutres, et notamment aux Génois, aux Suisses et aux Américains. Ces lois reçurent d'autre part une légère extension, le 11 brumaire : ce jour-là, en effet, Osselin attira l'attention de la Convention sur le fait que les Français qui avaient quitté la France avant la Révolution n'étaient pas compris dans la loi sur les émigrés et échappaient à celles qui pourraient les faire regarder comme étrangers. Il proposa et fit adopter un décret selon lequel ils seraient considérés comme sujets des puissances chez lesquelles ils résidaient.

Le séquestre ne s'appliquait donc qu'aux sujets ennemis. Mais s'appliquait-il à tous les sujets ennemis, ou seulement aux Anglais ou aux Espagnols ? En un mot, fallait-il appliquer la loi du 7 septembre ?

Nous avons dit, en étudiant les diverses lois et les discussions dont elles furent précédées, ce qu'il fallait en penser du point de vue juridique. Le décret du 14 septembre avait annulé celui de la veille, qui rapportait la mesure prise le 7 ordonnant le séquestre. Il laissait donc les choses en l'état où elles se trouvaient avant le 13. Or le décret du 7 avait vu dès le lendemain son exécution suspendue ; et comme nulle loi n'avait abrogé ni n'abrogea jamais le décret du 8, la loi du 7 n'avait pas légalement vie.

Néanmoins, dans la pratique, il semble que cette loi fut appliquée comme si elle existait, tant par les corps administratifs que par les autorités constituées. La Convention n'était pas conviée à reprendre la discussion, mais il semblait admis que tous les

(1) L'histoire du séquestre des banquiers génois se trouve surtout au dossier de Merlo. *Archives Nationales* F⁷ 477443.

sujets ennemis étaient soumis à la mesure. C'est ainsi que, dans la discussion du 11 brumaire, il fut parlé des sujets ennemis, sans distinction d'aucune sorte. Dans la loi du 18 messidor an II on parlera des habitants des « pays qui sont en guerre avec la République », et dans la loi de levée du séquestre, le 14 nivôse an III, on emploiera les mêmes termes.

Le pouvoir exécutif lui-même ordonna d'appliquer ces lois à tous les sujets ennemis ; on en trouve la preuve dans la circulaire que la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (1) envoyait à tous les districts le 19 brumaire an III et où elle ordonnait de dresser des listes d'Anglais, Espagnols ou princes étrangers en guerre avec la République, en exécution de la loi du 9 ventôse.

« Ces états, disait-elle, doivent également comprendre TOUS LES ÉTRANGERS sans distinction, avec le pays DESQUELS LA RÉPUBLIQUE EST EN GUERRE. La loi du 7 septembre (vieux style), à laquelle la Convention Nationale a rendu sa vigueur en suspendant, par décret du 14 du même mois, l'exécution de celui du 13 qui en avait arrêté l'effet, ne permet pas de douter que l'intention du législateur a été que tous les biens des habitants des autres pays dont les coupables efforts tendent également à asservir la nation française, soient frappés de la confiscation au profit de la République » (2).

Dans la pratique, donc, le séquestre fut appliqué ou du moins rendu applicable à tous les sujets ennemis, Hollandais, Allemands, etc... Mais il y eut bien des hésitations pour savoir si tels ou tels étrangers étaient ou non des ennemis. Ainsi, le 1^{er} floréal an II, le comité de surveillance de la section des Champs-Élysées recevait du Département une lettre répondant par la négative à une demande faite pour savoir si les biens des Polonais devaient être ou non séquestrés (3). Pourtant on inventorie, le 19 floréal, les

(1) Cette commission remplaça le ministre de l'intérieur lors de la suppression de tous les ministères.

(2) *Archives de la Moselle* Q 4501.

(3) *Archives Nationales*, registre F7 2473.

titres d'un Polonais, David, 43 rue Martin, dans la section des Amis de la Patrie, et on les remet à l'agence des Domaines qui gère les biens séquestrés (1).

Pour les Saxons, même hésitation. Anne-Charlotte Dumourier-Dupérrier, veuve Schomberg, qui réside habituellement en Saxe, son pays, possède une maison rue de Valois-du-Roule (2). Le 25 messidor an II, le citoyen Jean Godard dépose des titres et pièces à elle appartenant, pour se conformer « en tant que de besoin » aux lois sur les étrangers, et il observe « que ladite Schomberg étant née Saxonne, habitant et résidant à Schomberg en Saxe, puissance avec laquelle nous ne sommes pas en guerre, on lui a constamment dit que la loi ne l'obligeait pas à cette remise » ; néanmoins, dans l'incertitude, il la fait (3).

Il nous faut maintenant voir si, parmi les sujets ennemis, certains ne furent pas soumis à une autre législation pour des raisons diverses. Certains, enfin, n'échappèrent-ils pas à toute loi répressive parce que la politique et la vie montrent des nécessités qui s'imposent à tous les gouvernements, et qu'à toute règle il y a des exceptions ?

Une classe bien nette d'étrangers, en tous cas, n'était pas soumise à la loi générale parce que des lois spéciales la visaient. Ce sont les princes dont les biens avaient été séquestrés par suite du décret du 9-11 mai 1793, et ceux des princes souverains qui n'avaient pas protesté à la Diète, lors de la déclaration de guerre, et dont les biens furent confisqués par le décret du 14-20 mai (4). Nous avons étudié leur situation à l'époque où furent prises ces mesures ; il n'y a donc pas lieu d'y revenir.

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 1438, dossier 2467. Il semble au surplus que David fut considéré comme émigré.

(2) Aujourd'hui, rue de Monceau.

(3) *Archives Nationales* T 1666.

(4) Une lettre du ministre des affaires étrangères à celui de l'intérieur, en date du 21 août 1793, déclara qu'aucun prince n'avait protesté contre le conclusum du 22 mars, et, qu'en conséquence, tous devaient être considérés comme ennemis. Pourtant le prince de Salm-Kirbourg avait fait tenir sa protestation ; mais il n'était pas présent à la discussion.

Une autre catégorie qui, si elle est moins importante numériquement, le fut beaucoup plus que la précédente par son influence politique, se trouva tomber sous le coup d'une autre législation. Les biens de tous ceux qui périrent sur l'échafaud furent en effet confisqués en exécution de l'article 2 du titre II de la loi du 10 mars sur les biens des condamnés (1).

Parmi eux, les premiers qui passèrent devant le tribunal révolutionnaire furent J.-B. Vandenyver et ses deux fils, Antoine-Auguste et Jean-Baptiste. C'est le 1^{er} frimaire an II que le Comité de Sûreté générale les renvoya au Tribunal, « faisant droit à la dénonciation faite par le citoyen Héron au Comité d'après son mémoire imprimé, rédigé par le martire (*sic*) de la liberté Marat... dans lequel on reconnaît Vandenyver ainsi qu'une multitude de complice (*sic*) pour avoir été les instruments d'un complot de banqueroute générale qui aurait perpétué l'esclavage des Français et sauvé la tête du tiran (*sic*), [et] entretenu les abus de la féodalité qui servaient au déshonneur de la nation française ». Les Vandenyver comparurent le 17, avec Mme du Barry dont ils étaient les banquiers, et furent condamnés et exécutés le même jour (2).

Deux mois plus tard, c'était Jacques-Henri Wiedensfeld qui paraissait comme accusé devant le même tribunal. Il avait commencé par tenter d'organiser en France, nous l'avons vu, un jeu de loterie. Ses opérations ayant échoué, il était retourné à Aix-la-Chapelle dans le courant de 1792. Revenu à Paris, par la suite, il s'était installé 575 rue Neuve Saint-Augustin. En janvier 1793, il avait soumissionné pour fournir du drap aux troupes françaises ; et son offre avait été acceptée pour 12.000 aunes (3). Durant toute l'année, il s'occupa de ces fournitures, tantôt à Paris, et tantôt à Strasbourg. Il achetait le drap chez Schubert et Ritterhausen, à Francfort, et comme la route directe était impraticable

(1) Rappelons à ce sujet la loi du 21 janvier 1790, qui avait solennellement déclaré que la confiscation des biens des condamnés ne pourrait être prononcée dans aucun cas.

(2) *Archives Nationales* AF II 290.

(3) L'aune valait 3 pieds 7 pouces 10 lignes 5/6, c'est-à-dire 1 m. 18644.

à cause des opérations militaires, on empruntait la route de Bâle où le drap était entreposé chez Preisverch. Les opérations continuaient encore en décembre (1), lorsque, le 8 nivôse, le Comité de Sûreté générale ordonne son arrestation et l'apposition des scellés sur ses papiers. Le 26 pluviôse, il s'entendait condamner pour « avoir fait passer des pots de pommades, d'opiat, de l'or et de l'argent aux émigrés », et fut exécuté le lendemain : il avait 27 ans.

Le 4 germinal, on juge les Hébertistes, et, parmi eux il y a des étrangers, Jean-Conrad de Kock, Proly et Péreira. Proly avait été violemment accusé aux Jacobins par Robespierre le 1^{er} frimaire. « Vous savez que renonçant à son père, à sa patrie, disait celui-ci, il s'était dévoué tout entier à la cause de l'humanité ; il prétend diriger les Jacobins dont il n'a pas voulu être membre, par discrétion... Il s'occupe aussi des sections, et surtout des femmes révolutionnaires dont il fait nommer les présidentes. C'est le sylphe invisible qui les dirige... Proly est connu, et cependant Proly est libre » (2).

Le 28 brumaire, un mandat d'arrêt était lancé contre lui ; mais il déjoua longtemps les recherches, puisque ce n'est que le 30 pluviôse que Guillaume Péron et Pierre Cornet, « entrés pour rafraîchir (*sic*) en l'auberge appelée le *Petit Cerf* », à Vauderlan près Gonesse, l'arrêtèrent (3). Il fut traduit au tribunal, comme ancien négociant vivant de son bien, pour ses liaisons suspectes avec Ronsin, Cloots et Hébert. Avec lui périrent de Kock, qui les recevait tous dans sa maison de Passy, et Péreira.

(1) *Archives Nationales* T 17, 1552. Il est à remarquer qu'on n'avait pas mis le séquestre sur ses biens, quoiqu'il fût sujet ennemi. On avait sans doute besoin de lui.

(2) Le 1^{er} germinal, Robespierre disait aux Jacobins : « Je dis que la punition de Proly coûtera des millions aux aristocrates et aux étrangers, parce qu'après cet exemple terrible il faudra que Pitt paie au centuple les espions qu'il voudra entretenir chez nous. »

(3) Proly avait pourtant donné bien des gages aux plus chauds révolutionnaires, et on trouve dans ses papiers des apologies assez curieuses de Le Pelletier « ce front républicain dont la mort n'avait pas altéré la fierté » et de Marat « l'Ami du Peuple à la voix de qui la nation se réveille ». *Archives Nationales* F⁷ 4774⁸³.

Quelques jours après, c'étaient les Indulgents qui paraissaient devant le tribunal. Auprès de Danton se trouvaient les Frey et l'espagnol Gusman. Les Frey avaient été arrêtés le 9 frimaire, sur l'ordre donné le 3 par le Comité de Sûreté générale. Le 16 germinal ils étaient tous condamnés et exécutés.

Le banquier hollandais Benjamin Calmer avait été arrêté le 30 pluviôse. Il avait autrefois possédé la confiance des patriotes, puis était devenu suspect ; et, le 4 floréal, il fut condamné par le tribunal révolutionnaire et exécuté. Un autre banquier faillit avoir le même sort : le 23 messidor, le génois Rapalli parut au tribunal, mais, fait très rare à cette date, il fut acquitté.

Un des derniers étrangers qui monta sur l'échafaud fut le prince de Salm-Kirbourg, qui pourtant avait donné de nombreux gages à l'esprit nouveau. En 1792, ses Etats allemands ayant été envahis par Custine et Biron, il s'y était rendu, et, pour se concilier la Convention, y avait introduit la constitution française et aboli la féodalité. Puis il était rentré à Paris, où il continuait de demeurer dans son somptueux palais. Il était pourtant bien difficile à un prince d'échapper à tous les soupçons : une première fois, le 9 pluviôse, il est arrêté au milieu de la nuit, conduit au Comité de Sûreté générale et relâché après interrogatoire. Le répit ne fut pas au surplus de bien longue durée, et, le 13 germinal, le prince fut à nouveau emprisonné, cette fois aux Carmes, où il se trouve mêlé à la conspiration des prisons.

Et, quelques jours avant le 9 thermidor (exactement le 5), le Tribunal juge qu'il est « convaincu de s'être déclaré l'ennemi du peuple en participant aux conspirations de Capet, de sa femme, de ses ministres, des chevaliers du poignard, aux armées de Bailly, de La Fayette, à la conspiration de l'étranger en tentant d'ouvrir la prison d'arrêt dite des Carmes pour anéantir la Convention Nationale, ses Comités de Salut public et de Sûreté générale, en instruisant des procédures contre les patriotes pour servir Capet, en entretenant des intelligences avec les ennemis de l'Etat,

en conspirant contre l'unité et l'indivisibilité de la République ». Il est condamné à mort et exécuté (1).

D'autres étrangers encore avaient péri, tels les généraux Dillon, Thomas Ward, O' Moran. Comme ceux de tous les autres condamnés, leurs biens furent confisqués selon la loi du 10 mars.

Quelques-uns connurent seulement l'antichambre de l'échafaud, et furent emprisonnés pendant toute la Terreur ; parmi eux citons le banquier Lambert, qui, arrêté d'après un ordre du 23 brumaire an II, resta à Sainte-Pélagie pendant plus d'un an. Citons surtout le prince de Hesse, qui avait pourtant embrassé avec zèle les principes révolutionnaires : ses biens avaient même été confisqués pour cette raison en Allemagne, et sa tête y avait été mise à prix. Au Luxembourg où il était détenu, il assiégea les autorités de ses réclamations, rappelant le titre de « général Maraf », qu'il avait gagné dans le midi et demandant sa liberté. « Je suis le seul général de la République, disait-il, qui n'a jamais été dénoncé ». Ce n'est pourtant que le 23 brumaire an III que le Comité de Sûreté générale donna l'ordre de le mettre en liberté (2). Ses biens furent séquestrés et vendus, soit qu'on l'eût considéré comme sujet ennemi, soit qu'on lui eût appliqué la loi séquestrant les biens des suspects détenus.

D'autres échappèrent tout à fait à la mesure du séquestre : ceux qui furent appelés à rendre des services à la République. Au premier rang d'entre eux, il faut noter le banquier Perregaux, sujet neuchâtelois. Dénoncé déjà en septembre 1793, il avait alors, victorieusement démontré son innocence. Pourtant on s'acharnait contre lui, et, sur de nouvelles dénonciations, le Comité de Sûreté générale ordonna le 24 frimaire de le traduire devant le tribunal révolutionnaire. Il se trouvait alors en Suisse, mais revint pour prouver son innocence. Il obtint des comités qu'on vérifiât ses papiers : dès le 2 nivôse, les scellés furent levés, et, le 3, la Conven-

(1) H. Thirion, *op. cit.*

(2) *Archives Nationales F⁷ 4743.*

tion, sur le rapport de Cambon, ordonna sa libération ainsi que celle de son associé Gumbelsheymer.

L'affaire avait été menée rapidement. C'est que Perregaux était chargé des intérêts suisses en France. Or le Comité de Salut public, qui devait assurer la vie matérielle de la patrie, avait de gros besoins financiers pour solder ses achats considérables, sans pour cela nuire au change de notre monnaie. Il sentit que, pour réussir, le mieux était de s'attacher un habile financier, et ce fut Perregaux qu'il choisit, non qu'il se fît d'ailleurs grande illusion sur ses relations et sur ses manœuvres. Le banquier suisse fut en effet toujours suspect ; sous le Directoire, il était considéré comme « méritant une surveillance spéciale Originaire suisse, cru d'intelligence avec les Anglais et les Allemands (1) ». Il fut en fait, sous la Convention, la vraie cheville ouvrière de la combinaison du Comité, et l'âme de la commission créée en nivôse an II pour recenser et mettre les traites sur l'étranger à la disposition de la Trésorerie. Dépendant uniquement du Comité, et sous sa protection, il ne fut pas inquiété.

Le Gouvernement eut besoin aussi de Michel Simon, l'ancien fournisseur des armées de Dumouriez. Dénoncé avec son frère par Fabre d'Eglantine comme « banquiers étrangers très dangereux, agents de l'Empereur », ils furent tous deux compris dans le mandat d'arrêt du 27 brumaire, lancé par le Comité de Sûreté générale, avec Proly, Benoît, Duroy, de Batz. Henri Simon était alors à Bâle, Michel à Dunkerque. Les scellés furent mis sur leur maison, mais on ne parvint pas à les appréhender.

Bientôt cependant, de puissantes interventions se produisent en leur faveur. Ils offrent leurs services pour les fournitures, et la République, dont le crédit est faible à l'extérieur, a besoin d'hommes comme eux. La commission du commerce demande donc la levée des scellés ; elle est appuyée par Robert Lindet, du

(1) *Archives Nationales* F⁷ 3339. Sous l'Empire, il maria sa fille à Marmont, son fils à la fille de Macdonald, et devint régent de la Banque de France ; mais la police le surveillait toujours.

Comité de Salut public. Celui-ci, assiégé de demandes, et qui assume la responsabilité de l'économie générale, intervient en leur faveur, le 13 floréal ; et le Comité de Sûreté générale ordonne enfin, le 16, la levée des scellés.

Mais l'arrêté n'est pas exécuté, et, le 3 prairial, le Comité de Salut public revient à la charge. Le 19 enfin, le Comité de Sûreté générale cède : Simon peut reprendre ses opérations. Sans cette mesure, le crédit de la maison s'écroulait à l'étranger ; or on avait besoin d'elle. Sans doute les Simon étaient des intrigants, peut-être même étaient-ils d'intelligence avec l'ennemi : mais « tous les hommes ne connaissent pas le commerce maritime », et, si la répression est nécessaire, il convient avant tout de songer à la vie du pays (1).

Le banquier Abbéma fut aussi de ceux qui, servant les intérêts de la République, échappèrent aux lois qui menaçaient les sujets ennemis. Le 27 brumaire, il avait été enfermé aux Madelonnettes, et les scellés avaient été apposés chez lui. Il faisait alors, nous l'avons dit, des opérations commerciales assez importantes avec Saint-Domingue, et, lors de sa première arrestation, l'intervention des commissaires de cette île avait été pour beaucoup dans sa rapide libération. Cette fois encore, le 9 frimaire, les commissaires s'adressent au Comité de Sûreté générale, exposant que pendant quatorze mois le commerce a été interrompu entre la France et la colonie, et qu'ils se sont adressés en vain à divers négociants. « Le citoyen Abbéma a été le seul, disent-ils, qui, sans calculer des bénéfices, s'est empressé de venir au secours de notre pays ». Déjà des armements se préparent à Nantes, d'autre part il est chargé d'achats considérables de suif, pour lesquels le Trésor lui a avancé un million en traites sur l'étranger.

Le Comité de Sûreté générale décide alors de procéder à un inventaire de ses papiers, inventaire qui est fait durant les mois de frimaire, nivôse et pluviôse. Le 11 ventôse, le Comité de Salut

(1) A. Mathiez, *op. cit.*

public, auprès duquel est intervenue la commission des subsistances et approvisionnements, demande sa liberté au Comité de Sûreté générale : « nous devons vous dire que le succès de ses opérations dépend de sa liberté, il faut qu'il la recouvre entièrement et promptement, ou renoncer à compter sur lui ». Il fallut encore quelques sollicitations pour que fût ordonnée la libération définitive d'Abbéma, qui eut lieu le 1^{er} germinal. Enfin, le 1^{er} floréal, il obtenait du Comité de Salut public une réquisition le mettant à l'abri de toutes poursuites : « Le Comité de Salut public, en vertu du décret du 27 germinal concernant les mesures de police générale de la République, requiert le citoyen Abbéma, batave, sa femme, ses fils, ses filles, Johannes Boscha, son secrétaire, pour être employés à leur commerce, utile à la République (1) ».

Barère, Carnot, Prieur, Robert Lindet.

Il y eut donc parmi les étrangers des sujets ennemis qui échappèrent, pour des raisons fort diverses, aux mesures de séquestre prises en décembre 1793 et vendémiaire an II. Raisons politiques et raisons économiques entrèrent en jeu pour limiter leur action. Pourtant cette législation eût été appliquée d'une façon assez générale, si une autre mesure n'était intervenue, qui modifia tout à fait la situation, et dont les conséquences devaient se faire sentir durant de longues années : ce fut l'inscription de la plupart des étrangers sur la liste des émigrés.

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4577.

II

ETRANGERS ET EMIGRÉS.

Nombre de sujets ennemis avaient été déjà, en 1792 et 1793, considérés comme émigrés ; leur inscription était, nous l'avons dit, assez illégale. La législation concernant les émigrés ne s'arrêta pas d'ailleurs avec la loi du 28 mars-15 avril 1793. Une autre loi, fort importante, fut votée le 25 brumaire an III, quelques mois après le 9 thermidor, et on peut la considérer comme un véritable code de l'émigration. Parmi les individus qui pouvaient être inscrits, elle signalait dans son titre I, section I, article 1^{er} : « toute personne qui, ayant exercé les droits de citoyen en France, quoique née en pays étranger, ou ayant un double domicile, l'un en France et l'autre en pays étranger, ne constaterait pas également sa résidence depuis le 9 mai 1792 ». C'était reprendre presque mot pour mot et confirmer la loi de 1793.

En outre, cette loi donnait diverses précisions qui ne figuraient pas dans la précédente. N'étaient pas considérés comme émigrés les Français établis ou naturalisés en pays étrangers antérieurement au 1^{er} juillet 1789 : « mais ils sont assujettis, pour ce qui concerne les biens qu'ils ont en France, aux dispositions des décrets relatifs aux différentes nations chez lesquelles ils résident ». L'article 5 spécifie que « les Suisses et leurs alliés composant la Confédération Helvétique ne sont pas compris dans les dispositions de la présente loi ». La section II, définissant l'émigration dans les pays réunis, fixe la date à partir de laquelle on pouvait considérer les absents comme émigrés : le 17 août 1792 pour le département du Mont-Blanc (1), le 27 septembre 1792

(1) Aujourd'hui Haute-Savoie.

pour les Alpes-Maritimes, le 30 décembre pour Monaco, et le 23 mars 1793 pour le Mont-Terrible. Enfin, pour les autres pays réunis, la date à laquelle avait été formulé le vœu de réunion.

Les sujets ennemis pouvaient donc être légalement mis sur les listes d'émigrés par application des lois de mars 1793 et de brumaire an III ; il ne fallait pour cela qu'un domicile en France ou l'exercice des droits de citoyen français. Mais la notion de domicile est une des plus difficiles à appliquer dans la pratique, surtout pour des administrations locales, dont les membres ne sont pas, en général, très habitués aux délicates controverses juridiques. De plus on était en pleine crise révolutionnaire, il fallait aller vite, et la liste des émigrés, sur laquelle furent notés plus de 100.000 noms, ne pouvait être et ne fut pas mûrement étudiée. La rapidité avec laquelle elle fut composée se reconnaît d'ailleurs à bien des faits matériels, qui apparaissent à la lecture : c'est ainsi qu'on inscrit un tel et sa famille, un des fils un tel, sans préciser les prénoms ; les professions sont très souvent omises, il y a des inscriptions globales comme frères un tel, et le même individu est noté plusieurs fois (1).

Il n'est donc pas étonnant que beaucoup d'étrangers y eussent été portés, d'autant que ceux qui habitaient alternativement la France et l'étranger trouvèrent plus prudent de ne pas s'attarder alors dans le pays de la liberté. Les administrations s'attachèrent

(1) En 1796, Portalis écrivait dans un rapport : « Chaque commune grossissait la liste des émigrés de tous les propriétaires qui n'avaient jamais habité son territoire, et qui avaient leur domicile ailleurs ;... Des pères de famille qui ne sont jamais sortis de leur maison, des vieillards qui n'ont jamais quitté leur lit, des représentants du peuple qui n'ont jamais abandonné leur poste figurent parmi les prévenus d'émigration. » D'autre part, M. Marion écrit, dans *Quelques exemples de l'application des lois sur l'émigration*, p. 35 : « Inscriptions de gens qu'on veut perdre ou qu'on veut spolier ; inscriptions de gens que l'on met dans l'impossibilité matérielle de se procurer la preuve de leur non-émigration ; inscriptions de gens que l'on sait n'avoir jamais quitté la France ; inscriptions de gens qu'il a été spécialement délibéré de ne pas inscrire et réinscription de gens qu'il a été délibéré de rayer ; inscriptions de morts ; inscriptions de défenseurs de la patrie ; quelle variété d'abus dans l'application des lois sur l'émigration, et quel effrayant dossier apporterait l'historien qui en posséderait la liste complète et qui en connaîtrait tous les exemples ! »

à peu près uniquement à la question de résidence, et, soit que l'intéressé fût passé à l'étranger, soit qu'ayant plusieurs propriétés en France il ne pût séjourner dans toutes à la fois d'une manière continue, on le considéra comme émigré.

Parmi les sujets ennemis auxquels on appliqua les lois de l'émigration, il en est dont l'inscription fut parfaitement légale, comme celle d'Emmanuel de Salm-Salm, puisque ce dernier avait été naturalisé en 1789.

Pour la plupart de ceux qui habitaient tantôt en France et tantôt en pays ennemi, la question peut prêter à controverse. Leur inscription entraînait certes dans le cadre des lois, puisqu'ils avaient un domicile de fait en France ; mais, si on fait intervenir la notion du domicile de droit, qui est l'endroit du principal établissement, il ne peut y avoir pour un individu qu'un seul domicile ; et si, dans la pratique, il a autant d'intérêts sur l'un et l'autre territoire, on doit le considérer comme domicilié dans son pays natal.

C'était le cas par exemple pour Walter Boyd, qui fut inscrit sur la liste des émigrés le 12 frimaire an II. Etant associé dans une puissante banque anglaise, il avait autant d'intérêts à Londres qu'à Paris. Comme il était de plus Anglais, ses séjours en France n'eussent-ils pas dû être considérés comme de simples résidences ?

D'autres étrangers étaient dans le même cas : tel Edouard de Walckiers. Il avait quitté la France à la fin de 1793, et, en cela, avait assez bien jugé au point de vue de sa sécurité personnelle, puisque, le 28 ventôse an II, le Comité de Sûreté générale ordonnait de l'arrêter et de l'envoyer à la prison de la Force. On ne le trouva pas, et pour cause ; pourtant, à la suite d'un nouvel arrêté pris contre lui le 1^{er} germinal, on apposa les scellés sur son château de Carlepont, après une sérieuse perquisition : il n'y était pas venu depuis cinq mois (1).

Parmi les nombreux princes étrangers qui résidaient ordinairement en France, il y en eut quelques-uns d'inscrits sur la fatale

(1) *Archives Nationales*, registre AF II 292 et carton F⁷ 477550.

liste. Le comte d'Egmont y avait été porté dès le 6 juillet 1793 (1) ; ses petits-enfants, fils de M. de Fuentès, nés Pignatelly, y furent aussi inscrits, à la suite d'une dénonciation faite par Mercier le 18 frimaire an II au comité révolutionnaire de la section de la Montagne. Leur inscription était bien moins régulière encore que celle de M. d'Egmont, puisqu'ils étaient mineurs, que leur père était Espagnol, et qu'ils n'avaient en France qu'une simple résidence.

Le comte Guillaume de Forbach-Deux-Ponts fut inscrit dès le 27 août 1793. Sa mère, Marie-Anne de Forbach, rayée par deux arrêtés précédents, fut à nouveau portée sur la liste le 7 août par le département de la Moselle. Madame d'Arenberg, 1223 rue de la Ville-l'Evêque fut, elle aussi, réputée émigrée.

Divers Anglais, dont la longue résidence en France pouvait être considérée comme un domicile de fait, et qui avaient quitté ce pays lors des graves troubles de 1792-1793, connurent le même sort. Seymour avait été inscrit dès 1792 ; lord Kerry le fut aussi, un an plus tard. Il s'était alors fixé à Bruxelles et protesta vivement auprès du ministre des affaires étrangères, par deux lettres des 9 octobre et 5 novembre, dans lesquelles il demandait surtout qu'on lui rendit ses papiers personnels et les divers portraits de sa famille, dont aucune indemnité ne pouvait le dédommager. « Si vous ne voulez pas m'accorder toute ma demande, disait-il, accordez-moi du moins, je vous conjure, Monsieur, un portrait de ma femme en pastel et sous verre..., étant celui de tous ceux que j'avais d'elle qui lui ressemblait le plus (2) ». Malgré ses supplications, il n'obtint rien.

Pour tous les étrangers que nous venons de citer, et qui tous résidaient depuis longtemps en France, où ils possédaient des biens importants, on peut discuter en droit la question de domicile, mais la légalité de l'inscription et la conformité de la mesure

(1) Voir page 77 et suivantes.

(2) Archives du ministère des affaires étrangères. Angleterre 583, folios 36 et 74.

aux lois de 1793 et de l'an III ne sauraient être sérieusement contestées.

Pour ceux dont il nous reste maintenant à parler, il n'en est pas de même, et la légalité de l'inscription apparaît comme plus que douteuse. Ils n'auraient pas dû être soumis aux lois de l'émigration, et les nombreuses protestations qu'ils firent entendre étaient légitimes, et fondées sur la législation même de l'époque révolutionnaire.

Parmi eux, il faut citer les Suisses, nombreux alors en France. Dès le début, beaucoup furent inscrits, et réclamèrent. Leur voix eut d'autant plus de poids que la Confédération ne s'était pas rangée parmi nos ennemis, et qu'il était politique de ne pas se l'aliéner. Aussi, lorsque, sur l'invitation de la Convention, le Comité de Salut public prit, le 28 frimaire an II, un arrêté pour sauvegarder les droits de la nation suisse, en même temps qu'il mettait leurs propriétés sous la protection des lois (1), il déclara : « Les lois relatives à l'émigration ne s'appliquent pas aux Suisses, qui en vertu des traités conservent en tout temps la faculté de retourner dans leur pays. Les corps administratifs ne peuvent refuser aux Suisses qui désirent retourner dans leur pays les passeports qui leur sont nécessaires ». La loi du 25 brumaire an III ne fera que répéter à peu près cet arrêté.

Pourtant beaucoup de Suisses furent inscrits : dans la Moselle, le citoyen Tschoudy et sa femme ; dans le Haut-Rhin, Henri Bérout et son fils ; dans le Bas-Rhin, Charles-Joseph Herbster ; dans la Drôme, les deux frères Planta-Wildenberg ; dans la Charente-Inférieure, Mme Kalb. Cependant les Suisses n'étaient pas sujets ennemis ou considérés comme tels. Quelques étrangers pourtant, dont les biens furent confisqués, pouvaient légitimement revendiquer cette nationalité et s'appuyer sur l'arrêté du 28 frimaire : tel Diodati, ancien ministre du duc de Mecklembourg-Schwerin, qui fut inscrit dans le Cher et la Seine-et-Oise.

(1) Voir page 144.

D'ailleurs certaines administrations interprétèrent mal l'arrêté, comme le montre le considérant suivant d'un arrêté du Département de Seine-et-Marne, en date du 3 brumaire an III, déclarant que « l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 frimaire semble s'appliquer seulement aux Suisses qui, étant entrés en France, ont conservé le droit de retourner dans leur patrie, et... que, la partie diplomatique n'étant pas du ressort des fonctions administratives du Département, ces administrations n'ont en leur possession aucun moyen de vérifier si les privilèges résultant des divers traités faits avec la Suisse sont favorables ou non aux réclamations à elles soumises » (1).

Beaucoup de Français sortis de France avant 1789, et qui, fixés à l'étranger au service de princes ennemis, devaient être, d'après le décret du 11 brumaire, soumis aux lois de séquestre, furent inscrits sur la liste des émigrés. Ainsi Armand Etcheverry-Valin, qui était depuis 1775 au service de l'Espagne ; Joseph Duc, dit Surville, devenu lieutenant-colonel dans l'armée espagnole, etc... Nicolas-Bernard Duhan, au service de la Prusse depuis 1770, après avoir été inscrit en octobre 1792, avait obtenu sa radiation ; en 1793, le Département des Ardennes le rétablit sur la liste. La Manche inscrivit Constantin-Timoléon Duparc et ses deux filles, naturalisés sujets d'Empire en 1788. On inscrivit aussi Mathias-François d'Alençon dans la Meurthe, Georges Guyot-Maiche, Jacques Périgault de Rocheneuve, au service du roi d'Espagne, bien d'autres encore qui servaient depuis longtemps dans les armées étrangères, où ils avaient obtenu de hauts grades (2).

Des étrangers ou Français naturalisés, ayant de hautes fonctions dans les Cours allemandes, et ne séjournant qu'accidentellement dans leurs terres françaises, furent mis sur la liste : tel Jean-Bernard-Joseph-Georges de Reissenbach, grand bailli de l'électeur palatin, qui, né en Alsace, s'était marié et fixé en 1785

(1) Ce considérant paraît inexact et contraire à l'esprit de l'arrêté : pour savoir s'il est contraire au texte même, il faudrait être sûr qu'il est écrit « aux Suisses, qui » et non « aux Suisses qui ». *Archives de Seine-et-Marne* Q 2653.

(2) *Archives nationales*, F⁷ 6138^a à F⁷ 6138^r selon l'ordre alphabétique.

dans le Palatinat ; tel Louis-Joseph-Maurice de Gohr, baron et grand maréchal de la cour électorale de Bavière ; tel Frédéric-Louis-René de Wurmser, maréchal de camp ; et le plus célèbre Dagobert-Sigismond, comte de Wurmser, le futur feld-maréchal adversaire de Napoléon Bonaparte (1). Le baron Romain de Gailiot, Christian-Charles Cajétan, comte de Thiennes et de Rumbke (2), tous deux belges et chambellans de l'Empereur d'Allemagne, furent eux aussi inscrits sur la liste, dans les nouveaux départements de la Belgique.

Le 9 frimaire an III, les représentants du peuple en Belgique avaient frappé de séquestre tous les biens des sujets ennemis dans la ci-devant Belgique : c'était étendre l'application des lois de septembre 1793 et vendémiaire an II. Là comme partout en France, cependant, les sujets des Etats ennemis absents furent presque tous portés sur la fatale liste. Nous venons d'en citer deux exemples ; on peut en noter bien d'autres, celui de Jacques-Antoine Leclerc, président du Grand conseil de Malines, et celui d'Antoine Weiss, conseiller de l'Empereur en son Conseil des finances de Belgique ; ceux surtout de deux grands princes d'Empire, le prince de Ligne, et le duc de Loos-Corswarem.

La famille de Ligne, qui descend de la branche puînée de la maison de Lorraine, commencée en la personne de Nicolas, comte de Vaudémont, est une des plus anciennes de la noblesse du Hainaut, et porte fièrement sa devise : « *Quo rescumque cadunt, semper stat linea recta* ». Elle était alors représentée par Charles-Joseph de Ligne (3), général pendant la guerre de Sept ans (4). Très bon et d'une grande générosité, il menait d'autre part une vie fastueuse que lui permettait son immense fortune. Fort épris des idées philosophiques, il avait été visiter Voltaire à Ferney ; il

(1) La famille de Wurmser faisait partie de la noblesse immédiate.

(2) *Archives Nationales*, F⁷ 61387 (dossier 148).

(3) Son petit-fils Eugène Lamoral de Ligne (1804-1880) fut candidat au trône de Belgique en 1831 et présida le Sénat de 1852 à 1879.

(4) Parmi les nombreux livres consacrés à la vie si intéressante du prince de Ligne, citons l'ouvrage de V. du Bled : *Le prince de Ligne et ses contemporains*, Paris 1894.

voyageait d'ailleurs beaucoup, et avait reçu de Catherine II le titre de feld-maréchal ainsi que des terres en Crimée. En 1786, il avait quitté Bruxelles et la Belgique pour se fixer à Vienne ; il n'était revenu que deux fois depuis lors dans son pays natal. On ne devait donc pas le considérer comme émigré, puisque son domicile était à Vienne et qu'au surplus, étant prince d'Empire et allemand, il ne pouvait être soumis qu'aux lois concernant les princes ennemis. Ses biens furent pourtant confisqués pour le crime d'émigration, malgré les nombreuses protestations qu'il fit parvenir par le marquis de Lucchesini, ministre de Prusse, et par Barthélemy en l'an III.

On inscrivit aussi Guillaume-Joseph, duc régnant de Looz-Corswarem, descendant des comtes du Hainaut et qui, en sa qualité d'Etat d'Empire, avait lui aussi voix et séance à la Diète.

Car, en France comme en Belgique, ce ne furent pas seulement les simples sujets ennemis qu'on inscrivit illégalement sur la liste des émigrés, mais aussi tous les princes allemands, à peu près, auxquels auraient dû s'appliquer seulement les décrets de mai 1793. La mesure apparaît comme d'autant plus irrégulière que ces princes résidaient presque toujours dans leurs terres souveraines, et fort peu dans leurs terres françaises, et que, de toute évidence, leur domicile de droit était en Allemagne, puisqu'ils étaient princes d'Empire.

On porta sur la liste des émigrés le prince de Linange, le duc d'Arenberg, le prince Constantin de Salm-Salm, dont la principauté était réunie à la France, mais qui l'avait quittée avant la réunion, et le comte de La Layen qui se trouvait à peu près dans le même cas. On considéra aussi comme émigrés les nobles immédiats, tels que les comtes d'Hunoldstein et de Durkheim, les barons d'Andlaw de Birseck, de Bobenhausen, de Reinach, de Kempf, de Froberg, Zorn de Bulach, etc., et des princes apauvres comme Xavier de Saxe-Lusace, qui fut inscrit dans le Loiret, dans l'Aube et dans l'Yonne. Dans l'Aube également fut inscrite la comtesse Amélie de Bavière.

Le fait de sortir de France avec un passeport n'empêchait pas celui qui l'avait obtenu d'être inscrit comme émigré. Nous avons vu que tel avait été le cas pour Crawford et pour bien d'autres en 1792 (1). Plus tard il en fut de même : c'est ainsi que Disney-Ffitch fut mis sur la liste.

De ce cas on peut rapprocher celui des ambassadeurs, dont les biens furent confisqués comme appartenant à des émigrés. M. de Mercy avait obtenu satisfaction en 1793, au moins théoriquement, puisque le Département avait reconnu son droit le 20 avril. Et pourtant, durant des mois, Kruthoffer eut beau réclamer la levée des scellés, il ne put obtenir l'exécution de l'arrêté. En brumaire an II, le Département ordonna même de dresser l'inventaire de ces biens, ce qui laissait prévoir une vente. Le 15 ventôse, Kruthoffer suppliait à nouveau le ministre des affaires étrangères d'obtenir du Comité de Salut public un arrêté pour excepter Mercy des dispositions de la loi contre les émigrés (2). Il n'eut pourtant pas satisfaction, et même fut expulsé de l'hôtel le 1^{er} germinal, ainsi que les autres serviteurs de l'ambassade. « Le Droit des gens et la réciprocité des égards n'existent pas pour les agents d'un gouvernement avec qui on est en guerre », disait le ministre de la guerre Bouchotte (3).

Mercy avait été porté sur la liste des émigrés. M. de Fernan Nuñez le fut-il ? En tous cas il fut traité comme tel, et le séquestre fut apposé chez lui.

Le baron de Grimm, ancien ministre en France, vit aussi ses biens confisqués et protesta auprès de Barthélémy qui appuya vivement sa réclamation. En transmettant la note de Grimm, le ministre écrivait lui-même le 6 frimaire an II à Deforgues, et, rappelant le mot dit par Meister, patriote de Zurich, au sujet du duc de Saxe-Cobourg-Gotha : « je vous réponds qu'il a des idées aussi révolutionnaires que moi-même », il lui mandait : « Ce mot

(1) Voir page 83.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche 364. Mercy fut inscrit par le département de Seine-et-Oise, le 26 brumaire an II.

(3) Kruthoffer fut lui-même emprisonné.

devrait être pour nous un bon avis, et te porter à obtenir toute satisfaction pour le baron Grimm, son ministre en France. Tu m'en donnerais connaissance par une lettre bien motivée, et tu apercevrais, j'en suis persuadé, avec le temps, que cette marche est d'une très sage et très utile politique. Ta lettre circulerait parmi tous les princes d'Allemagne, elle y ferait germer et fructifier les idées qu'il nous importe beaucoup de propager. Je te prie donc de faire bien attention à la demande de Grimm ».

Barthélémy écrivait à nouveau, le 4 ventôse : « Puis-je donc me dispenser d'insister de nouveau fortement auprès de toi... pour que le Comité de Salut public, mettant sous la sauvegarde du Droit des gens les propriétés que possède à Paris le baron de Grimm, ministre du duc en France, ordonne que le séquestre dont elles ont été frappées soit levé sans délai ?... Ce n'est pas Grimm qu'il s'agit de bien traiter, c'est le duc, c'est l'homme ami de notre nation et bienfaiteur des soldats français » (1). Malgré cette intervention et l'utilité diplomatique que présentait la levée du séquestre, Grimm n'obtint pas satisfaction et resta considéré comme émigré, sans peut-être qu'il fût porté sur la liste.

Car il y eut des étrangers, comme aussi des Français, qui, par hasard ou pour toute autre raison, ne furent pas inscrits et dont les biens furent pourtant séquestrés, saisis et vendus, comme s'ils l'étaient. Ce fut le cas du banquier suisse Haller, pour ses biens de Paris et de Villiers-la-Garenne. Ce fut aussi celui d'un Américain William Constable. L'histoire en est assez curieuse, et, quoiqu'elle ne soit pas arrivée à un sujet ennemi, nous la citons parce que d'autres semblables durent se produire, et qu'elle montre combien il était difficile d'obtenir justice, même lorsqu'on avait pour soi tous les droits.

Constable avait acheté une grande maison sise rue de Sèvres, dans la section du Bonnet Rouge. Or le comité révolutionnaire de la section, sans autorisation supérieure, eut l'idée d'y installer une

(1) *Papiers de Barthélémy*, édités par Kaulek, III p. 250 et 437.

maison d'arrêt. Constable, qui était alors en Amérique, fit tenir par son fondé de pouvoir Chassanis sa réclamation aux autorités constituées.

Chassanis s'adressa d'abord au Domaine national, qui, par délibération du 17 frimaire an III, constata que le comité s'était emparé indûment de ladite maison, les Américains étant amis et alliés de la République, et dès lors non soumis aux lois du séquestre ; de plus, le nom de Constable ne figurait pas sur la liste des émigrés. Le Domaine, au surplus, répondit qu'il n'en avait pas autorisé la prise de possession et conseilla à Chassanis de s'adresser au pouvoir exécutif. Celui-ci porte alors ses réclamations devant la commission des administrations civiles, police et tribunaux, qui lui répond le 3 germinal que l'on n'a rien trouvé dans les papiers de l'ancien comité révolutionnaire qui légitimât cette prise de possession, qu'il doit dès lors réclamer auprès du Comité de Sûreté générale, dont dépendaient les anciens comités.

Chassanis expose donc sa demande à ce comité, qui la trouve absolument juste et fondée, et la transmet le 16 thermidor au Comité des finances, lequel en prend connaissance le 27 fructidor an III et renvoie l'affaire à la commission des revenus nationaux pour statuer définitivement. Chassanis va-t-il enfin obtenir satisfaction ? Non, car, le 7 vendémiaire an IV, cette commission déclare au Comité de Sûreté générale que c'est à lui d'en connaître : « La grande direction de la police repose entre vos mains. Vous seuls pouvez donner satisfaction au réclamant ; et, dans cette persuasion, nous vous faisons repasser les pièces de cette affaire.

N. B. — Il est nécessaire d'ajouter qu'il est URGENT de prendre une détermination PROMPTE sur cet objet, parce que, s'il arrivait un fort orage, la maison souffrirait les plus grands dommages par l'état où se trouvent les toits ».

L'affaire traînait encore au début du Directoire. Qu'eût-ce été si l'urgence n'en avait pas été reconnue ? (1).

(1) *Archives Nationales F⁷ 4652.*

Pour finir cette étude déjà longue des sujets ennemis qui furent mis sur la liste des émigrés ou du moins considérés comme tels, il faut dire un mot d'une catégorie d'étrangers qui, si elle n'est pas la plus nombreuse, est sans doute la plus curieuse ; non que leur inscription fût à proprement parler illégale, la loi n'ayant pas songé à l'interdire, mais elle était assez déconcertante, ces étrangers ayant d'excellentes raisons pour être absents. Ce sont ceux qui, condamnés par les tribunaux révolutionnaires, furent mis, après leur exécution, sur la liste des émigrés. Ce fut le cas de Mme veuve Billens, exécutée le 11 pluviôse an II et inscrite le 3^e jour complémentaire de la même année ; l'inscription était, de plus, illégale par le fait qu'elle était de nationalité suisse. Ce fut aussi le cas du célèbre prince Frédéric-Othon de Salm-Kirbourg dont nous avons noté la condamnation.

D'autres encore furent mis sur la liste qui cependant avaient de bonnes raisons pour ne pas résider à leur domicile, puisqu'ils se trouvaient alors dans les prisons de la République : tels le banquier Greffulhe et le ci-devant prince de Hessé, le « général Marat ».

La distinction que nous avons été amenés à faire entre les étrangers, d'après les lois qui devaient s'appliquer à eux, pourrait sembler une pure question de forme et sans grand intérêt pratique. Il n'en est rien, bien au contraire : et il importe de savoir s'ils furent considérés comme princes étrangers, comme sujets ennemis, comme condamnés ou comme émigrés, leurs biens, dans ces différents cas, n'étant pas soumis aux mêmes règles.

Nous avons vu ce qu'il fallait en penser pour les princes allemands. Pour les simples étrangers, la situation légale de leurs biens se trouve précisée dans une lettre adressée le 14 messidor an III par le département de la Moselle au district de Sarreguemines. « Point de doute, citoyens, qu'on ne doive... faire une différence entre les domaines nationaux et ceux qui ne sont que séquestrés comme appartenant à des personnes établies en pays étranger. Mais il est encore une différence à faire entre ceux-ci. Au commencement de la guerre, on a mis le séquestre sur généralement

tous les biens situés en France qui appartenait à des personnes établies en pays étranger... et jusque là, on n'a pu ni dû vendre les biens de cette espèce. Il n'est que ceux des princes étrangers possessionnés en France qui ont dû être aliénés, parce que, comme attachés à l'Empire, ils ont fourni des troupes pour combattre contre la France, et que celle-ci par conséquent avait droit sur ces biens à titre d'indemnité des frais de guerre » (1).

Quant aux condamnés, leurs biens étaient confisqués ainsi que ceux des émigrés.

En fait, hâtons-nous de le dire, les différences établies d'après ces lois n'existèrent pas durant la période de la Révolution qui correspond à l'année 1794. Plus ou moins légalement d'ailleurs, tous les biens, quels qu'ils fussent, que la Régie des domaines eut alors à administrer, furent considérés comme biens nationaux, loués ou vendus comme biens confisqués. Signalons à ce propos l'article 1^{er} de la loi du 26 frimaire an II. « Les biens confisqués au profit de la République, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, seront régis, administrés, liquidés et vendus comme les biens nationaux provenant des émigrés ».

Mais si, au moment du péril, et vu l'urgence des mesures à prendre, on considéra plutôt l'intérêt général que la lettre de la loi, ce qui fit que les différences s'estompèrent, plus tard, au contraire, lorsque les événements permirent d'envisager les cas d'espèce et de revenir à une conception plus juridique des intérêts privés, la question reprit son importance, lorsqu'il s'agit notamment de lever le séquestre.

Avant d'étudier cette évolution vers un régime moins rigoureux, il est intéressant de voir comment furent gérés ces biens et ce qu'ils devinrent entre les mains de l'administration nationale.

(1) *Archives de la Moselle* Q 4501.

III

L'ADMINISTRATION DES BIENS SÉQUESTRÉS.

La masse des biens confisqués ou séquestrés sous la Révolution fut considérable. Les biens d'Eglise et les biens des émigrés représentaient, pour leur part, une valeur énorme, par rapport à leur ensemble, ceux des sujets ennemis furent, de toute évidence, relativement peu importants.

Pour gérer l'ensemble de ces biens, il fallut créer une organisation qui n'existait pas sous l'Ancien Régime, et qui dut se développer au fur et à mesure qu'augmentait la quantité des biens séquestrés. Ce fut la Régie nationale de l'enregistrement, droits et domaines réunis, qui fut chargée de cet immense travail. Elle avait été créée par la loi du 5-19 décembre 1790, sous le nom de Régie de l'enregistrement, pour recevoir et enregistrer les actes : l'organisation ancienne et compliquée des droits de contrôle, insinuation, greffe, centième, denier etc... avait été en effet supprimée. La loi du 18-27 mai 1791 décida de lui donner de plus la régie du timbre, hypothèques, domaines nationaux corporels et incorporels. La régie devait avoir dans chaque département une direction, et, à Paris, elle serait dirigée par douze administrateurs (1).

C'est elle qui existait encore en l'an II, et qui était seule chargée de tout ce qui concernait l'administration, les ventes ou locations des domaines nationaux. Mais le travail immense que représentait de plus en plus une telle gestion vint à dépasser bientôt la limite de ses forces ; et, le 10 germinal an II, une loi créa l'Agence des

(1) Un décret du 14 août 1793 étendit cette organisation aux pays réunis à la France.

domaines nationaux. Celle-ci fut chargée, sous la surveillance du Comité de Salut public, de la recherche des biens nationaux, des appositions de scellés qui auraient été négligées, enfin, et surtout, de la location des biens nationaux. La loi du 28 messidor an II la confirma dans ses fonctions, sous la surveillance de la commission des revenus nationaux.

Une autre loi, du 29 fructidor an II, créa à Paris un Bureau du domaine national, composé de trois membres, qui veillerait à la conservation et à la vente des biens nationaux. Il devait remplacer le Département de Paris et le district, jusque là chargés de ces soins avec la Régie du domaine. Il procéderait à la division des biens nationaux afin de les vendre au mieux, à l'inventaire des meubles et effets, et à celui des titres et papiers. Ce serait lui enfin qui recevrait les déclarations de créances et répartirait les papiers entre les administrations intéressées, Bureau de la liquidation de l'actif et du passif des émigrés, Agence du domaine national, ministères et bureaux divers.

Pour plus de clarté dans les opérations administratives et dans la gestion des biens confisqués ou séquestrés, la Convention vota, par deux grandes lois, en l'an II, le principe du recensement de ces biens. L'article 3 de la loi du 26 frimaire ordonna à l'administration de faire dresser « un état nominatif de tous les individus dont les biens ont été... confisqués au profit de la République » ; le tableau devait être envoyé à tous les départements, districts, municipalités et sociétés populaires.

Le 4 ventôse, l'administrateur Laumond présenta ses observations sur la loi au Comité de législation, objectant la consommation énorme de papier et les frais de transport. Il proposait d'autre part la formation de listes spéciales d'Anglais, d'Espagnols et de princes possessionnés dont les biens n'étaient que séquestrés (1).

Se référant à ces observations, la Convention vota, le 29 ventôse,

(1) *Archives Nationales* D III 363-370.

une autre loi contenant diverses modifications. Les tableaux seraient envoyés seulement aux districts, et des listes spéciales seraient faites pour les sujets ennemis. Dans la pratique, en effet, lorsqu'on dressa les tableaux d'Anglais, d'Espagnols, et de princes possessionnés prévus par la nouvelle loi, on y fit entrer aussi les nationaux de toutes les puissances ennemies, et cet usage fut sanctionné par un ordre conforme donné, le 19 brumaire an III, par la commission des administrations civiles. Les listes devaient être formées dans chaque municipalité par les administrateurs, et écrites par l'agent national ; celui-ci les envoyait alors au district, où se faisait un état général qu'on expédiait aux départements et à l'administration des domaines nationaux.

La mesure préparatoire du séquestre, l'apposition des scellés, avait été très rapidement prise, par les commissaires de sections et de municipalités. Pour que l'administration du domaine pût se mettre en possession des biens ainsi saisis, il fallait donc lever les scellés et procéder à leur inventaire.

Le scellés furent levés par les commissaires des sections, assistés par les commissaires des communes ou des départements nommés à cet effet. Lors de l'inventaire des papiers, on se trouva souvent au milieu d'une foule de documents touchant à toutes sortes de sujets. Au début, les inventaires furent faits par les commissaires des sections, mais il apparut bientôt que ce travail, important et assez compliqué, serait mieux fait par des hommes spécialement chargés de ce soin. C'est en partie pour cela que fut créé, nous l'avons vu, le Bureau du domaine national. Désormais, et pendant tout l'an III, les inventaires furent faits par un commissaire du Domaine national assisté par deux commissaires de section.

A la fin de l'an III, une nouvelle modification fut apportée, s'inspirant des mêmes buts, ainsi que d'une raison d'économie. Un arrêté de la commission des finances, le 29 thermidor an III, supprima la présence des commissaires de section pour les inventaires qui seraient faits dans le bureau du Domaine, au cas où il s'agirait de papiers d'émigrés. Cela concernait, nous le

savons, bon nombre de sujets ennemis. En dehors de la question d'économie intervenait d'ailleurs une question matérielle, 40 ou 50 commissaires se trouvant généralement ensemble dans le bureau, où ils ne faisaient que donner leur signature. Ils furent remplacés par deux commissaires appointés pour le triage des titres, nommés par la commission des revenus nationaux (1).

Le Bureau du domaine national traitait donc tous les papiers séquestrés et procédait à une première répartition. Il envoyait les manuscrits, imprimés ou mémoires pouvant servir à l'histoire, la police ou les sciences, à une agence qu'avait créée la loi du 7 messidor an II, et qui portait le nom d'Agence temporaire des titres. Celle-ci était composée de citoyens versés dans la connaissance des chartes, des lois et des monuments, et elle devait répartir les divers papiers reçus entre les commissions intéressées. Elle siégeait au Louvre, dans la salle des ci-devant Académies Française et des Inscriptions.

Il s'éleva entre elle et le Bureau du domaine national une discussion sur l'étendue respective de leurs attributions. Parmi les documents séquestrés, le Domaine, excédant un peu ses pouvoirs, en avait détruit qui semblaient utiles, et avait envoyé une autre partie directement à diverses commissions, sans passer par l'Agence des titres, et cela assez mal à propos. Aussi, le 21 floréal an III, la commission des revenus nationaux, à laquelle s'était plainte l'Agence des titres, écrivait au Domaine pour lui rappeler la nature de ses attributions : « Il est très important de ne pas laisser anéantir des titres qui peuvent être utiles à l'histoire, aux arts ou aux propriétés de la nation et des particuliers ».

Le 28 prairial, nouvelle lettre : « Quant à ce qui est relatif à la diplomatie, l'art de la guerre, la police et la judicature, il n'y a pas de doute,... c'est à l'Agence des titres qu'ils doivent être déposés... Nous insistons, citoyens, sur la mesure que nous vous avons indiquée, de ne garder que les papiers et titres qui peuvent

(1) *Archives Nationales*, T 1679.

vous être utiles pour la connaissance des domaines et créances appartenant à la République et nous vous engageons à la suivre désormais » (1).

Outre les manuscrits ou papiers intéressants dont nous venons d'indiquer la destination, il y en avait d'autres qui étaient utiles au point de vue politique, et que le Bureau du domaine national ne conservait pas ; c'étaient les papiers ou pièces inciviques qu'il remettait à l'agent national du département, pour les transmettre au Comité de Sûreté générale.

Parmi ceux qui appartenaient à des sujets ennemis, on peut citer 87 lettres de Charles de Hesse contenant notamment sa correspondance avec le ministre Narbonne, les traités passés entre Philippe d'Orléans et Boyd Ker au sujet d'un emprunt en Hollande, une lettre de Quintin Crawfurd annonçant l'émigration de la noblesse d'une province, et émettant l'espoir d'une contre-Révolution, deux paquets cachetés adressés par Fersen à M. de la Tour du Pin, ancien ministre (2).

Mais il était une catégorie de papiers plus importants au point de vue économique, et que l'on trouva en grand nombre dans les objets saisis : les titres de créances, les actions, les certificats de rentes. Ceux qui appartenaient aux émigrés furent remis à l'Agence du domaine national chargé du recouvrement de l'actif. Il y en avait de diverses sortes : ainsi, parmi les papiers de Marie-Anne de Forbach, des reconnaissances de dette signées par son fils se montant à 94.000 livres ; chez Fersen, un brevet de pension de 3.800 livres ; chez Disney-Ffitch, 90 actions de la Caisse d'épargne et de bienfaisance de la Farge, au principal de 90 livres l'une ; chez le comte d'Egmont, divers titres de rentes sur les tailles de la généralité de Paris ou de celle d'Artois.

Parmi les titres, beaucoup furent portés à la Trésorerie. En effet la Convention avait décrété la création d'un Grand Livre de la

(1) *Archives Nationales* T 1677.

(2) *Archives Nationales* T 1688.

dette publique, et tous les anciens titres d'emprunt devaient être portés, avant la date du 1^{er} nivôse an III (1), à la Trésorerie pour que leurs possesseurs fussent inscrits. Or beaucoup de ces titres se trouvaient chez les banquiers étrangers, sous scellés ; et, parmi eux, certains appartenaient à des Français. Le Département, puis le Bureau du domaine, furent donc constamment assaillis de demandes en levées de scellés formulées par les propriétaires qui voulaient recouvrer leurs titres.

Il y en avait beaucoup, notamment chez Boyd ; et comme, vu le nombre considérable de papiers et la longueur de l'inventaire, il était impossible de donner satisfaction à tous les réclamants, le Département prit un arrêté spécial prescrivant au citoyen Mathagon, receveur du Domaine, de porter en masse tous les effets trouvés à la Trésorerie (2).

On en rencontrait aussi sous les scellés des particuliers, et dans ce cas c'était l'Agence du domaine qui les recevait du Bureau et les faisait passer au Trésor. Des sujets ennemis en avaient également dans des banques françaises : ainsi Samuel Drybutter, Anglais, avait chez Desaint divers contrats de rentes viagères. Les scellés avaient été apposés, puis, après inventaire, les contrats furent remis aux commissaires de la section : pour obtenir un certificat d'inscription au Grand Livre, ceux-ci les remirent au banquier et ce fut lui-même qui les déposa à la Trésorerie (3). On y établit aussi un état des inscriptions dues aux intéressés de la ci-devant Caisse d'escompte : parmi eux, il y avait 97 étrangers (4). Quant à Féline, il remit lui-même à la Trésorerie les titres de ses

(1) C'était la loi du 4^e jour complémentaire an II qui avait prolongé le délai jusqu'à cette date.

(2) Le 13 frimaire, devant les réclamations, et vu l'urgence, le Bureau du domaine national avait pris un arrêté ordonnant au citoyen Lalande, chargé de l'inventaire, de chercher avant tout les registres de recettes et de dépenses, de les coter et de les parapher, enfin de les faire passer aux Archives du domaine pour en donner copie.

(3) *Archives Nationales* T 1617.

(4) Voir p. 71.

clients sujets des puissances ennemies. Le mode d'exécution n'était donc pas toujours absolument le même.

Parmi les titres actifs séquestrés, il en est aussi qui suivirent une voie différente, irrégulière certes, mais qu'imposa la force des choses. Divers vols furent en effet commis au Bureau du Domaine national. Dans la nuit du 26 au 27 brumaire an III, des individus, passant par le jardin et les fenêtres de la maison d'Uzès, où se trouvaient réunies les archives du domaine, s'introduisirent dans les bureaux et emportèrent beaucoup de papiers : la plupart de ceux qui disparurent ainsi se trouvaient être des titres actifs. Il y eut un rapport à la commission de police administrative de Paris, mais on ne put mettre la main sur les coupables (1). En 1806, lorsqu'on rechercha les titres de créance de l'Etat sur les banquiers étrangers, il fut répondu par l'administration « qu'en l'an III et en l'an IV il avait été soustrait une très grande quantité de titres actifs, provenant notamment des banquiers, agents de change et princes français, et qu'il était difficile d'éclaircir l'affaire » (2).

L'administration, gardienne des biens séquestrés, devait aussi s'occuper de leur passif ; car, en sa qualité de représentant des étrangers, elle se trouvait tenue de payer leurs dettes. Les lois qui avaient ordonné le séquestre n'avaient pas spécialement prévu que les créanciers des sujets ennemis se feraient inscrire, puisque, la séquestre n'étant que provisoire, il n'y avait pas lieu de liquider la situation, mais seulement d'administrer les biens en attendant le rapport des mesures prises. Pourtant beaucoup d'ennemis se trouvaient soumis aux lois de l'émigration, ce qui créait une situation toute différente.

Un bureau spécial, installé dans la maison Saint-Jean en Grève, était chargé de procéder à cette liquidation, sous le nom de « Bureau de liquidation de l'actif et du passif des émigrés ». Les

(1) *Archives Nationales* T 1693.

(2) *Archives de la Seine, Domaines*, 65, dossier 7.778.

diverses lois avaient prévu les démarches à effectuer, pour se faire reconnaître comme créancier (1).

Au surplus, la loi du 9 ventôse assimila à peu près complètement tous les biens mis sous la main des corps administratifs, déclarant dans son article 6 : « Les créanciers des émigrés n'auront désormais qu'une seule déclaration et qu'un seul dépôt de titres à faire. Ils le feront au secrétariat du district du dernier domicile de leur débiteur, indiqué par la liste générale arrêtée en conformité de l'article 2 du décret du 27 brumaire ». Et, dans son article 7, elle disait : « Les créanciers des déportés, des prêtres reclus, des Anglais, des Espagnols et des princes étrangers qui sont en guerre avec la République, ou au service de ses ennemis, des personnes mises hors la loi ou condamnées avec confiscation de biens, sont assujettis aux mêmes déclarations et dépôts de titres que les créanciers des émigrés ».

Une fois la créance déclarée, il s'agissait de la faire reconnaître bonne et valable par l'administration, en l'espèce par le Département. Si elle était reconnue telle, et supérieure à 800 livres, le créancier était renvoyé, conformément à la loi de mars 1793, à se pourvoir devant la liquidation générale des dettes, ou même éventuellement devant la commission des revenus nationaux. Si au contraire la créance était faible, c'était le receveur de l'administration du Domaine dans le canton qui versait la somme, sur les fonds perçus par lui.

Certaines liquidations furent faites d'ailleurs selon un mode spécial ; celles qui suivirent la confiscation des biens des divers banquiers étrangers, et notamment de Boyd, Walckiers, Grenus, émigrés, de Kock, Gusman et Vandenyver, condamnés (2). Leurs

(1) Signalons que certains biens eurent une administration spéciale : les terres possédées autrefois à titre de souveraineté par des princes allemands furent considérées comme des biens nationaux de première origine, administrées comme le Domaine de la Couronne et la liste civile, les créanciers devant s'adresser à la liquidation générale.

(2) Notons aussi que des lois spéciales régirent la liquidation des intérêts qu'avaient, dans les établissements de commerce et les manufactures, les individus dont les biens se trouvaient confisqués. Ce sont les lois des 17 frimaire et 27 ventôse an III, cette dernière rectifiée le 4 germinal.

affaires avaient été trop importantes et touchaient à trop d'intérêts privés, il restait encore trop d'opérations en cours, compliquées et délicates, pour qu'on pût les confier aux administrations ordinaires qui auraient manqué de la compétence voulue pour les mener à bien, d'autant que la liquidation devait en être fort longue.

Aussi employa-t-on une autre méthode. Au début de l'application de la loi, diverses solutions avaient été envisagées. C'est ainsi que Vandenyver avait obtenu, au mois de vendémiaire, la permission de correspondre avec son gendre et ses commis au sujet de ses affaires commerciales courantes (1). D'autre part, la levée des scellés apposés sur leurs papiers fut toujours faite devant les banquiers eux-mêmes : on trouve ainsi de nombreux arrêtés du Comité de Sûreté générale ordonnant de les extraire de prison pour qu'ils puissent assister à l'opération, et de les réintégrer ensuite. Ils pouvaient de ce fait aider à l'inventaire et donner les renseignements nécessaires sur leurs affaires.

Le Comité de Sûreté générale sentit bientôt la nécessité de prendre une décision définitive ; et, « sur les observations à lui transmises relatives à la nécessité de mesures provoquées par l'état d'arrestation dans lequel se trouvent plusieurs banquiers », il rendit, le 27 vendémiaire, un arrêté ainsi conçu : « le Comité charge et autorise le citoyen Ducange à procéder en présence de chacun des banquiers mis en état d'arrestation ou le fondé de procuration de leur part, à la levée des scellés apposés sur leurs papiers, registres et bureaux, en s'adjoignant toutefois deux membres du comité de surveillance des sections respectives, procéder à l'examen et dépouillement desdits papiers et registres et distraire ceux qui pourraient être suspects, et ensuite à la réapposition des scellés ».

Vadier, Elie Lacoste, Lavicomterie, Louis du Bas-Rhin (2).

(1) Voir page 137.

(2) *Archives Nationales*, registre AF II 290.

Enfin, un décret du 19 pluviôse an II nomma Ducange liquidateur spécial des masses commerciales des banquiers et négociants condamnés ou émigrés. Ce fut donc lui seul, et non pas les commissaires du département ou de la municipalité, qui dut procéder aux inventaires des effets et titres commerciaux desdits banquiers (1). Chez Vandenyver, le procès-verbal d'inventaire, en date du 5 germinal an II, mentionne 497.695 l. 18 s. 3 d. d'effets à recouvrer ; chez Boyd Ker, le total est de 463.041 l. 7 s. 9 d. (procès-verbal du 3 floréal an II) ; chez de Kock, 14.000 l. (procès-verbal du 17 prairial an II) ; chez Grenus, 3.874.955 l. 2 s. 1 d. (procès-verbal du 17 messidor) ; chez Gusman enfin les effets à recouvrer sont de 22.780 l.

La liquidation commerciale terminée, Ducange remit les pièces, le 25 germinal an IV, au vérificateur de l'enregistrement et des domaines (2).

Les opérations de l'administration du domaine ne consistaient pas seulement à inventorier et à trier les titres séquestrés, ou à liquider les dettes et les créances des banquiers. Elle se trouvait en présence de biens meubles ou immeubles considérables : il fallait les gérer, les faire fructifier, veiller à leur conservation comme l'eussent fait les véritables propriétaires.

La Régie dut parfois ester en justice en leur lieu et place, ou réserver certaines affaires pour leur donner suite. Ainsi elle s'occupa en l'an II de la rupture du contrat autrefois passé entre Cabarrus et divers ingénieurs pour l'établissement du canal Royal

(1) Pour les autres papiers séquestrés chez ces étrangers, le mode ordinaire fut suivi : le décret ne s'occupait que de l'actif des banquiers et non de leur passif. Le mode opératoire apparaît bien dans un arrêté du Département de Paris, en date du 13 germinal an II, nommant un commissaire qui, assisté de deux commissaires de la municipalité ou de la section, lèvera les scellés. Il le charge : 1° de rechercher les titres de l'actif commercial, d'en dresser un état et de les remettre à Ducange ; 2° de mettre tous les autres papiers dans des cartons et de les transporter au Département.

(2) *Archives de la Seine* (Domaines 65). — A cette époque, les assignats perdaient déjà beaucoup de leur valeur ; signalons, pour évaluer en numéraire les sommes ci-dessus, que leur cours oscillait alors entre 34 et 38 %.

de Paris. Le procès avait été gagné au Châtelet en 1790, mais l'ingénieur Geney avait fait appel. Le Département et l'Agence du domaine eurent à reprendre l'affaire ; la chose fut d'autant plus délicate que l'on ignorait les arguments des associés en première instance, les jugements d'autrefois ne faisant pas mention des moyens de fait et de droit employés par les parties (1).

En inventoriant les papiers du comte d'Egmont, on retrouva les dossiers de la vente des terres et baronnie d'Hierges en Hainaut, vente faite en 1749 au comte d'Erquelines. Le paiement, semblait-il, n'avait pas été total et l'affaire fut jugée intéressante par la Régie, qui inscrivit en mettant de côté les pièces : « il paraît certain qu'il est redû sur le prix d'Hierges, et cette affaire est bonne à être revue ».

Parmi les biens dont la Régie avait pris possession, certains, à raison de leur valeur ou de leur intérêt, ne devaient pas rester entre ses mains et diverses lois en disposaient d'une manière spéciale. Divers décrets avaient soustrait à la vente : les matières d'or et d'argent (31 août 1792), les statues, vases et objets d'art (16 septembre 1792), les objets propres au campement des troupes (17 octobre 1792), le fer, le cuivre et l'étain pour la fonderie de canons et la monnaie (13 brumaire an II), enfin les bijoux. L'or, qui se trouvait souvent en quantité importante, devait être porté à la Trésorerie Nationale : ainsi le médecin Comyn possédait pour 52.976 livres d'or, et on les versa au Trésor. Les bijoux, les montres et objets d'or, étaient dirigés sur la Monnaie pour être fondus (2). Quant à l'argent monnayé, il était envoyé dans les caisses des receveurs de l'enregistrement, et les matières d'argent remises au district.

Quant aux objets d'art, dont pouvaient profiter les collections de l'Etat, ils étaient transportés dans les dépôts nationaux par les

(1) L'administration représentait dans cette instance les deux espagnols Lalanne et Cabarrus, émigrés. *Archives de la Seine*, Domaines 763.

(2) *Archives de la Seine*, Domaines 785. C'est ainsi que dans l'inventaire de l'anglais Aubert on trouva une montre en or, à cadran émaillé, marquant heures et minutes, qui fut évaluée 144 livres.

soins de la commission des Arts et Monuments (1). D'ailleurs celle-ci avait parfois du mal à remplir ses fonctions, les diverses commissions exécutives enlevant souvent pour leur propre compte des objets d'art ou précieux. Aussi, le 25 vendémiaire an III, le Comité d'instruction publique prit un arrêté spécifiant que seule la commission temporaire des Arts pourrait donner des ordres pour ces enlèvements, étant là pour recueillir les objets destinés tant à l'instruction publique qu'à la décoration des monuments. Sans son ordre, le Bureau du domaine, désormais, ne livrerait plus rien.

Or certains étrangers possédaient de fort belles collections et des objets de valeur. C'était le cas de Crawford, dans son hôtel de la rue de Clichy. La Monnaie reçut son argenterie, ses objets de vermeil ; ses harnais et objets d'équipage furent déposés à l'hôtel de Montmorency ; le fer, le cuivre, le plomb, furent transportés au dépôt national de l'hôtel Maupeou, rue de l'Université ; enfin des voitures entières de literie furent envoyées au dépôt de la rue Saint-Louis. Les objets d'art quittèrent l'hôtel pour aller meubler quelques palais nationaux (2).

Chez Disney-Ffitch, au domaine de Retz, se trouvaient aussi de fort belles choses. Les porcelaines ou jattes de Chine et la lanterne qui ornaient le pavillon chinois du parc, ainsi que divers vases et bronzes, des tableaux de maître, dont un de Van Loo,

(1) Les meubles et objets d'art furent envoyés en général à l'hôtel de Nesles, rue de Beaune. Un décret du Comité d'instruction publique du 1^{er} germinal an II permit à la commission du Muséum d'y transporter ce qui pourratt y entrer. Voici, d'après le registre de décharge du dépôt de Nesles, les objets d'art provenant de sujets ennemis qui y furent envoyés : à Q. Crawford, un *Prométhée* de l'Espagnolet, six marbres, une table en granit rose, une tête de Raphaël et dix autres tableaux ; à M. d'Egmont deux vases sur bronze, divers tableaux et deux bronzes, représentant Henri IV et Marie de Médicis, qui allèrent au Louvre ; à Grimm, un portrait d'homme et un portrait de Louis XV grandeur nature ; à Jerningham une cuve en granit vert, un tableau rond d'après Raphaël, divers dessins ou pastels ; à lord Kerry cinq vases en bronze doré, une reproduction du *Gladiateur mourant* et des tableaux. Voir à ce sujet *Les tableaux et objets d'art saisis chez les émigrés et condamnés et envoyés au Muséum central*, par M. Furcy Raynaud.

(2) *Archives Nationales* T 1610.

furent transportés à Versailles, pour le Muséum. Il y avait dans les serres de superbes plantes exotiques, évaluées le 6 pluviôse à 1.591 livres 8 sols. Le conseil général aurait voulu les vendre, et, le 9 frimaire an II, attendu « que les fleurs, arbustes et arbrisseaux en serre chaude sont des objets de luxe, dont les frais de dépense sont considérables, qu'il est de l'intérêt de la République de faire cesser au plus tôt cette dépense », il pressait le Département d'en ordonner la vente au plus offrant et dernier enchériseur. Cependant la Convention veillait à toutes les richesses nationales, qu'elle qu'en fût l'espèce, et elle avait, le 16 septembre, commis un professeur du Muséum à l'effet de rechercher les plantes exotiques, en prescrivant la conservation des jardins botaniques et des plantes rares. L'administration du Domaine s'opposa donc à la vente, et vingt des plus belles plantes furent déposées au Dépôt national (1).

Rien n'était oublié. Ainsi, chez l'espagnol Ocariz, à Paris, on trouva un collier de la Toison d'Or en cuivre doré, et on le confia au Dépôt national. La bibliothèque de l'anglais Belasyse à Pontoise fut envoyée au dépôt littéraire de Versailles.

Parmi les objets trouvés, certains pouvaient être utilisables pour les besoins militaires ou civils. C'est ainsi qu'on réquisitionna les voitures. On trouva notamment chez Vandenyver, 24 rue Vivienne, un cabriolet estimé 500 livres, une diligence de 800 livres, deux berlines évaluées 1.000 et 1.200 livres, un cabriolet de 1.000 livres, deux paires de harnais de 200 livres, enfin une selle anglaise estimée 60 livres. Le tout fut mis à la disposition de Trouville, directeur des voitures de la République (2). La literie, les meubles et le linge étaient, en général, réquisitionnés pour le service des hôpitaux et des arsenaux.

Dans certains immeubles séquestrés, où s'installèrent des administrations publiques, on laissa les meubles ou objets qui les garnissaient. Cela n'alla pas toujours sans inconvénients. Ainsi l'hôtel

(1) *Archives de Seine-et-Oise* Q 779.

(2) *Archives de la Seine*, Domaines 1448 (dossier 3356).

de la duchesse de l'Infantado fut occupé durant l'an III par la commission du commerce ; et elle dut se soucier bien peu de son entretien et de la conservation des meubles de valeur, car l'architecte du Domaine Galimard écrivait : « la commission s'est emparée de cette maison, remplie de glaces de la plus grande beauté, sans en avoir prévenu l'agence pour en faire dresser l'état... Je vois avec peine que la commission du commerce enlève les glaces de toutes les maisons nationales. Si on calculait la dépense que ces enlèvements occasionnent, la casse, les détériorations et le fort que la privation de ces glaces fait aux propriétés, on aurait bientôt donné des ordres pour les faire subsister. Je t'invite encore à transmettre à l'agence cette observation qui est plus importante qu'on ne pense » (1).

*
**

Une fois mise en possession de ces biens, la Régie s'occupait de l'administration proprement dite des biens séquestrés ; c'était elle qui percevait les revenus, engageait les dépenses, ordonnait les réparations, louait et vendait les domaines.

Il y eut pourtant quelques cas de régies particulières, surveillées d'ailleurs par le Domaine, qui exigeait des redditions de comptes. C'est ainsi que la terre de Retz fut, durant l'an II et l'an III, administrée par le citoyen Simon. L'administration au surplus n'estimait pas qu'un tel régime fût souhaitable, et pressait les autorités d'ordonner la vente ou la location de la propriété, vu l'existence d'un fort excédent des dépenses sur les recettes. Et pourtant Simon n'avait pas borné sa régie à une simple garde, mais s'était entièrement consacré à l'ensemencement et à la culture des terres (2).

Le plus souvent, le Domaine géra lui-même, surveillant et payant les préposés choisis par lui. Dans chaque canton, un bureau de perception encaissait les revenus, c'était lui qui liqui-

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 752.

(2) *Archives de Seine-et-Oise* Q 778.

daient les créances diverses, soit que le district, qui en avait reçu la déclaration, les lui envoyât, soit qu'il en connût immédiatement lui-même. Si la créance ne dépassait pas 800 livres et était présentée par des ouvriers, domestiques ou fournisseurs, le Domaine délivrait, conformément à l'article 44 de la loi du 28 mars, des mandats de paiement sur le bureau du receveur.

C'était lui aussi qui était chargé d'exécuter les libéralités que la loi n'avait pas annulées, et que le Département reconnaissait pour valables. Par exemple, le 22 fructidor an II, le département de la Seine-et-Oise ordonnait le paiement de 300 livres au citoyen Arnoult et à la citoyenne Comelin, domestiques du médecin Comyn, la loi de mars 1793 prévoyant que les dispositions rémunératoires contenues dans les actes authentiques en faveur de nourrices, instituteurs et domestiques, seraient exécutées (1).

Le Domaine eut aussi parfois à se prononcer sur les demandes en secours alimentaire ou en restitution d'effets, faites par des étrangers auxquels la mesure du séquestre enlevait tous moyens d'existence : certains en étaient même réduits à vivre de la charité publique.

Beaucoup réclamèrent, mais il leur fut difficile d'obtenir satisfaction, si l'on en juge par l'exemple de John Wilkis, commerçant de Marseille et sujet anglais, qui fut arrêté avec sa femme, quoiqu'il eût manifesté de ses bonnes dispositions envers la France, notamment en obtenant du commandant de Gibraltar l'échange de différents prisonniers français contre un nombre inférieur de soldats anglais. Il ne se plaignit pas d'ailleurs de cette mesure, dans laquelle il voyait la sagesse de la Convention, mais il réclama quelques effets. « L'exécution de la loi, écrivait-il, ne doit pas être plus rigoureuse que la loi elle-même. En ordonnant que les Anglais seront détenus, elle ne prescrit pas de séquestrer leurs effets, et de les priver de tout secours... Je suis vieux, infirme et malade ; mon

(1) *Archives de Seine-et-Oise* Q 776.

épouse et moi, nous n'avons pas même une seule chemise de rechange à notre disposition ; et telle est ma situation actuelle que, pour me garantir du froid, je suis obligé de garder le lit presque toute la journée ». Il obtint un avis favorable du Directoire de district, le 23 brumaire an II, et un autre, du directeur des domaines, le 7 frimaire ; pourtant la décision du Département, ordonnant de lui remettre ses effets, n'intervint que le 9 messidor, en plein été et huit mois après sa réclamation (1).

Pour les créances que pouvaient posséder les sujets ennemis, c'était le District qui recevait les déclarations et percevait les sommes. Il y eut quelques poursuites engagées pour non-déclaration des sommes dues aux étrangers ; c'est ainsi qu'à Montpelier, Roberty et fils furent condamnés tous deux à payer 40.000 livres d'amende (2).

Il s'éleva aussi des difficultés provenant des troubles monétaires.

Bien des débiteurs ne voulurent pas, au début, payer le change ; l'administration n'accepta alors le paiement que comme acompte, et poursuivit les récalcitrants devant les tribunaux pour le soldé. La question fut d'ailleurs résolue par la loi du 18 messidor an II : les monnaies étrangères seraient réduites en monnaie de France, d'après la cote du jour du décret de séquestre, et les sommes ainsi calculées seraient déposées, en assignats, dans les caisses des districts. Les receveurs devaient envoyer immédiatement les fonds à la Trésorerie, pour y être mis dans la serre à trois clefs, destinée aux dépôts et consignations. La loi fut modifiée par celle du 16 thermidor en ce qui concernait les sommes dues par les ouvriers, manufacturiers ou marchands, pour les marchandises sujettes au maximum : dans ce cas, les sommes ne seraient calculées qu'un tiers au-dessus du pair ordinaire.

Enfin, la Régie du domaine dut s'occuper de louer les biens nationaux. C'était certainement la partie de l'administration la

(1) *Archives des Bouches-du-Rhône* Q 2145.

(2) *Archives de l'Hérault*.

plus importante, l'intérêt économique ordonnant de ne pas laisser improductifs des biens aussi considérables.

Au début, les adjudications furent faites d'accord entre la Régie et les Directoires de départements. A dater de la création de l'Agence des domaines, ce fut elle qui s'en chargea, au lieu et place de la Régie trop occupée. Enfin la loi du 29 fructidor remplaça, à Paris, le Département par le Bureau du domaine dans ces fonctions.

Tous les baux passés par l'administration furent faits sous les charges ordinaires. Les baux étaient à volonté réciproque, le locataire ne pouvant sous-louer sans le consentement de l'administration : toutes les réparations locatives étaient à sa charge, la Régie ne répondant que du clos et du couvert ; le locataire enfin devait payer six mois de loyer d'avance ou donner caution, sinon on procédait à une nouvelle adjudication à la folle enchère.

La plupart des biens nationaux furent loués, mais souvent à bas prix, car ils n'étaient pas en très bon état. Parfois même aucun locataire ne se présentait. Ce fut le cas, le 1^{er} prairial an II, pour l'hôtel de l'Infantado : devant cet insuccès, la commission du commerce s'en empara. Les maisons de Disney-Ffitché, à Paris, celles de Vandenyver furent louées. Celles de la cour de la Juiverie devaient être en bien mauvais état, puisque, en l'an III, une jeune fille se noya dans l'un des trois puits, la margelle ayant cédé (1).

L'hôtel de Boynes fut loué aux citoyens Roussel et Ricez, qui semblent avoir été des spéculateurs comme l'on en trouva tant à cette époque, qui louaient ou achetaient les biens nationaux pour les revendre ou les sous-louer à des prix très rémunérateurs. Leur entrée en possession fut d'ailleurs troublée, parce que les scellés avaient subsisté, et que Disney avait laissé divers animaux dans son domaine du faubourg Saint-Martin, comme en témoigne cette lettre du 4 brumaire an III : « nous avons voulu faire en allé (*sic*) les bestiaux qui ravage (*sic*) le jardin, vigne et arbre à fruit par

(1) Archives de la Seine, Domaines 533 (dossier 1118).

(*sic*) chèvre et cheval ; dans les cours, il y a un cerf, des moutons, des poules, des dindes qui n'ont d'autre asile que de couché (*sic*) au premier, vu que le cellée (*sic*) est dans tout le rez-de-chosée (*sic*). Le gardien a deux plaines chambre (*sic*) de lapin (*sic*) et d'autres » (1).

La description est sans doute fort exagérée, et les locataires cherchaient ainsi à obtenir une plus forte indemnité. Néanmoins, on comprend que dans des circonstances analogues, même plus engageantes, les locataires ne se fussent pas précipités en foule et que les prix trouvés fussent peu élevés. Si la location des biens nationaux était d'ailleurs pour l'administration un problème important, elle était surtout occupée de les vendre, ce qui la déchargeait des difficultés de gestion et liquidait la situation.



La vente des biens séquestrés fut-elle légale ? Non, pour ceux des étrangers qui furent ou auraient dû être soumis aux lois de septembre 1793 et de vendémiaire an II. Quant aux sujets ennemis inscrits comme émigrés, la vente de leurs biens fut légale, si l'on considère leur inscription comme régulière : nous avons déjà dit ce qu'il fallait en penser.

La question se posa également pour les biens des princes allemands. Voici d'ailleurs une lettre écrite le 19 messidor an III par la commission des revenus nationaux, pour être transmise au district de Sarreguemines, qui lui avait demandé le 4 prairial s'il fallait continuer à vendre les biens des divers étrangers.

« Nous ne pensons pas, Citoyens, que les administrateurs qui vous ont précédé aient agi irrégulièrement dans cette circonstance. En effet, les biens des princes étrangers, situés sur le sol de la République, doivent être considérés comme confisqués au profit de la nation lorsqu'il est notoire que les ci-devant possesseurs desdits biens sont en guerre contre la République ou au

(1) *Archives de la Seine, Domaines* 519.

service de ses ennemis ; l'article 46 du décret du 3 juin ne laisse aucun doute à cet égard (1)... Quant aux biens appartenant à d'autres propriétaires étrangers, qui n'avaient point en France un second domicile, ils doivent seulement être séquestrés, attendu que la loi du 28 mars 1793 n'autorise à considérer comme émigrés que ceux qui avaient un double domicile, dont l'un en France et l'autre en pays étranger » (2).

C'était la manière juridique d'envisager la situation, mais il faut noter que cette lettre date de la fin de l'époque Conventionnelle, et que déjà, l'esprit ayant changé, la réaction commençait à se dessiner. Au surplus, il y eut, dans les divers départements, des hésitations nombreuses pour l'application de ces lois : on en trouve un exemple dans le cas des biens du duc de Richmond, en son duché d'Aubigny.

La Convention avait, en 1793, voté un décret spécial le concernant, et sa situation était, de ce fait, particulière. Le District ne savait pas exactement ce qu'il convenait de faire, et écrivait, le 19 fructidor an II, au Département : « le Comité d'aliénation et la commission des revenus nationaux, consultés sur la question de savoir si les biens de Lenox (*sic*) doivent être vendus comme domaniaux ou comme provenant d'émigrés nous ont promis une réponse que nous attendons encore » (3).

Quoiqu'il en soit, que les biens fussent vendus comme provenant d'émigrés ou non, nombreux furent ceux que l'on adjugea, sans plus ample information. D'abord la Régie chercha à vendre les meubles. Elle était ainsi déchargée des frais d'entretien, et, de plus, les meubles une fois vendus, il n'était pas besoin de gardiens de séquestre dont il fallait rémunérer les services et qui, au surplus, semblent avoir laissé un assez mauvais souvenir. En ventôse an III, Bourdon de l'Oise disait à la Convention : « gar-

(1) L'article était ainsi conçu : « la présente loi est déclarée commune aux biens possédés dans le territoire de la République par les princes étrangers qui sont en guerre contre elle ou au service de ses ennemis. »

(2) *Archives de la Moselle* Q 4501.

(3) *Archives du Cher* Q 375.

diens ou fripons, c'est la même chose ». Le 24 messidor an IV, Dalphonse dira aux Anciens : « le temps est venu de porter un œil sévère sur ces infidélités nombreuses, sur ces dilapidations horribles, qui ont ébranlé, dévoré la fortune publique et composé de ses lambeaux des fortunes nouvelles qui scandalisent autant qu'elles étonnent » (1). D'ailleurs, eussent-ils été honnêtes, les frais de garde se trouvaient toujours onéreux, et il n'était pas facile de trouver des gardiens, ceux-ci s'estimant généralement trop peu payés (2).

Comme on ne pouvait songer à réunir tous les mobiliers dans les dépôts nationaux, on en vendit beaucoup sur place. On vendit même à peu près tout, puisque Dubois-Crancé put dire, le 21 brumaire an III : « la plupart des gens qui avaient été en prison, puis relâchés parce qu'on n'avait pu établir aucun fait à leur charge, ne trouvèrent pas en rentrant chez eux une pailleasse pour se coucher. On avait pris ou vendu tout ce qui leur appartenait, et c'était sans doute pour cela qu'on les avait incarcérés ».

Les ventes étaient faites par un commissaire aux inventaires et ventes, nommé par le Département et assisté de deux commissaires de la municipalité. Elles étaient toujours précédées d'un inventaire, conformément à la loi du 24 avril-2 mai 1793 qui avait réglementé l'opération, à la suite de nombreux abus qui s'étaient produits. Elle avait proclamé la nécessité d'un inventaire, la distraction des objets d'art et des meubles précieux qui seraient adjugés en ventes particulières, et l'interdiction de vendre quoi que ce soit au-dessous de l'estimation. Le 6 ventôse an III, une autre loi réglementa les ventes, en distinguant deux classes parmi les meubles : celle des effets précieux destinés au Muséum, et celle des meubles ordinaires qui seraient seuls vendus.

Les ventes de mobiliers furent faites avec une très grande activité sous la Convention, surtout à dater de brumaire an II. Malgré

(1) Marion, *op. cit.*

(2) Lettre du 12 thermidor an III, adressée au district de Versailles pour la garde du château de Prunay. *Archives de Seine-et-Oise* Q 781.

les précautions prises, elles ne furent pas, semble-t-il, très rémunératrices: la publicité était insuffisante, les affiches trop laconiques, les désignations d'objets trop peu précises (1). Parmi les étrangers dont les meubles furent vendus, nous pouvons citer Quintin Crawford : l'inventaire fut clos le 30 octobre 1793, et la vente commença le 12 brumaire an II ; elle occupa 23 vacations, de 9 heures du matin à 4 heures du soir, et ne se termina que le 23 frimaire. Ce fut une des ventes les plus importantes de l'époque, puisqu'elle rapporta 53.785 l. 15 s., et que l'assignat avait relativement peu perdu (2). Plus tard, vu la chute du papier-monnaie, les prix enflèrent, mais la valeur réelle obtenue fut fort inférieure. On vendit les meubles de Disney-Ffitch, rue d'Anjou, les 12 ventôse et jours suivants, pour 25.245 l. 13 s. — ceux de Charles de Hesse, 16 rue des Piqués, le 11 germinal, pour 8.552 l. 11 s., — et ceux de Guillaume de Forbach, rue du Regard, en floréal, pour 6.126 l. 18 s. (3).

On vendit aussi dans les départements : ceux de Seymour, le 13 messidor an II, pour 10.533 l. 19 s. ; ceux de Disney-Ffitch le 6 prairial an III, pour 46.648 l. 15 s. Ceux de Boyd, à Boulogne, furent également vendus. En pluviôse an II, en effet, la Régie avait été informée par son receveur de Neuilly, Thibault, que l'humidité les abîmait, et qu'il y avait lieu de les liquider, ce qui fut exécuté immédiatement — irrégulièrement d'ailleurs — par des commissaires de la municipalité, sans officiers ministériels et sans que les expéditions en fussent faites sur papier timbré. Tout fut adjugé, meubles, bestiaux, jusqu'aux daims que Boyd élevait dans son parc.

Si beaucoup de meubles furent vendus à cette époque, les adjudications d'immeubles aussi furent nombreuses. C'est surtout à dater du 1^{er} germinal an II que la vente des biens nationaux prit

(1) Pour tout ce qui concerne la vente des biens nationaux, voir les ouvrages de M. Marion.

(2) Les 100 livres en assignats valaient alors 47 l. 10 s. en numéraire.

(3) A cette époque, la valeur de l'assignat oscillait aux alentours de 40 %.

une grande extension. Auparavant, l'ardeur déployée par l'administration n'avait pas été très vive, du moins partout. Le 27 ventôse an II, quelques districts, ceux d'Arles, de Sancoin (Cher) de Bourg (Bec d'Ambez), de Lure, d'Ambert, de Cosne et de Doullens n'avaient pas encore commencé leurs opérations (1). En l'an III, au contraire, il y eut une si grande quantité d'achats d'immeubles que l'on n'en avait jamais tant vus, et que, de ce fait, les études de notaires se trouvèrent rappelées à la vie.

En général ces biens furent vendus aux enchères, selon les diverses lois de l'époque. La législation sur ces matières varia d'ailleurs beaucoup ; la première loi promulguée fut celle de septembre 1792, qui ordonnait de les adjuger « soit par vente au prix comptant, soit par bail à rente rachetable ». La loi du 25 juillet 1793 prescrivit la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, et ce fut elle qui resta en vigueur durant l'an II et l'an III. C'était d'ailleurs la manière de tirer le meilleur parti des biens, et la loi du 10 prairial an III, qui prescrivit l'adjudication sans enchères, par soumission payable en assignats, fut suspendue dès le 19 comme un essai malencontreux. Quant au contentieux de la vente des domaines nationaux, un décret du 1^{er} fructidor an III le confia au Comité des finances, section des domaines (2).

Parmi les biens vendus, certains appartenaient à des sujets ennemis. Ainsi le magnifique hôtel du prince de Salm-Kirbourg fut acquis par Lieuthraud, ex-barbier de Corbigny, enrichi par l'agiotage et des marchés de fournitures plus ou moins honnêtes. Il se faisait appeler marquis de Beauregard, et donna de somptueuses fêtes, de brillantes illuminations dans le palais de Salm. Cela dura peu, car il fut arrêté pour vols commis au préjudice du Trésor. Relâché, il en profite alors pour faire quelques nouvelles opérations. Arrêté à nouveau, il est condamné à quatre ans de fers

(1) *Archives Nationales*, D III 368-370.

(2) Il y eut aussi des ventes de maisons nationales par loteries. On en fit deux à Paris à la fin de l'an III. Voir A. Vialay : *La vente des biens nationaux pendant la Révolution Française*.

pour avoir vendu au gouvernement du charbon qui ne lui appartenait pas (1).

Dans le Cher, le district de Châteaumeillant vendit les terres du duc de Croy : le 22 ventôse an II, pour 62.625 l., dans la commune de Culan, le 23, pour 53.350 l., le 18 germinal pour 30.000 l. environ, le 19 pour 10.000 livres, et pour 20.000 livres le 21. Puis l'on vend ses biens de Préviance, pour 60.000 livres, le 15 floréal an II, pour 140.000 l. le lendemain et pour 50.000 l. les 22, 23 et 24 du même mois. En messidor enfin, on en adjuge pour 240.000 l. le 1^{er}, et pour 100.000 l. le 4 (2).

Dans le Cher aussi, certains domaines appartenant au duc de Richmond furent mis en vente. A Orfon, sur ses terres, se trouvait une importante entreprise, celle de la verrerie d'Aubigny. Et, en l'an III, Schmidt et Cie, qui l'exploitaient, demandèrent qu'on leur adjugeât sur estimation la partie de la forêt contigüe à leur usine, moyennant quoi ils s'engageraient à réparer cette verrerie et même à la reconstruire. Le district aurait accepté volontiers, mais les adjudications devaient se faire aux enchères, sauf le cas d'urgence ou d'utilité publique : c'est ce que rappela, le 29 floréal an III, la commission des revenus nationaux, qui dut intervenir (3).

D'autres biens étrangers furent également mis en vente, mais il serait sans intérêt d'en allonger la liste ; signalons toutefois un décret de la Convention du 14 nivôse an III, qui ordonna de vendre au citoyen Seguin la maison Brancas à Sèvres, séquestrée sur Vandenyver (4), ainsi que son domaine de Ravannes en Seine-

(1) H. Thirlion, *op. cit.*

(2) *Archives du Cher* Q 470 ; entre ventôse et germinal an II, l'assignat était estimé dans le Cher entre 50 et 55 % du numéraire. On vendit aussi ses biens dans l'Allier : en l'an II, le pré Georges à Viplaix (12.700 l.) et le domaine de Saint-Eloy (75.000 l.) ; en l'an III le domaine de Montjouanet et celui de Fromenteau pour 94.000 l., plus son bétail pour 6.000 l. Voir le livre de J. Cornillon sur *La transmission de la propriété dans l'Allier sous la Révolution française*.

(3) *Archives du Cher* Q 375.

(4) Vandenyver avait acheté cette île le 3 octobre 1793. De 1838 à 1841 se déroula devant l'administration un débat assez curieux au sujet de ce domaine. Le pont de Sèvres, appartenant à la route n° 10, passait dans l'île sur la terre en question ; mais la route fut détournée, et Séguin construisit un bâtiment sur ses

et-Marne. C'est sur le rapport de Fourcroy, au nom du Comité de Salut public, que la mesure fut prise. Seguin avait inventé de nouveaux procédés de tannage, et s'engageait à fonder une école dans la manufacture de Sèvres, où il enseignerait gratuitement ses procédés et son art à ceux que lui adresserait le Comité de Salut public.

Le jour même, 14 nivôse, la Convention levait le séquestre sur les biens des sujets ennemis. C'était le signe d'un profond changement dans l'esprit public ; au point de vue spécial qui nous occupe, cet état d'esprit eut des conséquences importantes. Mais, avant d'en examiner les nombreuses répercussions, et de voir comment l'on en revint à une situation plus normale, une question se pose : que faut-il penser de cette vente des biens nationaux ? Le séquestre des biens des sujets ennemis fut-il, au point de vue économique, une mesure avantageuse ?

Si l'on se place au point de vue politique, il fut sans doute utile de priver ces étrangers, plus ou moins hostiles à la France, des moyens d'action que pouvaient leur procurer leurs biens. Au point de vue économique, la mesure n'eût pas été fâcheuse si l'on se fût contenté d'administrer ces biens ; mais la vente en fut désastreuse, et le fait que les propriétés de beaucoup restèrent séquestrées de longues années le fut plus encore.

Assez mal vendus à cause de leur état de délabrement, de plus en plus mal à mesure que les années s'écoulaient, le paiement surtout en fut mal effectué, souvent très longtemps après l'adjudication, et avec des assignats dont la valeur réelle se rapprochait de zéro avec une rapidité accélérée. En général, le séquestre eut pour résultat de mettre tous ces biens, ceux des sujets ennemis comme les autres, dans un état déplorable ; et, en appréciant quelques années plus tard la valeur économique du séquestre, sans entrer dans la discussion de son utilité politique qui ne semble

fondations. La question fut alors débattue de savoir si le décret du 14 nivôse comprenait ou non dans la vente les fondations du pont. *Archives de la Seine*, Domaines 1484, dossier 4627.

pas niable, Morellet écrivait dans la *Cause des Pères* : « En livrant par le séquestre une quantité prodigieuse de possessions territoriales et mobilières aux dilapidations des communes et des agents nationaux de toutes les classes, on a tari toutes les sources de la production. L'enlèvement des bestiaux et des animaux de labour, la dégradation des bâtiments, la cessation des dépenses foncières, suites nécessaires des séquestres, ont contribué puissamment à causer la détresse où nous sommes » (1).

(1) Marion : *La vente des biens nationaux dans le Cher et dans la Gironde*, p. 175.

IV

LES LEVÉES DE SÉQUESTRE SOUS LA CONVENTION.

La journée du 9 thermidor constitua une révolution dans la Révolution. Ce n'était certes pas le but poursuivi par tous les conjurés qui, pour sauver leur existence menacée, abattirent Robespierre. Leurs intérêts étaient divergents, et bientôt leurs dissentiments se révélèrent profonds ; mais l'opinion publique, à tort ou à raison, avait personnifié en Robespierre le régime de la Terreur. Elle vit dans sa chute le début d'une ère nouvelle, et du jour au lendemain la vie politique et sociale du pays se transforma.

Les maîtres de l'heure durent s'incliner devant cette volonté de réaction, et, sur tous les terrains, le nouvel état d'esprit se manifesta. Il était naturel dès lors que les lois qui avaient permis de confisquer une masse considérable de biens fussent modifiées, vu leurs fâcheuses conséquences économiques, étant donné aussi que leur utilité politique apparaissait moins urgente, une partie des périls extérieurs étant écartée et le régime se sentant plus en sécurité. Il était naturel aussi qu'on envisageât désormais plus juridiquement les lois portées contre les diverses catégories de suspects, et que leur application fût un peu moins soumise à l'influence des considérations qui les avaient provoquées.

La Convention fut dès l'abord assez divisée sur les mesures qu'il convenait de prendre. Selon les événements, elle se laissa tantôt porter à suivre le sentiment public, et tantôt, craignant d'être allée trop loin, elle revint à des mesures plus sévères. La première loi qu'elle vota au sujet des biens confisqués fut la loi du 5 brumaire an III, qui donna mainlevée de séquestre à tous les émigrés

rayés provisoirement, et celle du 12 du même mois, qui ordonna la levée du séquestre sur les biens des détenus simplement comme suspects.

Parmi ceux qui se trouvaient appelés à bénéficier de ces lois, il y avait, et cela surtout parmi les émigrés rayés, une assez grande quantité de sujets ennemis. Pourtant, s'ils obtenaient partiellement satisfaction par l'application de ces mesures, le séquestre devait être maintenu sur leurs biens à cause de leur qualité d'étrangers ; mais déjà on parlait de rapporter les mesures prises contre eux lorsque le péril extérieur s'était révélé imminent.

On abrogea d'abord les lois de l'an II qui avaient restreint considérablement la liberté personnelle des étrangers, et notamment la loi du 27 germinal, qui leur interdisait le séjour de Paris, des places fortes et des villes maritimes. Elle fut rapportée le 18 frimaire an III, sur la proposition de Bourdon de l'Oise qui dit notamment : « tout le monde sait que les hommes sur lesquels cette loi portait ont été traités avec une barbarie inconcevable ; car, malgré qu'ils n'eussent pas été jugés suspects par les comités révolutionnaires de Paris, qu'on n'accusera certainement pas de douceur, ils furent obligés de s'éloigner de Paris ».

Moins d'un mois plus tard, Jéhannot, rapporteur au nom des Comités d'une loi sur la situation économique et financière, proposait, le 9 nivôse, un projet de décret dont l'article 6 levait le séquestre sur les biens des sujets ennemis. Une vive discussion s'engage alors, et Gaston oppose la question préalable. Accueilli par des murmures, il déclare qu'il voit dans la mesure projetée une manœuvre des ennemis. « Ne sait-on pas, s'écrie-t-il, que ces négociants ont des agents auxquels ils ont dit : faites passer cet article et nous vous donnerons la moitié de ce qui nous reviendra ? »

Girod intervient dans la discussion pour appuyer le projet, faisant état d'une lettre adressée à un agent de l'étranger à Paris (1), trouvée dans les papiers de Robespierre, et montrant que la

(1) C'était, semble-t-il, Edouard de Walckiers.

loi « n'a été rendue qu'à l'instigation de cet agent secret, et des agioteurs étrangers qui avaient fait tous leurs efforts pour tromper la Convention sur ses effets, et avaient coloré leur demande du prétexte de représailles envers les puissances belligérantes ».

Cambon croit voir dans ces paroles une attaque personnelle, la presse l'accusant souvent de n'avoir pas parlé contre le projet de séquestre, et d'y avoir gagné 10 millions. Il se déclare prêt à se défendre et à pulvériser ses accusateurs. « Puisqu'il faut le dire, s'écrie-t-il, le gouvernement lui-même m'a reproché de n'avoir pas parlé contre le séquestre ; et les journaux du temps fournissent la preuve que je suis descendu du fauteuil pour m'y opposer ! Je l'ai fait dans un temps où il y avait du danger à s'élever contre Robespierre, qui me traita de contre-révolutionnaire pour avoir combattu son opinion... Le décret du séquestre vous fut enlevé par Dufourny, par Lullier..., il vous fut enlevé par la clique de Fabre d'Eglantine, par ces intrigants qui se sont introduits ici, je ne sais comment, et qui n'ont cessé de nous exciter les uns contre les autres qu'au moment où ils ont vu que nous nous entre-égorgions ».

Pourtant il s'oppose au rapport pur et simple des décrets, car ils n'ont été pris que par représailles. Or l'Espagne continue à séquestrer les biens des Français ; la Hollande aussi détient indûment des biens considérables. « Je suis d'avis, conclut-il, qu'on rende aux Belges, dont nous occupons le pays, les sommes qui leur appartiennent ;... mais je crois qu'à l'égard de l'Angleterre et de la Hollande, nous devons dire que nous ne lèverons le séquestre qu'autant qu'elles le lèveront elles-mêmes ».

Il est soutenu par Thirion. Le rapport de la loi étant surtout désiré en raison de considérations commerciales, Colombel de la Meurthe propose de lever le séquestre uniquement sur les biens des commerçants. « Nous sommes tous d'accord, dit-il, qu'on a tout fait pour tuer le commerce, et qu'on a pleinement réussi ». Chazal s'écrie, accueilli par de vifs applaudissements : « après avoir guillotiné une partie du peuple français, on veut encore faire mourir

l'autre de faim ! Voilà pourquoi on s'oppose à la levée du séquestre qui ranimera le commerce ».

C'est le discours de Ramel qui décida la Convention au vote qu'on lui demandait. Il avait toujours été hostile à la mesure du séquestre, et il reprit à son compte les arguments de Chabot, d'après lesquels c'étaient les agioteurs à la baisse qui avaient inspiré la mesure pour éviter de payer leurs différences. Rappelant que le commerce est une question de crédit national, donc de confiance dans les engagements réciproques, il montre les conséquences fâcheuses du séquestre, qui a ruiné le commerce. « Nous n'avons séquestré aux étrangers, dit-il, qu'une somme de 25 millions... Ces 25 millions ne sont qu'un dépôt ; ainsi ce qu'on propose aujourd'hui n'est qu'une restitution anticipée, à laquelle on ne doit pas regarder pour raviver le commerce ».

Réal s'oppose à ce qu'on attende la levée du séquestre des biens des Français à l'étranger. « Lors même que nous aurions à craindre que la réciprocque n'eût pas lieu, dit-il, le peuple français s'honorerait en donnant ce grand exemple de respect pour le Droit des gens et les propriétés particulières... La seule politique digne de ses représentants est celle qui est fondée sur les bases éternelles de la justice ».

Divers membres interviennent ensuite, en proposant des amendements, notamment au sujet de la Banque de Saint-Charles. Bourdon de l'Oise déclare qu'il votera le rapport, reconnaît qu'il s'est trompé en s'y opposant autrefois, et déclare : « il n'y a pas d'exemple que, lors même que toutes les puissances de l'Europe ont été en guerre, on ait violé le Droit des gens en prenant les propriétés des particuliers. Ce n'est pas seulement le respect que nous devons porter à cette loi, mais c'est encore l'intérêt du peuple français qui nous ordonne de rapporter la loi du séquestre ».

Après une intervention de Duhem, qui veut excepter de la mesure « les biens de la Cabarrus », le décret est voté tel que

le réclamaient les Comités, avec l'amendement relatif à la Banque de Saint-Charles.

La forme n'en était d'ailleurs pas définitive ; et, le 12, la discussion de la loi relative au commerce continuant, Cambon proposait de retirer du décret l'article 6 pour en faire l'objet d'une loi particulière. « Je crois aussi, disait-il, qu'il faudrait y ajouter que, si la République a usé de représailles dans un moment où l'on employait tous les moyens possibles pour l'asservir, elle s'empresse d'être généreuse et de revenir aux principes dès qu'elle commande à la victoire. Enfin je voudrais qu'on en fit un manifeste qu'on traduirait dans toutes les langues ».

Le principe de la proposition fut décrété, et le texte définitif voté le 14 nivôse an III, après un rapport de Johannot où on lisait : « Au défaut du numéraire et des objets d'exportation, au défaut du crédit des négociants qui est encore paralysé par le séquestre des biens des étrangers, que nous reste-t-il à présenter maintenant à nos voisins ?... Vous avez encore à répondre au vœu général de toutes les places de commerce et de tous les amis de la justice et des principes en rapportant le décret qui a soumis au séquestre les biens des étrangers... Le temps est venu de ne plus taire aucune vérité ; s'il en est une certaine, c'est que nul n'a le droit de prescrire à la probité ce qui lui paraît injuste. La conscience de l'homme de bien est un sanctuaire où le législateur lui-même ne peut atteindre. Malheur au Gouvernement qui oserait les violer ! Il en serait bientôt puni. Il trouverait sa propre ruine dans celle des premiers principes qui forment la base du contrat social. En levant le séquestre, vous supprimerez l'inquisition établie pour intercepter toutes les correspondances, et vous rendrez la libre circulation aux effets du commerce » (1).

Le décret était ainsi conçu :

Article 1^{er}. — Il ne sera plus donné de suite aux décrets relatifs au séquestre et dépôt des biens appartenant aux habitants des pays

(1) Archives Nationales C 330.

en guerre avec la République. Les sommes versées dans les caisses publiques, en conséquence de ces décrets, seront remboursées aux personnes qui les ont déposées. Les biens séquestrés et leur produit seront rendus aux propriétaires.

2. — Il n'est point dérogé par la présente loi aux décrets concernant les biens des princes étrangers possessionnés en France, ni aux lois concernant les biens possédés par des corps, communautés et bénéficiers ecclésiastiques.

3. — Le séquestre et le dépôt des biens appartenant aux Gouvernements qui sont en guerre avec la République et à la banque dite Royale de Saint-Charles continueront d'avoir leur exécution.

Enfin l'article 4 ordonnait de traduire le décret dans toutes les langues et de lui donner à l'étranger toute la publicité possible.

Les étrangers allaient donc rentrer en possession de leurs biens. Mais quel sort était réservé aux princes, aux sujets ennemis condamnés, et à ceux, bien plus nombreux, qui avaient été inscrits sur la liste des émigrés ?

Pour les princes, le décret lui-même les exceptait de la mesure. Quant aux condamnés, une loi du 20 frimaire avait ordonné de surseoir à toute action des agents nationaux sur leurs biens ; rapportée le surlendemain ; c'est seulement le 30 ventôse que la mesure devint définitive.

Bientôt la Convention alla plus loin. Le 14 floréal, en maintenant le principe de la confiscation des biens des émigrés, elle avait demandé à son Comité de lui présenter un rapport sur le séquestre des biens des condamnés qu'elle désirait lever. Et le 21 prairial, « considérant l'abus que l'on a fait des lois révolutionnaires, l'impossibilité de distinguer par des révisions les innocents des coupables, et qu'il y a moins d'inconvénients et plus de justice et de loyauté à rendre des biens aux familles de quelques conspirateurs que de s'exposer à retenir ceux des innocents », elle

ordonnait la levée du séquestre sur les biens de tous les condamnés révolutionnairement (1).

Quant aux émigrés, la confiscation de leurs biens fut maintenue. Mais un nouveau mode de radiation fut créé par la loi de brumaire, qui donnait plus de facilités aux réclamants. Les arrêtés des Directoires de districts ne seraient désormais que provisoires ; les arrêtés de rejet ne devenaient donc pas, comme autrefois, définitifs. Désormais le Comité de législation, auquel la loi adjoignait cinq nouveaux membres, statuerait sur toutes les réclamations, en dernier ressort : les décisions seraient donc moins influencées par la politique locale. De plus, la loi ordonnait la cessation des poursuites sur les biens des réclamants.

Enfin la loi du 9 floréal an III restitua aux parents d'émigrés leurs biens séquestrés en vertu de la loi du 17 frimaire an II. La situation des émigrés et notamment de ceux qui, comme beaucoup de sujets ennemis, avaient été inscrits irrégulièrement, et dont certains, à la suite de leurs réclamations, avaient obtenu des arrêtés de radiation provisoire, se trouvait donc sensiblement améliorée.

D'autre part, dans les traités qui mirent fin, dès l'an III, à la guerre entre la France et certains des Etats européens, les belligérants s'engageaient à lever tous les séquestres apposés à raison des hostilités, ce qui confirmait la mesure prise en nivôse par la Convention. Le 8 prairial, celle-ci ratifiait le traité signé à La Haye le 27 floréal avec la Hollande, et celui signé le lendemain, à Bâle, avec la Prusse.

Le traité conclu le 4 thermidor an III à Bâle avec l'Espagne contenait un article 10 ainsi conçu : « il sera accordé respectivement aux individus des deux nations la mainlevée des effets, revenus, biens de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués à cause de la guerre qui a eu lieu entre la République Française et Sa Majesté Catholique, de même qu'une prompte

(1) Elle ne laissait subsister que quelques exceptions : les Bourbons, Mme du Barry, les mis hors la loi à la suite du 9 thermidor, les émigrés, faux-monnayeurs et condamnés par le tribunal réorganisé.

justice à l'égard des créances particulières quelconques que ces individus pourraient avoir dans les Etats des deux puissances contractantes ».

Il y eut donc, en l'an III, de nombreuses lois visant les divers propriétaires de biens saisis qui ordonnèrent de les remettre en possession.

Quelle fut dans la pratique leur répercussion ? Y eut-il en fait sous la Convention de nombreuses levées de séquestre ?

*
**

Une question se pose d'abord. Avant la loi du 14 nivôse, certains sujets ennemis obtinrent-ils, pour une raison ou pour une autre, la restitution de leurs biens confisqués ?

Au début de l'an II, l'application de la loi s'était étendue à des étrangers considérés comme sujets ennemis tout à fait à tort, tels les Génois et les Suisses. Les Comités de Salut public et de Sécurité générale, la Convention elle-même étaient intervenus et avaient précisé le champ d'application de la loi. Les banquiers génois eurent rapidement satisfaction et rentrèrent en possession de leurs biens (1).

Pour les Suisses, la chose était plus délicate, car il leur fallait faire d'abord reconnaître leur qualité de citoyens de la Confédération Helvétique. Or certaines villes suisses autonomes, ou dépendant d'un autre Etat, n'étaient qu'alliées à la Confédération, et les traités qui fixaient le statut personnel de leurs habitants ne pouvaient être connus des administrations locales. Aussi les discussions furent-elles longues entre les réclamants et les Départements, qui les tenaient pour sujets ennemis.

Ce fut le cas de Jean Diodati, qui revendiquait la qualité de citoyen genevois. Son droit fut reconnu assez tôt par le Cher ; mais, en Seine-et-Oise, ses réclamations n'aboutirent pas aussi

(1) Voir pages 145 et 146.

facilement, et ce n'est que le 16 nivôse an III que le Comité de législation, « considérant que, les Genevois étant assimilés aux Suisses en vertu de l'association de l'Etat de Genève à la Confédération Helvétique, ils doivent participer aux dispositions faites en faveur des Suisses et leurs alliés », ordonna de lever le séquestre sur tous ses biens (1).

Louis Wartemann, négociant à Barmen en Allemagne, qui revendiquait la qualité de citoyen de Morges en Suisse pour obtenir sa radiation de la liste des émigrés, avait eu satisfaction quelques mois plus tôt, par l'arrêté du 14 brumaire an III du Comité de législation. Celui-ci ordonna de le remettre en possession de ses biens à Montagne-Bon-Air, le séquestre n'ayant été mis sur ses propriétés « qu'à raison de ce qu'avant son départ pour son pays, il n'a pas pris la précaution de faire reconnaître formellement sa qualité de Suisse par les corps administratifs (2) ».

Il semble d'autre part que, dans les départements, la loi fut appliquée moins sévèrement qu'à Paris, et qu'on essaya de s'en tenir strictement à son texte, en ménageant les intérêts privés qui semblaient respectables, et en accueillant les réclamations justifiées.

Le cas de l'anglais Jean Fox, dans l'Hérault, est assez significatif. Fixé depuis dix ans en France à l'époque de la Révolution, il y vivait avec sa femme et ses quatre enfants, dont trois même y étaient nés. Il résidait à Bédarieux lorsque parut le décret concernant les biens des sujets ennemis. L'administration, jugeant que les constitutions et décrets n'exigeaient pas tant de conditions pour être considéré comme Français, prit la décision de ne pas les arrêter, mais seulement de séquestrer leurs biens et de les mettre en surveillance, le cas n'étant pas prévu par la loi. Par l'arrêté du 5 frimaire an II, elle décida même de leur donner une somme de 4.500 livres provenant de leurs revenus, et, le 2 ventôse, elle ordonna leur mise en liberté et la levée de tout séquestre,

(1) *Archives du Cher* Q 363.

(2) *Archives de Seine-et-Oise* Q 780.

jugeant qu'on ne pouvait légalement les considérer comme sujets ennemis.

Par le plus grand hasard, l'affaire se trouva portée devant le gouvernement de Paris, Fox ayant demandé la permission de changer ses assignats à face royale, demeurés sous les scellés, et ayant été renvoyé devant la Convention pour en obtenir l'autorisation, la date fixée pour l'échange étant passée. La commission des administrations civiles, police et tribunaux se saisit de la question, et, estimant la loi violée, elle dénonça la conduite du Département de l'Hérault à la Convention, en même temps qu'elle envoyait à Montpellier une lettre sévère demandant des explications.

Le Département, admis à présenter sa défense, pria, le 11 thermidor, Cambon, député de Montpellier et conventionnel influent, de présenter ses raisons à l'Assemblée. « Nous t'observons, écrivait-il, que l'article 4 de l'acte constitutionnel n'exige pas... autant de conditions pour être citoyen français... Nous nous flattons que, si tu nous sers de défenseur officieux, il n'existera pas le plus léger nuage sur notre conduite ». Mais le Département avait eu peur, et, le 2 thermidor, il révoquait ses arrêtés des 11 frimaire et 5 ventôse. La commission se déclara satisfaite, et, par une lettre du 18, lui expliqua la conduite que devaient suivre les administrations : « vous ne devez jamais oublier, citoyens, qu'il n'appartient pas aux corps administratifs de limiter l'effet des lois, et qu'ils doivent les faire exécuter dans leur sens littéral, sauf aux individus... à réclamer près de la Convention Nationale les exceptions dont ils se croient susceptibles ». Fox fut réintégré dans sa prison, et s'y trouvait encore au début de l'an III (1).

Un autre exemple de levée de séquestre avant la loi de nivôse, celui-là admis par le Comité de Sûreté générale, fut celui de Madame Ducarel, rentière âgée et infirme qui habitait à Montagne-Bon-Air, rue de Pologne, une maison dont elle avait la jouissance.

(1) *Archives de l'Hérault.*

Née Anglaise, elle s'était mariée avec un Français, vingt ans avant la Révolution, et pouvait légitimement être considérée comme Française.

La municipalité ayant hésité à lui appliquer la loi de vendémiaire, ce n'est que le 14 floréal qu'elle fut mise en arrestation chez elle, sous la garde d'un sans-culotte. Ses revenus furent séquestrés ; néanmoins le District, ému de sa triste situation, fit, dès cette époque, des démarches pour obtenir une exception en sa faveur. Il s'adressa d'abord à Laumond, administrateur des domaines nationaux, qui se déclare incompétent ; il porte alors sa requête au ministre de l'intérieur, puis à la commission des administrations civiles. Celle-ci fait répondre par son président Hermann (1) « que la loi interdit aux autorités constituées toute interprétation des décrets, et que l'on doit l'appliquer à la veuve Ducarel, sauf à elle à présenter sa demande d'exception ». Le District demande alors son avis au représentant Crassous, en mission dans le département, mais sa tournée prend fin sans qu'une mesure soit intervenue.

En frimaire an III, la situation est toujours la même. Le District, la municipalité interviennent auprès des autorités, d'autant que la loi du 12 brumaire a accordé la levée du séquestre à ceux qui sont détenus simplement comme suspects, et que, d'après la constitution, Madame Ducarel doit être tenue pour Française. Le 7 frimaire le District s'adresse enfin au Comité de Sûreté générale, par une lettre plus pressante encore. « Hâtez-vous, écrit-il, de prononcer sur son sort ; car elle aura peut-être expiré sous le poids de ses chagrins et de ses douleurs avant que vous ayiez ordonné sa mise en liberté et sa rentrée dans la jouissance de ses droits et revenus ». Cette fois, la prière fut entendue ; et, le 29, le Comité ordonna la levée des scellés et la liberté sollicitées, quinze jours avant la loi de nivôse (2).

Les départements se trouvaient d'ailleurs assez souvent en

(1) Ancien président du tribunal révolutionnaire.

(2) *Archives de Seine-et-Oise* Q 777.

conflit avec le Gouvernement central sur l'interprétation de la loi. C'est ainsi que le Comité de Sûreté générale avait ordonné, le 8 vendémiaire an III, la libération d'un Anglais, John Norris, demeurant à Sainte-Assise (Seine-et-Marne), prescrivant en même temps de lever les scellés sur sa maison et de le remettre en jouissance de ses biens. Le district de Melun, ignorant les raisons qui avaient poussé le Comité à prendre cette décision, s'étonna ; et, avant de l'exécuter, il prit un arrêté basé sur le décret du 19 vendémiaire, qui n'exceptait du séquestre que les biens des ouvriers établis depuis six mois au moins.

« Considérant que l'exécution de l'arrêté du Comité de Sûreté générale rendrait absolument nulles, à l'égard de l'Anglais Norris, les dispositions de la loi du 19 vendémiaire an II ; considérant qu'au moyen de cette mesure ledit Norris jouirait même d'une faveur plus étendue que celle que la loi accorde aux ouvriers en activité de service, puisqu'en exceptant leurs biens elle ordonne l'apposition des scellés sur leurs papiers ; considérant que la loi dont est question est cependant très impérative, puisqu'elle prononce dix années de fers contre tout fonctionnaire public convaincu (*sic*) de négligence dans son exécution ; mais que, d'un autre côté, l'arrêté du Comité de Sûreté générale n'est guère moins impérieux, puisqu'il ordonne la levée des scellés au vu du présent », le District renvoyait l'affaire au Département pour avis, observant que déjà une partie des meubles se trouvait vendue.

Le Département se rangea à l'avis du District, s'étonnant lui aussi d'une telle mesure ; et, « considérant que l'arrêté du Comité de Sûreté générale n'est point motivé ; que, du silence gardé sur les considérations qui l'ont déterminé, il résulte une impossibilité absolue de s'assurer si John Norris, né sujet de la Grande-Bretagne, prenant aujourd'hui pour prénom Jean au lieu de John, a fait l'aveu du lieu de sa naissance ; et que, s'il l'a dissimulé, rien de plus probable que l'arrêté favorable qu'a obtenu un Anglais est une surprise faite à la religion du Comité ; considérant que, si telle était la position des choses, les administrations seraient repré-

hensibles et même punissables si elles négligeaient de prendre les mesures utiles pour procurer au Comité les renseignements qu'il doit en attendre », il renvoya l'arrêté au Comité de Sûreté générale en sollicitant un nouvel avis (1).

Celui-ci s'était-il ou non trompé ? Quoi qu'il en soit pour ce cas particulier, ces quelques exemples que nous venons de citer montrent bien les difficultés pratiques qui surgirent dans l'exécution des lois. Les diverses administrations furent souvent en conflit ; et, l'une accordant lorsque l'autre refusait, chacune ayant de la légalité une conception différente, les levées de séquestre avant la loi de nivôse furent extrêmement rares. Beaucoup de réclamations, soit d'étrangers tenus pour émigrés, soit d'individus revendiquant la qualité de Français, ou invoquant des exceptions, furent écartées, même lorsqu'elles semblaient sérieusement fondées.

C'était notamment le cas de quelques religieuses anglaises, dont les communautés avaient été dissoutes, et qui ne vivaient plus que de leur petite pension. En exécution de la loi de vendémiaire, celle-ci cessa de leur être payée, et elles furent gardées à vue, la plupart à leur domicile. Ainsi l'anglaise Marguerite Butler, âgée de 78 ans, qui depuis 1733 était au couvent des Ursulines, à Saint-Denis (Franciade sous la Révolution), se trouva réduite à vivre de la charité publique : tombée en enfance, elle était gardée dans sa chambre par un sans-culotte. Ses demandes finirent par obtenir satisfaction, puisque, le 12 messidor an II, le Comité de Sûreté générale ordonna de lever les scellés, afin qu'elle pût utiliser ses effets et jouir de sa pension, due « à la munificence de la République » ; le 11 nivôse an III, il ordonna de la remettre en liberté (2).

Mais la plupart — telle l'irlandaise Thomson Oryan, depuis 42 ans religieuse au couvent de Sainte-Marie à Franciade, et qui pourtant, d'après les renseignements fournis, étant « extrêmement

(1) *Archives de Seine-et-Marne* Q 2583.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 4627.

sourde et cacochyme depuis six ans », n'avait pas d' « opinion prononcée » — n'obtinrent rien avant la loi de nivôse (1). Ce n'est qu'alors qu'il fut statué sur leur malheureuse situation ; et le décret du 20 germinal accorda des secours, montant à 40 sols par jour, à toutes les religieuses anglaises dont les biens se trouvaient séquestrés, et ce jusqu'à la décision définitive qui régirait leurs biens.

Au surplus, avant les lois générales de l'an III, il ne pouvait s'agir de lever que les séquestres irréguliers, ou ceux qui avaient touché des individus dont la situation méritait une mesure exceptionnelle.

Après la loi de nivôse au contraire, la levée sur les biens des sujets ennemis fut de droit. Voyons donc les modalités de son exécution, et comment les lois sur les biens des condamnés et des émigrés furent appliquées aux étrangers qui s'y trouvaient soumis.

La mesure du 14 nivôse, rapportant les décrets de séquestre, fut exécutée sans difficulté. Ceux dont les biens n'avaient été saisis qu'en leur qualité de sujets ennemis obtinrent rapidement la levée de tout séquestre. Ainsi un arrêté du 29 floréal an III ordonna de mettre Kearney en possession de la succession Comyn, qu'il réclamait depuis près de deux ans ; le 8 messidor an III, le Département de Seine-et-Oise ordonnait la mainlevée sur les biens de l'allemand Fritsche, à Linas ; et, le 16 vendémiaire an IV, un arrêté du Bureau du domaine ordonnait de rendre ses papiers à Pollard, Anglais, rue de la Révolution.

La plupart de ceux qui étaient restés en France durant toute la Terreur obtinrent alors la restitution de leurs biens. Dans les banques, on leva les scellés sur les titres ou fonds appartenant à des sujets ennemis. Ainsi, le 19 ventôse an III, en exécution du décret du Comité des finances en date du 15, on brise les scellés

(1) *Archives Nationales* F⁷ 4774⁵⁹.

du carton contenant les fonds étrangers possédés par Perregaux, et gardés à la Trésorerie depuis un an (1).

Mais nous avons vu que la plupart des sujets ennemis riches avaient préféré se retirer dans leur pays plutôt que de rester en France, où ils se trouvaient exposés aux vicissitudes de la Révolution, et que ceux qui étaient restés avaient péri sur l'échafaud en nombre assez important. Or la loi de nivôse ne s'appliquait pas à eux, ce qui fit qu'elle eut fort peu de résultats en pratique, d'autant qu'elle exceptait également de la mesure les princes étrangers. Les sujets ennemis en réclamèrent le bénéfice, ce qui était naturel ; et il semble que cela eût été plus juridique que de les considérer comme émigrés. Mais, vu la situation de fait, il nous faut envisager pour eux l'application des lois concernant l'émigration et les biens des condamnés.

Les héritiers de ceux qui avaient été guillotinéés obtinrent assez facilement la levée du séquestre, le cas prêtant difficilement à contestation. Ainsi, sur la demande de la veuve de Judas-Jacob Péreira, le Bureau du domaine national prit, le 21 thermidor an III, un arrêté ordonnant de lever les scellés chez elle, et de la saisir de la succession (2). Le 4, les héritiers de Benjamin Calmer étaient rentrés en jouissance de ses biens séquestrés. Un arrêté du Comité de législation, en date du 17 thermidor, mit les héritiers du banquier Vandenyver en possession de toutes ses propriétés saisies.

Ceux qui étaient restés en prison et n'avaient pas connu le tribunal révolutionnaire recouvrèrent aussi leurs biens séquestrés : tels le prince Charles de Hesse et le banquier Lambert, qui furent libérés sur l'ordre du Comité de Sûreté générale.

Une question plus délicate se posait pour les condamnés qui avaient été portés ensuite sur la liste des émigrés, la confiscation de leurs biens reposant sur un double motif. C'est ainsi que les

(1) La somme qui fut trouvée se trouva supérieure de dix livres à celle qu'on y avait mise au mois de vendémiaire. *Archives Nationales* F⁷ 4774⁶⁸.

(2) *Archives Nationales* T 1656.

héritiers de Mme veuve Billens ne purent obtenir sa radiation, ni, en conséquence, l'envoi en possession de la succession (1).

Pour le prince Frédéric-Othon de Salm-Kirbourg, on eut égard à son grand nom, et aux sentiments démocratiques qu'il avait toujours professés. A sa mort, sa sœur Amélie de Salm-Hohenzollern était devenue la tutrice de son fils Ernest, seul héritier de toute sa fortune. Aussitôt votée la loi du 30 ventôse an III, ordonnant la suspension des poursuites sur les biens des condamnés, elle avait, par une lettre du 6 germinal, demandé au Comité de législation qu'il fût sursis à la vente des bois de Leuze, près de Mons, et l'avait obtenu.

A la suite de la loi de prairial, elle demanda la levée du séquestre sur tous les biens de l'enfant, tant en France que dans les départements réunis. Elle obtint du Comité qu'il adressât une lettre aux conventionnels en mission dans lesdits pays, en leur demandant de protéger ses propriétés et de veiller à ce qu'elles ne fussent pas mises en vente, jusqu'à ce qu'une décision définitive fût intervenue. Il ne semble pas d'ailleurs que ces conseils eussent été très bien suivis, puisque le Comité dut, le 17 thermidor, écrire une autre lettre, plus pressante encore, qui recommandait à nouveau aux représentants de veiller aux intérêts du prince (2).

Pour la mise en possession définitive de la succession, une autre question se posait. Le prince Frédéric n'entrait-il pas dans la catégorie de ceux qui n'avaient pas protesté contre le conclusum de la Diète de Ratisbonne ? C'est ce que demanda, le 22 messidor an III, le Comité à Colchen, commissaire des relations extérieures. La réponse de celui-ci fut fort nette : le prince ne se trouvait pas dans la liste de ceux qui avaient adhéré au conclusum ; au surplus, il était notoire qu'il avait protesté contre la déclaration de guerre par une lettre adressée à son ambassadeur, et insérée à l'époque dans la « *Gazette nationale de France* ». De plus, le prince n'étant

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61384.

(2) *Archives Nationales* D III 368-370.

propriétaire en France que comme particulier, il ne pouvait être considéré comme prince possessionné, et il ne rentrait pas dès lors dans l'exception prévue par la loi du 14 nivôse (1).

En conséquence le Comité de législation, sur l'avis du Comité de Salut public, en date du 26, déclarant qu'il n'avait pas d'objections contre la levée, prit le 30 fructidor an III (17 septembre 1795) un arrêté ordonnant la mainlevée du séquestre sur les biens du prince, et l'envoi en possession de son fils. Il ne fut d'ailleurs pas rayé de la liste des émigrés, la loi ne prévoyant pas le cas, mais on fit comme s'il n'y avait pas d'inscription.

Quant aux sujets ennemis considérés comme émigrés, quelques-uns obtinrent-ils en l'an III des levées de séquestre ? Il fallait d'abord qu'ils fussent radiés, ce qui n'allait pas sans difficultés ni lenteurs. Ils revendiquaient hautement leur qualité d'étrangers, pour faire reconnaître l'illégalité de la mesure ; néanmoins cela prêtait plus à discussion que le fait matériel d'une condamnation, et peu d'entre eux obtinrent satisfaction dès cette époque.

On peut en citer pourtant quelques exemples. Ainsi, le 24 thermidor an III, le Comité de législation, « considérant que l'intention de la Convention, en assimilant aux Français les étrangers ayant un double domicile, l'un en France et l'autre en pays étranger, n'a jamais été de comprendre sous cette désignation des étrangers qui n'avaient en France qu'une simple résidence », ordonna la radiation du nom de Disney-Ffitch. En exécution de cet arrêté, le district de Montagne-Bon-Air ordonna le 12 fructidor de lever le séquestre sur le domaine de Retz ; à Paris, il fut levé à la suite de l'arrêté du 26 vendémiaire an IV (2).

Le banquier Boyd réclama sa radiation auprès de la Convention, le 27 germinal an III. Il obtint le 4 messidor qu'il fût sursis à la vente de ses biens, mais resta inscrit.

Certains ennemis se virent encore rayés par le Comité : tels

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés, 56, folios 126-128.

(2) Archives de Seine-et-Oise Q 779.

François de Schavembourg le 23 frimaire an III, le baron Louis d'Andlaw le 3 nivôse, Albert-Louis-Aymard Le Fournier-Wargemont le 18 pluviôse, et Marie-Louise O'Murphy, veuve Lenormand, le 7 ventôse an III. Certains n'obtinrent que des arrêtés provisoires de radiation : tels, le 3 pluviôse an III, les frères Galwey, négociants à Nantes, tel Louis-Mathieu Duval, dans la Meuse, tel Maximilien Reinach dans le Bas-Rhin, le 24 thermidor (1).

D'autres, malgré leurs demandes, parfois fortement appuyées, ne purent obtenir leur radiation. Ce fut le cas du prince Xavier de Saxe-Lusace, qui n'obtint du Comité de législation que l'ordre de surseoir à toute vente de ses biens, le 8 prairial an III. En exécution de cet arrêté, le Comité des finances, le 14 messidor, fit distraire son hôtel, rue du Faubourg Saint-Honoré, du prospectus des loteries de maisons nationales (2).

Chrétien Pfeffel, Deux-Pontois, dont la demande fut appuyée par l'ambassade, ne put obtenir d'être rayé. Il en fut de même pour M. de Reissenbach, qui demandait la levée du séquestre, car on se préparait à vendre ses biens. Or il se trouvait naturalisé à l'étranger par son long séjour et ses fonctions ; certes il avait accepté en 1789 d'être président du district de Wissembourg, mais parce que cela ne l'engageait pas à résider. Il demandait qu'on lui appliquât la même règle qu'à M. de Gohr, qui, dans le même cas, avait obtenu la mainlevée : mais il n'eut pas satisfaction.

M. de Negri, consul toscan à Nice, avait vu vendre sa maison de campagne comme émigré. En l'an III, il réclame, et on offre de lui payer le prix de sa maison, selon le décret concernant les émigrés qui étaient sortis de France, après le 31 mai, pour cause de terrorisme. Le ministre plénipotentiaire de Toscane, comte Carletti, appuie sa réclamation auprès de la commission des relations

(1) *Archives Nationales* F⁷ 2538. Dans une liste d'émigrés alors rayés (*Bibl. Nat. Lh*⁴¹ 1853), on trouve encore les noms de Louis Greffulhe et d'Alexandre-Emmanuel-Louis de Beauremont-Listenois : celui-ci était Espagnol.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Fonds de France 680.

extérieures : car M. de Negri voulait qu'on lui rendit son bien. En vendémiaire an IV, cependant, l'affaire n'était pas réglée.

Le prince de Ligne fit présenter sa demande par le ministre Hardenberg, qui la fit transmettre à Barthélémy. Mais il n'obtint pas sa radiation, pas plus que le duc de Looz, ou le duc d'Arenberg.

Un prince allemand pourtant obtint du Comité de législation un arrêté qui lui donnait entière satisfaction. Il est vrai qu'il n'était ni souverain ni possessionné, mais il est sans doute le seul qui eût pu être considéré comme Français, puisqu'il avait été naturalisé en 1789. Le prince Emmanuel de Salm-Salm avait réclamé auprès de la commission des relations extérieures : et celle-ci proposa de lever le séquestre sur ses biens, en vertu de la loi de nivôse, vu qu'il ne pouvait être considéré comme émigré, les colonels propriétaires de régiments n'étant pas tenus à résidence. Le Comité de Salut public se rangea à cet avis, par un arrêté du 4 vendémiaire an IV : restait à en obtenir l'exécution, ce qui au surplus n'était pas des plus aisés (1).

Quant aux ambassadeurs Mercy et Fernan Nuñez, qui avaient été placés dans la catégorie des émigrés, ils obtinrent enfin justice. Avant la loi de nivôse, la commission des relations extérieures avait fait un rapport au Comité de Salut public au sujet de Mercy, concluant qu'on ne pouvait le regarder comme émigré, sous le double rapport de ses qualités d'ambassadeur et d'étranger. Il fallait donc exécuter l'arrêté du 20 avril du Département de Paris, et on ne devait considérer ses propriétés personnelles que comme séquestrées, à raison de sa qualité de sujet ennemi. La commission présentait le décret suivant : « les meubles et effets de Mercy-Argenteau, considéré comme ex-ambassadeur de l'Empereur en France, et ceux des personnes de sa suite ont dû être sous la protection du Droit des gens ».

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folio 130 et suivants.

L'arrêté ne fut pas pris ; mais, en pluviôse an III, la commission fit un nouveau rapport. Le premier projet renvoyait purement et simplement à l'application de la loi de nivôse, mais on estimait qu'il fallait un arrêté spécial pour un ambassadeur. Enfin, le 4 ventôse an III, le Comité de Salut public prit, sur ses instances, l'arrêté suivant : « Le Comité, qui reconnaît que les principes du Droit des gens ont été méconnus et violés lors de l'apposition des scellés et du séquestre en question, considérant que cette erreur est rectifiée de fait par le décret de la Convention nationale du 14 nivôse dernier, ... renvoie M. Kruthoffer aux administrations chargées de l'exécution du décret ci-dessus cité pour qu'il soit fait droit à ses demandes ». L'affaire fut donc transmise à la commission des administrations civiles, à la commission des revenus nationaux, aux Départements de Paris et de Seine-et-Oise, et les scellés levés en avril (1).

Il en fut de même pour Fernan Nuñez, qui réclama dès le mois de nivôse an III l'exécution de la loi du 14. De fait, sur le rapport de la commission des relations extérieures, le Comité de Salut public prit, le 17 pluviôse, un arrêté reconnaissant les droits de l'ambassadeur et le renvoyant devant les corps administratifs pour faire lever les scellés.

L'effet de l'arrêté fut néanmoins suspendu par décision du 5 ventôse, une discussion s'étant engagée entre le Comité et les héritiers de Fernan Nuñez (2) sur le point de savoir s'il était encore ambassadeur en France en 1792, vu la mission en Autriche dont on l'avait alors chargé. Était-il à cette époque protégé par le Droit des gens, ou seulement par sa qualité d'étranger ? Sur un nouveau rapport de la commission des relations extérieures, le Comité confirma purement et simplement, le 9 floréal, son précédent arrêté (3). Il semble d'ailleurs que Vauquelin, fondé de procuration de la veuve de l'ambassadeur, eut beaucoup de mal à obtenir

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche 364.

(2) Celui-ci mourut à Madrid le 23 février 1795, laissant six enfants.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Espagne 637, folio 87 et suivants.

l'exécution de ces arrêtés, car le séquestre n'était pas levé lorsque la Convention termina sa longue et orageuse carrière.

Si nous nous plaçons en brumaire an IV, à l'époque où le nouveau Gouvernement s'installe aux affaires, quelle est la situation au point de vue des biens séquestrés sur les sujets ennemis ou ex-ennemis ?

Ceux qui, n'ayant en France que peu de biens, sont restés dans le pays durant la période révolutionnaire et ont vu leurs propriétés séquestrées, à raison de leur qualité d'ennemis, ceux-là ont, à peu près tous, recouvré leurs biens dès l'an III. Quant à ceux qui, gros banquiers ou riches négociants, ont voulu jouer un rôle politique et ont été condamnés par le tribunal révolutionnaire, leurs héritiers ont, dès cette époque, recouvré la jouissance de leurs propriétés.

Quelques-uns, qui avaient été inscrits sur la liste des émigrés ont été radiés. Sans doute, ils n'ont pas retrouvé leurs biens en totalité ou dans l'état dans lequel ils les avaient laissés. Une partie a été vendue, certains meubles ou objets d'art ont été disséminés dans des dépôts nationaux, et il sera long et difficile de se les faire restituer. Les immeubles sont dégradés, les baux ont été passés à des prix très modiques, dont la valeur réelle se trouve de plus en plus faible : ils doivent cependant être maintenus, « comme s'ils avaient été faits par le propriétaire lui-même » (1). Néanmoins leurs biens leur sont rendus, et ils peuvent être considérés comme privilégiés par rapport à l'ensemble des sujets ennemis. A peu près tous les princes allemands et la très grande majorité des étrangers n'ont pu en effet obtenir leur radiation, et voient encore leurs propriétés sous la main de l'administration.

La question de la levée du séquestre sur ces biens subsiste encore presque entière, et la Convention transmet au Directoire cet héritage assez lourd. Que deviendra-t-il durant les années qui vont suivre ?

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 519.

CHAPITRE V

Les Biens des Sujets ennemis sous le Directoire

(an IV — an VIII)

I

LES APPPOSITIONS DE SÉQUESTRES ET L'ADMINISTRATION DES BIENS SÉQUESTRÉS.

La Convention laissait à ses successeurs une France agrandie. Au lendemain des traités de Bâle et de La Haye, la France allait enfin atteindre ses frontières naturelles du Nord-Est, rêve de l'ancienne monarchie. Allait-on créer dans ces nouveaux territoires la même organisation, devait-on les doter de la même législation ? Pour la question qui nous occupe, il nous faut voir si l'application des lois sur les biens nationaux et de la législation concernant l'émigration allait s'étendre aux pays réunis.

Mais avant d'étudier ce que devinrent les biens confisqués sous le Directoire, une question se pose : n'y eut-il pas à cette époque de nouvelles appositions de séquestres ?

Dans l'ancien territoire français, le cas ne se produisit pour ainsi dire pas, nulle loi nouvelle n'étant intervenue pour frapper de cette mesure les biens de telle ou telle catégorie de citoyens. Seuls donc des émigrés — il n'y avait que la législation les concernant qui restât en vigueur — pouvaient être inscrits. Il est à penser que le cas se présenta peu, car au temps de la Terreur on ne faisait pas de telles omissions. Il arrivait qu'on mît sur la liste des individus qui n'eussent pas dû être inscrits, mais il était rare qu'on oubliât d'y porter les absents. Parmi ceux qui,

semble-t-il, furent dans ce cas, citons Louis Raiberti et Henri-Joseph Chandellier, nés Français et capitaines au service de l'Autriche. Ils devaient être regardés comme sujets ennemis aux termes du décret du 11 brumaire ; les considérant comme émigrés, en thermidor an IV, le département de la Moselle apposa le séquestre sur leurs biens (1).

L'application des lois dans les pays réunis apparaît comme plus intéressante. En Belgique, la Régie du domaine était organisée sur les mêmes bases que dans le reste de la France, puisque la loi du 14 août 1793 y avait créé cette administration. La loi du séquestre des biens des sujets ennemis fut rendue applicable aux départements réunis par un arrêté des représentants du peuple en date du 9 frimaire an III, mais, comme elle fut abrogée un mois plus tard, l'arrêté n'eut qu'une application excessivement restreinte et même à peu près nulle.

Quant aux lois sur l'émigration, elles ne furent étendues aux nouveaux départements que par la loi du 2 vendémiaire an IV. Votée par la Convention, elle ne fut guère appliquée que sous le Directoire. La mesure soulevait d'ailleurs beaucoup de protestations ; de nombreux mémoires furent adressés au gouvernement, notamment celui des citoyens Willers et d'Ostrenge, en vue de soustraire les départements réunis à cette législation. Mais, le 4 fructidor an IV, le Directoire déclara qu'il n'y avait pas lieu de délibérer, et il maintint la mesure prise par la Convention (2).

Parmi ceux qui furent à cette époque inscrits sur la liste des émigrés pour leurs biens en Belgique, il y eut de nombreux princes allemands, le duc Guillaume de Loos-Corswarem, le duc d'Arenberg et le prince de Ligne. Louis-Engelbert d'Arenberg avait déjà vu ses biens en France confisqués. A mesure que les armées françaises s'avancèrent en Belgique, le séquestre prit de l'extension ; pourtant le prince, qui ne voulait pas être porté sur

(1) *Archives Nationales* AF IV 932.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 5790.

la liste, demanda, ainsi que sa famille, à rentrer dans ses terres. L'autorisation fut donnée à ses parents, lui ne put l'obtenir : bien qu'on lui eût promis d'en référer au Comité de Salut public, l'affaire resta en suspens.

La date à partir de laquelle les Belges absents pouvaient être considérés comme émigrés fut fixée, par deux arrêtés du Directoire en date des 4 fructidor an IV et 4 germinal an VI, à l'époque de l'entrée des troupes dans le pays. Cette décision fut étendue, à tort semble-t-il, au département des Forêts qui avait été formé de l'ancien duché de Luxembourg. C'est ainsi que les sieurs Debette et Quiriny, officiers au service de l'Empereur longtemps avant la conquête, furent inscrits en l'an VI. Ce fut d'ailleurs le cas d'un grand nombre d'habitants du pays, puisque, en l'an XI, le Département signalait au ministère de l'intérieur « une infinité d'inscriptions faites par une fausse application des lois et arrêtés du Directoire exécutif des 4 fructidor an IV et 4 germinal an VI ; on y a porté, disait-il, des individus qui depuis leur jeunesse étaient au service de l'Empereur, leur souverain, par conséquent absents du pays nombre d'années avant la conquête » (1).

Quant aux territoires réunis situés entre Meuse et Rhin, ils ne firent partie de la France qu'après le traité de Bâle avec la Prusse. Pour eux, l'organisation de la régie fut différente. Un arrêté du Directoire du 28 floréal an IV créa dans ce pays deux Directions générales d'administration, chargées de toute l'organisation et notamment de la régie des domaines : ces administrations prirent le nom de Directoire d'Entre-Rhin et Moselle et de Directoire d'Entre-Meuse et Rhin. Le décret, de plus, mettait sous la main de la République les biens des princes Etats d'Empire.

C'est en exécution de ce décret que, le 21 fructidor an IV, le Directoire d'Entre-Meuse et Rhin prit un arrêté apposant le séquestre sur les biens du comte de La Layen, considérant « que

(1) *Archives Nationales F⁷ 6.138⁶* (dossier 66).

l'armistice conclu entre le cercle de Souabe et la République Française ne préjuge rien sur le traité de paix qui pourra avoir lieu », et que « jusqu'à cette époque les choses doivent rester *in statu quo* » ; au surplus « laisser plus longtemps la régie des biens dudit comte de La Layen entre les mains de ses agents serait contrevenir formellement aux dispositions des arrêtés du Gouvernement ».

Pour que cette étude des divers séquestres apposés sous le Directoire soit à peu près complète, il faut dire quelques mots de la mesure prise, à la fin de cette période, contre les nationaux d'un Etat qui engageait contre la France quelques hostilités. Le 7 pluviôse an VII, le Directoire exécutif, « informé que, par une violation aussi formelle qu'inattendue du Droit des gens et des traités, le Gouvernement d'Alger a fait mettre dans les fers les citoyens français qui se trouvaient sur son territoire et confisqué leurs biens de toute nature », prit un décret ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Les biens que les sujets du gouvernement d'Alger possèdent en France seront séquestrés sans délai, régis et administrés par la Régie du domaine...

2. — Les sujets du gouvernement d'Alger seront mis en état d'arrestation, les scellés seront apposés sur leurs meubles et effets.

C'était donc une mesure de représailles, qui dura juste le temps nécessaire pour ramener le Dey à une conduite plus pacifique. Il y avait à cette époque peu de citoyens algériens en France. A Marseille, on séquestra les cargaisons des sieurs Bacri et Abucaya, à destination de Malte. Cette mesure avait un caractère très particulier, et il semble que l'administration n'eût pas dû confondre ces biens avec ceux des émigrés, le séquestre étant du même genre que celui apposé quelques années plus tôt sur les biens des sujets ennemis. Néanmoins le Domaine avait une telle habitude de vendre tout ce qu'il régissait et de considérer comme biens nationaux tout ce qu'on lui donnait qu'il voulut réaliser les cargaisons des deux Algériens. Le Département dut s'y opposer par les arrêtés des

24 prairial et 12 messidor : le séquestre fut d'ailleurs levé en fructidor (1).

■
* *

Quelle fut, pendant les quatre années que dura le régime directorial, la situation des biens confisqués ?

D'abord on continua le travail de classement et d'inventaire des papiers saisis. Pour ceux de certains sujets ennemis, le travail fut très long, vu le nombre considérable de pièces à étudier. Commencé le 1^{er} prairial an III, l'inventaire des papiers de Boyd prit fin le 7 fructidor an V ; celui d'Edouard de Walckiers ne fut terminé que le 15 fructidor ; enfin celui des papiers du comte d'Egmont dura jusqu'au 3 nivôse an VI, et les pièces furent classées en 553 cotes.

L'administration eut ensuite à s'occuper de régler les créances et les dettes des émigrés. Le mode fut le même que celui suivi sous la Convention, et la liquidation, très longue, n'était pas encore terminée à la fin du Directoire. Un exemple le prouve : en messidor an VIII, le conseil de préfecture de Seine-et-Oise renvoyait pour être payés à la liquidation des émigrés les créanciers de Disney-Ffitch Poulattier et Langereau, dont la créance avait été reconnue dès frimaire an III (2).

La grande préoccupation administrative de la Régie du domaine fut, sous le Directoire comme sous la Convention, la location des biens confisqués. Ainsi l'immeuble du 719 rue Trudon, appartenant à l'anglaise Mme Martinville, fut loué en l'an VI pour 3.000 francs. L'hôtel du marquis de Deux-Ponts, 768 rue Bigot, fut loué par adjudication aux enchères publiques pour 1.375 francs au citoyen Bouvrain, cultivateur-propriétaire à Montmirail, le 9 fructidor an VI : celui-ci ne voulut pas payer les six mois d'avance dûs en pareil cas ; et, par suite de sa folle enchère, le Département décida le 12 pluviôse an VII de procéder à une nou-

(1) *Archives des Bouches-du-Rhône* Q 2378.

(2) Disney-Ffitch avait été radié en l'an III. *Archives de Seine-et-Oise* Q 779.

velle adjudication : au dernier moment, sur sommation, Bouvrain paya (1).

Il arrivait souvent en effet de ces incidents, et beaucoup de spéculateurs opéraient sur les biens nationaux. D'autre part les propriétaires des biens séquestrés cherchaient parfois à se remettre en possession de leurs domaines, par des moyens détournés, et avec le concours d'hommes de confiance. C'est ce qui arriva, semble-t-il, pour l'hôtel de Salm. A la suite des incidents fâcheux qui avaient contraint le soi-disant marquis de Beauregard à l'abandonner (2), un nommé Espinasse se fit adjuger l'hôtel le 22 floréal an IV. Or Espinasse était en réalité un nom d'emprunt, sous lequel se trouvait Boisville, venu de Belgique comme fondé de pouvoir du jeune prince. Celui-ci loua l'hôtel à un certain Allais, avec lequel il eut beaucoup de difficultés (3).

L'administration dut aussi représenter les propriétaires dans diverses circonstances. Ainsi, en l'an VII, à la suite d'un arrêté de l'administration du département de la Seine en date du 16 ventôse, il lui fallut rechercher dans les papiers sous scellés toutes les pièces nécessaires à l'inscription des titres hypothécaires.

La Régie tâcha de vendre les biens nationaux, pour se décharger de cette lourde administration, et liquider une situation compliquée. La plupart des meubles avaient été vendus sous la Convention : il y eut donc peu d'adjudications mobilières sous le Directoire, d'autant plus — et ceci est également vrai pour les adjudications d'immeubles — que, lorsqu'il y avait des réclamations contre l'inscription, la suspension de toute poursuite était de droit. Au début de la période directoriale, on peut cependant noter la vente des meubles de l'anglais Parère, place du Palais-Bourbon, qui rapporta 343.815 livres le 19 frimaire an IV, et celle du mobilier du prince de Salm-Salm, déposé en la maison Courtavelle, 234 rue de Grenelle, qui produisit en pluviôse 2.729.614 livres. Ces

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 754.

(2) Voir Domaines 190.

(3) *Archives de la Seine*, Domaines 34.

chiffres d'ailleurs, réduits en numéraire selon le cours de l'assignat, ne représentent plus que 2.062 livres et 10.918 livres 10 s. Le 24 messidor an VII, on vendit quelques meubles de Walckiers, pour 4.041 fr. 25.

On réalisa au surplus tous les mobiliers restant sous séquestre, et même ceux de certains sujets ennemis qui commençaient à se détériorer. Quelques-uns, en effet, n'avaient pas réclamé leurs biens après la loi du 14 nivôse : l'administration, qui avait dû les conserver, ne savait qu'en faire et fut contrainte de les liquider pour empêcher leur dépérissement. C'est ce qu'elle fit pour les biens de l'anglais Greffitche, qui avait loué une maison à Yerres, dans le canton de Brunoy (S.-et-O.). En l'an VI, le Domaine, qui avait attendu sa réclamation pour les lui rendre, écrivait au Département.

« Ce mobilier, appartenant à un Anglais, disait-il, ne paraît pas confisqué, quoique séquestré ; mais la République, qui séquestre les biens de ses ennemis, doit en empêcher le dépérissement. Or le mobilier de Gréfitche (*sic*) est déposé depuis plus de trois ans dans un grenier... Il y a plus encore ; les loyers du bâtiment qui contient le mobilier en absorberaient bientôt le prix. Ainsi donc, deux motifs également puissants nécessitent la vente de ce mobilier... puisque le propriétaire ne peut pas y veiller ». Conformément à l'avis du Domaine le Département ordonna la vente, qui fut faite le 15 pluviôse an VII (1).

Les ventes d'immeubles et de biens fonciers continuèrent de même sous le Directoire. On retrouve, dans les diverses et nombreuses lois qui les régirent durant cette période, la trace des hésitations du Gouvernement et des difficultés économiques et financières. Dès le début une loi intervint, le 30 brumaire an IV, pour suspendre toute vente jusqu'au 1^{er} prairial ; c'était l'époque de la chute verticale des assignats, et on étudiait les moyens de remédier à la crise monétaire. On crut les trouver par la loi du 28 ventôse

(1) Archives de Seine-et-Oise Q 777.

an IV, qui prescrivit la vente des domaines nationaux de gré à gré, sur estimation ; le paiement devait se faire au moyen de mandats territoriaux, destinés à remplacer peu à peu les assignats. On se flattait d'arriver ainsi à rembourser ces derniers au trentième de leur valeur ; la mesure n'aboutit qu'à faire supporter aux immeubles la dépréciation du papier-monnaie.

Il fallut, lorsque les résultats montrèrent l'expérience comme fâcheuse, revenir à la vente aux enchères, qui seule pouvait donner des prix relativement avantageux. Ce fut l'œuvre de la loi du 20 fructidor an IV, complétée par celle du 1^{er} frimaire an V, qui prescrivit le paiement en numéraire ou en mandats territoriaux évalués au cours du jour, et par celle du 26 brumaire qui régla le détail des ventes.

C'était revenir aux bons principes, puisqu'il n'y avait plus de papier-monnaie à soutenir, et adopter à nouveau le régime des adjudications tel que la Convention l'avait fixé. Les ventes furent d'ailleurs très nombreuses à l'époque, si nombreuses qu'en vendémiaire an VII Ramel, ministre des finances, estimait les biens subsistant sous le séquestre à 400 millions seulement.

Parmi les sujets ennemis dont on liquida tout ou partie des domaines, on peut citer le prince de Hesse-Darmstadt, dont on vendit la maison 218 rue du Petit-Vaugirard (1), le 22 thermidor an IV, pour 30.600 livres, et le prince Xavier de Saxe-Lusace : son hôtel de la rue du Faubourg Saint-Honoré fut vendu le 27 messidor an VI pour 4.767.000 livres. Le 27 thermidor an VII eut lieu l'adjudication de l'immeuble appartenant au banquier Boyd, rue de Grammont, pour 6.250.000 livres, à Mrs Cousin et Gechter (2) ; jusque-là il avait servi de dépôt pour le mobilier national.

En province, les ventes continuèrent aussi, notamment dans les départements d'Alsace et de Lorraine pour les biens de la noblesse allemande. Le 4 messidor an VI, on mit en adjudication les biens

(1) Aujourd'hui rue du Cherche-Midi.

(2) *Sommier des domaines nationaux de la Ville de Paris* ; les acheteurs furent déclarés déchus par l'arrêté consulaire du 3 ventôse an X.

du landgrave de Hesse-Darmstadt dans le canton de Breidenback. Le D^omaine avait été consulté pour savoir si cette vente était possible, certains prétendant que la mesure était illégale : mais, le comté de Hanau ayant été réuni le 14 février 1793 à la France, l'administration répondit que celle-ci devait en avoir les avantages comme les charges, et pouvait donc les réaliser (1).

Les biens de la famille de Durkheim furent vendus dans le Haut-Rhin : pour 90.000 livres en thermidor et fructidor an IV, pour 120.000 livres en l'an V, pour 40.000 livres dans les années suivantes. Leurs terres de la Sarre furent elles aussi vendues, et rapportèrent 42.000 livres (2).

Si tous les biens ou à peu près ne furent pas liquidés, c'est qu'à cette époque la plupart des sujets ennemis inscrits sur la liste des émigrés réclamaient contre leur inscription. Ils obtenaient dès lors assez facilement le sursis à toute vente, soit qu'ils fussent en instance devant les administrations locales, soit que leurs demandes eussent été portées devant le Directoire.

Ce furent donc surtout les biens des princes allemands que l'administration chercha et réussit à réaliser en grand nombre. Quant aux simples sujets ennemis, leurs biens suivirent le sort de leurs réclamations. Obtinrent-ils en grand nombre leur radiation ? C'est la question qui désormais se pose.

(1) *Archives de la Moselle* Q 453¹.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁴.

II

LEVÉES DE SÉQUESTRES ET RADIATIONS D'EMIGRÉS.

Au début du Directoire, il restait encore un certain nombre de sujets ennemis qui n'avaient pu obtenir la levée du séquestre. Il en était ainsi pour un certain nombre d'Espagnols ; le traité de Bâle étant tout récent, l'article 10, prévoyant la mainlevée, n'avait encore reçu qu'une application restreinte. Mais leurs réclamations étaient portées devant le Gouvernement, et allaient bientôt être jugées.

Fernan Nuñez et ses héritiers avaient bien obtenu des arrêtés favorables du Comité de Salut public, mais il leur avait fallu en poursuivre l'exécution, et le Domaine national soulevait des difficultés. Le ministre des finances dut intervenir, par une lettre du 7 frimaire an IV, en invitant nettement le Bureau du domaine à accéder aux réclamations de Vauquelin, fondé de pouvoir de l'ex-ambassadeur, vu l'article du traité de paix.

Cette fois le Bureau prit un arrêté favorable, le 18 frimaire, déclarant que, « d'après la loi du 14 nivôse et surtout d'après le traité de paix conclu avec l'Espagne, il est de toute justice et de la loyauté française de lever tous scellés et séquestres apposés sur les biens dépendant de la succession ».

Tout devait donc être restitué, même les objets transportés dans les divers dépôts nationaux. Pour ceux-ci, Vauquelin devait s'adresser au ministre des finances, ainsi que pour les indemnités qui seraient éventuellement dues : le recouvrement des titres fut fait le 18 germinal an IV (1).

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 617. Ceci répond à un point d'interrogation laissé par M. Morel-Fatio dans ses *Etudes sur l'Espagne*, 2^e série, p. 304. Après avoir étudié la situation des biens de l'ex-ambassadeur sous la Révolution et les

La levée du séquestre sur le bel hôtel de la rue Saint-Florentin, appartenant à la duchesse de l'Infantado, fut aussi obtenu : ses représentants en reprirent possession, le 24 brumaire an V, en vertu de l'arrêté pris le 28 thermidor précédent par le Directoire exécutif (1).

Ce n'était pas seulement les biens immobiliers qu'il s'agissait de rendre aux Espagnols, mais aussi leurs revenus séquestrés et tous les fonds leur appartenant qui avaient été versés dans les caisses de la Régie. De plus, certains biens avaient été vendus irrégulièrement, et les Espagnols les réclamaient. Le Directoire pourtant décida, par un arrêté du 29 prairial an V, que toutes ces ventes seraient maintenues : il en fut ainsi pour les biens d'Emmanuel Buccarely, dit Querenno, grand d'Espagne, dans le district de Saint-Palais, et pour les propriétés d'Antonio Boaca, officier espagnol, dans le département des Pyrénées-Orientales. Mais ceux qui ne recouvraient pas intégralement leurs biens avaient droit à une indemnité (2).

La liquidation des sommes ainsi dues fut longue et s'étendit sur toute la période du Directoire. La difficulté d'évaluation était d'autant plus grande que les recettes avaient été faites à diverses époques, et que dès lors il fallait les réduire en numéraire. Ce fut seulement le 17 germinal an VII que l'état des restitutions fut fixé par la Régie, après diverses modifications prescrites par un arrêté du Gouvernement : il devint définitif au début de l'an VIII. En voici une partie, relative aux sommes versées à la Régie et qu'il fallait restituer à divers sujets espagnols :

premiers arrêtés pris lors de la réaction thermidorienne, il écrit en effet : « nous ignorons ce qui, en fin de compte, résulta de ces décisions contradictoires. Fernan Nuñez récupéra-t-il les objets mobiliers qu'il possédait à Paris?... Nous n'avons rien trouvé qui l'indique. »

(1) *Sommier des biens nationaux de la Ville de Paris.*

(2) Une loi du 29 floréal an IV mit à la disposition du ministre des finances une somme fixe de 12 millions, pour effectuer les remboursements et faire les liquidations prévues par les lois, pour ceux qui y avaient droit.

Créanciers	Nature des Créances	Dates des Ventes	Dates des Versements	Recettes	Dépenses	A restituer
d'Egmont Pignatelly Grand d'Espagne 44, rue de la Place Vendôme	Vente de mobilier dans sa maison.	46-48 mai 1793 46 août 1793 42 nivôse an II	24 mai 1793 26 août 1793	5.448 40 18.693 70 418.917 40	63.405 13	79.664 07 (en numéraire) 44.498 86
Gonzague Pignatelly de Gonzagua (Alphonse-Louis-Philippe)	Arrérages de rente.		22 pluviôse an IV	8.745 »	425 57	8.617 43 (en numéraire) 32 15
Héritiers Mézières (Espagnols)	Loyer de maison 19, rue du Roule.		6 thermidor au II	2.951 »	43 »	2.908 » (en numéraire) 998 72
L'Infantado (ex-Duchesse) Espagnole	Loyer de maison rue St-Florentin. Vente de mobilier.		4 ventôse an II 43 germinal an II 14 messidor an II 14 fructidor an III	3.750 » 3.750 » 3.750 » 49.488 »	910 69	29.827 31 (en numéraire) 8.470 96
De la Chaussée-Boisville (Marie-Anne-Raymond-Achille)	Arrérages de rente.		22 pluviôse an IV	1.500 »	24 87	4.478 13 (en numéraire) 5 50

(1) Archives de la Seine, Domaines 289 (dossier 3.365).

Fernan Nuñez avait droit aussi à des indemnités, pour certaines créances perçues en son lieu et place. Pour lui, ce n'est que quelques mois après le 18 brumaire que la liquidation fut termi-

née : le 24 frimaire an VIII, le receveur du domaine Bazbié présentait l'état des sommes reçues et dues.

Créances .. 15.547 L. en assignats, versées le 16 septembre 1793.

31 L. 75 en numéraire » le 30 septembre 1793.

Dépensé par la Régie 15.611 L. 45 en assignats.

970 L. 30 en numéraire.

Cet état était accompagné du commentaire suivant : « quoiqu'au premier aspect la dépense paraisse excéder la recette, cependant, d'après les réductions faites suivant le cours de la Trésorerie, c'est effectivement la recette qui excède la dépense, attendu que la recette a été faite en 1793, et la majeure partie de la dépense en l'an II, en l'an III et en l'an IV ». Bazbié proposait de restituer 2.092 L. 74 en assignats, ce qui faisait, à 27 %, 561 L. 04 en numéraire.

L'état ne fut pas admis en haut lieu, où l'on s'étonna. « Il est impossible, disait-on, que la recette étant en assignats de 15.578 L. 75, et la dépense de 15.611 L. 45, Fernan Nuñez soit créancier en assignats de 2.092 L. 74 ». Le receveur Bazbié fut donc invité à présenter un nouveau travail, plus complet et plus précis (1). Nous voyons, par cet exemple, quelques-unes des difficultés auxquelles se heurtait la liquidation, et qui expliquent sa longue durée.

Une autre question se posait. La loi du 14 nivôse an III avait excepté nommément de la levée du séquestre les biens de la Banque d'état de Saint-Charles. Le séquestre devait-il subsister après le traité de Bâle, qu'allait suivre bientôt l'alliance de la France avec l'Espagne ? Il semblait bien que non. Ce fut l'avis du Domaine national, qui, par un arrêté du 23 brumaire an IV, ordonna de remettre à la maison Fontanes et Cie les 130 actions de la banque que l'étranger Défries y avait déposées, vu que la loi de nivôse ne pouvait s'appliquer au passif de ladite banque et vu aussi que le traité de paix avait levé l'exception (2).

(1) *Archives de la Seine, Domaines* 289 (dossier 3.365).

(2) *Archives de la Seine, Domaines* 1437 (dossier 2.402).

La question se posa à nouveau en l'an V. Durant la guerre, les armées avaient pris en Espagne 320 actions de la Banque de Saint-Charles et de la Cie des Philippines, au principal de 620.000 livres ; et, conformément à la loi du 18 messidor an II, les titres avaient été déposés à la Trésorerie. Or, en l'an V, l'ambassadeur d'Espagne les réclama, et le Directoire, s'en tenant à la loi qui maintenait les créances de la banque sous séquestre, demanda aux Cinq-Cents si l'exception ne pouvait être levée. Le 1^{er} nivôse, la lettre du Directoire fut envoyée pour étude spéciale à une commission de quatre membres. Et, le 27 pluviôse, considérant que l'article 10 du traité du 14 thermidor an III abrogeait en fait l'article 3 de la loi du 14 nivôse, l'Assemblée ordonna à la Trésorerie de rendre les actions.

*
* *

L'attitude à prendre vis-à-vis de l'émigration fut sous le Directoire très controversée. La politique intérieure était à cette époque fort agitée, et cela eut des répercussions très sensibles sur les mesures prises concernant les émigrés et leurs biens. On remarqua notamment, après le 18 fructidor, une réaction très nette contre la voie de l'indulgence où l'on semblait s'avancer rapidement. Dans l'application qui fut faite de la législation, il en fut de même.

De nouvelles lois, en nombre fort important, furent donc votées, concernant les émigrés. Si nous nous en tenons à la façon dont il fut statué sur leurs réclamations, et sur les radiations qu'il convenait d'opérer, le Directoire fit preuve de bien des hésitations. La Convention avait, par décret du 26 floréal an III, décidé que tous ceux qui n'avaient pas encore présenté leurs réclamations seraient désormais définitivement exclus de le faire et réputés émigrés. Il était défendu aux corps administratifs, sous peine de forfaiture, d'accueillir leurs réclamations. Enfin, avant de se séparer, la Convention avait suspendu toutes les radiations.

Dès le 18 brumaire an IV, divers membres proposèrent de rapporter le décret de suspension ; les Cinq-Cents ajournèrent leur décision, et c'est le 17 frimaire qu'ils créèrent une commission chargée de présenter un nouveau mode de radiation. Celle-ci déposa son rapport le 7 pluviôse. La discussion s'engagea le 15, pour aboutir à la loi du 28 pluviôse an IV ; les réclamations seraient désormais instruites par le ministère de la police, et la décision prise par le Directoire exécutif (1).

Cette loi ne donna pas satisfaction à tout le monde, puisque le 23 germinal le Directoire saisissait l'Assemblée d'un message, exposant que, le ministère de la police étant fort occupé, il y aurait peut-être avantage à confier l'instruction des affaires au ministère des finances, suggestion qui avait d'ailleurs été faite au cours de la discussion. La question fut renvoyée à une commission de cinq membres, qui déposa son rapport le 6 floréal ; mais l'Assemblée passa à l'ordre du jour, et le mode adopté en pluviôse fut maintenu.

La discussion se rouvrit en thermidor an IV, divers membres se plaignant des lenteurs entraînées par le mode suivi pour les radiations. L'Assemblée invita le Directoire à lui fournir des renseignements concernant le nombre des réclamations, celui des décisions, et à lui apporter ses suggestions pour accélérer le travail. Celui-ci répondit le 7 fructidor : ce n'est cependant que trois mois plus tard, le 23 frimaire an V, qu'une nouvelle commission d'études fut créée.

Il semble d'ailleurs que le temps se passa en démarches, en messages, en rapports de commissions nouvellement créées, sans aboutir à une solution quelconque puisque la loi ne fut pas modifiée. On peut citer pour exemples les messages envoyés par le Directoire le 23 frimaire, les 9 et 18 pluviôse an V, les commissions créées les 1^{er} thermidor an V et 2 floréal an VI.

(1) Cette loi fut complétée par celle du 30, qui décida qu'aucune radiation ne serait faite sans un rapport particulier et motivé, présenté par le ministre de la police.

Entre temps, une nouvelle loi avait heureusement comblé une lacune de la législation concernant l'émigration : ce fut celle du 11 ventôse an V, déclarant les dispositions de la loi de floréal an III non applicables aux individus mis sur la liste après leur mort légalement constatée en France, et autorisant leurs héritiers à se pourvoir en radiation.

Le 16 brumaire an VII, une discussion s'engagea sur diverses questions relatives à ceux qui, inscrits sur les listes d'émigrés, n'avaient été rayés définitivement qu'après la vente de tous leurs immeubles ; on ajourna à plus tard toute résolution définitive. Le 17 messidor an VII, une résolution de l'Assemblée et un arrêté du Directoire réglèrent l'ordre dans lequel seraient désormais faites les radiations : on statuerait d'abord sur celles des défenseurs de la patrie, des inscrits après le 9 thermidor, des inscrits après le 31 mai 1793, enfin sur celles des individus non privilégiés, et sur celles des nobles en dernier lieu.

A la veille du coup d'Etat, on discutait encore des moyens d'accélérer les radiations, puisque l'Assemblée créait, le 3 brumaire an VIII, une commission chargée d'étudier les mesures propres à éviter les inscriptions arbitraires et à rendre plus rapide l'instruction des réclamations.

Dans la pratique, qu'en fut-il ? La plupart des sujets ennemis avaient réclamé bien avant le 26 floréal an III : leurs demandes étaient donc en général recevables dans la forme, il ne s'agissait que de prouver leur bien-fondé. Après des administrations locales, municipalités ou départements, beaucoup obtinrent satisfaction. Les fonctionnaires qui eurent à en connaître accueillirent assez souvent les raisons invoquées par les étrangers, et reconnurent l'illegalité de l'inscription.

Ainsi François-Chrétien de Durkheim, ministre d'Etat de S. A. le duc de Saxe-Meiningen, fut rayé le 9 messidor an V par le département du Bas-Rhin, et le séquestre de ses biens fut levé. Joseph Duc, dit Surville, lieutenant-colonel dans les armées espagnoles, obtint également de l'administration centrale du Jura sa

radiation le 15 prairial an V, et le baron Romain de Gailliot, le 12 fructidor an V, fut rayé par le Département des Forêts. Georges Guyot-Maîche, officier au service de l'Espagne, avait été radié par le Doubs le 14 vendémiaire an V, le général Rossignac le fut par la Charente le 9 frimaire (1).

Parfois l'administration radiait, mais, pour une raison ou pour une autre, elle reportait sur les listes, quelque temps après, le bénéficiaire de la mesure. Etienne Zipf, né à Klingenstein (Bas-Rhin), avait quitté la France en 1786 pour devenir médecin-inspecteur dans les Etats de l'électeur palatin à Germersheim, puis à Heidelberg. Porté sur la liste des émigrés, il réclama contre son inscription, puisqu'il s'était établi en pays étranger avant le 14 juillet 1789. L'administration centrale du Bas-Rhin admit le 3 germinal an V sa prétention, et le raya. Mais la mesure souleva des protestations ; divers habitants de son village prétendirent qu'il habitait l'Alsace au moment de la Révolution, qu'il n'avait émigré que plus tard et était revenu, lors de l'occupation ennemie, pour persécuter les patriotes. Il fut donc mis derechef sur la liste, le 29 frimaire an VI, et ses biens à nouveau séquestrés (2).

A la suite du coup d'Etat du 18 fructidor, et lors de la réaction qui suivit, on inscrivit à nouveau quelques sujets ennemis qui avaient déjà obtenu leur radiation (3). Walter Boyd fut dans ce cas : rayé provisoirement par le Département de Paris, le 2 prairial an V, il avait aussitôt chargé son fondé de pouvoirs, Pierre Formalaguez, de se faire remettre en son nom les papiers et livres saisis. Ses créanciers, en effet, réclamaient contre la mesure qui les privait de leurs biens. « On sèchera les larmes de deux cents créanciers dont la plupart souffrent cruellement, et dont chaque instant

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61383 à 7, suivant l'ordre alphabétique.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61387, dossier 158.

(3) On trouve trace de cet état d'esprit dans une lettre adressée, le 26 brumaire an VI, par le département du Cher à la municipalité de Bourges : « Aujourd'hui que le gouvernement révolutionnaire a repris toute sa force, ... il est bien déterminé à poursuivre les émigrés rentrés et à se mettre en garde contre la surprise qui avait arraché tant de radiations sous le régime réactionnaire ». Cité par M. Marion dans *Quelques exemples de l'application des lois sur l'émigration*.

de retard aggrave (*sic*) leur (*sic*) fâcheuse position », disait Formalguez en réclamant du Domaine l'ensemble des livres de commerce (1). Les papiers et registres, classés en plus de 500 cotes, lui furent remis les 22 et 28 fructidor, d'après l'arrêté pris le 6 thermidor an V par le Domaine. Mais, Boyd ayant quitté Paris, le séquestre fut réapposé sur ses biens, et son nom à nouveau porté sur la liste en thermidor an VII.

Même chose arriva à Antoine Barthès-Marmorières, qui n'était d'ailleurs pas sujet ennemi ou ex-ennemi, mais Suisse ; le fait n'en est pas moins significatif. Le 18 thermidor, il avait été rayé par le Directoire exécutif, en sa qualité de Suisse. Mais, après le 18 fructidor, il fut dénoncé comme agent des émigrés et princes français : un arrêté du 28 fructidor an VI le déclara définitivement maintenu, estimant « nuls et contraires aux lois tous les titres par lui produits pour se faire considérer comme Suisse ».

Il y eut aussi quelques cas particuliers assez curieux : tel celui de Charles-Philippe Sprenger, ex-bailli de Bergzabern, dans le duché de Deux-Ponts. En 1793 il n'avait pas voulu prêter serment de fidélité à la République : banni, on ne l'avait pas porté sur la liste des émigrés, mais ses biens n'en avaient pas moins été confisqués. En l'an V il revint, et l'administration du Bas-Rhin, par un arrêté du 14 floréal, le remit en possession desdits biens, tout en lui faisant défense de les aliéner ; son dossier fut renvoyé au ministère de la police, comme s'il était émigré (2).

Le 6 messidor an V, l'administration de la Lys raya le nom de Charles Cajétan, comte de Thiennes et Rumbecke ; mais, à la suite de la reprise des hostilités avec l'Autriche, elle le réinscrivit le 7 messidor an VII, conformément à l'arrêté directorial du 14 prairial, qui frappait de séquestre les biens des habitants des pays réunis qui prendraient les armes pour l'Autriche.

Au reste, les Départements n'accueillirent pas toujours les récla-

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 251).

(1) *Archives Nationales* T 1604, 1630.

mations de ceux qui se présentaient comme sujets ennemis. Ainsi Louis-Joseph-Maurice de Gohr, grand maréchal de la cour électorale de Bavière, vit sa demande rejetée par l'administration du Bas-Rhin, le 26 frimaire an VII (1) ; néanmoins un sursis fut ordonné pour la vente de ses immeubles, vu l'instruction du ministre des finances en date du 2 frimaire an V, qui prescrivait ce sursis pour ceux dont les réclamations étaient parvenues en temps utile. Son inscription fut maintenue, le Département considérant « qu'il est du devoir d'une administration républicaine de rejeter une demande formée par un homme qui n'a pas hésité de mettre en balance les hochets d'un despote avec le titre glorieux de citoyen français » (2).

Néanmoins, nous l'avons dit, ce ne fut pas en général les administrations locales qui s'opposèrent aux radiations ; et elles prirent beaucoup d'arrêtés admettant les réclamations des émigrés. Mais ceux-ci, favorables ou non, étaient tous transmis au ministre de la police, qui instruisait les affaires et les soumettait au Directoire pour décision ; c'est donc l'attitude de celui-ci qu'il faut examiner.

En l'an V, peu de décisions furent prises, le travail préparatoire étant assez long ; les Cinq-Cents s'occupaient de l'accélérer, mais en restaient aux discussions et aux études en commission. Le 5 vendémiaire, le Directoire maintenait Dagobert-Sigismond de Wurmsen dans le Bas-Rhin, et, le 9 floréal, Elie Kalb, sujet prussien rayé provisoirement le 25 ventôse, dans la Charente-Inférieure. Un arrêté du 25 fructidor déclara que désormais le ministre de la police ferait imprimer chaque mois la liste de ceux qui demandaient leur radiation et dont l'affaire était en état d'être jugée. Ce fut le « *Bulletin des demandes en radiation de la liste des émigrés* » : il dura tout l'an VI, et semble avoir disparu l'année suivante (3).

(1) Voir page 211. M. de Gohr avait-il obtenu ou non la levée en l'an III ? M. de Reissenbach s'était alors fait fort de son exemple, mais peut-être n'était-ce qu'un arrêté provisoire.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 6138⁵ (dossier 117).

(2) *Archives Nationales* A F III 30104.

Le travail des radiations continua néanmoins. En l'an VI, le Directoire rayé définitivement les deux frères Pignatelly (6 nivôse), et Frédéric Turckheim, du Bas-Rhin, le 6 prairial. Mais il maintient François-Conrad Truchsess de Rheinfelden, grand bailli de l'ordre de Malte et noble immédiat du Brisgau (6 prairial), et M. de Rathsamhausen, président de la Régence du comté de Hanau (3 fructidor). Il maintient également, le 17 fructidor, Charles de Latour-Envoivre et ses frères, nés Toscans, qui possédaient dans la Meuse divers domaines ; leur cas d'ailleurs se trouvait différent, car ils n'avaient pas réclamé avant le 26 floréal an III, et leur demande dès lors n'était pas recevable (1).

En l'an VII, le Directoire maintint Paul Bassenge, le célèbre joaillier. Jacques et Patrice Galwey, radiés provisoirement le 3 pluviôse an III, virent leur demande rejetée le 3 brumaire. Le 7, le Directoire repoussa aussi la réclamation de Chrétien Pfeffel. Le 27 floréal, il maintint Maximilien d'Helmstatt, inscrit dans la Meurthe, la Moselle et la Seine (2), et, en thermidor, Louise-Marguerite de La Marck, veuve d'Arenberg.

Il y eut donc sous le Directoire quelques radiations définitives, mais, en grande majorité, les inscriptions furent maintenues. Les départements, pour donner satisfaction aux réclamations, furent beaucoup plus larges que le Directoire ou que le ministre de la police, qui se laissèrent souvent guider par la raison d'Etat et le souci de défendre les institutions républicaines. Au contraire, plus près des influences locales, ces administrations suivirent une marche différente, d'autant que l'on sentait de plus en plus la réaction se dessiner ! C'est ainsi que, l'administration centrale du Calvados ayant, le 23 nivôse an VI, rayé Jean-François-Ennemond de Bressac, il fut maintenu le 11 germinal an VII, à la suite d'une lettre du ministre en date du 8 ventôse, sans que sa réclamation fût portée devant le Directoire (3).

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6138⁵ (dossier 133).

(2) *Archives Nationales* AF III 602.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 6138³ (dossier 123).

Quelques princes allemands essayèrent durant cette période de se faire radier, par exemple le prince de Saxe-Lusace, que maintint l'arrêté du 4 floréal an VI, et le prince de Ligne, qui envoyait le 17 ventôse un mémoire aux Directeurs en demandant la levée du séquestre et un sursis pour la vente de ses terres d'Amblise.

Cependant, pour ces derniers, la cessation des hostilités avec l'Autriche, les préliminaires de Léoben et le traité de Campo-Formio, tous ces événements d'importance vinrent changer la situation et leur offrir le moyen de mieux faire entendre leur voix. La question pour eux changeait de face et passait désormais sur le plan diplomatique.

III

LA TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO ET LE CONGRÈS DE RASTADT.

Lorsque la Convention se retira pour laisser la place au régime directorial, la coalition qui s'était formée contre elle était déjà en partie dissoute. La Hollande, la Prusse, l'Espagne avaient déjà cessé les hostilités ; les coalisés étaient fatigués de la guerre, et, peu à peu, les belligérants en vinrent successivement à engager des pourparlers avec la France pour conclure la paix.

C'est ainsi que, durant l'an IV, plusieurs traités furent signés avec des Etats ennemis. Le 28 thermidor fut ratifié le traité signé à Paris, le 20, avec le duc de Wurtemberg ; et, le 14 fructidor, celui conclu le 5 du même mois avec le margrave de Bade. Enfin, un mois plus tard, les hostilités ayant cessé avec le roi des Deux-Siciles, la paix fut conclue le 19 vendémiaire, et le traité ratifié le 5 brumaire de l'an V.

Dans tous ces traités, un article spécial avait été inséré, dans lequel chacun des belligérants s'engageait respectivement à donner mainlevée de tous séquestres apposés sur les biens appartenant à des nationaux de l'autre Etat. De plus les deux premiers réglaient, pour le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade, les questions relatives à leurs propriétés personnelles en France, puisque tous deux étaient princes possessionnés en Alsace. En dehors des terres allemandes possédées par lui en toute souveraineté, et qu'il cédait par le traité, le duc de Wurtemberg abandonnait, par l'article 4, les domaines dont il était propriétaire, tels que les seigneuries de Riquewihr, d'Ostheim et le comté de Horbourg. De même le margrave de Bade, qui cédait lui aussi ses terres allemandes de la rive gauche du Rhin, abandonnait la seigneurie

de Koutzenhausen en Alsace, et ses biens en Moselle ; ceux-ci, restés sous séquestre, furent vendus sous le Consulat (1).

Au début de l'an V, seules restaient en fait nos ennemies l'Angleterre et l'Autriche. Celle-ci, entrée la première dans la lutte, était la dernière des puissances continentales à supporter le poids de la guerre (2). Mais, après la campagne désastreuse d'Italie où Bonaparte lui fit subir défaites sur défaites, elle dut, elle aussi, se résigner à traiter. A la suite des préliminaires de Léoben et d'une longue négociation entre le général Bonaparte et M. de Cobentzel, la paix définitive fut enfin signée à Campo-Formio, le 23 vendémiaire an VI (17 octobre 1797), et le traité ratifié le 13 brumaire. C'était donc la fin de la longue guerre qui se poursuivait depuis cinq ans entre la France et presque toute l'Europe continentale — seule en effet l'Angleterre ne déposait pas les armes.

Dans le traité de Campo-Formio, les articles 2 et 9 prévoyaient qu'il serait accordé mainlevée de tous séquestres établis sur les biens des nationaux ressortissant à l'un ou l'autre des Etats contractants, tant dans leurs territoires anciens que dans les pays réunis. Il ne semble pas d'ailleurs que ces articles reçurent, au moins immédiatement, une application étendue, tant en France qu'en Autriche, puisqu'une note du 24 nivôse an VI adressée aux plénipotentiaires français du congrès de Rastadt attirait l'attention sur les plaintes de divers Belges, qui n'obtenaient pas satisfaction de l'Autriche : le séquestre sur leurs capitaux à la Banque de Vienne, y lisait-on, « subsiste encore avec la dernière rigueur, ce qui jette le désespoir dans l'âme d'une foule de citoyens qui comptaient, après quatre années de misère, recevoir les intérêts arriérés de leurs capitaux qui sont très considérables, car il n'est presque pas de rentier dans les pays réunis qui n'ait une bonne partie de sa

(1) En thermidor an IV, comme bien des princes allemands négociaient, le Directoire avait ordonné d'ajourner les ventes des biens des princes possessionnés en Alsace.

(2) Les deux dernières puissances qui signèrent la paix avant elle furent la République de Gènes (17 vendémiaire an V) et le Pape (19 février 1797).

fortune sur la Banque de Vienne » (1). La France ne leva pas plus rapidement les séquestres encore existants.

Si, par le traité, l'Autriche reconnaissait à la France la rive gauche du Rhin, elle ne pouvait cependant engager par là les autres Etats membres de l'Empire. Or c'était eux surtout qui étaient intéressés à cette cession : il fallait donc régler, d'accord avec eux, les questions soulevées par l'extension de la France jusqu'à ses frontières naturelles.

Ces questions étaient de diverses sortes. Celle des indemnités auxquelles les princes possessionnés en Alsace eussent pu prétendre, pour compenser la suppression des droits féodaux dans leurs territoires, fut écartée d'un commun accord pour ceux qui conserveraient des biens en France. La question de la cession éventuelle à la France des terres et Etats souverains, possédés par des princes d'Empire, posait le problème des indemnités territoriales. Enfin, comment fallait-il envisager la levée du séquestre sur les domaines particuliers ou sur les seigneuries dont ils étaient propriétaires ? Devait-on les leur rendre ou les indemniser de leur perte ?

Autant de problèmes délicats, autant de questions difficiles à résoudre, l'Empire semblant d'ailleurs peu disposé à céder la frontière du Rhin à la France. On convint donc qu'un Congrès s'ouvrirait à Rastadt, pour fixer définitivement les bases d'une pacification générale, et que là serait réglé définitivement le sort des princes d'Empire (2).

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*, France 680, folios 51-52. Le séquestre était d'ailleurs contraire à l'édit qui créait la banque, pris en 1705 par Joseph 1^{er} « S'il y a des personnes étrangères ou sujets à d'autres juridictions ou dominations, sans distinction de nation, qui auraient des capitaux sur la banque... ceux-ci, en cas de guerre déclarée et d'hostilités publiques contre leurs nations ou dominations... ne seront point inquiétés par l'appréhension en provenant (c'est-à-dire par aucun séquestre) et confiscations accoutumées des biens des ennemis situés dans le pays ; mais tous les capitaux appliqués sur la Banque de Vienne, qu'ils soient aux amis ou ennemis, seront toujours conservés, *ex jure* et *ex facto*, avec égale sûreté. »

(2) On peut lire, au sujet du congrès de Rastadt, l'important ouvrage de L. Pin-

*
* *

Le congrès se réunit en nivôse an VI. La France y était représentée par trois plénipotentiaires, Napoléon Bonaparte (1), Bonnier et Treilhard. La discussion s'ouvrit par d'amères explications entre l'Empire et l'Autriche. L'Empire se plaignait que celle-ci, après l'avoir entraîné à la guerre, abandonnât toute la rive gauche du Rhin à la France, lésant ainsi gravement les intérêts des petites principautés.

La France proposa, pour apaiser le conflit, d'indemniser les princes par un système de sécularisation des Etats ecclésiastiques de la rive droite, idée à laquelle elle s'était arrêtée, d'accord avec l'Autriche, lors des négociations de paix. Après de vives résistances de la députation de l'Empire, qui sentait bien la nécessité de céder la rive gauche du Rhin, mais s'y opposait dans le but d'obtenir des indemnités plus étendues, le principe des sécularisations fut enfin admis.

Il ne restait qu'à l'appliquer dans la pratique. Là résidait d'ailleurs la difficulté, vu l'âpreté mise par chacun dans ses réclamations et les luttes entre les divers intérêts privés, d'autant plus ardentes qu'on ne pouvait espérer donner à ces princes l'équivalent exact de leurs pertes. Dans ces discussions, la France soutint les revendications des petits princes et celles de la noblesse immédiate, poursuivant sa politique traditionnelle de méfiance contre la Maison d'Autriche. Et, dans un but d'équilibre européen, elle défendit contre celle-ci leurs intérêts : maintenir dans l'Empire les droits et les prérogatives des petits Etats, empêcher l'Autriche

gaud et P. Montarlot, l'article de R. Koechlin paru dans les *Annales de l'école libre des Sciences politiques* de 1888 : *La politique française au Congrès de Rastadt* et la brochure de R. de Petiteville : *Les négociations de Treilhard à Rastadt*.

(1) Celui-ci, plénipotentiaire en titre, mais à contre-cœur, se mêla peu à la négociation, si ce n'est pour maltraiter et épouvanter les plénipotentiaires allemands. Il repartit presque aussitôt, et fut remplacé, ainsi que Treilhard, lorsque celui-ci devint Directeur. Jean Debry et Roberjot furent alors, avec Bonnier, les plénipotentiaires français.

d'y parler en maître, c'était le maintenir comme un corps vénérable, sans force, sans direction unique, et garantir la paix de l'Europe.

D'autre part, la France était assaillie par les revendications des princes allemands. Déjà, un an auparavant, aussitôt connus les préliminaires annonciateurs de la pacification, certains s'étaient adressés à elle pour appuyer leurs réclamations. Depuis le printemps de l'an V, le prince de Linange maintenait à Paris un envoyé pour négocier les indemnités qu'il estimait lui être dues pour l'occupation de ses Etats, le séquestre de ses propriétés, et leur cession probable à la France. Talleyrand, ministre des relations extérieures, lui avait proposé des compensations dans le cercle de Souabe ; aussitôt l'annonce du congrès de Rastadt, son envoyé s'y rendit, et réclama l'appui de la France (1).

Ce fut aussi le cas de Marshall, envoyé à Paris par les princes de Nassau pour traiter la question des indemnités, et qui repartit pour Rastadt en nivôse an VI.

Dès l'ouverture du congrès, Talleyrand donna aux plénipotentiaires des instructions conformes à ses vues. En pluviôse, il leur faisait tenir les réflexions suivantes : « la République Française prend intérêt aux Etats qui vont perdre leurs possessions sur la rive gauche du Rhin par la paix, et elle veut que ces Etats soient indemnisés par des sécularisations ». Le 25 nivôse, il les avait pressés par une lettre de recevoir et de provoquer les demandes des ministres de Prusse, de Hesse (2), de Deux-Ponts (3), et de tous ceux qui étaient en droit de réclamer des indemnités (4).

Ceux-ci d'ailleurs n'avaient pas attendu les sollicitations pour présenter des mémoires exposant leurs réclamations. Certains,

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*, France 679, folio 86.

(2) La maison de Hesse cédait Saint-Goar et le bailliage de Rhinfels.

(3) La maison ducale de Deux-Ponts cédait le duché de Deux-Ponts, avec huit grands bailliages, le comté de Ribeaupierre (Haut-Rhin) et diverses terres, le tout estimé à 4 millions de florins de revenu (le florin d'empire valait un peu plus de deux livres).

(4) *Archives du ministère des affaires étrangères*, France 679, folios 125, 151.

avaient obtenu d'être compris nommément dans la liste de ceux dont le traité de Campo-Formio reconnaissait le droit à indemnité. C'était le cas du comte de La Layen, qui avait fait appuyer auprès de Talleyrand, par les plénipotentiaires du cercle de Souabe, sa demande en levée de séquestre sur ses biens entre Meuse et Rhin. Ses revendications étaient basées sur le fait que, depuis l'armistice du 9 thermidor entre la France et le cercle, il avait retiré ses contingents de l'armée d'Empire. Pourtant ses réclamations avaient été repoussées (1).

Aussitôt l'ouverture du congrès, il porta donc ses doléances devant la Diète (17 janvier 1798), invoquant que son château avait été pillé, et qu'il avait perdu 156.600 florins de revenus pour ses terres et dimes confisquées : il réclamait aussi 1.823.805 florins pour les dégâts commis et les contributions levées dans ses domaines. Le séquestre sur ses biens subsista pourtant. C'est ainsi qu'ayant à cette époque, hérité de la seigneurie de Landscron près de Bonn, il la vit passer aussitôt sous la main du Domaine national. La comtesse douairière de La Layen porta aussi devant le congrès sa demande en mainlevée de séquestre sur les diverses salines qu'elle possédait dans l'ancien comté (2).

Xavier de Saxe-Lusace, maintenu par le Directoire sur la liste des émigrés, fit appuyer à Rastadt ses réclamations, par une lettre qu'adressa le 11 prairial le comte de Léoben, ministre plénipotentiaire de la cour électorale de Saxe, aux envoyés français, exposant qu'il était prince apanagiste de la maison de Saxe et qu'on ne pouvait le tenir pour émigré, puisque dans l'Ancien Régime il fallait des lettres de naturalisation pour être considéré comme Français (3).

Le duc de Croy envoya aussi un plénipotentiaire à Rastadt ; ses droits avaient été reconnus par le traité de Campo-Formio, et il négociait au sujet des indemnités à lui dues pour la perte de ses

(1) Voir page 217.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 36, folios 176 à 187.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Fonds de France 680.

principautés de Mœurs et de Meylle, et du comté de Hornes. Il fit appuyer sa demande en radiation, portée en messidor an VI devant le Directoire ; elle ne fut d'ailleurs pas admise, malgré l'avis très net exprimé par le jurisconsulte Lamarnierre, dont le Gouvernement avait sollicité une consultation, et qui répondit en ces termes : « ayant été consulté il y a quelques années sur la question d'état qui intéresse le prince de Croy,... sa réclamation appuyée de pièces authentiques me parut alors ne devoir éprouver aucune difficulté, puisqu'il m'était démontré incontestablement prince étranger, et, qui plus est, prince souverain, et que, par une conséquence nécessaire, il ne pouvait sous aucun point de vue être réputé Français » (1).

Le prince Constantin de Salm-Salm, qui dès 1793 avait perdu sa principauté, intervint aussi au congrès de Rastadt. Le 12 août 1797, à la suite des préliminaires de Léoben, et sans attendre la signature du traité de paix, il avait donné sa procuration à Pierre-François Noël, son intendant, pour être son chargé d'affaires auprès du Directoire, et y porter ses réclamations. Celui-ci avait présenté à Paris, le 22 fructidor an V, un important mémoire, où il exposait, avec pièces à l'appui, les pertes du prince : le mobilier de son château de Senones avait été vendu, les scellés apposés sur tous ses biens, ses forêts et usines aliénées, ses terres et revenus en Champagne et dans les Ardennes confisqués. On avait séquestré ses rentes sur l'Hôtel de Ville, ses terres en Brabant, parmi lesquelles le château d'Hoogstraten, enfin son hôtel d'Anvers.

Le mémoire exposait aussi les réclamations des princes apanagés de la maison de Salm, dont les biens avaient été mis sous séquestre par le département des Vosges : huit membres de la famille avaient été portés sur la liste des émigrés, quoiqu'ils fussent tous sortis avant la réunion à la France : tel le prince Alexandre de Salm-Salm, qui avait quitté le pays dès 1790. Quant au prince Emma-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés*, 72, folios 297-298.

nuel, l'ancien colonel du Régiment de Salm-Salm, le mémoire n'en parlait pas, puisqu'il avait été déjà rayé en l'an IV (1). Notons pourtant que l'arrêté de levée de séquestre n'avait pas été exécuté, le prince n'ayant pas réclamé la levée des scellés. Ce n'est qu'en nivôse an VII qu'il songea à en poursuivre l'application et à demander la restitution de ses meubles et notamment de sa bibliothèque : jusque-là, en effet, on ne lui offrait que des assignats pour l'indemniser de ses biens vendus, et il préférait attendre des circonstances plus favorables (2).

Le mémoire de Noël pour la maison de Salm fut appuyé auprès du ministère de la police par Talleyrand, qui écrivait le 18 frimaire an VI : « leur radiation me paraît de droit rigoureux, mais, quant à leurs biens vendus ou séquestrés, je pense qu'il faut en ajourner les effets » ; le congrès de Rastadt allait s'ouvrir, et il fallait attendre pour juger des indemnités qu'ils pourraient obtenir de l'Empire. La radiation ne fut néanmoins pas prononcée ; et, lorsque le congrès commença à tenir ses assises, Noël présenta un nouveau mémoire, rappelant notamment la neutralité du prince dans la guerre, mémoire qui fut suivi de deux notes précisant les pertes de la maison de Salm, remises à Bonnier et à Treilhard les 30 nivôse et 1^{er} pluviôse. Il proposait de remplacer par des domaines pris sur la rive droite du Rhin tous leurs biens perdus, terres souveraines et propriétés particulières (3).

Un prince allemand vint lui-même à Rastadt présenter ses revendications et chercher à obtenir des plénipotentiaires quelques dédommagements pour les pertes importantes que la Révolution et la guerre lui avaient fait subir. C'était le jeune prince Ernest de Salm-Kirbourg, accompagné de la princesse Amélie de Hohenzollern, sa tante et sa tutrice (4). Depuis le jour où, en l'an III,

(1) Voir page 212.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folio 284.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folios 161 à 211.

(4) Voir page 209 ses instances auprès du Comité de législation pour ses biens en France.

la Convention avait levé le séquestre apposé sur la succession de son père, de nombreuses difficultés s'étaient élevées pour sa remise en possession. Le décret de la Convention du 30 fructidor an III avait bien étendu à tous ses biens en Belgique les dispositions favorables du décret pris le 23 messidor par le Comité de législation, relatif à ses terres du Hainaut ; mais l'arrêté directorial du 28 floréal an IV ordonnant le séquestre des biens des princes et seigneurs ayant voix à la Diète de Ratisbonne jeta l'administration dans le doute. Pourtant, sur la réclamation de son représentant Boisville, le 13 messidor an IV, le Directoire général de l'administration des pays conquis entre Rhin et Moselle permit au prince de percevoir ses revenus non seigneuriaux et de jouir de toutes ses propriétés. Il se trouvait aussi en négociations avec le Gouvernement français au sujet de quelques indemnités dues par la France à sa maison, et reconnues dettes nationales en 1792. Sa demande fut appuyée auprès du ministère des relations extérieures par Hoche, général de l'armée de Sambre-et-Meuse (1).

Beaucoup de difficultés se trouvaient donc encore en suspens, lorsque s'ouvrit le congrès : c'est ainsi que, les 20 vendémiaire et 26 pluviôse an VI, la princesse de Hohenzollern ayant vendu diverses terres dans la principauté pour désintéresser les créanciers, auxquels il était dû 100.000 livres, le commissaire du pouvoir exécutif éleva des doutes sur la validité de la vente : aucun ordre, prétendait-il, n'exceptait le prince de Salm de l'application des lois sur les princes possessionnés.

Dans le cours des négociations, Talleyrand recommanda à ses plénipotentiaires d'aider de leur mieux les efforts du jeune prince et de sa tante, en souvenir du prince de Salm précédent qui, disait-il le 9 floréal an VI, s'était voué à la cause de la liberté et avait péri dans l'époque la plus douloureuse de la Révolution, « victime probablement des manœuvres employées par les ennemis

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folios 151 à 158.

extérieurs pour perdre un homme qui, malgré sa position, ne s'était pas montré l'ennemi de la France régénérée » (1).

Ayant protesté contre le conclusum, il ne rentrait d'ailleurs pas dans la catégorie des princes souverains dont, aux termes de la loi, les biens avaient été confisqués. Mais l'administration française réclamait un certificat constatant sa protestation. Or il fut impossible de la découvrir aux archives de la Diète, « l'Empereur ayant trouvé qu'il ne convenait pas qu'un Etat qui avait abandonné la cause de l'Empire pendant le danger qui menaçait la patrie commune pût se prévaloir de sa désobéissance pour la faire tourner à son profit ». On fut donc obligé d'esquiver la difficulté : la copie de la lettre de protestation envoyée par le prince à son ministre à Ratisbonne fut certifiée conforme, légalisée, et envoyée à la princesse Amélie pour toutes fins utiles (7 messidor an VI) (2).

Le prince évaluait les indemnités dues pour ses pertes à 66.711 florins en revenu, et à 1.245.000 florins en capital. De plus, il demandait au Directoire de déclarer valables les ventes faites en son nom, puisque, le traité de Campo-Formio n'ayant pu céder sa principauté, et le séquestre sur ses biens ayant été levé par divers décrets, il était en droit d'en disposer (thermidor an VI).

Ce ne fut pas seulement les princes et Etats d'Empire qui vinrent à Rastadt présenter leurs revendications ; la noblesse immédiate y députa certains des siens, pour tenter de conserver son existence politique et ses biens. Le 25 janvier 1798, le comte Echrbach remit aux plénipotentiaires un mémoire où il exposait la situation des propriétés françaises du corps équestre. « Ladite noblesse, disait-il, se trouve à l'égard de ses possessions en France dans la situation la plus fâcheuse et la plus accablante, puisque non seulement elle n'en retire depuis plusieurs années aucun revenu, que tout est séquestré ; mais elle est aussi menacée que lesdites possessions

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Fonds de France 680, folio 132.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56.

soient vendues ». Sa position est d'autant plus malheureuse, d'ailleurs, qu'elle n'est pour rien dans la guerre : « sans influence directe ni indirecte sur le Gouvernement et les affaires politiques de l'Empire, elle peut d'autant moins être chargée d'aucune responsabilité à cet égard » (1).

La noblesse immédiate se crut menacée de perdre tous ses biens lorsque, par une note du 22 pluviôse an VI, la France déclara que les territoires des princes qui exerçaient les droits de souveraineté entreraient dans le domaine de la nation française. Aussi, dans les notes suivantes, les députés du corps équestre insistèrent-ils sur le caractère spécial des possessions du corps, n'impliquant pas une entière souveraineté. D'autres questions encore se posaient, outre celle du séquestre de leurs biens et de leur restitution : par exemple celle des indemnités pour la suppression des droits de dîme, de péage et autres, qu'ils possédaient dans leurs propres seigneuries, sur d'autres territoires, ou les uns chez les autres. Mais, quoique mêlée à la première, cette question restait surtout dans le plan politique.

En dehors des mémoires présentés au congrès par les envoyés du corps équestre, MM. d'Echrbach, Charles de Gemmingen, le comte d'Hunoldstein... pour défendre les intérêts généraux de la noblesse immédiate, beaucoup de membres de l'ordre vinrent eux-mêmes à Rastadt apporter leurs revendications et chercher, par des appuis bien placés, à obtenir satisfaction. Beaucoup sollicitaient leur radiation et espéraient y atteindre assez facilement par la voie diplomatique.

Philippe-Antoine d'Hunoldstein, député de la noblesse du cercle du Haut-Rhin et reconnu en cette qualité par les plénipotentiaires, se plaignit d'avoir été maintenu le 27 thermidor an VI sur la liste des émigrés par le Directoire. Il adressait alors un mémoire à celui-ci, exposant sa propre situation en ces termes : « il est né affilié à une corporation faisant partie intégrante d'un gouver-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 44, folios 81, 85 à 95.

nement étranger... Il est constant que le comte d'Hunoldstein est membre de la noblesse immédiate de l'Empire, puisqu'en ce moment même il exerce des fonctions qui supposent et attestent cette qualité... Le procès pour les nobles immédiats à Rastadt fût-il perdu,... encore ce principe ne pourrait-il pas s'appliquer au comte d'Hunoldstein qui ne possède rien en France qu'à titre particulier ». Il rappelait aussi les principes proclamés par un pays qui fait la guerre « aux Gouvernements étrangers, mais non aux propriétés soumises à la garantie de ces gouvernements » (1).

D'autres réclamations se produisirent. Ainsi celle du comte de Degenfeld-Schomberg, qui, le 5 fructidor an VI, apprenant que ses terres d'Altorf (près Landau) allaient être vendues, demanda un sursis à toutes poursuites jusqu'à la fin des négociations. Les dames Cathcart et Kellenbach, maintenues émigrées par le département du Bas-Rhin, s'adressèrent au congrès, les 18 floréal an V et 22 messidor an VI, pour appuyer leur mémoire du 15 fructidor demandant la levée du séquestre sur leur seigneurie d'Assweiler. M. d'Albini, ministre directorial de Mayence, transmit les demandes de M. de Pfurdt, général au service de l'Autriche, dont les terres du Jura étaient sur le point d'être vendues, et celles de M. de Bassenheim, qui avait déjà présenté l'état de ses pertes évaluées à 40.000 florins de revenu (2).

Rastadt, du reste, n'était pas le seul endroit où les plénipotentiaires français et étrangers se trouvaient assaillis par les demandes des princes allemands. Depuis que, l'état de guerre ayant cessé entre l'Autriche et la France, celle-ci était représentée à Vienne par un ambassadeur, un grand nombre de princes ou seigneurs allemands s'adressaient à lui pour transmettre à Paris leurs réclamations.

Dès le 16 ventôse an VI, le prince de Ligne avait écrit à Berna-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 44, folios 183-185.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Fonds de France 680 (folio 335) et 681 (folios 83 et 163).

dotte : « comme avant votre arrivée à Vienne il n'existait aucune autorité à qui je pusse m'adresser pour déclarer que j'aspire au bénéfice de l'article 9 du traité de Campo-Formio, je m'empresse, avant l'expiration du terme qu'il prescrit, de vous faire parvenir, citoyen ambassadeur, l'intention où je suis de vendre mes biens dans la Belgique dans le terme de trois ans, vous priant de la faire constater vis-à-vis de qui il appartient, afin de me préserver des suites fâcheuses qui pourraient résulter d'un plus long retard ».

Le 17, il lui adresse une nouvelle lettre, et se plaint d'être considéré comme émigré français. Il n'a jamais eu en effet que des biens en France, et non un véritable domicile ; il n'est pas non plus émigré belge, attendu qu'il ne résidait plus à Bruxelles à l'époque de la Révolution, étant domicilié à Vienne depuis 1786. Enfin il a obtenu, sur sa demande, d'être dispensé de fournir un contingent à l'armée de la Diète, il ne peut donc être regardé comme prince ennemi (1).

Le baron et la baronne de Bartenstein, rayés provisoirement par le département de la Dyle, prièrent aussi Bernadotte d'appuyer, auprès du Directoire, leur demande en radiation définitive (18 ventôse an VI) : ce qu'il fit en la transmettant à Lambrecht, ministre de la justice, qui lui-même la renvoya au ministère de la police, signalant la conduite paisible des réclamants lors de leur séjour en Belgique (2).

Les princes allemands semblaient donc près de faire admettre leurs revendications. Les hostilités étaient terminées, les plénipotentiaires français les appuyaient au congrès de Rastadt. Sans doute ils ne recouvreraient pas leurs terres en France, au moins leurs domaines souverains ; mais on leur offrait des compensations étendues sur la rive droite du Rhin, et, grâce à une large application du principe des sécularisations, les indemnités étaient de nature à les satisfaire. Les négociations étaient certes fort labo-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche 368, folios 146-155.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche 368, folios 159, 327.

rieuses ; néanmoins, il semblait qu'elles dussent aboutir finalement à une solution qui assurerait la paix définitive.

Si les travaux du Congrès avançaient assez favorablement, la situation générale de l'Europe devenait cependant de plus en plus menaçante dans les premiers mois de l'an VII. Peu à peu la coalition de l'Europe se reforma contre la France pour lui arracher ses frontières naturelles récemment acquises : les hostilités reprirent, notamment avec l'Autriche, à qui la guerre fut déclarée le 22 ventôse an VII (12 mars 1799).

Cette guerre n'existait qu'entre la France et l'Empereur, non avec l'Empire : le Congrès de Rastadt ne s'était donc pas dissous. Il est vrai que, sur la pression de l'Autriche, la plupart des princes allemands avaient appelé leurs envoyés, si bien qu'en fait les négociations devenaient difficiles. Bientôt le Congrès délibéra même au milieu des armées autrichiennes, qui occupaient le pays. Et, à la suite de la violation de leur correspondance, les plénipotentiaires français décidèrent de quitter le Congrès le 9 floréal an VII ; les négociations de Rastadt furent donc rompues (1).

Les princes allemands voyaient de la sorte s'évanouir, pour longtemps peut-être, tout espoir d'indemnités. Certains continuèrent à négocier avec la France, mais désormais la voie diplomatique leur était fermée. Dès floréal, Noël se retourna vers le Gouvernement français et présenta à nouveau des mémoires sur la situation du prince de Salm-Salm, qui, ayant perdu à peu près tous ses revenus, devait avec 20.000 francs par an faire vivre quatorze membres de sa famille. Il rappelait en outre que leurs demandes en radiation avaient été présentées le 17 brumaire an VI, et que le rapport ordonné par Merlin n'avait pas été fait. Quant

(1) On sait que les trois plénipotentiaires Jean Debry, Roberjot et Bonnier furent assaillis en pleine nuit à leur départ de Rastadt par des hussards autrichiens, que les deux derniers furent tués et Jean Debry laissé pour mort. Cet attentat, s'il ne fut pas ordonné par l'Autriche, lui est toutefois partiellement imputable ; elle avait tout fait pour empêcher l'aboutissement des négociations. Néanmoins l'assassinat des plénipotentiaires fut plus qu'inexcusable, et la députation de l'Empire à Rastadt dénonça au monde la conduite de l'Autriche.

au prince de Salm-Kirbourg, un décret du 18 prairial lui alloua un secours de 1.000 francs par mois jusqu'au règlement de ses indemnités (1).

A raison de la guerre entre la France et l'Autriche, et de la suspension des négociations avec l'Empire, la situation resta inchangée jusqu'au coup d'Etat du 18 brumaire an VII.

Si nous nous plaçons à un point de vue plus général, et si nous comparons la situation des sujets ennemis au début et à la fin du Directoire quant à leurs biens séquestrés, nous constatons assez peu de différences. A l'intérieur, aucune mesure générale n'a été prise pour rayer les émigrés par grandes catégories. Seul le travail de radiations particulières s'est poursuivi durant ces quatre années, et aucune loi n'est venue apporter de solution pour le hâter. Les dispositions favorables du Directoire et des Assemblées, lorsqu'elles avaient existé, s'étaient manifestées beaucoup plus en paroles qu'en actions. Quant aux princes allemands, l'accord fut sur le point de se faire : mais la reprise des hostilités déjoua les espoirs, et remit tout en question.

Au 18 brumaire, lorsque le Directoire dut céder la place à un gouvernement nouveau, il lui laissait à résoudre les problèmes que lui avait légués la Convention, et qu'il n'avait pas su ou pas pu régler.

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 56, folios 293 à 295.

CHAPITRE VI

Le Consulat et les Etrangers.

I

LES TRAITÉS DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS.

Lorsque, le 18 brumaire, Napoléon Bonaparte devint le maître de la France, le pays n'aspirait qu'à la paix et au repos. Depuis dix ans, la vie politique avait été troublée, et le résultat de toutes ces convulsions intérieures était une anarchie profonde, et une grande désorganisation de tous les rouages de l'Etat. A ce pays ruiné, excédé de la politique, Bonaparte voulut rendre la tranquillité et l'ordre par des mesures de réconciliation et d'apaisement. Mais, pour restaurer l'Etat et reconstruire la France, il fallait d'abord la paix à l'extérieur.

Or, six mois avant le coup d'Etat, une nouvelle coalition s'était formée. Il était donc nécessaire de la dissoudre et de vaincre d'abord l'Autriche, la plus forte des puissances continentales. La campagne de l'an VIII fut décisive : après les brillantes victoires de Marengo et de Hohenlinden, l'Autriche, qui voyait les armées ennemies à vingt lieues de sa capitale, demanda un armistice. Après de longs pourparlers et des discussions acharnées entre le comte de Cobentzel et Joseph Bonaparte, la paix fut signée le 21 pluviôse an IX à Lunéville, et ratifiée le 28 ventôse.

Le traité comprenait des articles fort importants quant aux territoires et biens allemands confisqués. L'article 10 stipulait que les parties contractantes feraient cesser tous les séquestres mis à raison de la guerre sur les biens des ressortissants de l'autre nation : c'était la clause ordinaire. Mais le traité est plus intéressant

quant aux stipulations relatives aux princes allemands. En effet l'Empereur signait la paix, non seulement comme souverain des Etats autrichiens, mais aussi comme Empereur d'Allemagne, au nom de tout le corps germanique (1). Le comte de Cobentzel avait vivement protesté contre cette clause, mais le Premier Consul y tenait absolument, pour ne pas permettre à l'Autriche de jouer son jeu habituel, qui consistait à se retrancher derrière les droits de la Diète et à laisser ensuite la France négocier avec elle, ce qui était toujours long et difficile. Au surplus le congrès de Rastadt avait accepté la cession de la rive gauche du Rhin.

Pourtant, si les domaines des princes allemands où ils jouissaient de la souveraineté revenaient à la France, ils devaient avoir des compensations sur la rive droite, le traité spécifiant que les princes héréditaires seraient indemnisés. On n'y parlait pas des princes ecclésiastiques ni du mode de l'indemnisation ; mais ces réserves montraient que le principe des sécularisations était implicitement admis. La question de la levée du séquestre sur les biens de ces princes était donc réglée pour leurs terres souveraines : l'article 7, qui leur promettait des indemnités, supprimait en fait le problème.

Quant à leurs biens dans les pays réunis de la Belgique et de la rive gauche du Rhin, l'article 9, reproduisant celui de Campo-Formio qui ordonnait la mainlevée du séquestre pour tous les propriétaires étrangers, leur était applicable. Enfin l'article 16 visait nommément les archiducs autrichiens Charles et Ferdinand, les archiduchesses Christine et Béatrice : ces derniers devaient vendre leurs biens, qui leur seraient restitués, dans un délai de trois ans.

Le traité apportait donc quelques solutions au problème des biens des sujets ennemis en France. Leur situation au début du Consulat se trouve résumée dans un rapport du ministre des rela-

(1) C'était l'article 6 du traité.

tions extérieures, relatif aux réclamations du duc de Croy, rapport antérieur au surplus au traité de Lunéville. Ce texte, en date du 7 pluviôse an VIII, montre bien l'état de la question à cette époque, et il est intéressant parce qu'il éclaire un peu une situation fort complexe.

« Par les maximes du droit public que le Directoire a constamment suivies, dit le rapport, les familles dont le chef se trouve qualifié du titre d'Etat d'Empire ont été reconnues exemptes des dispositions pénales relatives aux émigrés. Si néanmoins le séquestre de leurs biens a été maintenu, c'est précisément à cause de ce titre même d'Etat d'Empire, vu que la guerre avec l'Empire justifiait cette mesure. Il s'est donc établi une distinction nécessaire entre les biens saisis sur les vrais émigrés et ceux des Etats d'Empire séquestrés à raison de la guerre. Les premiers sont confisqués, les seconds ne le sont point et ne sauraient par conséquent être vendus. La France en a bien prétendu la propriété éventuelle et se l'était assurée par les négociations de Rastadt, mais il n'appartient qu'à la pacification définitive de décider cette importante question ».

Jusque là, dit le ministre, le séquestre doit subsister, mais il ne faut pas prendre de parti définitif. « Les doutes sont levés à l'égard de ceux qui siègent à la Diète, ceux-là seuls seront indemnisés en Allemagne. Ils le sont encore à l'égard de l'ordre équestre ou des barons : ceux-ci n'auront pas d'indemnités, ils subiront les lois françaises touchant les droits féodaux. Mais l'équivoque subsiste encore pour ceux des Etats immédiats qui ont jusqu'à présent négligé leur admission dans l'un ou l'autre des collèges de la Diète » (1).

Le séquestre avait donc été maintenu pour les raisons indiquées par le ministre, et à raison seulement de la guerre. Ce fut le traité de Lunéville qui ordonna la mainlevée pour les propriétés des princes Etats d'Empire : quant à la demande du duc de Croy,

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés* 72, folio 312.

sa solution avait été renvoyée par le Premier Consul à l'époque de la paix : aussi, dès ventôse an IX, le prince demanda, par son chargé d'affaires Bridou, de hâter la décision. L'Empereur, par la bouche de M. de Cobentzel, appuya sa demande.

Tous les princes allemands d'ailleurs, aussitôt la paix conclue, présentèrent leurs réclamations, soit pour faire fixer les indemnités qui leur étaient dues, soit pour obtenir la levée du séquestre promise au traité (1) : ce fut le cas du comte de La Layen, dont l'indemnité avait été prévue à Campo-Formio. La comtesse douairière, elle, obtint le 4 pluviôse an X, du commissaire du Gouvernement dans les départements de la rive gauche, la levée du séquestre sur la saline de Rischeng (2). Le 2 thermidor, un arrêté leva le séquestre sur les biens de la duchesse douairière de Deux-Ponts, du duc de Bavière, de M. Mandell, maire de Saarbrück, de Mmes de Brunswick-Bevern et de Soyecourt, tous héritiers du prince de Nassau-Saarbrück (3).

Le prince de Loewinstein-Wertheim réclama aussi l'exécution des articles 9 et 10 du traité, c'est-à-dire la restitution de ses domaines en Poitou et en Lorraine et la levée du séquestre sur la somme de 1.312.318 livres à laquelle en 1792 on avait fixé son indemnité pour la perte de ses droits seigneuriaux dans la terre de Puttelange. Sa demande fut présentée le 9 prairial an IX, et appuyée par Clarke le 10 messidor auprès de Talleyrand, d'au-

(1) Il est à remarquer, en effet, que ces deux questions — celle des indemnités visant leurs terres souveraines et celle du séquestre visant les propriétés personnelles des princes — se trouvèrent le plus souvent confondues en fait, bien qu'en droit elles soient totalement distinctes. Nous aurons l'occasion de le voir en divers exemples et d'en faire remarquer la raison. Selon les circonstances, l'état de paix ou de guerre, les princes réclamaient l'un ou l'autre, et parfois l'un et l'autre, espérant obtenir d'un côté ce qu'ils n'obtenaient pas de l'autre — les questions délicates du Droit public rendant au surplus difficile parfois la distinction entre le caractère de leurs possessions.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 36, folio 203.

(3) *Archives de la Moselle* Q 453¹ : l'arrêté fut modifié par celui du 28 nivôse an XI.

tant qu'un article secret du traité de Campo-Formio spécifiait une indemnité en sa faveur (1).

En l'an IX, Emmanuel de Salm-Salm, chargé des pouvoirs de toute sa maison, fit parvenir à Talleyrand deux mémoires. L'un demandait purement et simplement la levée du séquestre ; l'autre, dans l'hypothèse où la France garderait les biens, demandait des indemnités sur la rive droite. La demande portait sur le duché et château d'Hoogstraten, sur le vicomté d'Alost (Escaut), le château de Senones, diverses seigneuries et rentes. Le prince vint lui-même à Paris pour obtenir l'exécution de l'arrêté de l'an IV qui le visait personnellement. Mais il se vit opposer son inscription sur la liste des émigrés, qui avait subsisté malgré toutes ses réclamations. Il protesta, et Talleyrand présenta au Premier Consul, en ventôse an IX, un rapport favorable (2).

Une difficulté s'éleva, relative au jeune prince de Salm-Kirbourg : celui-ci devait-il percevoir ses revenus sur la rive gauche du Rhin, concurremment avec sa pension, jusqu'au jour du traité de Lunéville, ou jusqu'au jour du remplacement de ses biens sur la rive droite ? En fait, d'ailleurs, il semble que la Régie ne payait plus sa pension depuis qu'il touchait certains de ses revenus, quoique cela fût contraire au décret qui l'avait créée (3).

Le prince de Ligne réclama aussi la restitution de ses biens en Belgique et en France, non pas qu'ils fussent mal gérés ; mais, depuis huit ans, il vivait de la vente de ses tableaux et de sa vaisselle (4).

Une difficulté se présenta pour le cas du général Duchasteler. Le séquestre avait été apposé sur ses biens par un arrêté particulier du 23 fructidor an VIII. Il fut levé par l'arrêté consulaire du

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 41, folio 170.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 57, folios 4, 5, 7.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 57, folio 109.

(4) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 77, folio 205.

13 germinal an X, mais celui-ci laissa en blanc le numéro de l'article appliqué. On ne savait s'il convenait de mettre à exécution l'article 9 ou 10, si même l'article 16 ne pourrait, en ce cas, recevoir application, le Premier Consul semblant vouloir que ses biens fussent vendus dans un délai de trois ans. Le ministre Maret demanda conseil à Talleyrand, qui lui répondit le 4 floréal en conseillant de barrer seulement la formule « en se conformant aux dispositions de l'article... », les articles 9 et 10 ordonnant la mainlevée pure et simple, et le 16 étant limitatif. C'était esquiver la difficulté, mais non la résoudre (1).

Quant à la noblesse immédiate, comment devait-on lui appliquer le traité ? L'article 7 pouvait-il recevoir application ? En tous cas le bénéfice de l'article 9, qui visait les propriétaires quelconques des départements réunis, lui était acquis de toute évidence : or le séquestre subsistait pour la plupart des nobles immédiats, sinon pour tous.

Le 26 avril 1801, un mémoire fut présenté au ministre pour demander, en vertu de l'article 10, la levée du séquestre sur les biens des familles nobles de l'état de Brisgau (2). Le mémoire rappelait notamment le décret de 1792, ordonnant d'étudier l'état civil du corps équestre, la loi du 14 nivôse an III, et l'article 4 de la Constitution de l'an VIII qui reconnaissait leur qualité d'allemands. Il demandait aussi que le bénéfice de l'article 7 fût étendu à eux, car on pouvait les considérer comme membres héréditaires de l'Empire. « En exerçant un grand acte de justice, concluait-il, le Premier Consul fera en même temps une chose aussi utile aux intérêts de la République que convenable à la gloire et à la dignité d'un grand peuple, qui ne doit pas abandonner des indi-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche 372, folios 286-287.

(2) C'étaient les familles d'Andlaw de Birseck, d'Andlaw de Hombourg, d'Eplingen de Neuwiller, de Flaxlanden, de Froberg, de Kageneck, de Kempf, de Landenberg, de Pfurdt, de Reichenstein, de Reinach de Heidweiler, de Reinach de Roob, de Reinach de Steinbrunn, de Reinach de Wehr, de Roggenbach, de Reultner, de Schoenau, de Rothberg, de Truchsess, de Zurheim de Dornach, de Zurheim de Morschwiller, de Wangen de Gerolsbeck.

vidus qui en ont fait autrefois partie, qui ont répandu leur sang ou consacré leur talent au service de la France, et dont il n'a pas à se plaindre » (1).

Le 2 novembre 1801, la noblesse immédiate du canton de l'Ortenau présenta un mémoire semblable, demandant de lever le séquestre sur les biens de nombreuses familles du corps équestre (2). Il rappelait qu'on avait reconnu les droits de la noblesse immédiate ; en effet, disait le mémoire, « elle était sur le point d'obtenir à Rastadt cette indemnité si légitime, si vivement sollicitée et détaillée dans la note remise par son député aux ministres français le 28 avril 1798 ; déjà ceux-ci paraissaient disposés à l'accorder, lorsque l'appréhension de l'insuffisance des sécularisations partielles, destinées aux indemnités, s'empara de la députation et lui inspira le vœu funeste de s'y opposer » (3).

La question était donc posée : fallait-il appliquer l'article 7 du traité au corps équestre ? Une difficulté s'éleva d'autre part sur le sens exact des termes de l'article 9 « à cause de la guerre qui a eu lieu ». Cela visait-il les séquestres apposés depuis Rastadt ou antérieurement ? Et, dans l'expression « les pays cédés ou acquis par ledit traité », fallait-il comprendre ou non la Belgique ?

Talleyrand, de qui le ministre Maret sollicitait l'avis, répondit en l'an X. « Il faut 1° lever le séquestre sur les biens des individus qui, attachés à l'Empereur, ont émigré lors de l'entrée des Français dans la Belgique, c'est-à-dire par l'effet de la guerre ; 2° parmi les individus dont l'absence ou le séquestre auraient été postérieurs à cette époque, restituer les droits de citoyen et de propriétaire, ou rayer de la liste des émigrés ceux dont la présence ne serait pas susceptible de porter ombrage au Gouvernement (4) ;

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 44, folio 211.

(2) C'étaient les barons de Berstett, de Bock, de Bodeck, de Boecklin, Eckbrecht de Durkheim, de Gailing, d'Ichtarzheim, de Neuenstein Rodeck, d'Oberkirch, de Rathsamhauser, de Roeder, de Schavembourg, de Serpes, de Turckheim, Vogt de Hunoldstein, de Weltersheim, de Wurmser.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*, Allemagne, petites principautés, 44, folios 214 à 228.

(4) C'était une manière bien peu juridique d'interpréter un texte de loi.

3° déclarer émigrés ou bannis du territoire de la République, en appliquant à leur personne ainsi qu'à leurs biens les lois sur l'émigration, ceux qui, après s'être reconnus Français par suite du traité de Campo-Formio, ont servi contre la République dans les armées impériales, et se sont ainsi donné le caractère de rebelles » (1).

Le traité de Lunéville soulevait donc de graves problèmes, et l'application devait en être forcément très délicate. D'autres questions s'y trouvaient mêlées. Devait-on s'occuper séparément des levées de séquestre en France et de la fixation des indemnités sur la rive droite du Rhin ? Cela semblait difficile en fait, quoiqu'en droit les questions fussent différentes : et les princes allemands, tel le prince de Salm-Salm, demandaient indifféremment l'un ou l'autre. De même, au sujet de la levée de séquestre prononcée sur les biens de la comtesse douairière de La Layen, le ministre des finances demandait à Talleyrand s'il n'eût pas mieux valu attendre le règlement des indemnités (2). Or leur fixation donnerait certainement lieu à de longs marchandages. L'exécution du traité serait de ce fait repoussée fort loin ; néanmoins, il semblait qu'on devait traiter concurremment les deux questions.

D'autre part la levée du séquestre se trouvait liée pour beaucoup d'étrangers à leur radiation de la liste des émigrés. Le Premier Consul qui, dès le coup d'Etat, avait vu dans la question de l'émigration un des grands problèmes à résoudre pour réconcilier les Français et fermer les plaies de la Révolution, pensait avec raison que l'on devait prendre des mesures générales, et non pas procéder par radiations particulières. La question rentrait donc dans son plan général de restauration de l'Etat.

*
* *

Avant de se consacrer aux problèmes intérieurs, Bonaparte voulait que l'Europe fût pacifiée. Or le traité de Lunéville nous lais-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Autriche*, 372, folios 523-527.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés*, 36, folio 207.

sait en face de l'Angleterre, notre ennemie la plus acharnée, qui depuis 1793 n'avait pas déposé les armes. Pourtant, après le traité signé entre la France et l'Autriche, une certaine lassitude se manifestait ; l'Angleterre n'avait pas été vaincue, puisqu'après le départ de Bonaparte les Français s'étaient vus dans l'obligation d'évacuer l'Egypte ; mais elle se trouvait seule désormais, et la coalition était à terre. Pitt aurait désiré la continuation des hostilités, mais il fut renversé par l'opinion publique, qui réclamait la paix. Un armistice fut donc conclu le 9 vendémiaire an X (1^{er} octobre 1801).

Enfin, après de longues négociations conduites à Amiens, la paix définitive, qui assurait le repos de l'Europe entière fut signée le 6 germinal an X, au milieu de la joie universelle (1). Le traité ne posait pas, comme celui de Lunéville, d'importants problèmes d'interprétation, quant aux biens confisqués. L'article 14 déclarait seulement, d'une manière générale : « tous les séquestres mis, de part et d'autre, sur les fonds, revenus et créances, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à l'une des puissances contractantes ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature du traité définitif ».

Se basant sur ce texte, divers Anglais dont les demandes attendaient depuis longtemps une solution favorable réclamèrent la restitution de leurs biens. C'est ainsi que Caroline Drybutter fut, en prairial, envoyée en possession de la succession de son oncle, décédé à Paris en 1791, l'arrêté étant motivé expressément sur les dispositions du traité d'Amiens. Le 21 germinal, Mme Martinville obtint un arrêté préfectoral levant le séquestre sur sa maison 719 rue Trudon.

Walter Boyd, aussitôt le traité signé, chercha à obtenir enfin satisfaction définitive. Dès le 14 germinal, il écrivit au ministre des finances pour lui demander la restitution de sa maison rue de Grammont. Elle avait été vendue, mais le cas était assez spécial. « Si l'acquéreur était resté propriétaire, disait Boyd, les expo-

(1) Ce traité fut ratifié le 28 germinal par la France.

sants, qui savent que la nation a garanti les ventes qu'elle a faites, ne viendraient pas réclamer la propriété elle-même. Mais il est certain que cet acquéreur est tombé en déchéance, faute par lui d'avoir payé le prix de son adjudication. Par l'effet nécessaire de cette déchéance, la propriété retourne à la nation ».

Il réclamait aussi la remise de ses papiers. Sa demande ne fut pourtant pas entendue, et l'administration se prépara à mettre à nouveau en vente sa maison ; du moins il le crut. et, dans une lettre adressée à Fouché, datée du 12 prairial, il lui demanda d'intervenir : « c'est en notre qualité d'Anglais que nos biens ont été saisis, et c'est comme tels que nous en réclamons la restitution ; nulle loi par conséquent qui concerne les émigrés ne peut nous être appliquée (1) ».

C'était en effet l'inscription de Boyd sur la fatale liste qui empêchait sa réclamation d'aboutir : et il en était de même pour la plupart de ceux qui auraient pu espérer, après le traité d'Amiens, rentrer en possession de leurs biens. De ce fait le traité reçut peu d'application, d'autant que la paix fut d'assez courte durée.

La question de l'émigration dominait donc le problème, comme elle dominait en partie l'application du traité de Lunéville à certains princes allemands. L'attitude du Premier Consul en face d'elle est, de ce fait, d'une importance capitale pour comprendre comment furent liquidés les séquestres subsistant encore sur les biens de nombreux sujets ennemis. A peu près délivré après la paix d'Amiens de ses préoccupations immédiates dans le domaine extérieur, Bonaparte allait enfin pouvoir se consacrer à la politique intérieure et tâcher de résoudre cette question, pendante depuis dix ans, et qui avait si profondément divisé la France.

(1) *Archives Nationales* T 150.

II

BONAPARTE ET L'ÉMIGRATION

Lorsqu'au début de l'an VIII Napoléon Bonaparte était parvenu au pouvoir, le travail de radiation individuelle se poursuivait toujours, mais fort lentement, suivant les méthodes employées depuis quatre ans. Le Directoire n'avait pas réussi à instituer un nouveau mode de liquidation. Le Premier Consul voulut donner une énergique impulsion à ce travail, et, sans prendre encore de mesures générales, statuer de suite sur toutes les demandes présentées, dont certaines attendaient leur solution depuis six ou huit ans.

Ce fut l'objet de l'arrêté du 7 nivôse an VIII, qui montre une volonté bien nette de simplifier et d'accélérer le jugement des réclamations :

Article 1^{er}. — Dans l'intervalle du 1^{er} germinal au 1^{er} messidor prochain, le Gouvernement, d'après le rapport du ministre de la justice, prononcera sur toutes les réclamations présentées avant le 4 nivôse dernier.

C'était donc désormais le ministre de la justice, et non celui de la police qui instruirait les affaires : cette réforme avait été, nous l'avons vu, proposée dès l'an IV(1). Les réclamations devaient être étudiées par une commission de 30 membres, divisée en six bureaux. Chacun transmettrait les résultats de son étude au ministre, qui en ferait la base du rapport présenté au Premier Consul dans la décade suivant la fin du travail. Enfin des ordres étaient donnés pour que tous les préfets transmissent les demandes en radiation encore en souffrance dans leurs administrations.

(1) Voir page 229.

Le décret fut complété par diverses mesures datant de l'an VIII : un décret du 11 ventôse, visant les émigrés anciens membres de l'Assemblée Constituante, décida qu'ils devraient certifier, par acte authentique, de leur adhésion par un vote exprès aux mesures concernant l'établissement de la liberté et l'abolition de la féodalité. Un arrêté du 12 ventôse spécifia que tous ceux qui étaient considérés comme émigrés avant le 4 nivôse an VIII demeuraient soumis aux lois de l'émigration, cette date étant celle de l'acceptation de l'acte constitutionnel qui fixait le Droit civil nouveau, duquel les émigrés ne pouvaient se prévaloir. Un arrêté du 29 messidor an VIII déclara forclos tous ceux qui n'avaient pas réclamé avant cette date, et dont les demandes n'étaient pas parvenues au ministère de la police avant le 5 messidor. Enfin, le travail de radiation ayant été plus long qu'il n'avait été prévu, la commission d'études vit ses pouvoirs prorogés jusqu'au 1^{er} vendémiaire an IX, par l'arrêté du 9 thermidor.

Y eut-il parmi les émigrés rayés définitivement en l'an VIII beaucoup d'étrangers ? Un des premiers fut le banquier Joseph-Edouard-Sébastien, de Walckiers, par l'arrêté consulaire du 9 prairial qui ordonna d'autre part la levée de tout séquestre apposé sur ses biens ; dès le 25, Walckiers donna sa procuration à Mosnier, homme de loi à Paris, pour recouvrer tous ses titres, et il les obtint à la suite d'un arrêté préfectoral en date du 8 messidor (1).

Le 16 prairial fut radiée Mme veuve Tschoudy, qui, bien que Suisse, avait vu son nom subsister sur les listes malgré les arrêtés du Comité de Salut public. Le 1^{er} floréal, Pollard et son fils, le 9 prairial, Elisabeth de Deux-Ponts, et le 16 Marie-Anne-Caroline Kalb furent rayés.

Les émigrés, une fois obtenue leur radiation, recevaient leurs biens en l'état où ils se trouvaient, et ne pouvaient réclamer

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 1448, dossier 3384. Walckiers, autrefois Belge, était, du fait de la réunion de la Belgique, devenu Français. Mais, pour juger de la validité de l'inscription, il faut se placer à sa date, et à cette époque il devait être considéré comme étranger.

aucune indemnité pour ceux qui avaient été vendus, même si, comme beaucoup de sujets ennemis, leur inscription avait été irrégulière. La loi du 20 messidor fixa cette jurisprudence dans son article 1^{er}. « Toutes demandes en restitution ou indemnité, soit des fruits ou revenus échus des biens séquestrés, jusqu'au jour de la radiation définitive des inscrits, soit du prix de la vente des biens séquestrés, à raison de l'inscription des propriétaires sur la liste des émigrés, ne peuvent être admises » (1). Quant au contentieux des domaines nationaux, il fut donné au conseil de préfecture par la grande loi d'organisation des cadres administratifs du 28 pluviôse an VIII, et lui fut maintenu jusqu'à celle du 27 fructidor an X, qui en chargea le conseiller d'Etat Boulay de la Meurthe.

Lorsque le travail de liquidation générale des réclamations fut terminé, le Premier Consul comprit que, pour éliminer peu à peu la question de l'émigration, il ne pouvait s'agir de poursuivre les radiations individuelles. En véritable homme d'Etat qui voit grand et loin, il se décida à procéder par radiations en masse de grandes catégories d'inscrits.

Ce fut la loi du 28 vendémiaire an IX qui ordonna les premières radiations générales. L'article 1^{er} énumérait les onze catégories appelées à bénéficier de la mesure. Parmi les éliminés devaient figurer : « 1° ceux qui sont définitivement rayés par le Conseil exécutif, le Comité de législation de la Convention, la Convention, le Corps législatif, et le Directoire exécutif ; 2° les individus rayés provisoirement par les administrations locales, à qui la loi en donnait le droit, depuis le mois d'avril 1792 jusqu'au 1^{er} germinal an III, depuis le 1^{er} brumaire an IV jusqu'au 1^{er} prairial an V, et depuis le 1^{er} vendémiaire an VI jusqu'au 4 nivôse an VIII, à moins que les arrêtés de radiation n'aient été réformés par des actes de l'autorité supérieure... 4° les inscrits collectivement... 8° les individus sortis de France avant le 14 juillet 1789... 9° les noms des

(1) Les ventes des biens provenant d'Espagnols furent maintenues par un arrêté consulaire du 24 vendémiaire an XI.

individus exécutés à mort par suite de jugements de tribunaux révolutionnaires... 11° les individus rayés d'après le travail de la commission créée par l'arrêté du 7 ventôse an VIII, et qui n'ont pas été écartés lors de la révision de ce travail ». Les autres catégories visaient certaines femmes, les enfants, les ouvriers, etc...

On voit que les éliminations concernaient surtout ceux qui avaient été inscrits illégalement, ou dont les noms avaient subsisté sur la liste alors qu'ils eussent dû être rayés. Ce n'était donc pas encore une mesure d'indulgence à proprement parler, mais plutôt un acte de justice. L'article 19 de la loi décida que le séquestre sur les biens des individus éliminés ne serait levé que lorsque chaque intéressé aurait fait promesse de fidélité à la Constitution. Néanmoins une exception fut apportée à cet article par l'arrêté consulaire du 3 brumaire an X, qui décida « que les étrangers ainsi rayés ne seraient pas astreints à faire cette promesse ». Car bien des étrangers, ou ex-sujets ennemis, devaient être éliminés à la suite de cette loi, nombreux étant ceux qui entraient dans les catégories que nous avons signalées. Et en fait, beaucoup furent rayés dans le courant de l'an IX ou les premiers mois de l'an X.

Parmi les 1.482 condamnés à mort, dont les noms furent alors éliminés en exécution de l'article 1^{er}, figura Frédéric-Othon de Salm-Kirbourg, à la suite d'un arrêté du ministre de la police générale en date du 19 fructidor an IX. Cet arrêté fut envoyé au Département de Seine-et-Marne, avec ordre de s'y conformer. Le fils du prince, Ernest, entra donc en possession de ses biens non aliénés et dont les arrêtés des 28 vendémiaire et 24 thermidor an IX ne disposaient pas (1) : ce dernier était relatif aux forêts séquestrées de plus de 15.000 ares, non aliénables aux termes de la loi du 2 nivôse an IV, et prescrivait qu'aucune mainlevée de séquestre ne serait donnée sur ces bois : ceux qui auraient à formuler des réclamations ne pourraient recevoir qu'une indemnité.

(1) *Archives de Seine-et-Marne* Q 2645, et *Archives Nationales* F⁷ 5791.

La succession qui venait d'échoir, après tant d'années, au jeune prince de Salm-Kirbourg, était dans un état déplorable. De nombreux créanciers, qui depuis longtemps attendaient d'être payés, vinrent réclamer leur dû. L'hôtel de Salm fut adjugé par le tribunal de première instance, le 28 pluviôse an XII, à Lacépède, grand chancelier de la Légion d'Honneur pour la somme de 239.050 fr., et, par suite d'une surenchère, pour 251.000 fr. par un jugement définitif du 13 floréal an XII (1). Sur la poursuite d'une vingtaine de créanciers, on vendit une grande partie de ses terres belges, le 12 ventôse an XII, par expropriation forcée devant le tribunal de première instance de Tournai (département de Jemmapes) (2). C'était la liquidation définitive d'une situation qui durait depuis dix ans, à raison de l'inscription de son père.

Parmi les femmes qui furent alors éliminées, on peut citer Mme d'Hunoldstein, Mme d'Helmstatt, par décision du 12 messidor an IX, et Mme Dakersally, Anglaise inscrite dans le département de la Seine. Des raisons politiques apparurent d'ailleurs, qui limitèrent, plus ou moins légalement, l'application de la loi de vendémiaire : car les tableaux dressés par Abrial, ministre de la justice, étaient revus par le Gouvernement, soucieux de ne pas laisser rentrer ceux qu'il considérait comme trop dangereux pour le nouveau régime. C'est ainsi qu'à côté du nom de Mme de l'Infantado, notée le 17 prairial pour être rayée conformément à la loi, le gouvernement inscrivit « ajourné, il n'y a lieu ». Il en fut de même pour la comtesse d'Albany, et toutes deux demeurèrent sur la liste (3).

Parmi les étrangers sortis de France avant le 14 juillet 1789, on élimina Georges-Joseph Guyot-Maîche (rayé déjà provisoirement), et Alexandre-Louis Le Fournier Wargemont (4). Mais on ajourna

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 603.

(2) *Archives Nationales* T 1031.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 5793.

(4) Le Fournier Wargemont resta sans doute sur la liste, car on le retrouve en l'an XI en instance de radiation.

le baron de Gohr, inscrit dans le Bas-Rhin, et qui aurait dû être éliminé (1).

Parmi ceux qui avaient été inscrits quoique trop jeunes, on raya le 16 prairial Wilhelmine Burkenwald, allemande, née en 1781. Elle réclama alors la levée du séquestre sur une forêt de 520 arpents qu'elle possédait près de Saverne ; sa demande, présentée avant la loi de thermidor an IX, fut écoutée favorablement en l'an XI : divers séquestres furent ainsi levés sur des forêts, en égard à la situation particulière des réclamants (2).

Le 19 germinal furent éliminés 6.875 inscrits, parmi lesquels François-Chrétien-Charles-Frédéric et Louise Eckbrecht de Durkheim, nobles immédiats (3). Le 6 brumaire an X on raye Louis d'Andlaw, dans le Bas-Rhin, et, le 1^{er} frimaire, Philippe d'Hunoldstein, qui obtient sa radiation et la levée du séquestre sans qu'on l'oblige à prêter serment.

D'autre part le travail de radiations particulières se continue toujours, parallèlement à l'exécution de la loi du 28 vendémiaire. Le 11 germinal an IX, Christian-Charles Cajétan, comte de Thiennes et Rumbecke, est radié. Le 11 brumaire an X c'est M. de Langeron, ex-député à la Constituante, alors lieutenant-général inspecteur d'infanterie, au service de la Russie. Le 1^{er} nivôse un arrêté consulaire raye Seymour, et, le 6 floréal, le séquestre est levé sur son domaine de Seine-et-Oise (4).

Le comte Guillaume de Deux-Ports a été rayé le 17 fructidor an IX, et le préfet du Haut-Rhin lève le séquestre le 29 brumaire an X. Chrétien Pfeffel l'est aussi, le 11 brumaire, et, en considération de ses services et de son grand âge, le préfet du Haut-Rhin demande au ministre la permission de lui restituer une partie de ses forêts, par exception à la loi de thermidor.

Ces nombreuses radiations particulières, et le travail d'élimi-

(1) *Archives Nationales* F⁷ 5795.

(2) *Archives Nationales* AF IV 1077.

(3) *Archives Nationales* F⁷ 3335.

(4) *Archives de Seine-et-Oise* Q 781.

nation auquel on se livrait avaient réduit considérablement la liste des émigrés. Dans un rapport présenté au printemps de l'an X, le ministre de la police disait : « la liste des émigrés, telle qu'elle est imprimée, présente une nomenclature de 145.000 individus ou collections d'individus et la répétition d'une multitude de noms ; elle a été formée de listes partielles dressées par des autorités locales que la Convention nationale avait chargées de cette opération... L'Assemblée législative, la Convention nationale, le Conseil exécutif, le Comité de législation de la Convention, et depuis le Corps législatif ont rayé définitivement un grand nombre d'individus inscrits : 13.000 ont été rayés par le Directoire exécutif, environ 1.200 l'ont été par vous » (1).

Le ministre proposait de former une nouvelle liste, étant donné que 35.000 noms venaient d'être éliminés. Après avoir écarté les noms mutilés qui ne représentaient personne, les individus inscrits sur de vagues soupçons et en faveur de qui étaient apportés des témoignages de valeur, les noms des habitants des pays conquis, il arrivait à conclure que cette nouvelle liste ne contiendrait plus que 3.373 noms (2).

On se trouvait alors au printemps de l'an X, et la paix d'Amiens venait d'être signée. N'y avait-il pas lieu, au milieu de l'explosion de joie universelle qui suivit l'aurore de la pacification générale, de liquider définitivement ce triste héritage de la Révolution, et de fermer l'ère des discordes civiles ? Jusque là, les mesures prises en faveur des émigrés étaient commandées, soit par la justice, soit par une bienveillance méritée vis-à-vis de diverses classes d'inscrits. N'était-ce pas maintenant l'heure de la clémence ? Pour réconcilier l'ancien Régime et le nouveau, ne fallait-il pas accorder une large amnistie, et dix ans d'exil ne suffisaient-ils point ?

Ce fut le sénatus-consulte du 6 floréal an X qui, un mois après le traité d'Amiens, consacra l'œuvre de pacification entreprise

(1) *Archives Nationales* AF IV 1314-1315.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 5790.

deux ans auparavant par le Premier Consul. Délibéré le 26 germinal en Conseil d'Etat, le projet fut adopté le 4 floréal par le Sénat conservateur. L'article 1^{er} déclarait : « Amnistie est accordée pour fait d'émigration à tout individu qui en est prévenu, et qui n'est pas rayé définitivement ». Néanmoins l'émigré devait rentrer en France avant le 1^{er} vendémiaire an XI, en déclarant devant les autorités qu'il entendait profiter de l'amnistie ; il devait, en outre, renoncer à toute place et à tous titres étrangers, et prêter serment de fidélité au gouvernement établi.

Les biens seraient rendus sans restitution de fruits, et dans l'état où ils se trouvaient. Les propriétaires ne rentreraient pourtant pas en possession de leurs forêts, conformément aux lois antérieures, ni des immeubles affectés à un service public. Quant à la restitution des sommes versées dans les caisses de la régie, il fallait s'en tenir à la loi du 24 frimaire an VI sur la liquidation de l'arriéré de la dette publique : et les dépôts avaient fondu dans les caisses.

Tel qu'il était, le sénatus-consulte fut fort bien accueilli en France, comme répudiant un passé aboli, et la plupart des émigrés rentrèrent. Beaucoup d'étrangers furent amnistiés : ainsi, le 2 vendémiaire an XI, le comte d'Egmont, qui en l'an VIII avait demandé sa radiation et la suspension de la vente de ses biens. Celle-ci lui avait été accordée, mais, la commission qui étudiait les dossiers ayant été supprimée avant que son affaire fût liquidée, il n'avait pu obtenir alors sa radiation, quoique sa demande ait été appuyée vivement par l'ambassadeur d'Espagne (1).

Il n'était pas du tout équivalent, au point de vue de la restitution des biens, d'être amnistié ou d'être rayé. Car, lorsqu'un étranger était rayé, comme mis à tort sur les listes, il avait droit à une indemnité pour ses biens vendus. C'est pourquoi ceux qui demandaient ou obtenaient l'amnistie cherchèrent à se faire dispenser du serment, et surtout à faire reconnaître leur droit à indemnité.

(1) *Archives Nationales F⁷ 61386* (dossier 173).

Ainsi le Suisse Octavien Pichevy, appuyé par l'envoyé extraordinaire de la Confédération, demanda à ne pas prêter serment ; mais le sénatus-consulte était général et le commissaire-délégué ne voulut pas l'accorder. Le 3 messidor an X, Pichevy fit donc sa déclaration d'amnistie, en demandant que ses observations fussent consignées au procès-verbal ; celui-ci n'ayant pas déféré à son désir, il se trouva purement et simplement considéré comme amnistié (1).

Il en fut de même pour la plupart de ceux qui voulurent être exceptés des dispositions restrictives du sénatus-consulte : ainsi pour Jacques-Charles de Fitz-James, qui demanda l'amnistie avec dispense de la déclaration prescrite. C'est que le sénatus-consulte était une mesure d'amnistie, et cela supposait que tous ceux qui devaient en profiter étaient des coupables. Ses dispositions se trouvaient donc causées par cet état d'esprit, et le Gouvernement ne se jugeait aucunement tenu d'indemniser les amnistiés.

Mais le cas des étrangers était spécial, puisqu'ils avaient été mis à tort sur la liste. Dès lors leur situation ne pouvait guère s'accorder avec la loi ; aussi la plupart n'en réclamèrent-ils pas l'application, et se plaignirent lorsque les autorités ou de faux officieux cherchèrent à l'étendre à eux. Ils auraient désiré une mesure spéciale, qui les eût éliminés purement et simplement.

Dès prairial an IX, le ministre des affaires étrangères avait étudié leur situation juridique, afin de proposer à leur égard une mesure générale. Il avait fait un rapport sur le séquestre de leurs biens en Belgique, en Alsace et sur la rive gauche du Rhin, en distinguant les lois civiles et les lois politiques, et en donnant selon le Droit public, les principes à suivre pour déterminer ceux qui en profiteraient. Les habitants de l'Alsace devaient être considérés comme étrangers jusqu'aux lois révolutionnaires qui avaient réuni les territoires alsaciens ; ceux de la Belgique jusqu'au traité de Campo-Formio ; ceux de la rive gauche du Rhin jusqu'à celui de Lunéville. Le ministre proposait le décret suivant.

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61386 (dossier 59).

Article 1^{er}. — Tout étranger inscrit sur la liste des émigrés sera éliminé sur la simple preuve bien constatée qu'il n'était pas citoyen français à l'époque de la publication des lois sur l'émigration.

Art. 2. — Il sera établi trois chambres administratives : la première à Bruxelles, la seconde à Strasbourg, la troisième à Mayence. Celles-ci devaient régler définitivement les instances en élimination.

Au point de vue juridique et en considérant le Droit public, l'opinion du ministre était incontestable ; et il faut juger comme lui « que toute inscription faite dans les pays réunis... avant les époques indiquées est réprouvée par le Droit public, et que de telles inscriptions, ne devant être considérées que comme une extension abusive d'une loi inapplicable, sont de droit illégales et nulles ».

Pourtant cette opinion fut vivement combattue, notamment par le ministre des finances, dont dépendaient les domaines nationaux, et cela du point de vue de l'utilité pratique. Il argua que les chambres seraient un foyer de corruption, que ce serait ouvrir la porte aux irréconciliables, comme le cardinal de Rohan, et rétrograder au-delà des principes posés par l'Assemblée Constituante qui avait appliqué ses lois aux princes possessionnés d'Alsace. Il proposait de s'en tenir au travail d'éliminations et de radiations individuelles, qui serait continué, et s'éleva vivement contre la distinction entre lois civiles et lois politiques.

« Les gouvernements, exposa-t-il, doivent mettre à l'écart les propositions abstraites, afin de ne pas se lier les mains par des discussions générales dont on est presque toujours fort embarrassé. De là suit, qu'au lieu de consacrer par une mesure générale l'élimination des étrangers, il serait plus simple de prononcer la radiation de ceux qui méritent d'être favorisés ou qui peuvent avoir droit à des exceptions. Si cet avis ne prévaut pas, et que le Premier Consul adopte l'opinion du ministre, en ce qu'il établit que les étrangers ne doivent pas être assujettis à la rigueur des lois sur

l'émigration, on croit qu'il y a beaucoup à dire, tant sur ceux que le ministre prétend affranchir de ses lois que sur le mode d'exécution qu'il indique ».

L'avis du ministre des affaires étrangères ne fut pas accueilli par le gouvernement, à raison de considérations politiques (1). Mais, s'il avait été suivi, et qu'on s'en fût tenu strictement au droit, la question des étrangers considérés comme émigrés eût été définitivement résolue. Au lieu de cela, le travail d'élimination particulières se poursuivait comme auparavant, et les étrangers continuèrent à protester.

Par une note du 4 mai 1802, Cobentzel avait appuyé leurs revendications auprès de Talleyrand. « Le sénatus-consulte publié en date du 6 floréal, disait-il, statuant définitivement sur le sort des Français prévenus d'émigration, les Belges et les Allemands qui n'ont pas encore été éliminés de la liste d'émigrés dans laquelle ils ont leurs noms inscrits contre toute raison par les départements respectifs, se flattent qu'on ne différera pas plus longtemps de faire droit à leurs justes réclamations ».

M. de Cobentzel demandait aussi qu'on ne leur appliquât pas la loi du 2 nivôse an IV (2). Le 8 mai, il signalait encore le cas des Français sortis avant le 14 juillet 1789, et établis en Allemagne, demandant de ne pas étendre à eux la loi d'amnistie. Il se déclare au surplus plein de confiance dans les intentions du Premier Consul ; mais il craint que les autorités « ne considèrent la non-compuration personnelle d'un individu de la classe susdite comme un motif suffisant pour lui refuser son élimination ».

L'impression produite à Vienne par la nouvelle du sénatus-consulte avait été assez mauvaise, surtout parmi les émigrés belges. Notre ministre Champagny écrivait à ce sujet : « un grand nombre d'émigrés belges, à qui la cour de Vienne faisait espérer une radiation sans conditions, ont presque regardé comme un acte de proscription une loi qui les forçait de choisir entre le pays qui

(1) *Archives Nationales AF IV 1077.*

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères. Autriche, 372, folios 299 à 310.*

les avait vus naître et le service de Sa Majesté Impériale, devenu pour eux comme une seconde patrie... La Cour de Vienne prétend que les conditions du traité de Campo-Formio et de Lunéville ne sont pas remplies » (1).

La situation de nombreux Belges, parmi lesquels se trouvait le duc d'Arenberg, était en effet très malheureuse. C'est ce que le préfet de Jemmapes écrivait le 11 prairial an X à Talleyrand, en attirant son attention sur « les Belges auxquels, sous le règne révolutionnaire et le gouvernement du Directoire, on ne donna pas même le titre d'émigrés. Une expression plus douce les caractérisa, ils furent appelés Belges absents. Aujourd'hui la loi du 6 floréal an X, ne faisant aucune exception en leur faveur, semble les condamner comme émigrés et leur donner ce titre de réprobation en même temps qu'elle prononce leur grâce et leur amnistie » (2). Il attirait notamment l'attention du ministre sur le cas du duc d'Arenberg, l'administration précédente lui ayant légué le soin de se faire son interprète auprès du Gouvernement.

L'application du sénatus-consulte de floréal se heurtait donc, dans la pratique, à pas mal de difficultés. Les demandes tendant à être exceptés des dispositions des articles 6 et 7, présentées par de nombreux émigrés, posaient une question sur laquelle le ministre de la justice attira l'attention du Gouvernement dans les termes suivants. « Quelques prévenus d'émigration, par une insouciance coupable, se sont rendus indignes de l'indulgence du Gouvernement ; quelques-uns aussi, par des considérations particulières, semblent excusables,... (entre autres) des individus nés en France, et qui, en raison d'une résidence en pays étranger antérieure à la Révolution Française, s'étaient regardés comme étrangers. d'autant plus que les lois précédemment rendues les avaient rangés dans cette classe. Enfin des morts mêmes... le sénatus-consulte gardant le silence à leur égard, leurs familles ont pu concevoir des doutes relativement aux formalités qu'elles avaient à remplir...

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche, 372, folio 319.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche, 372, folios 331-334.

Uniquement chargé de l'exécution du sénatus-consulte, il ne m'appartenait pas, concluait le ministre, d'interpréter ses dispositions ni de leur donner de l'extension... Cependant, quantité de questions de cette nature m'ayant été soumises, et de leur solution cependant la tranquillité de plusieurs familles sincèrement dévouées au Gouvernement, j'ai pensé qu'il était urgent de lui en référer (1) ».

Devant les difficultés soulevées, le Gouvernement décida de s'en remettre à l'avis du Conseil d'Etat, qui fixerait les modalités d'application de la loi. La question de savoir quelle devait être la situation des étrangers lui fut notamment soumise. Inscrits pour la plupart irrégulièrement, ils avaient, eux, bien des droits pour demander d'être exceptés de certaines de ses dispositions. Mais pouvaient-ils seulement être amnistiés, et le sénatus-consulte devait-il leur être appliqué ? Quel allait être l'avis du Conseil d'Etat ?

(1) *Archives Nationales F⁷ 61383*.

III

L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT DU 9 THERMIDOR AN X

Quatre questions furent posées au Conseil. La quatrième, relative à l'application du sénatus-consulte aux étrangers, était ainsi conçue : « les étrangers prévenus d'émigration sont-ils soumis aux conditions de l'amnistie ? » La formule semblait indiquer que l'opinion du Gouvernement était d'amnistier les étrangers : ce qu'il demandait de préciser, c'étaient les conséquences et les modalités de cette mesure.

Le Conseil d'Etat donna sa réponse par un avis du 9 thermidor an X. Il avait envisagé dans son ensemble la question de l'application du sénatus-consulte, et déclara au sujet de la quatrième demande : « L'amnistie est destinée à effacer le délit dont le prévenu s'est rendu coupable, en émigrant au préjudice des défenses portées par la loi de son pays. Or il est certain que ce délit n'a pu être commis par l'étranger ; et, où il n'y a pas de délit, il ne peut y avoir ni rémission ni grâce. Dans ce cas, l'acte qui constitue l'étranger en prévention doit être considéré comme non avenue ».

La réponse était fort nette, et condamnait la thèse d'après laquelle les étrangers, et notamment les ex-sujets ennemis, pouvaient être portés sur la liste des émigrés. Dans la pratique, si les autorités administratives en tiraient les conclusions nécessaires, il fallait rendre aux étrangers tous leurs biens, même ceux qui avaient été aliénés, et leur restituer les fruits perçus. Au point de vue juridique, si l'on considérait l'inscription comme non avenue, tous les actes qui en avaient découlé devaient être considérés comme nuls et de nul effet.

C'était donc un grave bouleversement, et il était difficile pour le Gouvernement, soucieux de réconcilier les Français et d'effacer les traces du passé, de laisser de telles responsabilités aux administrations. D'ailleurs il s'était réservé la connaissance des affaires relatives à l'émigration. Au surplus, pour appliquer l'avis du 9 thermidor an X, il fallait statuer sur l'état personnel des étrangers, et la question de nationalité, fort délicate, ne pouvait être que du ressort gouvernemental.

Dès fructidor an X, le Premier Consul se fit présenter par le ministre des finances un état de tous les séquestres levés jusque là sur les biens des étrangers précédemment soumis aux lois de l'émigration. Son intention était qu'aucun séquestre de cette nature ne fût désormais levé sans qu'il lui en ait été rendu compte : le Grand Juge lui présenterait, tous les huit jours, les rapports faits sur les demandes de ces étrangers et lui-même déciderait en dernier ressort.

En nivôse an XI commença le travail d'études du Premier Consul pour appliquer l'avis du Conseil d'Etat. Il n'est pas sans intérêt de voir, d'un coup d'œil d'ensemble, la suite chronologique de décisions qu'il prit en la matière, et qui montrent comment il interpréta l'avis de l'Assemblée.

En nivôse, il y eut relativement peu de demandes : la plupart furent rejetées, comme celle de Frédéric d'Andlaw de Hombourg, ou ajournées, comme celle du comte de Bellegarde, chambellan de l'Empereur d'Allemagne, « jusqu'à ce qu'on sache de quel département il est, les biens qu'il possédait et qu'il possède, le temps de sa résidence en France, les parents qu'il y a et leur degré » (1).

En pluviôse, les réclamations commencent à être plus nombreuses. Le 10, neuf sont présentées : 5 sont rejetées et 3 restent en suspens, dont celle de Léopold de Gavre. Le Premier Consul rappelle au Grand Juge qu'il « est invité à faire connaître aux préfets qu'ils ne peuvent prononcer sur les questions de cette nature et

(1) *Archives Nationales* AF IV 930.

leur enverra les instructions sur la marche qu'ils doivent suivre » (1). Le 18, sur treize demandes, 7 sont rejetées et 4 ajournées ; le 25 enfin, vingt-quatre rapports sont déposés : 5 demandes sont rejetées, 15 ajournées, dont deux faites par des Belges, celle du prince de Ligne et celle du prince d'Arenberg. Bonaparte se réserve en effet d'étudier particulièrement cette question (2) et, le 13 pluviôse an XI, le Grand Juge avait été invité à préparer une circulaire relative aux Belges qui, étant au service de l'Empereur, ne se trouvent pas soumis aux conditions du sénatus-consulte.

En ventôse, le travail continue, plus activement encore : le 2, il y a douze demandes et le Premier Consul en rejette huit, en ajournant deux autres formulées par des Belges. Le 11, sur seize demandes, 8 sont repoussées et 4 ajournées ; et, le 16, 12 réclamations sont ajournées comme concernant des Belges, sur quatorze rapports présentés par le Grand Juge.

L'étude des affaires se poursuit ainsi durant tout le courant de l'an XI et les premiers mois de l'an XII. Il y eut moins de dossiers, mais les observations que nous sommes amenés à faire d'après les résultats du travail des premiers mois pourraient aussi bien s'appliquer à celui des mois suivants. La plupart des réclamations formulées furent rejetées : ainsi, au travail du 16 germinal, on trouve 6 demandes et 6 refus. Beaucoup furent ajournées, notamment celles des Belges, des nobles immédiats, des princes d'Empire, parce que leur cas spécial se trouvait mêlé à d'autres questions, et que le Premier Consul voulait les étudier particulièrement afin de leur donner une autre solution que la radiation pure et simple.

Certains subirent un refus, mais furent invités à se faire amnistier, tels le commerçant Bassenge, le baron de Butler, chambellan de S. A. l'électeur de Bavière, le baron de Zyllnhardt, chambellan de S. A. S. le landgrave de Hesse-Darmstadt, le baron de Bobenhausen, au service de l'électeur palatin de Bavière, et Henri-

(1) *Archives Nationales* AF IV 930.

(2) *Archives Nationales* AF IV 931.

Joseph Chandellier, capitaine au service de l'Autriche (1). Enfin certains obtinrent tout ou partie de leurs revendications.

Cette application de l'avis du Conseil d'Etat ne semble pas, dès l'abord, très conforme à l'opinion émise par l'Assemblée. Pour-quoi donc, lorsqu'il étudia les dossiers, le Premier Consul prit-il ces décisions ? Comment expliquer que, parmi tous ceux qui réclamaient en excipant de leur qualité d'étranger, il y en eut si peu qui obtinrent leur radiation comme tels ? Il faut, pour mieux comprendre les intentions de Napoléon Bonaparte, étudier d'un peu plus près les cas qui sollicitèrent l'attention du gouvernement.

Parmi ceux qui cherchèrent à bénéficier de l'avis du Conseil d'Etat, il y en eut certains qui avaient été déjà éliminés ou radiés par application des lois antérieures : mais ils n'avaient pu obtenir d'indemnités pour leurs biens vendus, ni la restitution des fruits perçus, ni, en tous cas, la restitution de leurs domaines forestiers.

C'est ainsi que Caroline Eckbrecht de Durkheim, déjà rayée, réclama et vit sa demande rejetée le 19 vendémiaire an XII ; il en avait été de même pour Charles-Frédéric et pour François-Chrétien de Durkheim, le 18 pluviôse an XI. Celui-ci persista à ne pas vouloir être rayé comme émigré, et, sa demande ayant été rejetée comme étranger, il resta sur la liste. Nicolas-Bernard Duhan avait été radié le 29 prairial an X, il devait donc rentrer en possession de ses biens non aliénés. Mais son seul bien en France dans les Ardennes avait été vendu : il réclama donc, en se basant sur l'avis du Conseil, la nullité de la vente, ou au moins la restitution du prix ; cependant sa demande fut repoussée le 5 vendémiaire an XII (2).

On rejeta également une semblable demande, formulée par les négociants de Nantes Jacques et Patrice Galwey, amnistiés en l'an X. Le séquestre avait été apposé et levé bien des fois, et leur commerce était arrêté depuis de longues années :

(1) *Archives Nationales* AF IV 932.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61384 (dossier 169).

« Tout mérité qu'il est, le malheur a ses droits », disaient-ils dans leur pétition en rappelant le vers de Fabre d'Eglantine. Même refus pour Constantin-Frédéric-Timoléon Duparc et ses filles, amnistiés, pour Nicolas-Joseph Bacciochy qui protestait contre l'amnistie qu'avait demandée pour lui un faux officieux, et pour les deux frères Pignatelly, radiés en l'an VI.

Le 29 nivôse an XI, fut repoussée la réclamation de Chrétien Pfeffel, malgré l'appui que lui prêtait le préfet du Haut-Rhin. Octogénaire, il était poursuivi par la malchance. « Je ne sais, Monsieur, quel démon malfaisant s'amuse à soustraire du dossier de mes réclamations mes lettres de naturalisation Deux-Pontoise, qui sont la pièce principale sur laquelle je les fonde », écrivait-il le 18 nivôse au ministre de la justice (1). Les réclamations de ceux qui avaient déjà obtenu la radiation ou l'élimination de leurs noms furent donc toutes repoussées, ou à peu près toutes, le gouvernement estimant qu'ils avaient ainsi obtenu satisfaction, quoique cela ne fût pas toujours exact.

Certains furent renvoyés au conseiller d'Etat Boulay, lorsque leurs réclamations ne portaient pas sur le fond, mais visaient un point de détail. Ce fut le cas de Charles Cajétan, comte de Thiennes, dont la situation était assez particulière. Le département de la Lys l'avait inscrit et avait confisqué ses biens ; au contraire, le département de Jemmapes ne le considérant pas comme émigré, il y avait conservé l'administration de ses domaines jusqu'au séquestre apposé seulement en messidor an VIII. Or l'arrêté qui le radia, le 11 germinal an IX, décida qu'il devrait vendre tous ses biens dans l'année, à son profit ; et lors de la vente la Régie arrêta le prix dans les mains de ses créanciers, voulant que lui fussent versés les revenus perçus entre la conquête et la radiation. Le comte protesta vivement, en demandant en l'an XI l'application de l'avis récent du Conseil d'Etat ; l'affaire fut renvoyée pour décision à Boulay de la Meurthe (2).

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61386 (dossier 60).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 148).

Pour beaucoup de sujets ennemis, le Premier Consul refusa d'admettre qu'ils eussent droit au bénéfice de l'avis du 9 thermidor ; mais, ne voulant pas qu'ils restassent sur la liste des émigrés, il les invita à se faire amnistier, ou ordonna de les réputer tels. Ce fut le cas de Madame de Stolberg-Gedern, veuve du Pré-tendant, connue alors sous le nom de comtesse d'Albany. Pour réclamer son élimination, elle se fondait sur sa qualité d'étrangère qui était, disait-elle, de notoriété publique ; d'autre part, le cardinal d'York, dernier prétendant jacobite, et héritier légitime du trône d'Angleterre, son beau-frère, qui avait été porté sur la liste des émigrés, avait été rayé sans même l'avoir demandé.

En germinal an XI, le Premier Consul avait ordonné de lui « restituer ses livres, et ceux du poète Alfieri, son ami et son commensal à Florence ». Pourtant, le 10 messidor, Bonaparte ordonna d'amnistier purement et simplement la comtesse d'Albany ; en nivôse an XII, elle essaya à nouveau, par l'entremise du ministre des finances, de s'opposer à une mesure qui la privait de sa rente, et de se faire reconnaître le bénéfice de l'avis du Conseil d'Etat, mais sa demande fut repoussée le 4 pluviôse (1).

Le 10 messidor an XI, le Premier Consul ordonna d'amnistier Charlotte-Marie-Clotilde de Vintimille, femme du prince de Belmonte, dont les biens en Seine-Inférieure restaient séquestrés. Sa demande était fortement appuyée auprès du ministre des affaires étrangères ; elle ne put pourtant obtenir d'être considérée comme étrangère (2). Brackez Hugo, émigré malgré lui, et dont le nom avait été maintenu jusque là sur la liste, fut aussi traité comme amnistié, d'après la décision consulaire du 5 vendémiaire an XII.

Quelques situations spéciales furent soumises au Gouvernement, qui s'inspira des circonstances pour les résoudre. Ainsi celle de

(1) Alfieri mourut en 1803, et Mme d'Albany vint en 1809 à Paris, où elle resta durant deux ans, sur l'ordre de l'Empereur, car son salon à Florence faisait de l'opposition à l'assimilation des Toscans, que souhaitait Napoléon. La comtesse mourut en 1826.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 125).

Charles-Philippe Sprenger dont les biens avaient été gérés par l'administration durant son absence, sans que le séquestre fût apposé, avait été portée devant lui. Remis en l'an V en leur possession, il lui avait été fait défense de les aliéner jusqu'à décision définitive. Depuis lors il réclamait une solution, et, le 29 thermidor an XI, le Premier Consul décida que c'était une question « à décider avec celles de la rive gauche du Rhin » (1).

Charles-Gaspard Granery, né à Turin, réclamait le bénéfice de l'avis du Conseil d'Etat, le séquestre n'ayant été mis sur ses domaines à la Roche (département du Léman) qu'en sa qualité de sujet ennemi. Le préfet avait bien levé le séquestre en l'an X, mais le ministre des finances devait donner son approbation, et rien ne prouvait à ses yeux que le séquestre n'eût été apposé qu'à raison de la qualité d'étranger de Granery. Comme celui-ci d'autre part n'avait pas demandé l'amnistie, il ne pouvait en profiter. Fallait-il donc réapposer le séquestre, puisque, le 18 pluviôse, le Premier Consul avait repoussé sa demande ? (2).

Le 10 fructidor an X, à la suite d'une lettre du Directoire de la noblesse immédiate qui demandait la levée du séquestre sur tous les biens des membres de l'ordre, le préfet du Bas-Rhin avait ordonné cette levée et transmis son arrêté au ministre des finances pour approbation. Mais l'heure n'était pas encore venue de régler cette question : aussi les nobles immédiats, qui demandaient à être traités comme étrangers pour bénéficier de l'avis du 9 thermidor, virent leurs demandes ajournées, tels les héritiers du feld-maréchal comte de Wurmser (3).

Les réclamations des officiers dicastères du comté de Hanau-Lichtenberg, sortis de France sur la permission expresse du ministre des affaires étrangères, ainsi que celle de M. de Rathsamhausen, furent aussi jugées, le 7 messidor an VIII. Le préfet du Bas-Rhin, estimant que ce serait « contraire à tous les principes

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 151).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 44).

(3) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 150).

de la justice si on confondait plus longtemps avec les émigrés des personnes qui, loin de sortir de France contrairement à des défenses à eux faites, ne l'ont quittée et se sont établies en pays étranger qu'avec l'autorisation formelle du Gouvernement français », avait levé le séquestre. Mais, depuis lors, l'arrêté attendait confirmation du ministère des finances. Le 11 ventôse, le Premier Consul décida que ceux qui étaient nés Français ne seraient pas rayés, et que les autres recevraient satisfaction sur justification de leur naissance en pays étranger. Sur les 19, neuf demandèrent ainsi à bénéficier de la décision du Conseil d'Etat, appuyés par le ministre plénipotentiaire de l'électeur palatin de Bavière (1). Le 11 ventôse, la réclamation de M. de Rathsamhausen avait été rejetée.

Certaines décisions parurent un peu contradictoires. Ainsi, sur trois nobles immédiats de l'Etat de Brisgau, membres de la famille de Reinach, deux, Antoine et Sigismond obtinrent la levée du séquestre comme étrangers ; le troisième, Philippe Reinach de Foussemagne, vit sa demande rejetée.

Quelques étrangers n'acceptèrent pas volontiers le rejet de leurs réclamations, et introduisirent une nouvelle demande auprès du Grand Juge. Tel Alexandre-Louis Le Fournier Wargemont, que la décision du 2 germinal an XI avait refusé de traiter comme étranger. S'appuyant sur l'exemple de MM. de Quinsonas et de Richelieu, qui, au service de la Russie comme lui, avaient obtenu la levée du séquestre avec la faculté de conserver leur pension, il réclama le même traitement, et obtint cette fois satisfaction, le 12 vendémiaire an XII (3).

La plupart du temps, les décisions ne motivaient pas le refus. Il y eut pourtant des exceptions, par exemple dans le cas d'un sujet italien, Jean-Antoine Gaétan Scalvini ; et les motifs en sont assez curieux. Né à Brescia, ancien lieutenant du régiment Royal-

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6138³ (dossier 1).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6138⁶ (dossiers 69, 70, 170).

(3) *Archives Nationales* F⁷ 6138⁵ (dossier 99).

Italien au service de la France, il avait des propriétés à Saint-Tropez (Var), sur lesquelles le séquestre subsistait. Il demanda à être considéré comme étranger, mais le rapport fut défavorable. « Le service militaire que Scalvini a fait en France, son mariage avec une Française, et sa qualité de propriétaire français, ne sont-ils pas suffisants pour le faire regarder comme Français et faire en conséquence cesser le motif de sa naissance ? » disait le Grand Juge. En fait, il avait servi la France comme italien, dans un régiment italien ; d'autre part, c'est en général le mari qui donne à sa femme sa nationalité et non l'inverse, et, si le fait pour un étranger d'avoir des domaines dans un pays suffisait à le naturaliser, la question des biens possédés en France par des étrangers ne se fût jamais posée. Trois mauvaises raisons suffisaient-elles à faire un bon motif ? Quoi qu'il en soit, le Gouvernement rejeta le 8 nivôse an XI la demande de Scalvini (1).

Toutes les réclamations des étrangers ne furent pas au surplus repoussées. Cependant il y en eut d'ajournées qui, de remise en remise, ne reçurent pas finalement satisfaction. La demande de Quintin Crawford fut ajournée une première fois le 11 ventôse, jusqu'à justification du lieu de sa naissance : elle réapparut le 7 floréal, mais à cette date la solution en fut reportée à un mois. En prairial, elle ne revient pourtant pas dans les feuilles de travail du Grand Juge (2).

Le 3 brumaire an XI, le préfet de la Seine avait levé le séquestre sur les biens de M. de Jerningham, et transmis l'arrêté au ministre des finances pour approbation. Au travail du 23 germinal, la décision fut remise au 15 floréal, et, le 14 courant, ajournée à nouveau à quinzaine. L'affaire ne reparut plus (3).

Parfois l'on obtenait une satisfaction de principe, mais l'application de l'arrêté était remise à plus tard. Ainsi M. Bourgues Missiessy avait obtenu le 26 prairial an XI la levée, avec la per-

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 78).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61383 (dossier 14).

(3) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 131).

mission de rester au service de l'Espagne : mais, lorsqu'il s'agit le 15 thermidor de signer l'arrêté, la question fut ajournée (1).

Le 6 pluviôse an XI fut renvoyée la demande de Boyd, qui demandait à être traité comme étranger. Dès la signature du traité d'Amiens, il était venu à Paris avec son associé M. Ker, pour obtenir la levée du séquestre apposé sur ses biens et sur ceux de sa banque (2). La maison avait de nombreux créanciers qui réclamaient depuis dix ans, parmi lesquels se trouvait notamment Paul Benfield, ex-associé de Boyd à Londres (3). Dès l'été de l'an X, il demandait les papiers de la banque déposés aux archives de la Seine. « Cette remise, écrivait-il dans sa réclamation, est tellement liée à l'exécution du traité du 4 germinal, elle est si juste par elle-même que vous sentirez, citoyen préfet, la nécessité de l'accueillir sur son seul exposé » (4).

Le préfet ne fut pourtant pas convaincu par cette évidence, puisque, en l'an XI, on retrouve Boyd et son associé assidus à toutes les audiences du ministre de la justice, entre le 30 brumaire et le 10 nivôse. Ce jour-là seulement ils furent reçus, et leur visite n'eut pas le succès escompté, puisque leur réclamation fut ajournée à un mois, quoi qu'ils fussent appuyés par Talleyrand. Une nouvelle demande du 23 germinal ne semble pas avoir eu beaucoup plus de succès.

Nombre d'étrangers ne purent donc obtenir du Gouvernement, pour une raison ou pour une autre, l'application de l'avis du 9 thermidor. Cependant quelques-uns virent leurs réclamations aboutir parce que de puissants personnages intercédèrent pour eux et que le Gouvernement considéra qu'il n'y avait pas trop d'inconvénients à leur donner satisfaction. On était en période de paix,

(1) *Archives Nationales* AF IV 932.

(2) Voir page 259.

(3) La maison Boyd Benfield était alors en liquidation, et les deux associés avaient d'après discussions, *Archives Nationales* T 1604.

(4) *Archives Nationales* T 1681

et, par la voix diplomatique, bien des étrangers essayèrent d'obtenir la restitution de leurs biens.

La comtesse Amélie de Bavière fut éliminée de la liste des émigrés, par décision du 2 ventôse an XI, à la suite d'une démarche de M. de Cetto, envoyé extraordinaire de l'électeur de Bavière (1). Le prince intervint officiellement aussi en faveur du baron de Gohr, grand maréchal de la Cour ; et celui-ci obtint le 28 floréal d'être considéré comme étranger et de voir le séquestre levé sur ses biens, en cette qualité (2).

Le comte Frédéric de Bellegarde chambellan de l'Empereur d'Allemagne et lieutenant-général de ses armées, fut admis à se prévaloir de ses qualités, et obtint satisfaction le 2 germinal à raison de ses hautes charges en Empire. Le 16 ventôse an XI, la demande de François-Gabriel de Gaspard-Belleval avait été repoussée : une nouvelle démarche, appuyée par le prince de Moldavie et l'ambassade de France à Vienne, eut plus de succès, puisque, le 21 floréal, le Premier Consul ordonna de « l'amnistier et faire tout ce qui sera possible pour lui » : il était alors secrétaire d'Etat des affaires étrangères en Valachie (3).

Stanislas Bianchetti, appuyé par Marescalchi, ministre des relations extérieures de la République Italienne, avait obtenu satisfaction le 11 ventôse.

Le baron Adam-François-Xavier-Nicolas-François de Sales-Jean-Népomucène de Roggenbach, conseiller intime du margrave de Bade et grand bailli de Mahlberg, avait vu rejeter sa réclamation le 7 floréal. Il formula une nouvelle demande, appuyée diplomatiquement par l'envoyé du margrave : « le margrave de Baden... réclame du Gouvernement français en faveur du baron de Roggenbach une marque de bienveillance semblable à celle qu'il s'est empressé de témoigner aux Français dans ses Etats ». Cette

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61383 (dossier 17).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 117).

(3) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 41).

demande fut ajournée le 8 thermidor. Mais le margrave de Bade intervint lui-même, par une lettre personnelle adressée au Premier Consul, dans laquelle on lisait : « La protection que Vous daignerez accorder dans cette circonstance à un de mes serviteurs dont le mérite égale le zèle et le dévouement pour mes intérêts sera une nouvelle preuve de Votre bienveillante affection pour moi, et ne fera qu'accroître, s'il se peut, les sentiments de la reconnaissance et de la véritable vénération que je Vous ai consacrés » (5 août 1803). Cette fois, les résistances tombèrent, et un arrêté de radiation fut pris le 14 fructidor (1).

Les considérations diplomatiques ou les appuis motivés ne suffirent pourtant pas toujours. Et la réclamation du baron Romain de Gailliot fut rejetée le 8 nivôse an XI, quoiqu'il fût chambellan de l'Empereur et que le Grand Juge exposât « qu'une demande de cette nature devait plutôt être appréciée par des considérations politiques que jugée par des raisons civiles » (2).

Les revendications de Madame Foulon de Doué furent écartées le 18 pluviôse, quoiqu'appuyées par le ministre, qui rappelait que son beau-père et son beau-frère avaient été massacrés au début de la Révolution. « Les malheurs trop réels de cette famille ont plus de droit à la faveur et à l'indulgence du Gouvernement que la réclamante ne peut en avoir au bénéfice de la décision précitée », disait le Grand Juge en présentant son rapport au sujet de l'application de l'avis du Conseil d'Etat. Mme Foulon était Belge, et réclamait la rétrocession de quelques forêts (3).

Certains étrangers obtinrent aussi satisfaction parce qu'ils possédaient peu de biens ou que, ceux-ci n'ayant pas été vendus, il était facile de les leur restituer. Ce fut le cas pour Belasyse, écuyer anglais habitant Pontoise (décision du 30 pluviôse), pour Jacques-Philippe Preston, Irlandais dont un petit bien près de Liège était

(1) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 38).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 14).

(3) *Archives Nationales* F⁷ 61385 (dossier 37). Foulon, ancien intendant, avait été, le 22 juillet 1789, pendu à un réverbère par la foule, malgré ses 74 ans, et son gendre tué à coups de pique le même jour.

resté sous séquestre, pour Charles Rhoduis, registrateur à la chancellerie du prince de Nassau-Weilbourg, le 27 fructidor, etc...

Que recevaient ceux qui obtenaient ainsi la levée du séquestre ? A s'en tenir à l'avis du 9 thermidor, et si l'on considérait que les étrangers n'avaient pu être mis régulièrement sur la liste et que leur inscription était non avenue, il fallait leur restituer les fruits perçus et leur rendre tout ce qu'ils possédaient autrefois, même ce qui avait été vendu. Cela eût entraîné de graves complications, aussi semblait-il qu'on dût leur donner plutôt des indemnités pour leurs biens aliénés.

Or les décisions consulaires n'en parlent pas ; bien plus, sur la plupart des dossiers de ceux qui furent considérés comme étrangers, il est porté : « lever le séquestre sans restitution de fruits ». Quelquefois pourtant, la phrase « sans restitution de fruits » ne se trouve pas insérée : mais, lorsque le Grand Juge transmet la décision au directeur des Domaines, il l'interpréta dans ce sens, par exemple pour l'Anglais Robert Charnok, commerçant d'Ostende. Dans sa lettre du 18 ventôse, le Grand Juge disait : « quoique la décision n'en parle pas, j'ai ajouté « sans restitution de fruits » parce qu'il m'a paru que tel était le principe adopté par le Gouvernement en semblable cas » (1).

Dans une seule transmission, celle de l'arrêté concernant le baron de Gohr, le Grand Juge n'ajouta rien ; mais peut-être s'agit-il là d'une simple omission, et il est à présumer que l'administration ne restitua pas en fait les revenus perçus. Dans un cas particulier, les biens furent restitués sous une condition spéciale : le prince Xavier de Saxe-Lusace, vivement appuyé par la Cour de Dresde, obtint la levée du séquestre, mais l'arrêté du 25 pluviôse an XI l'obligea à vendre ses domaines dans le délai d'un an.

Que faut-il donc penser de l'application par le Gouvernement de l'avis qu'avait exprimé le Conseil d'Etat, le 9 thermidor an X ?

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6138³ (dossier 12).

Nous avons étudié assez de cas et vu assez les solutions diverses données aux réclamations pour juger de la politique adoptée par le Premier Consul.

Pour la question des radiations ou des éliminations, son attitude fut favorable à une large extension de la mesure afin de résoudre définitivement la question et d'apaiser les esprits ; aussi les étrangers qui n'avaient pas été radiés furent considérés comme amnistiés. Pour les biens, la question se posait différemment, la constitution ayant reconnu la légitimité des acquisitions de biens nationaux. Venir troubler les nouveaux propriétaires et annuler les ventes faites était une mesure grave qui risquait de provoquer des difficultés et des dissentiments.

Ce fut donc la raison d'Etat qui inspira les décisions du Premier Consul, mais, au point de vue juridique, il est certain que l'avis du Conseil ne fut pas appliqué comme il aurait dû l'être, si l'on s'en était tenu à ses termes mêmes ; ce qui le prouve surabondamment, c'est que la plupart des rapports du Grand Juge, qui n'examinait la question qu'au point de vue juridique, sont favorables aux étrangers : et les arguments qu'il présente sont, en droit, parfaitement fondés. Mais le Gouvernement se plaça au point de vue politique : et les étrangers ne reçurent pas ce à quoi ils étaient en droit de prétendre.

*
* *

Durant toute l'époque du Consulat, les radiations individuelles se poursuivirent nombreuses, et toutes les demandes des étrangers ne vinrent pas devant le Premier Consul comme celles dont nous venons de parler. En dehors de la sphère d'application du sénatus-consulte du 6 floréal an X, il faut donc voir ce que devinrent les réclamations de divers étrangers en suspens depuis de longues années.

Le 24 mai 802, le plénipotentiaire anglais, M. Merry, avait annoncé, au nom de son Gouvernement, que, conformément à

l'article 14 du traité d'Amiens, tous les séquestres apposés sur les biens des Français avaient été levés. Il ne semble pas qu'en France l'article ait reçu une application si rapide, et, en janvier 1803, lord Whitworth, ambassadeur d'Angleterre, s'en plaignit par une note, à laquelle Talleyrand répondit le 29 pluviôse an XI : « le Premier Consul, qui a déjà prononcé sur un grand nombre de réclamations de ce genre, et qui s'est appliqué à faire tout ce qui était compatible avec les lois mêmes de la République, a été étonné d'apprendre que plusieurs personnes de votre nation eussent encore des demandes pareilles à former » (1).

Il y en avait pourtant un certain nombre puisque, le 18 mars 1803, l'ambassadeur anglais en fournit une liste que voici. En dehors des rentes possédées par 117 Anglais et montant à 212.400 francs en perpétuel et 274.253 francs en viager, qui restaient entre les mains de l'administration, il citait Mme Andoc, pour une distillerie à Bordeaux ; M. Arbouin, commerçant de ladite ville ; M. Barnwell, dit lord Trimlestown pour une terre appelée la Mirotte près Toulouse, avec maison et bibliothèque, une terre en Languedoc, dit Montbartier, une terre en Quercy et une maison rue de Toulouse ; M. Beckford, pour 45 caisses de vaisselle, meubles et argenterie séquestrées à Calais en 1794 ; Quintin Crawford, pour ses meubles précieux qu'il évaluait à 500.000 francs ; Mme Dayrell pour sa terre de Clénord et ses vignes du Loiret vendues ; lord Fitzgerald, plénipotentiaire au moment de la guerre, pour ses meubles et lady Fitzgerald, pour une terre héritée par elle à Saint-Domingue ; M. Fentham, négociant de Londres pour dix caisses remplies de glaces achetées à Paris et saisies à Calais ; M. Fanning, pour sa propriété de Sablé (Sarthe), achetée en 1777 et John Howard, pour son domaine près de Douai ; M. Hattam pour sa plantation de café du Cap-Dame-Marie, à Saint-Domingue ; le chevalier Impuy, pour des fonds publics montant, intérêts compris, à 2.193.373 francs ; Jerningham ; lord

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Angleterre, 601, folios 70 à 86.*

Kerry ; John Pritchard, pour sa maison et ses fermes près d'Ypres ; John Plunkett, pour ses biens de Saint-Domingue ; Mme Preston, comtesse Doria, pour les meubles de son hôtel de la rue d'Enfer, saisis en 1792 ; J. Preston, pour ses terres des départements de l'Ourthe et de la Meuse-Inférieure ; M. Petrie ; Mme May, pour les meubles de sa maison de la rue Taitbout ; M. Mackintosh, pour ses biens près d'Avignon ; M. Mackenzie ; Mme Paravicini ; Georges et Henri Salvin, pour leur maison de commerce à Paris ; Henri Seymour ; Williams et Rowland, négociants anglais, pour des créances de 750.000 francs ; M. Waddington et Mme Wandergucht, sans compter le banquier Boyd qui réclamait toujours (1).

C'était une longue énumération, et, comme on le voit, la question était loin d'être réglée, pour les Anglais tout au moins. Il en était de même pour les nationaux des autres pays ennemis. Le ministère des affaires étrangères soumit vers la même époque une liste d'Allemands demandant la levée du séquestre sur leurs propriétés en France, en se fondant sur les divers traités de paix. La voici, avec l'indication des premières décisions prises par le Gouvernement (*Voir tableau page 290*).

Il y avait donc quantité d'étrangers dont les demandes restaient en suspens. D'autre part certains, qui avaient obtenu, plus ou moins longtemps avant cette époque, la levée du séquestre, n'étaient pas à cette époque rentrés en possession de tous leurs biens et continuaient à réclamer.

Disney-Ffitch, radié pourtant en l'an III, demandait encore la liquidation d'une créance de 46.648 fr. 15 pour son mobilier vendu dans le domaine de Retz. Le directeur de l'enregistrement renvoya, le 10 floréal an XI, sa pétition au ministre des finances, « considérant que le citoyen Disney ne justifie ni de radiation, ni d'élimination ni amnistie (*sic*), et que dès lors il rentre dans la classe des étrangers qui se prévalent de cette qualité pour obtenir mainlevée du séquestre apposé sur leurs biens... et que l'intention

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Angleterre, 601, folio 93.*

Noms	Désignation de leurs qualités	[Décisions]	Date de la demande principale	Plèces jointes
Hugues Danien.	Comte de Schoenborn	à examiner	Mayence, 7 floréal an IX	2
Grub.	Dir ^{tr} des postes impériales	à lever	Dreutz, 13 mai 1801	2
Degenfeld-Schembourg.	Comte	à examiner	thermidor an IX	4
Charles-Adolphe, baron de Plittersdorf.	Conseiller intime de la Tour-Taxis	à lever	Offenbourg, 5 août 1801	7
Princesse douairière de Wittgenstein.	Née Comtesse de Linange	ajourné	Berlebourg, 27 août 1801	2
Wendel-Demuth.	Adjoint au maire de Wendel	à lever	Wendel, 15 fructidor an IX	2
Nicolas-Louis-Georges-Frédéric, baron Paul.	Baron, Maître de l'Ordre de Malte	à lever	Mayence, 5 vendémiaire an X	16
Pfurdt.	Comtesses	à lever	Francfort, 7 janvier 1802	3
M ^{me} d'Ortenbourg et Louise de Reingrafenstein.	G ^d chantre de la Cathédrale de Trèves	à lever s'il ne s'agit pas de biens ecclésiastiques	Biebrich, 24 pluviôse an X	4
François - Chrétien de Hack.	Simple particulier	à lever	Mayence, 9 ventôse an X	3
Baron de Rothenhausen.	Conseiller de l'électeur de Trèves	à lever	Alzei, 19 ventôse an X	1
Walmenich.	Baron	id.	Coblentz, 23 ventôse an X	1
François Rœthlein.	Baron	inconnu	Vienne, 15 mars 1802	4
François Harff.	Simple particulier	à lever	Cologne, 5 germinal an X	4
Jean-Jacques Hubmayer.	id.	id.	Alberweiler, 12 germinal an X	3
Thomas Truchsess.	id.	id.	Coblentz, 25 germinal an X	12
Frédéric Devieux-Linange-Westerbourg.	Comte apanagé sans qualités politiques	à ajourner	Mayence, 26 germinal an X	1
Trapp.	Baron colonel au service du ci-devant électeur de Trèves	à lever	Ehrenbreinstein, 29 germinal an X	3
Comtesse d'Ottweiler.	Douairière du prince de Nassau	à lever	Mayence, 1 ^{re} floréal an X	3
Caroline de Teignies.	Abbesse d'Oberwerth	à lever s'il ne s'agit pas de biens patrimoniaux	Camp, 1 ^{re} prairial an X	
Jean-Jacques Burckhardt D'Uxhull.	Domestique	à lever	Trèves, 4 prairial an X	
Philippine-Caroline.	Baron	à lever	Buthlein, 21 prairial an X	
François Georges.	Née comtesse d'Ettingen-Saten, épouse Rodolphe Colloredo-Mansfeld	à ajourner	Trèves, 9 messidor an X	
Georges de Linange-Westerbourg.	Baron	inconnu	Nierstein, 17 messidor an X	
Weyers.	Comte colonel au service de l'électeur bavaro-palatin	ajourné	Mayence, 28 messidor an X	
Frédéric-Joseph Charles	Baron	inconnu	id.	
Frédéric-Guillaume	Maréchal de l'électeur de Mayence	id.	id.	
Comte de Metternich-Winnebourg.	Prince d'Isembourg	à examiner	id.	
Comte de Stadion.	Noblesse immédiate du Cercle du Haut-Rhin	ajourné	id.	
Meimes.	Comte d'Empire	à lever	id.	
Comte de Vieregg.	Evêque de Volona in partibus et suffragant de l'archidiocèse de Mayence	à examiner	Hallenheim, 22 juillet 1802	
Jean-Philippe Trebra.	Ministre de l'électeur palatin	à lever	Mayence, 7 thermidor an X	
	Ancien militaire français domicilié à Mayence	à lever	Saarbrück, 12 prairial an X	(1)

(1) Ce tableau est aux archives du ministère des affaires étrangères : Allemagne, petites principautés 70, folio 202.

des Consuls est qu'aucune levée de séquestre des biens des étrangers n'ait lieu que d'après leur approbation : ce qui exclut à plus forte raison la faculté d'opérer en leur faveur des restitutions qui supposent la levée du séquestre, et qui étendent encore les effets avantageux de cette mainlevée » (1).

Disney-Ffitch avait-il été remis sur la liste depuis sa radiation de l'an III ou l'exécution de l'arrêté de cette date avait-elle été suspendue ? Dans l'une ou l'autre hypothèse, il ne fut certes pas le seul qui eût vu sa réinscription sur la liste des émigrés suivre de près sa radiation, ou qui ne put obtenir l'application d'arrêtés favorables. Il était en effet presque aussi difficile d'obtenir justice dans la réalité des faits que d'avoir un arrêté de mainlevée ; et les étrangers en firent l'expérience, qui, pendant de longues années, ne purent rentrer en possession de leurs biens, quoique leur droit fût reconnu.

Le prince Emmanuel de Salm-Salm en fut une illustration, puisque, en l'an XI, il continuait à réclamer l'exécution de l'arrêté du Comité de Salut public qui, en l'an IV, l'avait rayé et renvoyé en possession de ses biens (2). Le 21 germinal seulement, le fondé de pouvoir du baron de Grimm à Paris, Brusselle, reçut du Domaine les effets et titres déposés par celui-ci chez Rilliet et Cie, qui se montait à 578.456 livres 14 s. 6 d. (3).

C'est en germinal que fut réglée la question des émigrés belges ; ceux-ci avaient protesté contre l'application qu'on voulait leur faire du sénatus-consulte de floréal an X, et les préfets avaient attiré l'attention du Gouvernement sur la malheureuse situation des « Belges absents ». Le Premier Consul avait donc, au cours de

(1) *Archives de Seine-et-Oise* Q 779.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61387 (dossier 76).

(3) Notons que l'organisation de la Régie et des différentes administrations créées sous la Convention, vu l'étendue de leurs occupations, fut profondément modifiée sous le Consulat. Le bureau de triage des titres créé en l'an II fut supprimé le 1^{er} pluviôse an IX, et le travail fait désormais par le bureau des archives domaniales, dont les attributions furent réglées par la note préfectorale du 7 nivôse an XII. La Régie elle-même fut modifiée par la loi du 3^e jour complémentaire an IX.

son travail d'application de l'avis du Conseil d'Etat, écarté les réclamations de ces Belges, pour statuer ultérieurement sur leur cas.

La décision fut prise en pluviôse an XI, et un article paru dans la *Feuille d'annonces de Bruxelles* en date du 29, prévint ceux qui ne s'étaient pas soumis aux conditions de l'amnistie qu'ils avaient jusqu'au 1^{er} germinal pour prêter leur serment de fidélité à la République, en renonçant à tout service étranger, ou pour déclarer qu'ils voulaient demeurer étrangers. Dans ce cas, les séquestres seraient levés sur leurs propriétés, mais ils devaient les vendre dans un délai relativement court (1).

Le Premier Consul avait également écarté les réclamations de divers princes étrangers ou nobles immédiats afin d'étudier séparément la suite qu'il convenait de donner à leurs demandes. Un certain nombre en effet avaient réclamé, après le sénatus-consulte de floréal, pour qu'on leur appliquât l'avis du Conseil d'Etat. Le ministre des finances en avait dressé une liste, comprenant aussi quelques particuliers ne faisant pas partie de la noblesse héréditaire. La voici : (*Voir tableau ci-contre*).

Si Napoléon Bonaparte avait écarté la question de la levée de séquestre pour les princes allemands, c'est qu'il jugeait qu'il était impossible de la traiter seule. Le traité de Lunéville avait déposé ces princes de leurs terres souveraines, ils avaient donc droit à une indemnité : et on ne pouvait envisager la remise de leurs propriétés ou d'une partie d'entre elles qu'en connaissant la manière dont ils seraient dédommagés en Empire. Entre leurs terres françaises et leurs territoires allemands, il y avait en fait une corrélation étroite, et, pour que les règles de l'équité fussent respectées, il fallait traiter concurremment les deux questions.

Or, depuis Lunéville et surtout depuis le traité d'Amiens, celui qui présidait aux destinées de la France, tout auréolé de la gloire militaire, et cherchant dans la paix à mériter les mêmes lauriers,

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Autriche 373, folio 257.*

Noms des Réclamants	Désignation de leurs qualités	Observations
Adrien - Joseph d'Espinay Saint-Luc.	Comte du Saint-Empire, membre héréditaire de la noblesse germanique, gé- néral-major des armées impé- riales et royales.	Il possède des biens dans le département de Jemmapes et dans celui de l'Eure. Il est inscrit sur une liste d'émi- grés. Sa famille habitait la ci-devant Normandie. (inconnu, ajourné).
Charles de Ligne	Prince possessionné en Empire.	Il est inscrit sur une liste d'émigrés, il possède des biens dans le département de Jem- mapes. (ajourné, voyez la dépêche du 3 vendémiaire). (1)
Louis - Guillaume - Joseph d'Oettinghem.	Ci-devant chambellan-ma- jor, au service de l'Autriche, et attaché à la Cour de l'Archiduc Charles.	Ses biens sont situés dans le département de Sambre- et-Meuse. (inconnu).
Louis-Engelbert d'Arenberg.	Duc d'Arenberg.	Il est inscrit sur une liste, il a droit à une indemnité, ses biens sont dans les départe- ments de la rive gauche, la Dyle, Jemmapes, les Ar- denne. (ajourné, voyez la dépêche du 3).
Louise - Marguerite de La Marck, douairière d'Aren- berg.	Sa qualité de mère de deux inscrits a été la cause de son séquestre.	Ses biens sont situés dans les départements de l'Ourthe, la Meuse-Inférieure, le Finis- tère et les Ardennes. (le séquestre doit être levé).
Louis - Georges, baron de Kerpen.	Chambellan, conseiller in- time de l'électeur de Trèves.	Ses biens sont situés sur la rive gauche du Rhin. (étranger particulier, le sé- questre doit être levé).
Wenceslas de Turckheim. .	Se dit étranger et n'ayant jamais été domicilié en France.	Inscrit sur une liste d'émi- grés, ses biens sont situés dans la Sambre-et-Meuse. (à examiner quant à sa qua- lité d'étranger; si elle est vraie, le séquestre doit être levé).
Duc de Loos-Corswarem. .	Prince immédiat de l'Em- pire d'Allemagne.	Il est inscrit sur une liste, ses propriétés séquestrées se trouvent sur la rive gauche du Rhin. (le séquestre doit être levé, voyez la lettre du 3).
Le Comte de Stadion. . .	Ministre de la Cour de Vienne près celle de Berlin.	Réclame deux maisons à Mayence, le ministre Beur- nonville a transmis une note par laquelle M. de Stadion soumet deux projets pour son indemnité. (particulier, étranger, le séquestre doit être levé). (2)

(1) Cette dépêche était relative aux biens des princes d'Empire en Belgique et sur la rive gauche du Rhin.

(2) Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés 70, folio 203.

ne se trouvait-il pas tout désigné pour régler la question de la réorganisation de l'Allemagne sur de nouvelles bases et résoudre le difficile problème de satisfaire, dans la mesure du possible, les revendications des princes allemands ?

IV,

LE RECÈS DE 1803 ET LA LOI DU 21 FLORÉAL AN XII

Dans le courant de l'été de l'an X (1802), aussitôt la paix conclue, l'affaire des indemnités germaniques et la réorganisation de l'Empire faisaient le sujet des préoccupations diplomatiques de toutes les puissances. La Prusse et l'Autriche y étaient intéressées au point de vue de leurs propres possessions : pour l'équilibre de l'Empire et leur influence personnelle, le problème était d'importance. Pour le jeune Empereur de Russie, qui avait l'ambition de gouverner par lui-même et d'être l'arbitre de l'Europe, pour Napoléon Bonaparte, plus qu'un autre attentif à l'organisation de l'Empire, notre voisin, pour tous les Etats enfin, il semblait urgent d'aboutir. « Cette affaire, entamée au congrès de Rastadt, après la paix de Campo-Formio, abandonnée par suite de l'assassinat de nos plénipotentiaires et de la seconde coalition, reprise depuis le traité de Lunéville, souvent commencée, jamais terminée, était une grave affaire pour l'Europe, question qu'on poussait devant soi, ne sachant comment la résoudre » (1).

Si l'on voulait aboutir, il fallait manifester une ferme volonté et empêcher toute discussion : jamais les intérêts particuliers n'eussent pu s'entendre, et il était nécessaire qu'un médiateur préparât un plan d'indemnisation rendu possible par de larges sécularisations ; le plan une fois arrêté, à la suite de négociations diplomatiques, il le présenterait à la Diète de Ratisbonne, qui n'aurait plus dès lors qu'à l'entériner.

On s'occupa d'abord des territoires qu'il convenait d'assigner aux grands Etats de l'Allemagne : après diverses négociations

(1) A. Thiers : *Le Consulat et l'Empire*, tome IV.

particulières avec chacun d'entre eux, la France et la Russie présentèrent à une députation extraordinaire de la Diète, réunie à Ratisbonne le 30 thermidor an X, l'offre et le projet de médiation : accepté le 21 fructidor par le conclusum de la députation, le plan fixait d'une manière générale les indemnités des Etats allemands.

Mais, une fois adoptées ces bases de discussion, il fallait entrer dans le détail et régler pour chaque petit prince les territoires et indemnités auxquels il avait droit. Un nouveau plan d'ensemble, comprenant les princes et Etats moins importants, fut donc adopté un mois plus tard.

Pourtant, la discussion allait s'avérer comme singulièrement difficile. Un principe fut d'abord posé : on ne s'occuperait que des princes souverains et de leurs territoires. Mais il fallait préciser ce terme de souveraineté qui donnait lieu à tant de discussions. Au regard de l'Empire, la souveraineté fut définie, par la commission d'Ochsenhausen, comme inhérente aux comtés et seigneuries qui donnaient voix et séance à la Diète.

Cette première décision ôta leurs espoirs à quelques-uns des princes allemands qui espéraient bien être compris dans le plan des indemnités prévues : ce fut le cas du comte de La Layen, dont le nom pourtant s'était trouvé inséré dans la convention additionnelle du traité de Campo-Formio déterminant ceux qui seraient indemnisés. Il avait perdu 260.000 florins de revenus sur la rive gauche.

Dès germinal an XI, aussitôt connue la décision de la Diète, il réclama en France la levée du séquestre, puisqu'il était ainsi « renvoyé », avec tous ceux de sa catégorie, à demander l'exécution de l'article 9 du traité de Lunéville. Il sollicitait aussi l'appui de la France pour obtenir sa part dans la prochaine distribution des fonds, certains de ceux auxquels on ne pouvait donner de territoire devant recevoir une compensation en nature. En l'an XI, le comte de La Layen protesta encore, car on était sur le point de vendre ses maisons de Trèves et de Coblenz,

occupées comme propriétés nationales. Il obtint, en messidor, un ordre de surseoir à toute vente de ses biens jusqu'à solution définitive. Celle-ci se faisait encore attendre au début de l'an XII, quoique ses demandes fussent favorablement écoutées en sa qualité de neveu de l'archichancelier du Saint-Empire (1).

Quant à ceux dont la souveraineté fut reconnue, ils reçurent des compensations en territoires souverains sur la rive droite : tel le prince de Linange, tel le prince Constantin de Loevinstein-Wertheim, qui se montra très heureux de la manière dont furent réglées les indemnités, et envoya son fils à Paris remercier le général Bonaparte (2). Le premier obtint, pour la perte de sa principauté de Linange et du comté de Dabo, les bailliages mayençais de Miltenberg, Buchen, Seligenthal, Arnorbach et Bichofsheim, et divers bailliages palatins dans le Wurzburg, par le § 20 du recès. Le second, pour son comté de Puttelange et diverses seigneuries, eut les villages mayençais de Wurth et Treinfurt, les bailliages de Rothenfels et de Hombourg, enfin une rente perpétuelle de 12.000 florins sur l'octroi de navigation établi et perçu sur le Rhin (§ 14).

Le prince de Salm-Salm et le prince de Salm-Kirbourg, qui tous deux avaient perdu la totalité de leurs principautés, reçurent des territoires importants. L'ensemble des indemnités accordées aux diverses familles souveraines de Salm (3) fut évalué à 400.000 florins de revenus. Les bailliages de Bocholt et d'Ahaus, donnés au prince de Salm-Kirbourg, étaient habités par 50.000 âmes ; Constantin de Salm-Salm recevait en Westphalie des domaines rapportant un revenu de 169.185 florins, avec 17.000 âmes (4). Quoique largement indemnisés, les princes de

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 36, folios 246 à 270.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 41, folio 243.

(3) Salm-Salm, Salm-Kirbourg, Salm-Reiferscheid-Bedbourg, Salm-Reiferscheid et Salm-Reiferscheid-Dyck.

(4) *Documents pour servir à l'histoire de la principauté de Salm*. La nouvelle

Salm n'en continuèrent pas moins, durant l'an XII, à réclamer la levée du séquestre et la restitution de leurs biens en France (1).

Le duc de Croy fut, lui aussi, compris dans le second plan des indemnités arrêté le 8 octobre 1802 par la Diète de Ratisbonne. Il avait perdu au traité, avec ses principautés de Meylle, de Mœurs, et le comté de Hornes, 180.000 florins de revenus : il reçut quelques indemnités sur la rive droite, dans le bailliage de Dulmen, mais se plaignit qu'elles fussent trop modestes (notes des 22 octobre et 30 décembre), d'autant qu'en France sa qualité de prince d'Empire avait été méconnue et la majeure partie de ses biens vendue, de telle sorte que, même au cas où on lui accorderait les levées de séquestre demandées, sa situation serait néanmoins fort diminuée (2).

Le duc Guillaume-Joseph de Looz-Corswarem fut aussi compris dans le plan d'indemnités pour ses comtés immédiats de Nyel et de Looz. Ses pertes en France avaient été considérables, notamment celle d'une forgerie en Luxembourg, avec cinq hauts-fourneaux, trois platineries et huit forges, produisant 5 millions de livres par an, valant 650.000 francs. Ses terres immédiates lui rapportaient 1.500.000 florins par an, et les indemnités obtenues au recès, dans les bailliages de Bevergern et de Wolbeck, lui semblèrent insuffisantes. En l'an XI, il réclamait encore la restitution de ses biens en France (3).

Aux princes dont nous venons de parler s'appliqua un autre principe, posé par la Diète lors de la discussion des indemnités. Les négociateurs français et allemands convinrent que les princes d'Empire n'auraient pas d'indemnités pour leurs biens situés

principauté fut comprise en 1810 dans le département de la Lippe, et médiatisée en 1815. Constantin mourut à Carlsruhe en 1828.

(1) Leur droit de vote au collège des princes de la Diète fut modifié. Autrefois les princes de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg avaient une voix en commun. Désormais ils en eurent une chacun.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 72, folio 371.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 77, folios 395 à 418.

dans les Pays-Bas autrefois autrichiens, c'est-à-dire dans la Belgique. L'Empire considérait en effet que ces biens étaient étrangers, le cercle de Bourgogne (1) où ils étaient compris n'étant qu'une fiction politique, et l'Empereur ayant pourvu à leurs droits par l'article 10 du traité de Lunéville.

N'étant pas indemnisés pour leurs terres belges, il était tout naturel que lesdits princes réclamaient. Cette même règle s'appliqua aussi au prince de Ligne, et, malgré les efforts de Laforest, le ministre français, qui s'occupait des indemnités à Ratisbonne et voulait que « tout le monde partît content », il n'obtint que la moitié de ses droits en terre d'Empire : les 200.000 florins de revenu qu'il possédait en Belgique restèrent sous séquestre (2).

La règle s'appliqua aussi au duc d'Arenberg, qui évaluait ses pertes à 7.956.747 florins en terres souveraines, et 5.800.000 florins pour ses biens vendus et les fruits non perçus. Il obtint en Westphalie le bailliage de Meppen et le comté de Recklinghausen, avec 31.000 âmes : et le tout produisait 225.000 florins de revenu.

Restaient encore certains comtes d'Empire, qui n'avaient pas obtenu en terres immédiates la valeur de leurs terres de la rive gauche du Rhin dont le traité de Lunéville les dépossédait. Le § 24 de la convention entre les puissances médiatrices et la députation extraordinaire de l'Empire pourvut à leurs droits. Une masse d'indemnités leur fut réservée, afin de faire à chacun un établissement auquel on pût transférer son droit de vote. Cette masse comprenait les abbayes et couvents immédiats d'Ochsenhausen, Munchroth, Schuffenried, Guttenzel, Hegbach, Baintd, Buxheim, Weissenau, et Isny, avec leurs dépendances et la ville d'Isny. Les comtes de Bassenheim, de Quadt, de Schasberg, de Sinzendorf, d'autres encore furent dans ce cas. « Le complément

(1) Un des dix cercles de l'Empire.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 77, folios 205-206.

d'indemnité, était-il dit, s'il y a lieu et en tant qu'il n'y serait pas pourvu par la levée du séquestre, sera assigné sur les revenus qui deviendraient disponibles ».

Enfin la Diète posa une troisième règle pour la fixation des indemnités : elle écarta définitivement les réclamations formulées par la noblesse immédiate au sujet de la perte de ses territoires en France. La mainlevée du séquestre leur était rigoureusement due, et le § 28 du recès ne fit qu'en prendre acte. Il était ainsi conçu : « Les indemnités qui pourraient être dues à aucuns des membres du corps équestre seront, à l'instar du complément des indemnités des comtes d'Empire et en tant qu'il n'y serait pas pourvu par la levée future du séquestre, assignées sur les revenus qui pourront être ultérieurement disponibles et dans des proportions relatives à leurs prétentions légitimes ».

Pourtant le corps équestre avait envoyé à Ratisbonne plusieurs députés pour tâcher de trouver quelques compensations. Ses pertes y furent exposées en détail (celles des nobles de l'Ortenau se montaient à 23 millions) : et certains de ces membres y vinrent eux-mêmes, tel M. d'Helmstatt dont le comté de Morhange rapportait 80.000 florins, et qui tâcha de s'appuyer sur Talleyrand et Laforest pour obtenir ou la levée du séquestre ou des indemnités en Empire. Mais aucun noble immédiat ne put obtenir d'avantages (1).

Après de laborieuses discussions, l'accord s'étant fait au sein de la députation extraordinaire, le recès fut rédigé et adopté par elle, le 2 frimaire an XI. Il restait à le faire agréer par la Diète elle-même, qui n'avait chargé la députation que du travail préparatoire et gardait le droit de décider en dernier ressort ; enfin l'Empereur devait le sanctionner pour en faire une loi d'Empire. Le 13 frimaire (4 décembre 1802) le recès fut présenté à la Diète, et, selon le rite ancien, les trois collègues furent appelés à en déli-

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés*, 75, folios 76 à 192.

bérer. Après une nouvelle modification, il fut enfin voté le 6 ventôse (25 février 1803), à la presque unanimité (1).

Voyons quels en furent les résultats quant à l'indemnisation des princes allemands et ses conséquences au point de vue de leurs réclamations.

Pour certains d'entre eux, tels les princes souverains qui ne possédaient en France que des terres où ils exerçaient des privilèges, ils étaient indemnisés en totalité en terres d'Empire. C'était le cas de beaucoup de princes possessionnés, le landgrave de Hesse-Darmstadt, le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg, les princes de Nassau... Pour eux donc, la question était résolue, et, en toute justice, il ne semblait pas qu'il y eût lieu de lever le séquestre apposé sur leurs biens en France. Pour d'autres, tel le prince de Linange, qui, possessionnés pour certaines terres, avaient aussi en France des domaines particuliers, ils ne se trouvaient indemnisés que pour les premières et étaient fondés à réclamer la restitution des autres.

Certains des princes d'Empire, dont les petits Etats se trouvaient en Belgique, n'avaient obtenu aucune indemnité ni en terres souveraines, ni en revenus : leur situation était donc de celles qu'il fallait résoudre au plus tôt, quelques-uns se trouvant privés d'à peu près toutes leurs ressources. Enfin les nobles immédiats n'avaient rien obtenu. N'y avait-il pas lieu de lever le séquestre sur leurs biens ?

Telle était la situation au printemps de l'an XI. La question des indemnités outre-Rhin étant réglée, il n'y avait plus de raisons pour ne pas s'occuper enfin des réclamations formulées depuis si longtemps par ces princes, et liquider une situation qui n'avait que trop duré.

(1) M. E. Driault, dans son livre *Bonaparte et le recès germanique de 1803*, conclut ainsi : « Le recès germanique de 1803 préparait pour un temps l'hégémonie de la France dans l'Europe centrale ; mais... il était surtout un succès pour la Prusse ; Bonaparte, sans le vouloir, continuait pour elle l'œuvre de Frédéric II, et fournissait une contribution capitale à l'évolution politique de l'Allemagne ».

Pour résoudre la question, il fallait la considérer dans son ensemble et ne pas se contenter d'étudier les cas particuliers. Ce fut le ministre des finances qui, par un long rapport fait au début de l'an XI, posa les règles générales qu'il convenait de suivre pour régler, dans le cadre du traité de Lunéville et du recès de 1803, les problèmes posés par l'existence en France de nombreux domaines possédés autrefois par des princes allemands.

Il convient d'en donner de larges extraits, pour éclairer cette question un peu confuse, d'autant que tous les arrêtés particuliers qui suivirent, ainsi que la loi du 21 floréal an XII, n'en sont que l'application.

Voici les lignes générales de ce rapport :

« Les soins qui ont été apportés dans la répartition faite à Ratisbonne des indemnités accordées aux maisons princières de l'Empire, disait le ministre, n'ont pu empêcher qu'il ne s'élevât plusieurs réclamations au nombre de 21... Sur ces 21 réclamations, les suivantes ont paru inadmissibles : ce sont celles qui ont été formées, 1°) par la maison de Salm et ses différentes branches, 2°) Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, 3°) Nassau-Dissenbourg, 4°) La Tour et Taxis, 5°) Princes et comtes de Loevinstein, 6°) Oettingen-Wallenstein, 7°) Maison de Solms, 8°) Stolberg, 9°) Isenbourg et Hillesheim, 10°) Linange, 11°) Prince de Wied-Runkel, 12°) prince de Bretzenheim, 13°) Wittgenstein-Berlebourg 14°) Hesse-Cassel, 15°) Hesse-Darmstadt, 16°) Bavière, 17°) Bade. Il reste les réclamations des duc d'Arenberg, prince de Ligne, duc de Croy, duc de Looz-Corswarem, prince de Hohenzollern-Sigmaringen, qui sont encore à discuter ; et cette discussion nous fournit l'occasion d'établir quelques principes généraux dont l'application peut devenir d'un usage assez étendu ».

Le ministre étudie alors le cas de certains princes immédiats, tel le duc d'Arenberg qui a reçu des indemnités comme prince et Etat d'Empire, mais uniquement pour ses terres immédiates ; or il possède d'autres terres, notamment en Belgique : « son indemnité, très forte en ne considérant que la perte de ses terres

immédiates, n'est pas suffisante à considérer la totalité de ses biens, et laisse à la nation un acte de justice à remplir à son égard ». Il conviendra d'appliquer le même principe aux autres, et de calculer la quotité de séquestres à lever, en comptant la valeur de l'indemnité reçue par eux, la République n'étant pas en état de faire de générosités.

« On sait, poursuit-il, que le règlement des indemnités de ces membres de l'Empire fut confié à une commission nommée par les électeurs de Bade et de Wurtemberg, qui tint ses assemblées à Ochsenhausen ; cette commission, en vertu du 24^e § du conclusum général de la Diète, partagea les comtes de l'Empire en deux grandes classes : ceux qui ont perdu des possessions pour lesquelles ils avaient exercé des votes aux Diètes et aux assemblées des cercles, et ceux qui ne se trouvaient pas dans ce cas ».

Parmi ceux dont l'indemnisation a été totale, et pour lesquels, en conséquence, il n'y a pas lieu d'ordonner la levée des séquestres, le ministre cite les maisons d'Aspremont-Linden, de Bassenheim, de Metternich, d'Ostein, de Plattenberg, de Quadt, de Schasberg, de Sinzendorf, de Sternberg, de Toerring, de Wartemberg, de Sickingen ; quant aux comtes de La Layen et Dalberg, leurs réclamations ont été rejetées ainsi que celles de quinze autres, parce que toutes leurs terres étaient médiates et qu'ils n'avaient pas droit de vote nulle part.

Il cite ensuite 46 familles (1) de nobles immédiats au canton de l'Ortenau, domiciliés en France avant la Révolution et qui se trouvaient en même temps étrangers et Français. « Est-il avantageux à la République, poursuit-il, de conserver des sujets mixtes, c'est-à-dire des individus qui, possessionnés dans son

(1) Comtes de Durkheim, de Waldner, Wurmser, Helmstatt, Hunoldstein. Barons d'Andlaw, Berkheim, Berstett, Böcklin, Bobemhausen, Flaxlanden, Froberg-Montjoie, Galling, Hunoldstein, Ichtarzhelm, Kageneck, Landenberg, Neuenstein, Oberkirch, Pfurdt-Ferette, Rathsamhausen, Reinach, Reutnerweil, Schavembourg, Schmittbourg, Steincallenfels, Turckheim, Waldner, Wurmser, Zorn de Bulach, Bodeck, Eplingen, Kempf, Malaprat, Rothberg, Rougemont, Esebeck, Truchsess, Zett, Gunzer, Schoenau, Weitersheim, Zurheim, Reichenstein, Riancourt, Gohr.

intérieur, exercent en même temps en tout ou en partie une souveraineté dans un pays étranger à la République ». Il pense que cela aurait de grands inconvénients, et il en développe les raisons. Il conviendrait peut-être de lever le séquestre, mais à charge pour ces nobles de vendre rapidement leurs biens : « c'est aux maisons Beligues (*sic*), en particulier, que paraît devoir s'appliquer l'arrangement proposé ; il leur sera donc accordé des levées de séquestre, mais d'après les principes posés à Rastadt, et leur proportion fixée d'après les observations énoncées plus haut...

Le bénéfice de l'article 10 du traité de Lunéville, qui ordonne en faveur de tous les propriétaires quelconques la mainlevée du séquestre mis sur leurs biens situés dans les pays cédés à la France, est spécialement acquis aux anciens membres de l'ordre équestre, possessionnés dans les quatre départements réunis. Le paragraphe 26 du recès de la députation suppose cette mainlevée comme rigoureusement due et comme devant avoir lieu incessamment. Cette stipulation recevra certainement son exécution... C'est au moment de leur accorder la mainlevée du séquestre mis sur leurs possessions qu'il paraît convenable d'exiger d'eux une déclaration précise du choix qu'ils feront de la domination à laquelle ils se proposent de rester attachés. S'ils se décident pour la cité germanique, on leur accordera la mainlevée des séquestres mis sur leurs biens de la rive gauche, mais en leur imposant la condition de les aliéner dans un délai donné ».

Le ministre propose ensuite la même solution pour ceux qui ont en France toutes leurs possessions. Quant à certains, tels que M. d'Helmstatt, il les considère comme Français et son avis est qu'on ne doit pas leur appliquer le traité de Lunéville, mais seulement leur proposer de les amnistier, ce qui constitue déjà une faveur.

Il résulte de ce rapport, dit-il en terminant « que, sur 21 réclamations en levée de séquestre faites par des maisons princières, 17 sont écartées ; 2° pour MM. d'Arenberg, de Croy, de Ligne, et de Looz-Corswarem, la mainlevée du séquestre leur est accor-

dée, mais la nation s'en réserve une quantité qui rapporte un revenu égal à l'excédent de celui de l'indemnité sur celui des pertes... 3° qu'en accordant ces mainlevées, le Gouvernement impose aux possesseurs la condition d'aliéner ce qui reste dans un temps qui sera fixé... 5° qu'il est juste d'accueillir également les demandes de ceux qui n'ont reçu aucune indemnité, ce qui comprend toute la noblesse immédiate ; 6° que les membres de l'ordre équestre dont les possessions sont sur les deux rives du Rhin seront tenus d'opter entre les deux dominations... et, s'ils préfèrent la domination germanique, la mainlevée qu'ils désirent leur sera accordée sous la condition d'aliéner dans un temps fixe leurs possessions sur la rive gauche du Rhin ; 7° que ceux des membres de la noblesse immédiate établis dans l'ancienne France avant la Révolution, ayant pendant et depuis rempli des fonctions publiques, seront regardés comme des citoyens français et ne rentreront dans leurs biens que par le bénéfice de l'amnistie prononcée dans le sénatus-consulte du 6 floréal de l'an X, en se conformant aux dispositions qu'il renferme » (1).

Ce rapport proposait donc, pour tous les problèmes concernant la noblesse allemande, restés en suspens depuis le traité de Lunéville, des solutions en rapport avec les principes de ce dernier et avec ceux posés par le recès de la Diète. Il n'y avait plus qu'à faire passer ces solutions dans le domaine juridique et à les appliquer aux cas concrets qui restaient à résoudre.

A cette époque, la situation particulière de certaines maisons belges, comme celles des princes de Ligne ou de Croy, était vraiment digne d'attirer l'attention. Autrefois puissamment riches, ces princes étaient maintenant privés de presque tous leurs revenus. Depuis le recès, ils avaient perdu tout espoir d'être jamais indemnisés en Empire, et ne pouvaient donc plus compter que sur la justice et la générosité du Premier Consul. L'exception prévue pour les biens de ces princes en Belgique s'appliquait également

(1) Ce rapport se trouve aux *Archives Nationales* AF IV 1077.

au duc d'Arenberg, aux princes de la Tour-Taxis, de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg, et au duc de Looz-Corswarem : mais eux avaient encore des biens en Empire, et venaient d'y recevoir certains territoires.

Tous s'étaient retournés vers la France pour obtenir satisfaction. Le ministre des affaires étrangères avait appuyé la demande du duc de Looz, parent et allié du roi de Prusse, et rappelé « les démarches officielles et réitérées des ministres de ce monarque... les sollicitations de la députation de l'Empire en sa faveur, et les heureux effets que cette décision produirait à Ratisbonne ». Ce ne serait, disait-il, qu'un « faible dédommagement des pertes éprouvées par le duc de Looz dans la dernière guerre, à laquelle il n'a jamais voulu prendre part, quoique sa qualité de prince de l'Empire lui en fit en quelque sorte la loi ». La demande fut ajournée le 12 prairial an XI ; cependant le Gouvernement s'occupait de prendre une mesure générale : le Premier Consul d'ailleurs semblait favorable à sa réclamation, et avait fait lui-même au roi de Prusse des promesses verbales (1).

La réclamation du prince de Salm-Salm, concernant sa radiation et la restitution de ses divers biens : la terre et le château d'Hoogstraten, le vicomté d'Alost, le mobilier de son château de Senones, une partie de la principauté d'Arches et de Charleville, les seigneuries de Puligny, Ceintray, Voissemont et Orgeviller dans la Meurthe et son vaste hôtel d'Anvers, fut ajournée elle aussi le 18 pluviôse (2). En frimaire an XI, le duc de Croy avait exposé ses demandes, ainsi que le prince de Hohenzollern-Hechingen, allié à la famille royale de Prusse, pour les biens de son grand-père le prince de Gavre.

Le 9 thermidor, le ministre écrivait au préfet de la Dyle une lettre où il lui exprimait en ces termes la volonté du Gouvernement. « L'intention du Premier Consul, qui sait que ces familles

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.1385 (dossier 119) et *Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne*, petites principautés, 77, folios 418 à 440.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6.1387 (dossier 76).

ont beaucoup souffert, est que les préfets s'empressent de mettre le Grand Juge à même de prendre le plus tôt possible les ordres du Gouvernement à cet égard » (1).

Il ne semblait pas possible de garder des sujets mixtes, à la fois Français et Allemands, ce qui entraînait trop de complications, et, étant donnée la nouvelle organisation de l'Empire, semblait anachronique ; ces princes devraient donc choisir entre les deux dominations, leurs noms pouvant au surplus détourner des principes nouveaux par leur influence. Ils seraient tenus de vendre leurs terres dans un délai de trois ans s'ils préféreraient être Allemands, et le prix en resterait par privilège aux mains de leurs créanciers, ce qui le laisserait en partie en France (2).

Dès le 13 thermidor, le préfet de la Dyle, l'ancien conventionnel Doulcet de Pontécoulant, écrivit aux ducs de Croy, d'Arenberg, de Looz, aux princes de Ligne, de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg, pour leur faire part des vues du Gouvernement à leur égard, et demander leurs intentions. « J'éprouve, disait-il, une véritable satisfaction à pouvoir vous annoncer que l'intention du Premier Consul est que ces familles qui ont souffert de la guerre rentrent promptement dans leurs propriétés, auxquelles elles justifieront avoir droit » (3).

Parmi eux, les princes de Salm, le duc de Looz et le prince de la Tour-Taxis voulurent rester Allemands. Quant au prince Ernest d'Arenberg, il quitta son grade de major dans l'armée d'Empire pour devenir Français ; il en fut de même du prince Léonard d'Arenberg (4), et de Louis-Eugène Lamoral de Ligne, fils du prince de Ligne. Tous trois obtinrent, par l'arrêté consu-

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138³ (dossier 152).

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Autriche, 373, folios 523-525.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 72, folio 390.

(4) C'étaient les deux fils puînés du duc Louis-Engelberg d'Arenberg, qui lui-même rentra en France, abandonnant son titre de duc et ses terres allemandes à son fils aîné. Il fut fait comte de l'Empire et sénateur, et mourut en 1820.

laire du 6 brumaire an XII, la mainlevée du séquestre sur tous les biens dont ils héritaient.

Quant au duc Emmanuel-Ferdinand-François, « par la grâce de Dieu prince régnant de Dulmen, duc de Croy, prince d'Empire et grand d'Espagne », il fit, le 4 octobre 1803, solennelle déclaration qu'il gardait ses Etats en Allemagne et renonçait à tous droits en France, pour lui et sa famille, à l'exception de son second fils, Emmanuel-Maximilien de Croy-Solre, qui devenait citoyen français et héritait de la totalité de ses biens en France : terre de Meylle dans le département de la Roër, bois dans les Ardennes, en Sambre-et-Meuse, dans l'Escaut et dans le département de la Lys, châteaux de Peruwelz, de Blaton, de Whiers, de Rhumes et de Berminart dans le département de Jemmapes, forêts dans le Nord (entre autres celle de Condé), terres dans le Pas-de-Calais, châteaux de Culan et de la Roche-Guillebaudon dans le Cher, bois de Prévianges dans l'Allier, terres en Moselle, en Meurthe et dans les Vosges, enfin son hôtel de la rue de Lille.

Y avait-il lieu de lever le séquestre sur tous ces biens ? Le 5 brumaire an XII, le Grand Juge demanda à Talleyrand la valeur de l'indemnité donnée à la famille de Croy en terres souveraines, pour baser sa décision. Celui-ci répondit, le 9, en conseillant de lever le séquestre au plus tôt, le prince n'ayant reçu de terres que pour 25.000 florins de rente, alors que ses pertes représentaient 500.000 florins : « c'est le plus malheureux des princes belges, il ne lui restera presque plus rien, séquestre levé, parce qu'on a vendu la plus grande partie de ses biens pendant la tenue du congrès de Rastadt ; comme il n'était point porté au tableau de l'Empire, on n'a pu se permettre de lui donner un grand territoire, on lui a du moins assuré un gîte ». Le 29 brumaire an XII, le séquestre fut levé (1).

Restaient les quatre princes qui avaient préféré rester Allemands. Le prince Constantin de Salm-Salm, par une lettre du

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés, 72, folios 391-397.

17 septembre 1803, et le prince de Salm-Kirbourg, le 5 décembre, avaient manifesté leur volonté : par un arrêté consulaire du 21 floréal an XII, le séquestre sur leurs biens fut levé, sans restitution de fruits ni indemnités pour leurs biens vendus, à charge pour eux d'aliéner leurs propriétés dans un délai de trois ans, et avec interdiction d'hériter en France.

Il en fut de même pour le duc de Looz-Corswarem, par un arrêté de même date qui lui restitua, sous les mêmes conditions, ses biens situés dans les départements de la Dyle, des Forêts, du Nord, de Jemmapes, de la Meuse-Inférieure, de l'Ourthe, et de Sambre-et-Meuse. Dès le 1^{er} frimaire, un rapport avait été fait et un projet d'arrêté présenté au Premier Consul : mais celui-ci désirait que le duc transmitt ses biens à ses enfants, et renvoya l'affaire pour qu'elle fût, autant que possible, terminée en ce sens.

Un arrêté pris le même jour restitua ses biens non vendus à M. de La Layen, en considération de sa parenté avec le prince archichancelier d'Empire. Sa situation était assez spéciale, puisqu'il n'avait pas été reconnu souverain par la Diète de Ratisbonne, comme ne possédant pas le droit de paix et de guerre, et ne fournissant ni contingent à la Diète ni contribution aux tribunaux d'Empire. Il devait donc être considéré comme noble immédiat ; mais la difficulté provenait de ce qu'il voulait relever certaines terres provenant des électors de Trèves et de Mayence au rang de principautés, et redevenir Etat d'Empire. Enfin, après de longs débats entre le ministère des finances et celui des affaires étrangères, il obtint satisfaction. Quant aux indemnités auxquelles il pouvait prétendre pour ses droits supprimés et la vente de ses biens, il était invité à se pourvoir devant la Diète, conformément à la règle générale et aux principes posés par le recès de l'Empire..

Le même jour paraissait la grande loi du 21 floréal an XII, qui régla d'une manière générale tous les problèmes posés par le traité de Lunéville et le recès de 1803, et résolut à peu près la situation créée par le séquestre des biens des princes allemands,

possessionnés ou non, ordonné sous la Révolution dix ans plus tôt.

La loi était basée sur les principes exprimés dans le rapport présenté, en l'an XI, par le ministre des finances ; conformément aux stipulations du traité de Lunéville confirmées par le § 24 du recès, il fallait en effet prononcer la réunion définitive de tous les biens des membres de l'Empire situés sur la rive gauche du Rhin, que ces membres eussent été indemnisés sur la rive droite en totalité ou en partie, ou même n'y eussent rien reçu. La seule exception qu'il y eût lieu d'apporter était relative aux biens possédés par ces princes en Belgique. La loi du 24 floréal an XII était ainsi conçue :

« Le Gouvernement..., vu le traité conclu à Lunéville le 20 pluviôse an IX (9 février 1801) entre S. M. l'Empereur d'Allemagne et le Premier Consul de la République Française ; vu pareillement le recès de l'Empire d'Allemagne contenant les stipulations arrêtées à Ratisbonne en exécution du susdit traité.

Arrête :

Article 1^{er}. — Sont et demeurent réunis au domaine national, tous les biens, domaines, propriétés et droits quelconques situés sur le territoire de la République, et qui avant le traité de Lunéville appartenaient : 1° à l'Empereur d'Allemagne ; 2° au Roi de Prusse ; 3° aux princes-électeurs de Bavière, de Bade, de Wurtemberg, de Hesse-Cassel ; 4° aux landgraves de Hesse-Darmstadt, de Hesse-Rothembourg ; 5° aux princes de Nassau-Usingen, Nassau - Weilbourg, Nassau - Dissembourg (ci-devant prince d'Orange), de Lœvenstein-Wertheim, d'Oettingen-Wallenstein, de Solms-Braun fils, de Stolberg-Gedern, de Hohenlohe-Bartenstein, de Linange, de Wied-Runkel, de Bretenheim, de Sayn-Wittgenstein, de Salm-Reiferscheid, à la princesse d'Isembourg (comtesse de Parkenstein) ; 6° aux comtes de Lœvinstein-Wertheim, de Solms, de Stolberg, de Linange-Heidesheim, de Linange-Westerbourg (branche aînée), de Linange-Westerbourg (branche

cadette), de Salm-Reiferscheid-Bedbourg, de Limbourg-Styrum, comtesse de Hillesheim, comtes d'Apremont, de Bassenheim, de Metternich, d'Ostein, de Plettenberg, de Quadt, de Schaesberg, de Toerring, de Wartemberg, de Goldstein, de Holberg, de Nesselrode, de Sickingen, de Stadion, de Sinzendorf, de Steenberg.

Art. 2. — Tous les biens situés dans le territoire de la République, et qui, avant le traité de Lunéville, ont appartenu aux ducs et princes ci-après dénommés, savoir les ducs d'Arenberg, de Croy, de Looz-Corswarem, les princes de la Tour-Taxis, de Salm-Salm, de Salm-Kirbourg, de Ligne, sont pareillement réunis au domaine national à l'exception de ceux situés dans les Pays-Bas ci-devant autrichiens, à l'égard desquels il a déjà été disposé ou sera statué par des arrêtés particuliers.

L'article 3 spécifiait que des arrêtés nominatifs de levée de séquestre sur les biens appartenant aux personnes ainsi désignées seraient pris. Ceux qui avaient droit à la levée devaient justifier qu'ils ne possédaient pas de voix à la Diète, dans un délai d'un an. L'article 6 précisait que seuls seraient restitués les biens demeurant encore entre les mains de la Régie, et non les revenus perçus ni le prix des biens vendus.

L'article 8 déclarait que les mainlevées accordées aux nobles allemands non Etats d'Empire, par l'effet de l'article 3, ne le seraient qu'à charge pour eux de vendre leurs biens ou d'obtenir la nationalité française. Enfin l'article 9 décidait que les nobles immédiats ayant exercé en France des fonctions publiques seraient amnistiés, et, conformément au § 24 du recès de l'Empire, se pourvoiraient devant la Diète pour les indemnités dues à raison de la suppression des droits féodaux (1).

La loi ne laissait donc sans solution aucun des problèmes posés par l'existence en France de biens appartenant à la noblesse alle-

(1) La loi fut complétée par un arrêté du 26 floréal, qui réunit au domaine les biens du comte de Sternberg-Mandscheid, omis dans la liste de l'article 1, et rectifiée par la loi du 24 pluviôse an XIII, qui substitua Schasberg, Hallberg et Sickingen à Schaesberg, Holberg et Sickingen.

mande. Il ne restait plus qu'à l'appliquer. Les articles 2 et 3 notamment indiquaient que des arrêtés spéciaux prononceraient les mainlevées de séquestre qu'il y aurait lieu d'accorder. D'autre part, l'article 1^{er} n'allait-il pas soulever les réclamations de ceux qui s'estimaient insuffisamment indemnisés en terres d'Empire ? Et n'y aurait-il pas des discussions sur la qualité juridique de tel ou tel prince allemand ?

Quoi qu'il en soit, la loi posait des règles précises, et de suite on s'occupâ de l'exécuter. Un arrêté du 26 floréal leva le séquestre sur les biens de la princesse de Nassau-Usingen, née de Linange, ainsi que sur ceux de Christian, baron de Deux-Ponts, du baron de Kerpen, de MM. Greissinick et Altenau, en exécution de l'article 3 (1). C'était la première application de la loi du 21 floréal.

Ce même jour, 26 floréal, le sénatus-consulte créant l'Empire Français était présenté au Sénat. Le 28 floréal an XII (18 mai 1804), deux jours plus tard, Napoléon Bonaparte est proclamé Empereur et la monarchie héréditaire se trouve rétablie en une nouvelle dynastie (1). Le Sénat vient saluer à Saint-Cloud le grand homme « qui a rappelé la victoire sous nos drapeaux... rétabli l'ordre et l'économie dans les dépenses publiques, calmé la fureur des partis » et restauré l'Etat.

La période du Consulat n'avait été qu'une période de transition ; mais, si l'on embrasse l'étendue des mesures prises pour réparer les ruines du pays et l'ensemble des institutions dont le Premier Consul dota la France, son œuvre fut considérable. A jeter un coup d'œil en arrière sur ces quatre années au point de vue de l'émigration et des questions qui nous occupent, ce fut la période décisive. Pour les lois contre l'émigration, on peut les regarder comme rapportées : seuls les irréconciliables frondèrent le nouveau régime. Quant au séquestre des biens des

(1) *Archives Nationales* AF IV 1295.

(2) L'hérédité ne fut d'ailleurs proclamée qu'après un plébiscite qui consacra l'Empire en lui attachant cette prérogative, que le Sénat n'eût pu lui donner sans outrepasser ses droits constitutionnels.

étrangers, le traité de paix et le recès avaient posé les principes à suivre et réglé un certain nombre de questions: le sénatus-consulte du 21 floréal an XII fixa définitivement les solutions à adopter.

Au début de l'Empire, il ne restait plus en suspens aucun problème touchant les mesures de séquestre prises dix ans plus tôt, juridiquement parlant tout au moins. Il n'y avait plus qu'à résoudre les quelques cas particuliers qui étaient encore pendants : mais, en droit, les difficultés soulevées se trouvaient définitivement réglées.

CHAPITRE VII

L'Empire et les Étrangers.

(AN XII-1814)

I

LES LEVÉES DE SÉQUESTRE SOUS L'EMPIRE

L'article 2 de la loi du 21 floréal se révéla assez difficile à appliquer dans la pratique. D'une part les sept princes qu'il visait n'étaient pas tous dans la même situation : parmi eux, certains avaient obtenu la levée du séquestre par des arrêtés antérieurs ; par contre le prince de la Tour-Taxis, par exemple, n'avait pas encore obtenu satisfaction. D'autre part, devait-on, pour ceux qui avaient eu gain de cause, remettre le séquestre sur leurs domaines situés ailleurs que dans les Pays-Bas autrichiens ? Que fallait-il entendre par le terme « Pays-Bas », et quels départements y devait-on comprendre ?

Pour préciser le sens de l'article, et signaler au Gouvernement les erreurs d'interprétation commises, le conseiller d'Etat Bigot de Préameneu fit un rapport, où il montrait la genèse de l'article et expliquait les causes de son imprécision. La loi de floréal avait posé des principes généraux, mais elle n'était venue qu'après divers arrêtés particuliers. D'autre part le fait de comprendre les familles de la Tour-Taxis, de Salm-Salm, de Salm-Kirbourg et de Ligne dans la même énumération avait suscité des difficultés et trompé les administrations.

Si la commission chargée de préparer la loi avait rédigé ainsi l'exception de l'article 2, c'est qu'elle ne croyait pas que ces princes eussent des biens dans l'ancien territoire français.

« L'exception ne portant pas sur les biens situés dans les Pays-Bas, disait Bigot, les agents du Gouvernement en ont conclu que la mainlevée générale qui se trouve énoncée dans les arrêtés du mois de brumaire an XII se trouvait ainsi restreinte aux biens des Pays-Bas, et que le séquestre doit tenir ou être réapposé sur les biens appartenant à ces familles, et qui se trouveraient dans tous les autres départements que ceux formés des Pays-Bas. C'est ainsi que le préfet des Ardennes a fait réapposer le séquestre sur la terre d'Hyerges, appartenant à M. d'Arenberg, dans le ci-devant pays de Liège qui ne faisait point partie des Pays-Bas autrichiens ».

Il présentait au surplus un projet de décret pour dissiper cette obscurité. Il était ainsi conçu :

Article 1^{er}. — L'exception faite dans l'article 2 de l'arrêté du 21 floréal an XII en faveur des princes et ducs y dénommés, à l'égard des biens situés dans les Pays-Bas ci-devant autrichiens, s'étend à tous leurs biens dans l'Empire Français autres que ceux situés dans les quatre départements de la Roër, du Rhin-et-Moselle, du Mont-Tonnerre et de la Sarre (1).

Il ne paraît pas que cet arrêté fut signé, mais les arguments qui le motivaient furent retenus et appliqués, pour donner satisfaction aux revendications des princes. Ceux-ci, en effet, se plaignaient que la loi ne fût pas encore exécutée : c'est ainsi que les biens du prince de la Tour-Taxis dans la Roër, dont le revenu montait à 20.000 francs, avaient été remis sous séquestre (2). Le 14 germinal an XIII, dans un rapport fait au conseiller Bigot par le Domaine national, on citait le duc d'Arenberg, les princes de Salm-Salm et de Loevinstein-Wertheim, le comte d'Egmont, les ducs de Croy et de Looz comme ayant encore en Belgique des biens sous séquestre : le duc de Croy pour 45.000 francs de revenu, et le comte d'Egmont pour 50.000 (3).

(1) *Archives Nationales* AF IV 1.295.

(2) Ses biens allemands dans la Roër furent néanmoins exceptés de toute levée de séquestre, comme nous l'avons vu dans le projet d'arrêté cité plus haut.

(3) *Archives Nationales* AF IV 1.296.

Le Gouvernement pourtant s'occupait de leur donner satisfaction et de régler la question des séquestres belges. Le 11 thermidor an XII, le prince de Ligne recouvrait ses biens sur la rive gauche du Rhin. Le 8 germinal an XIII fut levé le séquestre apposé sur les propriétés de M. de Mérode-Westerloo en Belgique : la situation de ce dernier était d'ailleurs un peu différente, car M. de Mérode-Deynse, chambellan de l'Empereur, qui lui avait, par acte du 19 mars 1804, cédé ses biens, n'était pas prince d'Empire comme ceux qui se trouvaient dénommés dans l'article 2 (1). En l'an XIII, le ministre Gaudin présenta un rapport concernant les deux terres de Braine-le-Château et d'Impden (département de la Dyle), d'une valeur de 517.760 francs, appartenant au prince de la Tour-Taxis et exceptées de la réunion au domaine par la loi du 21 floréal. Le projet d'arrêté présenté levait le séquestre, par application de cette loi, et étant donné que les autres princes avaient déjà obtenu satisfaction (2).

Dès prairial an XII, une difficulté s'était élevée au sujet d'une terre appartenant au duc d'Arenberg, celle de Schleyden dans le département de l'Ourthe : fallait-il ou non considérer qu'elle était comprise dans les Pays-Bas autrichiens ? De plus, était-elle une terre princière d'Empire, cédée au traité de Lunéville, ou une propriété privée du duc ?

Il fallut s'adresser au ministre des affaires étrangères, qui donna son avis en messidor. On devait la considérer comme terre privée, et située en Belgique, puisqu'elle faisait partie du département de l'Ourthe. « Dès lors, elle ne fait point partie des quatre départements cédés par l'Empire d'Allemagne, départements dont la cession emporte seule la confiscation du domaine des anciens princes et comtes, pour autant que ces domaines leur donnaient la qualité d'Etats d'Empire... Il ne resterait de doute que dans

(1) *Archives Nationales* : registre AF IV 348.

(2) Nous n'avons pas trouvé trace dans les archives que l'arrêté ait été signé ; pourtant il est possible qu'il le fut, puisqu'on ne retrouve pas après l'an XIII d'autres réclamations ou rapports.

le cas où la terre de Schleyden aurait été mal à propos comprise au département de l'Ourthe et distraite du territoire germanique, naguère divisé en quatre départements. Mais ce doute est pleinement levé par la transaction Caroline de 1546, par laquelle le seigneur de cette terre... a reconnu formellement la suzeraineté et souveraineté du duché de Luxembourg, duché qui forme incontestablement partie des Pays-Bas autrichiens » (1).

Il y avait donc lieu de lever le séquestre sur cette terre, comme sur celle d'Hyerges, visée au rapport de l'an XII cité un peu plus haut. Un arrêté fut pris le 27 mai 1806, qui étendait les effets de la levée à ces biens, et à ceux que le duc possédait dans les Ardennes (2).

Pour un autre des sept princes que concernait l'article 2 de la loi de floréal, le duc de Looz-Corswarem, l'arrêté favorable qu'il avait obtenu fut ensuite rapporté. Pris le 21 floréal, il parut le 20 thermidor au *Bulletin des Lois*, suivi de la renonciation faite officiellement par le duc à toutes prérogatives et héritages en France, pour lui et tous ses descendants. Mais il s'éleva des difficultés quant à son exécution, car il apparut que le duc n'était pas propriétaire incontesté des biens, et qu'une notable partie avait été adjugée à tierce personne par jugement du tribunal de la Dyle. Le duc se trouvait donc dans l'impossibilité de vendre l'universalité de ses domaines, et d'autre part ses héritiers, s'étant pourvus en justice, obtenaient des arrêtés leur donnant raison. Aussi un décret du 10 brumaire an XIII annula le précédent, et remit toutes choses en état, « tant au droit qu'au fait » (3). Puis les difficultés s'aplanirent, et, le 12 octobre 1807, un nouvel arrêté

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 70, folios 253-254. Notons qu'en droit germanique l'investiture d'un fief n'était pas une preuve de dépendance; aussi l'argument de souveraineté seul est péremptoire.

(2) Le duc d'Arenberg, son fils, épousa Mlle Tascher de la Pagerie. En 1810, les bailliages de Meppen et de Dulmen, acquis par lui comme indemnités en terre d'Empire, furent réunis à la France.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 77, folio 458.

fut pris, qui levait le séquestre sur une partie des biens du duc et réunissait l'autre au domaine.

Le prince Emmanuel-Maximilien de Croy-Solre avait obtenu, dès brumaire an XII, une décision favorable. Cependant il lui avait fallu en poursuivre l'exécution, et, le 25 nivôse an XIII, il se plaignait que l'arrêté ne fût pas encore appliqué. En fait celui-ci n'avait pas été inséré au *Bulletin des Lois*, et le prince fut renvoyé devant la commission spéciale créée pour ces sortes de réclamations et que présidait le conseiller d'Etat Bigot de Préameneu. Il n'eut jamais satisfaction, et réclamait encore en 1811.

A cette époque, la maison de Croy était menacée de perdre à peu près tous ses biens. Par l'acte de la Confédération du Rhin, elle avait été privée des territoires reçus en 1803 comme indemnité sur la rive droite du Rhin. Devenu sujet de Napoléon, le prince ne gardait plus que quelques bribes de sa fortune considérable (1) ; en 1810, certains de ses biens étaient encore sous le séquestre, et un décret du 22 septembre les réunit tous au domaine de l'Etat. Malgré ses vives protestations, basées sur la loi de floréal an XIII, il ne put obtenir gain de cause (2).

La maison de Salm-Salm non plus n'avait pas retrouvé tous ses biens situés en Belgique, puisque, le 30 janvier 1812, le chargé d'affaires des princes de Reuss remit au directeur des Domaines un mémoire pour rappeler leurs demandes à l'Empereur. L'arrêté du 21 floréal n'avait pas été inséré au *Bulletin des Lois* : or il y était prévu que son exécution n'aurait lieu qu'à dater de cette insertion. Malgré ses réclamations, le prince de Salm-Salm n'avait pu obtenir qu'un sursis à la vente de ses biens (janvier 1808) : on les avait aussi exceptés, en 1809, de l'affectation au service de la caisse d'amortissement. Mais il

(1) 800.000 livres de revenu avant la Révolution.

(2) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 72, et *Archives nationales* AF IV 1.295.

fallait un décret spécial pour lever le séquestre sur les biens des étrangers, et il lui fut impossible de l'obtenir (1).

Pourtant, en janvier 1808, devant les réclamations des divers princes propriétaires en Belgique, Napoléon avait chargé une commission spéciale de faire un travail général sur ces sortes de séquestres ; le travail fut exécuté, mais on ne prit aucune décision (2). Cependant un décret parut, le 17 février 1809, qui concernait l'application de la loi du 4 ventôse an IX (3) aux biens et rentes provenant des princes allemands possessionnés dans les pays réunis : le délai de dix ans, fixé pour la détention de leurs biens, ne serait censé courir que de la loi de floréal, et non des arrêtés pris en l'an III par les représentants du peuple.

L'application de l'article 2 rencontra, on le voit, pas mal de difficultés dans la pratique, et cela retarda pendant dix ans et plus la rentrée en possession des princes visés par la loi. D'autre part, certains de ceux dont les propriétés se trouvaient réunies en totalité au domaine, par l'effet de l'article 1, protestèrent contre cette mesure, car ils ne s'estimaient pas suffisamment indemnisés en Empire. Quelques-uns obtinrent la levée de divers séquestres ; tels M. de Bassenheim, qui dut se conformer à l'article 8 de la loi pour ses terres et bois du Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre (arrêté du 23 septembre 1806), les comtes Frédéric et Georges de Linange-Westerbourg et la princesse de Wittgenstein, leur sœur, auxquels leurs biens furent rendus par l'arrêté du 31 mai 1807, dans les mêmes conditions (4).

Le prince de Breitenheim avait présenté semblable réclamation, opposant qu'il n'était pas prince d'Empire. Pourtant le recès l'avait reconnu pour tel, et en cette qualité lui avait donné des

(1) *Archives Nationales* AF IV 1.295 : les états des princes de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg, reçus en indemnité au recès de 1803, furent compris dans le territoire de la Confédération du Rhin en 1806.

(2) *Archives Nationales* AF IV 1.295.

(3) Celle-ci affectait aux hospices certains de ces biens.

(4) *Archives Nationales* : registre AF IV 350.

indemnités en terre d'Empire. Par un décret du 5 août 1807, signé de Schoenbrunn, sa demande fut rejetée et la vente faite par lui le 2 août 1802 au baron de Hompech, sous condition de la levée du séquestre, fut annulée.

L'article 3 de la loi du 21 floréal prévoyait que les levées de séquestre seraient faites désormais par des arrêtés spéciaux. Tous ceux qui n'étaient pas nommément désignés dans les articles 1 et 2 avaient droit en principe à cette mainlevée ; le bénéfice de l'article (le rapport dont les principes furent à la base de la loi le disait nettement) se trouvait spécialement acquis au corps équestre, ou tout au moins à tous ses membres qui n'avaient jamais exercé en France de fonctions publiques.

En exécution de cet article, de nombreux arrêtés furent pris, dans les années qui suivirent, concernant aussi bien les princes de grandes maisons allemandes que les nobles immédiats, ou les simples particuliers.

Parmi les membres du corps équestre se trouva rangé, contre sa volonté d'ailleurs, le comte de La Layen qui, nous l'avons vu, revendiquait la qualité de prince d'Empire. Mais le recès de la Diète ne l'avait pas admis en cette qualité, et c'est comme noble immédiat que le décret du 21 floréal lui avait rendu ses biens. La mesure fut étendue à ses domaines situés dans le département des Forêts, par l'arrêté du 11 thermidor an XII, et à ceux du département de la Moselle, par l'arrêté du 10 pluviôse an XIII. Par un décret de Boulogne, en date du 30 thermidor, l'Empereur décida que la houillère de Saint-Imbert, située dans l'ancien comté (arrondissement de Sarrebrück), ne se trouvait pas comprise parmi les biens dans la jouissance desquels le comte était réintégré, et, qu'en conséquence, l'arrêté préfectoral du 20 ventôse qui la lui restituait se trouvait annulé. Le comte avait beaucoup perdu en territoires souverains sur la rive gauche, et en droits féodaux ; l'acte de la Confédération du Rhin le rendit prince, mais il ne cessa de réclamer durant tout l'Empire l'indemnité qu'il

s'estimait due depuis la loi de l'an XII, et qu'il évaluait, en 1807, à 17 millions (1).

En 1804, au moment où parut la loi, beaucoup de nobles immédiats se trouvaient en instance devant le Gouvernement ; le 8 décembre, le Directoire de l'ordre équestre envoyait une note officielle, rappelant l'illégalité de l'inscription de ses membres sur la liste des émigrés. Beaucoup n'avaient pas voulu profiter de l'amnistie de l'an X, qui ne reconnaissait pas leur situation spéciale, et, selon l'avis du Conseil d'Etat, ne leur était pas applicable ; le Directoire demandait donc de hâter les levées de séquestre, puisque la loi de floréal consacrait tacitement leur droit. Il rappelait aussi les réclamations de certains de ses membres, dont le cas se trouvait particulièrement intéressant. En voici la liste : (*Voir tableau ci-contre*).

Ces séquestres furent pour la plupart levés assez vite. Napoléon avait d'ailleurs toujours protégé la noblesse immédiate, et, par deux lettres des 13 prairial an XI et 8 floréal an XIII, il lui promettait son appui, d'autant que l'existence de l'ordre se trouvait menacée en Allemagne, les grands Etats tels que la Bavière et le Wurtemberg profitant de l'occupation des territoires à eux donnés en 1803 et du bouleversement administratif qui en fut la conséquence pour essayer d'abolir en fait les droits et privilèges des nobles immédiats.

Parmi les arrêtés de mainlevée qui suivirent, à plus ou moins d'intervalle, la loi de l'an XII, on peut citer celui du 9 vendémiaire an XIII, qui leva le séquestre apposé sur le château de Dilling, appartenant à la comtesse d'Ottweiler, « douairière de l'avant-dernier prince de Nassau-Saarbruck » (2), et celui du 20 thermidor an XIII, qui restitua à la duchesse douairière de

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principautés, 36, folio 250 et suivants.

(2) *Archives de la Moselle* Q 4531. Un arrêté du 20 juin 1806 leva le séquestre sur tous ses autres biens.

Noms des Réclamants	Désignation de leurs qualités	Observations
Philippe-Jacques Renard.	Baron de Berstett et ses deux fils.	Conseiller de S. M. I. et président de la noblesse im- médiate du cercle de l'Orte- na, inscrit sur la liste avec la mention étranger.
Guillaume - Louis - Léopold Renard	Baron de Berstett.	Capitaine à l'état-major général de l'armée et cham- bellan de S. M. l'Empereur d'Autriche.
Chrétien-Jacques-Auguste .	Baron de Berstett.	Lieutenant de dragons au service de S. M. l'Empereur d'Autriche.
Frédéric	Baron de Gailing.	+ 1804, conseiller intime et grand bailli de S. A. Mgr. le prince d'Oettingen-Wal- lenstein.
Samson	Baron d'Oberkirch.	Inscrit sur la liste comme étranger.
Christophe-Philippe . . .	Baron de Rathsamhausen	Inscrit sur la liste comme étranger.
Louis-Samson	Baron de Rathsamhausen	Président de la régence de Mgr. le landgrave de Hesse- Darmstadt.
Guillaume-Jacques	Baron de Schavembourg.	Commandeur de l'Ordre de Malte.
Pierre	Baron de Schavembourg.	Lieutenant - colonel et chambellan de S. A. Mgr. l'électeur de Bavière.
Louis-Adam	Baron de Serpes le Sage.	+ 1797, inscrit comme étranger.
Jean	Baron de Turckheim.	Ministre de Hesse-Darm- stadt à la Diète de Ratisbonne et conseiller intime de Mgr. l'électeur de Saxe.
François-Charles	Baron de Weitersheim.	Chambellan de S. A. Mgr. l'électeur de Wurtemberg.
Philippe-Antoine	C ^{te} Vogt de Hunoldstein.	
Dagobert	Comte de Wurmser.	+ 1797, feld-maréchal au service de l'Autriche.
Otto	Baron de Wurmser.	Inscrit comme étranger.
Sigismond	Baron de Wurmser.	Lieutenant-général et capi- taine de S. A. Mgr. l'électeur de Wurtemberg. (1)

Deux-Ponts, née de Saxe, ses biens dans les bailliages de Deux-Ponts et de Hombourg, à charge pour elle de les vendre dans les

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Allemagne, petites principautés, 50, folio 99.

trois ans. Un second arrêté de même date leva le séquestre apposé dans le département de l'Ourthe sur le domaine de Moessembroek, à la princesse Ferdinand de Prusse (1). Le 1^{er} pluviôse, le marquis de Deux-Ponts s'était vu restituer ses biens, notamment la maison sise 768 rue Bigot, dans le 10^e arrondissement.

En 1806 furent levés les séquestres apposés sur les biens du comte de Goldstein (arrêté du 22 avril) et sur ceux du baron de Zwierlen (arrêté du 2 juillet). Un arrêté du 23 septembre rendit au baron de Gudenus 15 hectares de forêts dans l'arrondissement de Trèves (Sarre) et 21 hectares de domaines dans le département du Mont-Tonnerre.

Certaines restitutions se firent attendre fort longtemps : ainsi celle des biens de M. de Rathsamhausen, qui ne fut obtenue que le 22 octobre 1808. A la suite de la loi de floréal, il avait cru avoir facilement gain de cause : en mars 1805, sa demande avait été transmise au ministre de la police, appuyée par l'envoyé du landgrave de Hesse-Darmstadt et par Talleyrand lui-même, le 12 vendémiaire an XIV. Le landgrave avait de plus écrit une lettre personnelle à l'Empereur, et celui-ci semblait prêt à céder à ses sollicitations, lorsqu'à la fin de 1805 la guerre arrêta toute résolution.

Jusqu'en 1808, l'affaire reste en suspens, rappelée pourtant fort souvent par le ministère des affaires étrangères au ministère de la police, vu les instances de la Cour de Hesse et le « vif intérêt qu'elle témoigne prendre à sa conclusion ». En octobre enfin, elle fut résolue, et, le 12 juillet 1812, M. de Rathsamhausen obtint, par lettres patentes, de se faire naturaliser en Hesse, avec la permission de garder ses biens en Alsace (2).

M. de Hallberg n'obtint la mainlevée sur certains de ses biens que le 3 mai 1812, alors qu'il réclamait depuis nombre d'années.

Quelques-uns, pour des raisons spéciales, n'eurent jamais satisfaction. Les barons Otto et Maximilien de Wurmser avaient

(1) Contentieux des domaines : *Archives Nationales* registre AF IV 348.

(2) *Archives Nationales* F⁷ 61386 (dossier 67).

recouvré la possession de leurs biens par le décret du 20 janvier 1806 ; malgré quantité de pétitions en l'an XI, en l'an XII, en 1806, appuyées vivement par Kellermann, et quoiqu'il ne restât plus que quelques forêts sous séquestre, restituables aux termes de la loi du 2 nivôse an IV, les héritiers du feld-maréchal Dagobert-Sigismond, comte de Wurmser, ne purent obtenir sa radiation, ni en conséquence la levée du séquestre. Le 6 février 1811 un rapport sur sa situation fut renvoyée avec la mention « ajourné définitivement » (1).

Charles-Frédéric-Jean de Durkheim réclama jusqu'en 1813, en s'appuyant sur l'avis du Conseil d'Etat de thermidor an X ; mais ses demandes n'aboutirent pas, et certains de ses domaines dans la Sarre furent vendus en 1807. François-Chrétien de Durkhleim, appuyé par le roi de Wurtemberg, était encore en instance en 1810 pour recouvrer ses biens, ainsi que sa sœur Louise qui réclamait la seigneurie de Schoenecken, près Reischoffen (2).

Quelques arrêtés furent pris, dans les années qui suivirent la loi de floréal, pour lever divers séquestres sur les forêts restituables aux termes de la nouvelle législation. Le 9 germinal an XIII, un décret rendit au prince de Gavre ses biens situés dans la Dyle, comprenant notamment 335 hectares dans les bois d'Aversin et 120 hectares de la forêt de Châteauvillain (Jura). Le 14 janvier 1806, levée de séquestre sur 285 hectares de forêts appartenant à Frédéric-Antoine d'Andlaw-Hombourg, près de Barr (Bas-Rhin), et sur 385 hectares près de Huningue (Haut-Rhin). Parmi les biens restitués le 20 janvier aux barons de Wurmser se trouvaient 236 et 106 arpents de bois à Vendenheim (Bas-Rhin), et parmi ceux restitués le 25 juin à M. d'Imhof, 15 hectares de bois dans le Mont-Tonnerre.

Tous ceux qui réclamaient des levées de séquestres sur leurs bois ou une indemnité correspondante n'obtenaient pourtant pas satisfaction. En 1808, les deux petits-fils du comte d'Egmont, les

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁷ (dossier 150).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁴ (dossier 134).

comtes de Fuentès et de Pignatelly, appuyés par les Cours de Vienne et de Madrid, demandaient la restitution de ce qui restait des terres de leur aïeul en France : ses domaines rapportaient avant la Révolution 400.000 livres de rente, mais, les $\frac{3}{4}$ s'étant trouvés vendus, ce qui subsistait pouvait rapporter 100.000 francs pour les bois et 30.000 pour les terres. Ils demandaient à rentrer en leur possession, mais il ne semble pas qu'ils aient obtenu satisfaction.

Il en fut de même pour les héritiers du prince Xavier de Saxe-Lusace. Celui-ci n'avait recouvré qu'une petite partie de ses terres, pour 200.000 francs environ, et ses forêts étaient restées sous la main de l'administration. Parmi ses héritiers, sa fille Madame d'Esclignac avait obtenu 50.000 francs de rentes, pour sa part qui avait été réunie au domaine. Mais ses trois gendres, qui étaient ses autres héritiers, le prince Altierri, le prince Patrizzi et le prince Massimo, réclamèrent vainement durant de longues années la levée du séquestre apposé sur le reste des forêts du prince, ou une indemnité correspondante. En 1808, Champagny, ministre des affaires étrangères, appuya auprès de Maret, ministre de la justice, la demande du plénipotentiaire de Saxe, qui intercédait en leur faveur ; l'Empereur parut favorable, mais renvoya l'affaire à Maret (1).

Pour terminer cette étude de l'exécution de la loi de floréal an XII, nous pouvons citer un cas assez curieux au point de vue juridique, et dont la solution devait susciter des controverses. Les enfants puînés du comte de Schasberg réclamèrent la levée du séquestre sur la totalité des biens de leur père, mort en pluviose au moment du traité de Lunéville. Fallait-il donc en appliquer les stipulations en la personne de leur père ou en la leur ?

Le 8 juillet 1806, le Conseil d'Etat, considérant que « l'arrêté du 21 floréal an XII n'est là que pour appliquer le traité de Lunéville, lequel était obligatoire à dater de sa date et non de

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁶ (dossier 173).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁷ (dossier 20).

sa ratification, et qu'on doit l'exécuter depuis le 20 pluviôse an IX, jour auquel ils prétendent que leur père est mort ; mais que l'extrait d'inhumation est du 11 février, deux jours après le traité signé, de sorte qu'il s'applique à leur père », estima qu'en droit strict, le séquestre devait être maintenu. Mais, considérant « que dans cette espèce unique vraisemblablement on pourrait sans grands inconvénients s'écarter de la rigueur des principes », il conseilla de lever le séquestre, en vertu de l'article 3 de la loi de floréal, et un arrêté fut préparé en ce sens (1).

Si l'on considère l'application de la loi du 21 floréal an XII, qui n'avait pour but que de faire passer dans la pratique les principes du traité de Lunéville, pendant les dix années qui la suivirent, on peut conclure que la plupart de ceux qui s'y trouvaient visés, et notamment les princes d'Empire et la noblesse allemande, obtinrent satisfaction. Cela dura encore quelques années, mais peu à peu furent liquidées les dernières questions pendantes.

Pourtant, si le traité de Lunéville et les accords ou lois qui suivirent donnèrent satisfaction aux nobles allemands, il ne faut pas oublier qu'à la fin du Consulat d'assez nombreux séquestres subsistaient sur les biens d'anciens sujets ennemis, qui n'avaient pas voulu profiter de la loi d'amnistie, et n'avaient pas été rayés de la liste des émigrés. La question des princes allemands fut, à quelques rares exceptions près, réglée par l'Empire : en fut-il de même pour les étrangers qui n'avaient pu obtenir en l'an XI d'être traités comme tels, et de bénéficier de ce fait de l'avis du Conseil d'Etat ?

(1) *Archives Nationales* AF IV 1.295.

II

LE MAINTIEN DE DIVERS SÉQUESTRES SOUS L'EMPIRE.

Durant toute la période de l'Empire il y eut, de la part des étrangers dont les biens étaient restés sous séquestre, de nombreuses réclamations. La plupart d'entre eux se trouvaient encore sur la liste des émigrés, ou, ayant été amnistiés, ils demandaient que leur nom fût éliminé, afin de recevoir une indemnité pour leurs biens vendus.

Ce fut le cas d'Antoine Weiss, ancien conseiller au Conseil des finances de Belgique, né à Hoffenkirchen en Basse-Autriche. Le séquestre sur ses biens avait été levé le 20 fructidor an XI, mais des difficultés s'étaient présentées au sujet de la liquidation de ses créances sur l'Etat. Son inscription n'ayant pas été annulée, il réclamait encore en 1807 l'élimination de son nom, appuyé par l'ambassadeur de France à Vienne, Andréossi (1).

Jacques-Antoine Leclerc, né à Luxembourg, entré en 1762 au service de l'Autriche en qualité d'auditeur à la Chambre des Comptes de Vienne, puis président du grand conseil de Malines, se trouvait encore inscrit sur la liste des émigrés. Il avait quitté la Belgique en 1794, laissant une précieuse bibliothèque et divers biens situés dans les Deux-Nèthes, sur lesquels le séquestre fut apposé. Malgré ses réclamations, celui-ci fut maintenu par décision impériale du 6 février 1810 (2).

M. Monnery de Marchesan eut plus de succès. Né dans le Comtat-Venaissin, il en était sorti bien avant la réunion, puis il avait pris du service dans les Etats du roi de Sardaigne, où il

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁷ (dossier 88).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁵ (dossier 50).

avait obtenu d'être naturalisé en 1777. Inscrit le 4 prairial an II, ses biens étaient restés depuis lors sous le séquestre. Ses réclamations en l'an XI et en l'an XII n'avaient pas abouti à le faire considérer comme étranger. En 1807, un rapport favorable fut présenté au ministre, mais celui-ci ne jugea pas à propos de le mettre sous les yeux de l'Empereur. Enfin, le 24 août 1810, sur les instances du roi de Sardaigne, le séquestre fut levé (1).

Une affaire assez curieuse restait aussi en suspens : celle de Charles-Philippe Sprenger, qui, n'ayant jamais été considéré comme émigré, s'était vu remettre en possession de ses biens, le 14 floréal an V, sous la réserve qu'il ne les aliénerait pas avant qu'une décision définitive fût intervenue. Depuis lors, il ne cessait de réclamer la décision promise et jamais obtenue ; le nombre de ses demandes prouve que sa patience n'eut d'égale que l'inertie de l'administration : elles sont datées des 29 vendémiaire et 20 prairial an XI, 21 floréal an XII, 16 prairial an XIII, 20 août 1806, 20 janvier et 6 avril 1807, 14 février 1808, 12 mars 1809, 16 mai 1811 ; une lettre à M. de Montalivet, ministre de l'intérieur, le 12 juillet 1812, n'eut pas, semble-t-il, plus de succès ; l'affaire resta sans solution (2).

A cette époque subsistait encore le séquestre apposé vingt ans plus tôt sur les biens du chevalier de Jerningham. En l'an X, à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, sa réclamation portée devant le Premier Consul avait été ajournée (3). En 1809, il essaya à nouveau d'obtenir gain de cause en faisant appuyer par le ministre de la guerre Clarke sa demande auprès du ministère de la police. Le comte d'Hunébourg le recommandait aussi au Grand Juge, et rappelait l'intérêt mérité par son âge, « ses longs services en France, et sa conduite honorable ». De plus, il arguait que la guerre seule avait en l'an XII suspendu la décision de Sa Majesté.

Le rapport fut présenté en avril 1809 à l'Empereur, et se mon-

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁵ (dossier 174).

(2) *Archives Nationales* F⁷ 6.138⁷ (dossier 151).

(3) Voir page 282.

trait très favorable au chevalier. « Cette grâce, y lisait-on, serait de bien peu d'importance pour le Gouvernement, puisqu'elle ne rendrait à M. de Jerningham que quelques restes épars de son mobilier et pour environ 20.000 francs de capital de rentes viagères, seuls débris d'une fortune considérable qu'il avait toute entière placée en France (1). Pourtant la guerre qui retenait alors toute l'attention de Napoléon suspendit une fois encore la décision qui, semble-t-il, ne pouvait manquer d'intervenir.

Une question d'ailleurs se pose à cet égard. Les séquestres apposés autrefois à raison de la guerre sur les biens des sujets ennemis, et dont certains subsistaient encore sous l'Empire, ne subirent-ils pas le contre-coup des hostilités qui dressèrent, durant les dix ans qui séparent l'an XII de 1814, la plupart des pays d'Europe contre la France ? Certaines mesures ne furent-elles pas prises pour maintenir ou réappliquer le séquestre sur les biens de ceux qui redevenaient tour à tour nos ennemis, selon les événements qui bouleversaient l'Europe ?

Au lendemain d'Iéna et de son entrée à Berlin, Napoléon, qui avait écrasé en un mois la plus forte puissance militaire de l'Europe, conçut un projet grandiose. Il voulait abattre l'Angleterre, et « reconquérir les colonies par la terre » : pour la vaincre, il fallait l'isoler dans son île. L'Angleterre, elle aussi, voulant pousser la guerre à outrance, décréta en 1806 le « Blocus sur le papier », défendant tout commerce aux neutres sur les côtes de France et d'Allemagne, de Brest à Hambourg. Cette violation du Droit des gens autorisait l'Empereur à user de semblables rigueurs, et, le 21 novembre 1806, Napoléon prit le célèbre décret de Berlin, qui déclarait les Iles-Britanniques en état de blocus. Rendu commun à la France, à l'Espagne, à l'Italie, à la Hollande et à l'Allemagne, le décret interdisait absolument tout commerce, toute correspondance avec l'Angleterre. Les Anglais résidant dans le pays seraient traités comme prisonniers de guerre, et leurs

(1) *Archives Nationales* F⁷ 6.1385 (dossier 131).

biens seraient mis sous la main de l'administration : c'était donc à nouveau l'apposition du séquestre (1).

Ce ne fut pas d'ailleurs la seule mesure qu'on crut devoir prendre. Par lettre du ministre des finances du 28 novembre 1810, la confiscation fut étendue à tous les immeubles (certains d'ailleurs avaient été séquestrés déjà depuis 1806) et l'application sévère des lois recommandée aux corps administratifs. Beaucoup de ventes mobilières et immobilières furent ordonnées : le séquestre des biens anglais subsista jusqu'en 1814.

Diverses précautions furent prises touchant les biens des autres sujets ennemis, mais beaucoup plus éphémères. Le 14 septembre 1808 parut un décret séquestrant tous les biens des Espagnols existant en France, décret modifié par un autre du mois de novembre, qui leva le séquestre sur les biens de ceux qui prêteraient serment de fidélité au roi Joseph (2).

Le 24 avril 1809, un décret impérial séquestra les biens des princes, comtes de l'Empire et membres du corps équestre, qui ne s'étaient pas conformés aux articles 7 et 31 de l'acte de la Confédération du Rhin — ceux-ci ordonnaient de renoncer à tout service autre que celui de la Confédération et de ses alliés — et étaient entrés au service de l'Autriche. En août 1810 le séquestre fut levé ; un arrêté du 7 juin 1809 avait mis sous la main de l'administration les biens des princes et princesses de la maison d'Autriche, qui ne les retrouvèrent qu'après la signature du traité de paix.

Quelle fut dans la pratique l'influence de ces décrets et contribuèrent-ils à maintenir confisqués les biens de certains des étrangers dont nous avons parlé ? Ceux de 1809, dont l'application fut passagère, eurent peu d'effets. En exécution de celui du

(1) L'article 4 était ainsi conçu : « Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, sera déclaré de bonne prise ». Il fut, d'après cette disposition, jugé que le Conseil des prises était compétent pour prononcer la confiscation de toute propriété anglaise.

(2) Ce fut le traité de 1814 qui leva définitivement le séquestre.

24 avril, les biens du comte de Degenfeld, du comte de Siekingen, et du comte de Wied-Runkel furent remis sous séquestre.

Les décrets rendus touchant les biens des Espagnols eurent un peu plus d'influence : c'est ainsi qu'ils contribuèrent à maintenir sous séquestre l'ancien hôtel d'Egmont, rue de la Place-Vendôme. Par un arrêté préfectoral du 19 mars 1807, 150 toises furent réunies au domaine : l'hôtel était alors à la disposition du ministère de la marine, occupé par les bureaux des cartes et plans, et par celui des vivres.

Quant aux décrets concernant les Anglais, ils furent fort bien appliqués, parce qu'ils restèrent en vigueur à peu près durant tout l'Empire, et que leur exécution rentrait dans le plan de la lutte à outrance soutenue par Napoléon contre l'Angleterre. Non seulement les séquestres subsistant, rares d'ailleurs, furent maintenus, mais tous les biens qui n'étaient plus sous la main de l'administration furent remis sous séquestre. Ces nouvelles mesures n'intéressent d'ailleurs cette étude qu'en tant qu'elles atteignirent certains des étrangers qui, depuis fort longtemps, n'avaient pu obtenir la restitution de tous leurs biens ou arriver à la liquidation définitive des difficultés soulevées par la confiscation.

C'était le cas de Disney-Ffitch. L'hôtel de Boynes fut remis sous séquestre, et vendu en cinq lots le 23 août 1811. Il se trouvait alors dans un état déplorable : le mur de la rue des Vinaigriers s'était effondré dans le marais y attenant, la gérance de l'administration n'ayant pas beaucoup contribué à le maintenir en bon état. L'hôtel de Monville, rue d'Anjou Saint-Honoré, fut à nouveau mis sous séquestre, l'administration croyant que Disney s'en trouvait encore propriétaire : en fait, il l'avait vendu pour 149.500 francs à Talleyrand, le 12 mars 1808, et celui-ci le revendit au duc de Dalberg, en 1811 (1). Le domaine de Retz fut confié à

(1) *Archives de la Seine. Domaines* 605 (dossier 833).

l'administration le 22 décembre 1810, et vendu comme bien national pour 138.400 fr. (1).

La terre d'Aubigny, appartenant au duc de Richmond, lui avait été rendue par la paix d'Amiens ; et, en l'an XIII, lors de la reprise des hostilités, l'Empereur avait décidé que le séquestre ne serait pas rétabli et que le duc en garderait la jouissance. Mais un arrêté du 12 janvier 1807 remit le duché sous la main du Domaine, et il s'y trouvait encore à la fin de l'Empire. Néanmoins il avait été spécifié que rien ne serait changé au mode d'administration, et que tous les régisseurs, gardes et agents conserveraient leurs fonctions. En 1812, le château devint la gendarmerie ; certains bâtiments se trouvaient alors en mauvais état, et la verrerie était en « péril imminent de ruine et d'incendie ». Le ministre des finances à cette époque invitait le Domaine à faire estimer les terrains et immeubles en dépendant, à l'effet de les vendre le plus rapidement possible. Cependant, lorsque la paix revint, peu de terres avaient été réalisées ; en 1812, 13 lots avaient été adjugés, pour 34.320 francs : or les biens du duc avaient été évalués au moment de la Révolution à 563.154 livres (2).

Enfin il faut signaler qu'en 1814 les papiers et titres du banquier Boyd restaient encore confisqués. En l'an XI et l'an XII, nous l'avons vu réclamer sa radiation et l'envoi en possession de ses biens. Sa demande avait été deux fois ajournée par le Gouvernement, qui refusait de le faire jouir du bénéfice de l'avis du 9 thermidor (3).

Par l'effet des décrets de 1806 et 1810, le séquestre fut maintenu : en 1812 et 1813, l'administration opérait encore quelques recouvrements de créances et était en justice au nom de Boyd. Elle intenta un procès au négociant Haller, ancien associé de la maison de banque Girardot et Haller, qui en 1793 faisait

(1) *Archives de Seine-et-Oise* Q 778.

(2) *Archives du Cher* Q 605. Il semble d'ailleurs que Charles Lennox avait été inscrit sur la liste des émigrés, ce qui était une autre raison pour que ses terres restassent confisquées.

(3) Voir pages 260 et 283.

fructifier quelques fonds en compte-courant chez Boyd. D'après les livres de ce dernier, Haller était redevable de 4.000 francs. Avec les intérêts et les frais, l'administration lui réclamait 21.485 francs ; mais elle ne put prouver qu'il était encore banquier en 1793, et perdit son procès (1812). D'autre part le vérificateur Soulliard cherchait à liquider les créances et dettes de Boyd ; ainsi le citoyen Latouche versa en 1812 85.000 francs, dont il s'était déclaré débiteur en l'an IV, et M. Deville-Bonnère, auquel la banque avait ouvert autrefois un crédit de circulation de 100.000 livres, paya les 23.137 francs dont il se trouvait encore débiteur.

Certaines pièces concernant les titres et affaires de Boyd, qui, selon les lois de l'époque révolutionnaire, eussent dû être déposées alors entre les mains de l'administration, furent versées seulement en juillet 1813 par Léonore Toutin, huissier : il fallut deux sommations, en date des 26 et 28 juin, pour l'y décider (1). Les pièces étaient relatives à divers procès intentés devant le tribunal de commerce, concernant des lettres de change protestées. En 1813 furent aussi remis à l'administration quelques titres et lettres de change par M. Gorneau, fils de l'agréé au tribunal de commerce autrefois chargé des affaires de Boyd Ker (2).

En 1814, lorsque l'Empire tomba, il y avait donc encore sous séquestre des biens ennemis que la Révolution avait confisqués. Certains étaient restés depuis lors sans interruption sous la main de l'administration ; sur quelques autres, le séquestre avait été levé et réapposé à diverses reprises. Il serait intéressant d'en dresser un état à peu près complet, ou du moins de posséder suffisamment d'inventaires de ces biens pour pouvoir en évaluer

(1) Toutin protesta qu'il n'avait jamais considéré Boyd comme émigré ; et, l'administration ayant fait des réserves quant à l'application qui pourrait lui être faite des peines prononcées par la loi du 28 août 1792 contre les détenteurs de biens d'émigrés dont les déclarations seraient reconnues fausses ou trop tardives, il s'éleva contre cette mesure, arguant de son ignorance.

(2) *Archives de la Seine*, Domaines 490. Boyd, qui était resté à Paris, fut gardé en otage jusqu'en 1814.

l'importance. Mais il ne subsiste, semble-t-il, que quelques états infimes, très incomplets, et qui ne donnent en général de renseignements que pour une entité administrative très minime.

Dans un état des bois appartenant aux émigrés et restant sous séquestre, dressé en 1812, on trouve les noms du comte d'Egmont-Pignatelly (1416 hectares de bois en Vaucluse, 481 dans le département de Jemmapes, 309 dans l'Aisne, 1.846 en Pas-de-Calais, 922 dans le Nord), du baron de Kerpén (333 hectares de bois dans la Sarre et 22 dans le département du Mont-Tonnerre), de M. d'Havré (175 hectares de forêts en Moselle, 1.660 en Maine-et-Loire et 1.905 dans le département de Jemmapes), du baron d'Hunoldstein (2.178 hectares en Moselle et 189 dans la Somme), de M. de Roggenbach (15 hectares en Haut-Rhin), du prince Xavier de Saxe (624 hectares dans l'Aube et 1.063 dans la forêt d'Othe (Yonne), de M. de Sinzendorf (366 hectares dans le département du Rhin-et-Moselle) de M. de Turckheim (2.306 hectares dans le Bas-Rhin), de M. de Wurmser (545 hectares en Haut-Rhin), enfin de M. de Waldner (975 hectares dans le Haut-Rhin) (1). Dans la Gironde, en 1814, 800 hectares de bois à Lugos, appartenant à Mme Clonard, et les domaines des frères O'Byrne à Ludon et Macau restaient sous séquestre (2).

Dans un état de biens confisqués sous la Révolution et existant encore au 1^{er} juin 1814, on trouve quelques mentions d'étrangers : M. d'Egmont-Pignatelly, pour son hôtel 210 rue de la Place-Vendôme (valeur locative 12.000 francs) ; Disney-Fitche, créancier du prix de quatre lots de l'hôtel de Boynes (vendus 13.126 francs, 7.160 francs, 40.320 francs et 11.840 francs — pour ces deux derniers lots, au surplus, la propriété de l'Anglais se trouvait contestée) — et créancier aussi pour des actions de la tontine de La Farge (créance indiquée pour mémoire, vu que seuls les tirages et les décès des tontiniers déterminent le quantum dû pour chaque

(1) Archives Nationales AF IV 1077.

(2) Marlon : *La vente des biens nationaux dans le Cher et dans la Gironde*, pages 377, 378.

année) ; enfin Edouard de Walckiers, créancier de 4.988 fr. 42 pour la vente de ses glaces, somme arrêtée le 16 octobre 1806 : la créance semblait peu sûre, puisqu'en 1814 l'administration accompagna cette mention de la note : « on attend sur cette affaire un rapport de l'architecte, créance douteuse » (1).

Il est difficile d'évaluer l'importance des biens restant alors sous séquestre, nous en avons vu la raison ; il est néanmoins hors de doute que leur quantité ne pouvait aucunement être comparée à celle des biens mis en l'an II sous la main de l'administration. Le Consulat surtout, l'Empire aussi en avaient beaucoup restitué à leurs propriétaires. En 1814, les causes qui en maintenaient encore sous la main du Domaine peuvent être résumées en trois chefs. Certains étrangers se trouvaient encore sur la liste des émigrés, leurs biens se trouvaient donc confisqués. D'autres, et surtout des Anglais, avaient vu maintenir ou réapposer le séquestre à raison de l'état de guerre entre l'Empire et leur pays, ils étaient donc traités en sujets ennemis comme ils l'avaient été vingt ans plus tôt. Certains princes allemands enfin n'avaient pu obtenir la levée du séquestre pour des raisons diverses, ou estimaient insuffisantes les indemnités qui leur avaient été données en terre d'Empire et fondaient leurs réclamations sur la loi du 21 floréal an XII.

L'Empire détruit, la situation de ces étrangers allait-elle se trouver modifiée ? Emigrés, sujets ennemis ou princes étrangers seraient-ils traités par la Restauration comme par l'Empire ? Serait-ce le nouveau régime qui aurait le mérite de régler définitivement les problèmes soulevés au moment de la Révolution ? Le temps ne viendrait-il pas à son aide, lui aussi, pour éteindre jusqu'au souvenir des discordes civiles et des guerres étrangères ?

(1) *Archives de la Seine*, Domaines 692.

CHAPITRE VIII

La Restauration et la Liquidation des Séquestres révolutionnaires.

I

LES TRAITÉS DE PARIS ET LES CONVENTIONS DU 20 NOVEMBRE 1815.

Lorsque les Bourbons furent rétablis sur le trône, un immense besoin de calme et de paix se faisait sentir de tous côtés. Il était temps de clore cette longue période qui, par dix ans de luttes civiles et dix ans de guerres européennes, avait affaibli la France et amassé tant de ruines. La monarchie répondit donc au vœu général en traitant avec les Etats ennemis, et en essayant de rétablir l'union dans les esprits.

Ces dispositions pacifiques et conciliantes n'allaient-elles pas se traduire par des mesures d'indulgence vis-à-vis de l'émigration ? Parmi ceux qui avaient émigré au temps de la Révolution, un certain nombre, ayant quitté la France entre 1789 et 1792, s'étaient montrés les fidèles soutiens du trône : il y avait donc pour le Gouvernement une dette d'honneur à acquitter, en leur restituant leurs biens. Quant à ceux qui avaient fui la France par crainte des excès révolutionnaires, ils étaient rentrés à peu près tous au temps du Consulat, et ceux dont les noms subsistaient encore en 1814 étaient en général des royalistes qui n'avaient jamais voulu reconnaître le règne de l'« usurpateur ».

Mais, si le désir de la monarchie était de rendre aux émigrés tous leurs biens confisqués — ce qui pouvait sembler une mesure de justice envers de si bons défenseurs — elle ne voulut cependant pas prendre une mesure aussi radicale, par esprit de conciliation ;

car la plupart de ces biens avaient été liquidés, et il était matériellement impossible de revenir sur ces ventes.

Aussi, dans sa fameuse déclaration de Saint-Ouen, le 2 mai 1814, Louis XVIII promit de maintenir l'irrévocabilité des acquisitions de biens nationaux. Quant aux inscriptions sur les listes d'émigrés, on n'en tint plus compte, et une ordonnance du 21-24 août les déclara abolies à dater de la promulgation de la Charte Constitutionnelle. Une loi du 5-6 décembre leva le séquestre sur tous les biens confisqués pour cause d'émigration, et les restitua à leurs propriétaires ; mais il ne serait fait aucune remise de fruits perçus (1), et à plus forte raison il n'y aurait aucune indemnité pour les biens vendus.

Ces deux lois de 1814 concernant l'émigration s'appliquèrent à certains étrangers, puisque, nous l'avons vu, il y en avait encore à cette époque sur les listes. Mais leur sort eût été assez à plaindre, si le traité de paix signé entre la France et les Alliés n'avait spécifié pour eux des conditions plus favorables.

Dans le traité du 30 mai-8 juin 1814 entre la France d'une part, l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche d'autre part, fut inséré un article ainsi conçu : « Le Gouvernement français s'engage à faire liquider et payer les sommes qu'il se trouverait devoir d'ailleurs dans des pays hors de son territoire, en vertu de contrats ou d'autres engagements formels, passés entre des individus ou des établissements particuliers et les autorités françaises, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales ».

Dans l'article suivant, il était décidé que les divers contractants nommeraient, aussitôt les ratifications échangées, des commissaires pour régler et tenir la main à l'exécution desdites clauses : ceux-ci devraient examiner et liquider les réclamations. Ces stipulations visaient donc les sommes dont la France se trou-

(1) Cette clause fut confirmée par un arrêt du Conseil d'Etat, décidant qu'il n'y avait pas lieu à restituer les fruits perçus durant le séquestre (12 juillet 1816), même dans le cas particulier à lui soumis, qui visait un Anglais, le graveur Jean-Pierre Simon, 5 rue du Gros-Chenêt.

vait et s'était reconnue débitrice envers certains nationaux ennemis, et les indemnités à eux dues pour leurs biens vendus lors de la Révolution.

La manière de procéder fut d'ailleurs précisée dans l'article IV additionnel au traité spécial conclu entre la France et l'Angleterre, et pour les biens seulement des sujets anglais : ceux-ci formaient d'ailleurs la grande majorité de ceux qui se prétendaient, à ce point de vue, les créanciers de la France. « Il sera accordé, disait l'article, de part et d'autre, aussitôt après la ratification du présent traité de paix, mainlevée du séquestre qui aurait été mis depuis l'an 1792 sur les fonds, revenus, créances et autres effets quelconques des hautes parties contractantes ou de leurs sujets (1).

Une commission spéciale franco-anglaise était prévue pour liquider les dépenses relatives à l'entretien des prisonniers ; ces mêmes commissaires devaient aussi s'occuper « de la liquidation des réclamations des sujets de Sa Majesté Britannique envers le Gouvernement français, pour la valeur des biens meubles ou immeubles indûment confisqués par les autorités françaises, ainsi que pour la perte totale ou partielle de leurs créances ou autres propriétés indûment retenues sous le séquestre depuis l'année 1792 ». Chacun s'engageait à traiter les nationaux de l'autre Etat avec la même justice ; de plus, pour « faire disparaître les conséquences de l'époque de malheur si heureusement terminée », les Alliés s'engageaient à renoncer lors de la ratification des opérations de liquidation à l'excédent qui serait reconnu leur être dû pour l'entretien des prisonniers de guerre.

Restait à exécuter les articles du traité, et pour cela une ordonnance royale du 8 juin 1814 nomma les commissaires prévus aux articles 18 et suivants du traité ; la commission comprit trois Français, Dufresne de Saint-Léon, Kesner et Pernot de Fontenoi. Mais certaines difficultés s'élevèrent, qui retardèrent la mise en

(1) Par décision du 14 novembre 1814, le ministre secrétaire d'Etat des finances ordonna que tous les séquestres subsistant sur les biens des Anglais fussent levés, par application du traité.

train du travail, et la guerre reprit sans que la commission eût réglé beaucoup de litiges.

Beaucoup de séquestres néanmoins furent levés en 1814 sur les biens des ex-sujets ennemis, en exécution du traité de Paris et des lois de l'émigration. Le 27 juillet 1814, le préfet de la Seine Chabrol ordonna la mainlevée sur les biens de la banque Boyd Ker et Cie. « considérant qu'en leur qualité de sujets de Sa Majesté Britannique, les sieurs Boyd Ker et Cie ont été indûment inscrits sur la liste des émigrés, (et) que les séquestres maintenus ou réapposés à différentes époques sur leurs livres, titres, papiers et effets, en leur qualité d'Anglais, attendu l'état de guerre entre la France et l'Angleterre, ne peuvent subsister ». Le 16 août, Walter Boyd, John-William Ker et Walter Boyd junior rentrèrent en possession de leurs papiers et registres commerciaux.

Néanmoins la liquidation s'annonçait comme devant être assez longue, vu la quantité considérable de recettes et de dépenses faites par l'administration. Comme certaines avaient eu lieu dans des périodes de troubles monétaires, il était impossible d'en prévoir le montant, mais il semblait, d'après l'avis du Domaine, que les dépenses fussent loin d'absorber les encaissements (1).

Dans la Gironde Mme Clonard rentra en possession de ses biens, et notamment de 800 hectares de bois à Lugos ; les frères O'Byrne retrouvèrent leurs domaines de Ludon et Macau (2).

Dans le Cher, le neveu du duc de Richmond, héritier de tous ses biens et titres, fut mis en possession du duché d'Aubigny. Par le deuxième article secret additionnel au traité du 30 mai 1814, la France s'était en effet engagée à lever le séquestre et à lui rendre tous les biens subsistant dans l'état où ils se trouvaient. La rétrocession de son duché-pairie au duc de Richmond devait soulever en 1819 une question assez délicate. La Charte

(1) *Archives de la Seine*. Domaines 490.

(2) Marion : *La vente des biens nationaux dans le Cher et dans la Gironde*, pages 377-378.

ayant créé une Chambre des Pairs, qui n'existait pas sous l'Ancien Régime, y avait-il lieu d'admettre à siéger le duc, qui se trouvait aussi pair d'Angleterre ? La question qui, au point de vue juridique, prêtait à discussion, fut résolue par la négative (1).

Il y eut donc en 1814 bien des séquestres levés. Mais, en 1815, le jugement des réclamations et l'exécution du traité de Paris et des lois touchant l'émigration furent arrêtés par un événement d'importance. Le 1^{er} mars, Napoléon débarquait au Golfe Juan, et le « Vol de l'Aigle » se terminait à Paris, le 20 mars. Le 13, un décret daté de Lyon avait chassé de France tous ceux qui se trouvaient en 1814 sur la liste des émigrés, et ordonné la réapposition du séquestre sur tous leurs biens, meubles et immeubles. La liquidation des séquestres révolutionnaires allait-elle être une fois de plus retardée ?

*
* *

Le Gouvernement des Cent-Jours fut, on le sait, trop court pour que les mesures prises par lui dans la plupart des domaines fussent durables. Pas plus que les autres, les décrets contre les émigrés ne furent appliqués rigoureusement ; et, lorsque Louis XVIII revint, la législation de la Restauration fut remise en vigueur. Nous pouvons donc négliger pour notre sujet les répercussions du décret du 13-21 mars 1815, et considérer que les levées de séquestres se poursuivirent après les Cent-Jours comme auparavant.

Mais Napoléon laissait à son successeur une paix à conclure, et dans des conditions désastreuses. Il fallut à nouveau traiter avec

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Angleterre, 612, folios 172-173. Les pairs qui siégeaient à la Chambre Haute ne se trouvaient pairs qu'*ex jure novo, ex nova munificentia regis*, en théorie tout au moins ; car, en fait, il y avait une présomption en faveur de l'ancienne pairie, puisque tous les anciens pairs furent admis à siéger, le duc de Richmond excepté. Mais l'intérêt public fit qu'on lui refusa cette dignité, quoiqu'un prince étranger souverain, le prince de Monaco, siégeât à la Chambre, et que l'ambassadeur d'Osmond eût proposé de l'admettre comme pair, sans lui permettre l'exercice des droits y attachés.

les Alliés, qui occupaient une partie du territoire français. Au point de vue de la liquidation des séquestres révolutionnaires, le second traité de Paris, du 20 novembre 1815, compléta et précisa les dispositions du traité précédent.

Dans l'article 9, il était dit que « les hautes parties contractantes, s'étant fait représenter les différentes réclamations provenant du fait de la non-exécution des articles 19 et suivants du traité du 30 mai 1814, ainsi que les articles additionnels de ce traité signés entre la France et la Grande-Bretagne, désirant rendre plus efficaces les dispositions énoncées dans ces articles », avaient à cet effet conclu deux conventions annexes qui auraient la même force que les articles du traité, et préciseraient le mode de liquidation qu'il y aurait lieu d'adopter.

La convention additionnelle n° III était passée entre la France et l'ensemble de tous les Alliés. Elle était relative surtout aux créances des communautés et établissements étrangers sur le Gouvernement français. Pourtant les créances possédées par des individus, et notamment celles relatives aux restitutions faites par la France des biens séquestrés, devaient être examinées par la commission de liquidation et la commission d'arbitrage prévues au traité. Un fonds de garantie de 3.500.000 francs de rente serait inscrit au Grand Livre.

La convention additionnelle n° IV, au contraire, était passée entre la France et l'Angleterre seules, et relative « à l'examen et à la liquidation des réclamations des sujets de S. M. Britannique envers le Gouvernement français ». Quant aux autres créances, qu'on pourrait appeler administratives, l'Angleterre, comme les autres pays, les faisait liquider conformément à la convention n° III.

L'article 1^{er} indiquait nettement le but poursuivi, et ceux auxquels il fallait appliquer la procédure fixée. « Les sujets de S. M. Britannique, porteurs de créances sur le Gouvernement français, lesquels, en contravention de l'article 2 du traité de commerce de 1786 et depuis le 1^{er} janvier 1793, ont été atteints

à cet égard par les effets de la confiscation ou du séquestre décrétés en France, seront, conformément à l'article 4 additionnel du traité de Paris de 1814, eux, leurs héritiers ou ayants cause, sujets de S. M. Britannique, indemnisés et payés, après que leurs créances auront été reconnues légitimes et que le montant en aura été fixé ».

Les anciens possesseurs de rentes perpétuelles ou viagères seraient inscrits au Grand Livre de la dette, avec jouissance du 22 mars 1816, pour la même somme, sauf ceux qui avaient accepté autrefois la banqueroute du tiers consolidé. Les arrérages dûs entre 1793 et cette date seraient inscrits de même au Grand Livre, au cours moyen entre le pair et le cours coté le jour de la signature du traité. Les sommes dues pour la vente des immeubles seraient, elles aussi, portées au Grand Livre avec les arrérages du capital à 4 % : pour les ventes de meubles, le régime serait le même, sauf que l'intérêt ne se trouverait calculé qu'à 3 %. Le montant des inscriptions revenant à chaque créancier devait être divisé en cinq portions. Enfin un fonds de garantie était prévu, de 3.500.000 francs de rente, dont le capital serait inscrit au nom de deux ou quatre commissaires-dépositaires, moitié Français et moitié Anglais, qui toucheraient les revenus de semestre en semestre. D'ailleurs, si le fonds se révélait insuffisant, il serait délivré de nouvelles inscriptions.

Une commission serait créée, composée de deux Anglais et de deux Français, qui reconnaîtraient et fixeraient les créances, délivrant ensuite aux commissaires-dépositaires deux certificats valant inscription, l'un pour le capital et l'autre pour les intérêts. Enfin une commission de sur-arbitres, de quatre membres, devait juger en dernier ressort les affaires sur lesquelles les commissaires-liquidateurs seraient d'avis divergent. La convention réglait donc absolument tous les détails, et, en véritables hommes d'affaires, les Anglais avaient tout prévu. D'après l'article 16, ils avaient de plus stipulé que la rétrocession des colonies françaises

n'aurait lieu qu'après l'inscription au Grand Livre des 3.500.000 francs de rente, ceci à titre de précaution.

Le traité et les conventions étaient datés du 20 novembre 1815. Une loi du 23-24 décembre inscrivit au Grand Livre de la dette une rente de 3.500.000 francs, au capital de 70 millions, comme fonds de garantie prévu par la convention n° III, et une autre rente de 3.500.000 francs fut créée dans les mêmes conditions, pour exécuter la convention additionnelle n° IV.

Ce même jour furent nommés les commissaires anglais prévus : Colin Mackenzie et Georges Newnham, comme liquidateurs, Georges Hamond et David R. Morier, comme sur-arbitres, David R. Morier et James Drummont, comme dépositaires. Le 1^{er} janvier 1816, une ordonnance royale nommait les Français chargés de liquider les créances anglaises : MM. Ramond et Lechat, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat, furent commissaires-liquidateurs, MM. Begouen, conseiller d'Etat, et Hue de Grosbois, député, furent nommés sur-arbitres ; enfin les barons Portal, conseiller d'Etat, et de la Boullerie, trésorier de la Couronne, furent désignés comme dépositaires. Les commissaires anglais étant arrivés à Paris dans le courant du mois de janvier, la commission put commencer rapidement son travail.

Les commissions prévues par la convention n° III furent sensiblement plus longues à composer et à former. Le 1^{er} août 1816 seulement le ministre des affaires étrangères, M. de Richelieu, prévint Corvetto, ministre des finances, que, les commissaires étrangers étant tous désignés, le travail pourrait commencer lorsque la France aurait désigné les siens. Une ordonnance du 24 les nomma : pourtant certaines difficultés s'élevèrent, de nombreux changements furent opérés dans les commissions, et en janvier 1817 il fut décidé entre les ministres des affaires étrangères de France et d'Espagne qu'une commission spéciale

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Fonds de France 695.

serait créée, pour examiner et liquider les créances des Espagnols, comme cela se pratiquait déjà pour les Anglais. Le 15 janvier, la commission pour les créances anglaises était renouvelée.

Pendant les années qui suivirent le second traité de Paris, les dernières levées de séquestre réclamées par les sujets ennemis furent obtenues, et les biens subsistant encore furent restitués à leurs anciens propriétaires ou à leurs héritiers.

En 1815, ceux de Quintin Crawford étaient encore sous le séquestre. Il venait alors de jouer un important rôle politique lors du congrès de Vienne, et avait été délégué à Paris auprès du Gouvernement, pour fixer avec lui le mode de paiement des arrérages de rentes perpétuelles ou viagères dues aux créanciers anglais. Au moment des Cent-Jours, Napoléon l'avait chargé officieusement d'une première démarche auprès du Gouvernement anglais, et, le 4 avril, il débarquait en Angleterre pour déclarer que l'Empereur acceptait les traités de 1814, qu'il ne désirait que la paix et n'attendait pour envoyer un ambassadeur que l'assurance qu'il y serait bien reçu ; mais lord Castlereagh considéra sa mission comme non avenue (1).

Le 27 mars 1816, le séquestre fut levé sur ses meubles, titres et papiers. La question s'était posée de savoir si l'on devait, sur ce point, appliquer la loi du 5 décembre 1814 ou le traité de Paris ; le directeur des Domaines voulait que le séquestre fût levé en application de la loi concernant les émigrés, mais le préfet, « considérant que ce n'est pas, comme le pense le directeur des Domaines, la loi du 5 décembre 1814 qui est applicable au sieur Crawford, pétitionnaire, mais qu'en sa qualité d'Anglais il doit être statué sur sa réclamation d'après les traités de paix et conventions », ordonna de lui rendre ses papiers, ainsi que tous les titres, copies d'arrêtés et procès-verbaux de séquestre et de vente qui pourraient lui être demandés pour faire régler par la commis-

(1) Commandant Weill : *Les dessous du Congrès de Vienne*.

sion de liquidation l'indemnité à laquelle il avait droit de prétendre (1). La distinction entre émigrés et étrangers avait en effet son importance, les premiers n'ayant pas droit, comme les seconds, à une indemnité pour leurs biens vendus.

Le 12 septembre 1816, un arrêté préfectoral ordonna de remettre au duc de Luynes et de Chevreuse et à Mademoiselle la vicomtesse de Montmorency les papiers et titres séquestrés autrefois sur le comte d'Egmont, dont ils étaient héritiers présumés. Un arrêté de la commission royale du 28 janvier 1815 avait d'autre part reconnu leur droit à une indemnité pour la non-jouissance pendant vingt ans de l'hôtel d'Egmont, conformément à l'article 7 de la loi du 5 décembre 1814, le séquestre ayant été levé sur ses biens à raison de sa qualité d'émigré (2).

Une ordonnance royale du 4 octobre remit Mesdames de Brunswick et de Soyecourt en possession des biens du prince de Nassau, leur frère. L'arrêté de l'an XI avait déjà ordonné cette mesure, mais celui du 28 nivôse suivant le modifia de telle façon qu'il l'annulait presque (3). Ce dernier arrêté obligeait en effet les héritiers à prouver que les biens réclamés par eux n'étaient pas ceux qu'un pacte de famille attribuait aux agnats de la maison de Nassau, en l'espèce les princes de Nassau-Usingen : or la question était envisagée différemment par les lois allemandes et françaises, de telle sorte qu'elles ne purent obtenir ce qu'elles s'estimaient dû (4).

Le chevalier Charles-Louis Jerningham de Barfort, officier général au service de Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XVIII, chevalier de l'ordre de Malte et de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, qui avait réclamé durant tout l'Empire la levée du séquestre sur ses biens, était mort en Angleterre le 23 novembre 1814. L'administration, vu sa longue résidence et ses services en

(1) *Archives Nationales* T 1610.

(2) *Archives Nationales* T 1625.

(3) Voir page 254.

(4) *Archives de la Moselle* Q 4531.

France, ne voulut pas d'abord le considérer comme Anglais, d'autant qu'en 1769 il avait été exempté du droit d'aubaine sur la succession de Madame veuve de Rohan-Chabot ; or ce droit existait pour tous les sujets britanniques. Elle voulait lui appliquer les lois de l'émigration, et, comme celle du 5 décembre 1814 ne visait pas les meubles, elle n'offrait de restituer que les papiers. Pourtant ses héritiers obtinrent, à force de réclamations, un arrêté préfectoral qui reconnut sa qualité d'étranger, et leva le séquestre le 26 janvier 1815 (1).

Le 16 décembre 1816, un arrêté du préfet de la Seine ordonna, conformément à la requête de Madame Playfair, que les titres et papiers autrefois déposés par son mari chez le banquier Carrey et saisis chez celui-ci en 1792 lui fussent rendus, ce qui eut lieu en janvier 1817. Un an auparavant, le banquier Carrey avait demandé et obtenu la remise de ses papiers saisis, conformément au traité de Paris. Louis Disney-Ffitch obtint le 1^{er} août 1817 la levée du séquestre apposé sur le domaine de Retz. D'une manière générale, on peut dire que dans les deux années qui suivirent le traité de 1815, tous les séquestres subsistant encore furent levés. Mais beaucoup de ceux qui eurent gain de cause, comme Boyd et Disney-Ffitch, furent renvoyés, pour les indemnités auxquelles ils avaient droit, devant les commissions de liquidation.

Celles-ci, nous l'avons vu, avaient commencé leurs travaux en 1816. On leur soumit des réclamations de toutes dates et de toute importance, depuis l'an II (comme celle de l'anglais Greffitch, pour la vente de quelques meubles à Yerre) (2) jusqu'à 1815, et de toutes sortes, comme celle du prince de La Layen, qui envoyait le 27 février un long mémoire où il réclamait 1.316.857 francs pour la non-jouissance de ses deux hôtels de Coblenz et surtout des houillères de Saint-Imbert (3).

En 1816, et au début de 1817, les commissions avaient surtout

(1) *Archives Nationales* T 1636 et *Archives de la Seine*, Domaines 213 (dossier 12972).

(2) *Archives de Seine-et-Oise* Q 777.

(3) *Archives du ministère des affaires étrangères*. Allemagne, petites principau-

reçu, classé et examiné les réclamations, et peu s'étaient trouvées liquidées. Mais le volume des demandes augmentait de jour en jour à tel point que la question se posait de savoir si la France pourrait faire face à de telles dettes. Le travail de liquidation n'allait-il pas se trouver arrêté par l'impossibilité pour la France de se libérer ? Et la dette n'allait-elle pas tuer le débiteur ?

tés, 36. Le prince n'avait pas voulu repasser avec la société Ecker de Paris le bail que l'administration avait fait avec elle, à cause de son bas prix. Aussi un arrêté du 30 thermidor an XIII lui reprit ses houillères, et il ne put en obtenir la concession, malgré la loi du 28 juillet 1791 : le décret se faisait attendre, car jusqu'à la concession l'Etat percevait tous les revenus.

II

LES CONVENTIONS DU 20 AVRIL 1818

En décembre 1815, la France avait inscrit au Grand Livre de la dette deux fonds de garantie de 3.500.000 francs chacun, conformément aux conventions du 20 novembre. Puis, de son propre mouvement, et pour prouver sa bonne volonté, le gouvernement fit voter un crédit supplémentaire pour le cas où, « contre toute attente », les fonds votés ne suffiraient pas, et afin qu'en tout état de cause la liquidation ne fût pas retardée.

Au 1^{er} mars 1817, terme auquel les demandes devaient être déposées pour que les réclamants ne fussent pas forclos, les sommes réclamées se montaient à 1.600.000.000 francs. Parmi ces réclamations, certaines étaient des plus extraordinaires, « comme si chacun eût fouillé dans sa propre mémoire ou dans ses souvenirs de famille, pour rechercher en quoi il avait pu être lésé par la France » (1). Dans les sphères officielles françaises, l'impression fut l'effarement : pour « étancher cette soif avide, le fonds de garantie créé 18 mois auparavant, et qu'on avait jugé plus que suffisant, n'était qu'une goutte d'eau » (2).

Aussitôt le duc de Richelieu entreprit avec les commissaires et les Cours alliées une négociation en vue d'alléger les charges de la France. Il essaya de faire reconnaître que les intérêts des sommes dues ne devraient être payés que jusqu'au 22 mars 1816, jour de l'entrée en jouissance des rentes inscrites au Grand Livre. C'était certes plus logique, mais c'était contraire à l'article 18

(1) Ainsi le duc d'Anhalt-Bernbourg réclama le paiement des reîtres autrefois fournis à Henri IV par ses aïeux. Cité par M. Marion dans le tome IV de *l'Histoire financière de la France depuis 1715*.

(2) Pierre de la Gorce : *Louis XVIII*, p. 103.

de la Convention, inséré par les Alliés comme un moyen de pression, une sorte d'astreinte pour forcer la France à hâter la liquidation, et les créanciers étrangers y voyaient un palladium de leurs droits (1).

La négociation diplomatique porta aussi sur un autre point : la question de la déchéance des créanciers étrangers. Richelieu donnait comme base de la discussion deux décrets de Napoléon, des 25 janvier 1808 et 13 décembre 1809 : le premier frappait de déchéance les créances antérieures à l'an V, et l'autre prescrivait, sous peine de forclusion, la liquidation de toutes les créances antérieures à l'an IX, avant le 1^{er} juillet 1810. Certes, ces lois ne pouvaient porter atteinte au droit des créanciers étrangers ; mais Richelieu opposait de plus l'argument que la France n'était pas en état de supporter une pareille dette, et en conséquence il proposait de fixer pour les sommes à liquider un chiffre forfaitaire qui éteindrait définitivement la dette de la France.

Si l'on écarte les demandes d'indemnité des sujets anglais et espagnols, dont la liquidation se poursuivait séparément, les réclamations des puissances alliées se montaient le 9 juillet 1817 à 820.529.447 francs, sans compter les intérêts ni les créances déjà liquidées. Richelieu demandait que la France fût déchargée de 521.056.710 francs, montant des dettes résultant des actes de l'Etat.

Parmi ces sommes, il est assez difficile d'évaluer celles qui résultaient du séquestre des biens des sujets ennemis sous la Révolution, d'autant que certaines datent de la période impériale. Cependant on peut considérer que la plupart se trouvent rangées sous les rubriques 10 et 12, dans les travaux de liquidation. Voici, pour chaque pays, le montant des réclamations classées ainsi, à la date d'octobre 1817 :

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Fonds de France 694, folios 53 à 64.

Pays	10. Arrérages de rentes	12. Indemnités pour non-jouissance de biens domaniaux et frais de régie
Autriche	1 771.607 20	279.118 19
Bade	286.600 »	
Bavière	3 491.598 78	462 222 03
Danemark	37.378 50	7.834.940 39
Rome	441 »	
Villes hanséatiques	601.200 »	
Hanovre	6.484.501 30	200.518 58
Hesse	301.590 62	99.325 79
Nassau	18.100 »	600 »
Oldenbourg		274.733 28
Parme	110.830 50	107.112 52
Pays-Bas	80.602.667 95	970 854 33
Prusse	6 060.895 46	8 142.272 71
Sardaigne	7 906.532 55	1.561.236 16
Saxe	216.253 48	
Suisse	2.944 005 13	648.373 15
Toscane	1.662 »	
Wurtemberg	4.928 »	24.305 04
		(1)

Dans la négociation qui se poursuivait avec les diverses Cours, Richelieu fut soutenu par la Russie, dont les intérêts étaient minimes dans cette liquidation, et qui se montrait très favorable au relèvement de la France. Quant à l'Angleterre, elle suivait cette discussion « avec une sollicitude un peu tiède, comme il arrive pour les intérêts des autres. Dès 1814 en effet, elle s'était taillé en très bonne commerçante une place à part dans le règlement des indemnités. Extorsions, confiscations, arrestations arbitraires, dommages aux propriétés britanniques, elle avait tout évalué ; elle n'avait rien négligé, pas même le préjudice que la conversion des deux tiers avait jadis causé à ses nationaux, de sorte que, sûre de ne pas perdre, elle pouvait, sans grand mérite, se montrer accommodante » (2).

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. France 709, folios 97 à 124.

(2) Pierre de la Gorce, *op. cit.*

L'Autriche, qui avait à défendre les intérêts des petits Etats allemands, la Prusse surtout se montrèrent plus âpres. Richelieu fut habile et sut faire preuve de bonne volonté ; il avait ordonné, vu l'épuisement du fonds de garantie, de ne plus délivrer de bordereaux de liquidation, qu'il considérait comme des mandats de paiement ; mais, les Cours étrangères ayant protesté et déclaré que ceux-ci ne devaient être regardés que comme des reconnaissances de dettes simples, la liquidation fut reprise, et Richelieu accepta qu'il fût créé des bordereaux provisoires.

La négociation diplomatique aboutit finalement aux accords du 25 avril 1818, qui consacrèrent à peu près les demandes françaises. Le duc de Richelieu avait offert aux puissances 200 millions pour éteindre toute la dette : il dut porter ce chiffre à 240 millions, mais il obtint une compensation dans le calcul des intérêts, qui, au lieu de remonter au 1^{er} mars 1816, ne partirent que du 1^{er} mars 1818 : c'était une économie de 32 millions. La négociation aboutissait à la création nouvelle de 12.040.000 fr. de rentes, à inscrire en plus de celles déjà portées au Grand Livre en 1815, plus 1.000.000 de rentes pour l'Espagne.

Parallèlement à cette négociation s'était déroulée une autre discussion, du même ordre, pour les réclamations des sujets britanniques. La liquidation de leurs créances avait commencé sans tarder en 1816, mais, pour eux comme pour les sujets des puissances continentales, des difficultés s'étaient élevées. Aussi en 1817, devant le total des réclamations, Richelieu chercha à obtenir la fixation d'une somme déterminée qui éteindrait la dette du Gouvernement français. Certains arguments dont il usa alors, ou qui lui furent suggérés pour discuter la légitimité des créances, sont assez dignes d'intérêt.

Le droit d'aubaine existait avant la Révolution, et, par son effet, l'étranger n'était propriétaire en France que sa vie durant : à sa mort, le Roi héritait de ses biens. Le traité d'Utrecht en 1713, et la déclaration royale du 19 juillet 1739 en avaient exempté les Anglais, quant aux biens meubles seulement. L'Assemblée Consti-

tuante avait supprimé ce droit, par les lois des 6 août 1790 et 13 avril 1791, et celles-ci furent confirmées par la Constitution de cette dernière année. Le code civil consacra cette disparition, sauf pour les étrangers sujets de pays qui exerçaient ce droit vis-à-vis des Français, ce qui était le cas de l'Angleterre. Or l'article 5 de la convention du 20 novembre avait appelé à bénéficier des indemnités les héritiers ou ayants cause de ceux qui avaient vu séquestrer leurs biens, mais sans qu'il fût aucunement dérogé aux lois nationales concernant la propriété. N'y avait-il donc pas lieu d'écarter les héritiers de ceux qui étaient décédés à l'époque où le droit d'aubaine devait s'exercer ? (1).

Un litige s'était élevé entre commissaires français et anglais, qui fit également l'objet de la négociation diplomatique entre le duc de Richelieu et la Cour de Londres. Conformément à la convention, les commissaires anglais devaient recevoir les inscriptions en paiement au cours de la rente, cours coté à la Bourse de Paris le jour de la signature. Or, le 20 novembre, une seule vente de rentes avec jouissance du 22 mars 1816 s'était produite, à un taux très inférieur à celui des ventes de rentes avec jouissance du 22 septembre 1815. Or l'article ne spécifiait pas la rente dont il fallait tenir compte ; malgré les réclamations des commissaires français, qui se basaient sur l'imprécision des termes, on s'en était tenu au premier cours, ce qui en fait semblait plus normal, les rentes inscrites l'étant avec jouissance du 22 mars. Mais Richelieu dans les nouveaux pourparlers demanda la modification de l'article.

La négociation aboutit, comme précédemment celle menée avec les Alliés, à une convention conclue le 25 avril 1818 entre la France et l'Angleterre. Conformément au désir du Gouvernement français, dont c'était le principal but, la dette fut considérée comme éteinte par l'inscription au Grand Livre de 3.000.000 de rentes, qui

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères. Fonds de France 694, folios 66-68.*

devaient suffire à liquider toutes les réclamations en suspens. Avec les 2 millions de rentes créés en 1815, et les rentes créées en 1818 par suite des accords avec les puissances continentales, c'étaient près de 25 millions, représentant 500 millions en capital, qui représentaient la charge totale de la France du chef des réclamations étrangères.

Pendant les négociations, la liquidation s'était poursuivie, en 1817 et 1818. S'il est difficile de connaître la part qu'eurent, dans l'ensemble des réclamations des puissances continentales, celles qui provenaient du séquestre des biens particuliers sous la Révolution, il est plus facile de savoir ce qu'il en fut pour les réclamations des sujets britanniques, en instance devant la commission spéciale : au 20 octobre 1817, 2.645.076 francs de rentes se trouvaient employés sur les 3.500.000 créés en 1814. Le tableau des réclamations britanniques liquidées ou à liquider se présentait ainsi, quelques jours plus tard, dans le rapport transmis au ministre des affaires étrangères par les commissaires Lechat et Ramond : (*Voir tableau ci-contre*).

En 1818, à la suite d'un sérieux examen, les réductions possibles furent évaluées à 3.596.870 francs, et nous avons vu que la création de 3 millions de nouvelles rentes parut alors suffisante. Dans les états de travaux de la commission établie le 8 avril, les indemnités pour les propriétés immobilières séquestrées et vendues, soit à l'époque révolutionnaire, soit sous l'Empire, sont comptées pour 1.272.263 francs (1),

Les conventions de 1818 fixaient définitivement le mode à adopter pour les liquidations : celles-ci se poursuivirent donc, pendant les années suivantes, devant les diverses commissions. En 1817, la fixation des indemnités du banquier Walter Boyd était en cours, et se poursuivait encore en 1819 (2). En 1820, celles dues à Lord Kerry, qui avait en 1792 quitté brusquement la France,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Fonds de France 694, folio 89.

(2) Archives Nationales F⁷ 4.615.

Nature des Réclamations	Capitaux	Rentes à inscrire en remboursement de capital	Rentes		Intérêts ou arrérages de capitaux	Rentes à inscrire en remboursement d'arrérages	Total des rentes à inscrire	Observations
			Viagères	Perpétuelles				
<i>Liquides</i>								
Rentes viagères. . .			650.838 »		17.002.424 51	1 091.018 »	1.741.856 »	Montant du crédit ouvert 3.500.000 »
perpétuelles.				184.859 »	4 314.695 33	276.867 »	461.726 »	Montant des liquidations déjà faites 2.666.493 »
Emprunt de 125 mil- lions de 1784 . . .	7.455.315 68	459.145 »						Reste à employer sur le crédit 833.507 »
Fonds saisis . . .	58.689 34	3.766 »					459.145 »	
Totaux . . .	7.214.005 02	462.941 »	650.838 »	184 859 »	21.317.119 84	1.367.885 »	3.766 »	
<i>A liquider</i>								
Rentes viagères. . .			1.067.454 »		23.370.610 56	1.499.658 »	2.567.112 »	Restant à liquider 7.806.475 »
perpétuelles.				287.562 »	5.094.955 90	326.935 »	614.497 »	Employé du crédit de 3 500.000 »
Emprunt de 125 mil- lions de 1784 . . .	3.440.526 24	220.775 »					220.775 »	833.507 »
Fonds saisis . . .	68.633.327 24	4.404.091 »					4 404.091 »	Crédit à ouvrir 6.972.968 »
Totaux . . .	72.073.883 48	4.624 866 »	1.067 454 »	287.562 »	28.465.566 46	1.826.593 »	7.806.475 »	

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Fonds de France 694, folio 75.

en y laissant des biens considérables, furent liquidées : il était mort en 1818, et ses héritiers reçurent 145.000 francs pour ses créances contre le Gouvernement français (1).

Entre 1817 et 1821, de très nombreuses demandes des héritiers de Disney-Ffitch parvinrent à la commission de liquidation, relativement à ses biens vendus entre 1793 et 1811. Le Domaine avait reçu 177.816 fr. 76 et dépensé 85.537 fr. 56 : restaient donc 95.279 fr. 20, qui leur furent restitués. En 1821, ils obtinrent aussi une indemnité de la commission de liquidation (2).

En 1825 parut la célèbre loi dite « du milliard des émigrés » (3). Cette loi était-elle applicable aux étrangers, dont la plupart avaient été considérés comme tels ? Dans le principe, elle était destinée à éteindre jusqu'au souvenir des luttes de la Révolution. Certains tentèrent d'en faire ou d'y voir une loi de vengeance et de réaction, mais, comme le dit M. de Martignac, commissaire du Gouvernement, qui la soutint à la Chambre des Députés, c'était surtout une mesure d'oubli et de réparation.

Il n'était pas possible de revenir sur la vente des biens nationaux, la Charte l'avait proclamé. Mais, si les acquéreurs avaient à peu près oublié la source de leur fortune, il n'en était pas de même des émigrés et de toutes les victimes des confiscations immobilières qui se voyaient privés de leurs biens. La prospérité du pays permettait cette mesure, et la loi du 27-28 avril 1825 devait tranquilliser les acquéreurs de ces domaines et donner satisfaction aux anciens possesseurs.

Devait-elle s'appliquer à certains étrangers ? Non, puisque l'article 1^{er} était ainsi conçu : « 30 millions de rentes au capital d'un milliard, sont affectés à l'indemnité due par l'Etat aux Français dont les biens-fonds situés en France au 1^{er} janvier 1792 ont été

(1) M. Alger, *op. cit.*

(2) *Archives de Seine-et-Oise*, Q 778 et *Sommaire des biens nationaux de la Ville de Paris*.

(3) Notons que la dénomination de milliard est en partie fautive ; le projet créait 30 millions de rentes 3 % qui, au cours de la Bourse, faisaient 750.000.000. Les sommes distribuées en fait n'atteignirent d'ailleurs que 600 millions.

confisqués et aliénés en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement ». Au surplus, il était inutile que les étrangers pussent en profiter, puisque les traités de Paris avaient pourvu à leurs droits.

A cette époque d'ailleurs, les commissions de liquidation, ou tout au moins certaines d'entre elles, continuaient leurs opérations, puisque le 21 mai 1827 encore la commission chargée des réclamations des sujets espagnols demandait des renseignements relatifs à divers biens séquestrés en 1793, et notamment les procès-verbaux et les arrêtés concernant les fonds et effets déposés chez le banquier Lecoulteux (f).

1827 ! 35 ans se sont écoulés depuis l'apposition des premiers séquestres par un Gouvernement qui voyait dans cette mesure un moyen de se défendre légitimement contre les ennemis qui se dressaient contre la France ! Une Révolution a passé, des guerres ont ensanglanté l'Europe, et sous un gouvernement pacifique les dernières liquidations s'opèrent. L'oubli depuis longtemps s'est fait sur les causes et les circonstances de ces mesures, et cependant les effets s'en font encore sentir !

C'est qu'il ne faut pas considérer isolément le séquestre des biens des sujets ennemis pour en comprendre la portée et les conséquences : mais il faut voir dans cet acte des Assemblées de la Révolution une des mesures d'ensemble nécessitées par la situation, et dont la répercussion se fit sentir sur la nouvelle organisation de l'Etat voulue par Napoléon.

Il n'y eut pas là seulement une mesure provisoire, prise et rapportée selon les événements qui l'avaient provoquée. L'importance économique et politique en fut considérable, et déborda singulièrement la période de la Révolution et de l'Empire. L'étude que nous venons d'en faire montre qu'elle ébranla des situations séculaires, que le nouveau régime ne consentit à rétablir que dans des proportions la plupart du temps fort diminuées.

(1) *Archives de la Seine. Domaines 287.*

CONCLUSION

Au terme de cette longue étude, que faut-il conclure ? Quels furent les résultats de la mesure prise en 1792 et 1793 ? Jusqu'à quel point se trouvèrent remplies les intentions qu'eut la Convention, en séquestrant ainsi les biens des sujets ennemis ?

La question peut être envisagée sous les deux points de vue économique et politique. Encore convient-il d'établir une distinction suivant la qualité des personnes qui furent touchées par cette mesure, le séquestre visant les princes et nobles allemands devant être distingué nettement de celui qui atteignit les biens des sujets ennemis proprement dits.

Au point de vue économique, le séquestre apposé sur les biens de ces derniers ne fut pas aussi rémunérateur que certains de ses promoteurs l'avaient espéré. Quelques Français pensaient, certains ennemis disaient que le pays trouverait dans cette mesure une partie des moyens nécessaires pour financer la guerre qu'il soutenait contre l'Europe. « La confiscation des biens des étrangers, écrivait le 11 brumaire an II un Anglais de Londres..., augmentera d'une manière presque incroyable les ressources de la France pour continuer la guerre. Les fonds de cette nation payaient aux étrangers un intérêt évalué généralement à 3 millions 1/2 sterling par an... Le total de ce revenu annuel peut s'appliquer à de nouveaux usages ; ou bien, si la France aime mieux faire rentrer dans son Trésor tout le fonds, elle peut le vendre et s'en servir pour retirer cette masse énorme d'assignats, qui monte à 70 millions sterling » (1).

En fait ces prévisions, intéressées ou non, ne se vérifièrent pas.

(1) Lettre insérée au *Journal de la Montagne*, à la fin de brumaire, p. 25.

Les biens nationaux furent en général mal vendus, ils furent surtout très mal payés en raison de la crise monétaire. Même s'ils avaient été vendus et réglés d'une façon satisfaisante, le profit économique en eût été nul, puisqu'après 1815 la France se vit dans l'obligation de dédommager les anciens propriétaires. En l'espèce, l'opération fut largement déficitaire, d'autant que les intérêts accumulés vinrent augmenter la dette dans de notables proportions : au point de vue économique, la marche des événements fut donc telle que le séquestre devint en réalité très onéreux, et que la France eut à en payer les frais.

Si nous nous plaçons au point de vue politique, la question se pose tout différemment : le séquestre fut une mesure de circonstance, dont l'utilité se révéla incontestable. De trop nombreux étrangers, plus ou moins suspects, s'étaient fait admettre parmi les hommes politiques du temps, et leurs intrigues étaient loin de favoriser la victoire de la France et de tendre à l'apaisement des discordes civiles. De plus, il était évidemment dangereux de laisser ces étrangers jouir en paix de leurs biens et de leur liberté. La Révolution le sentit, et la mesure qu'elle dut prendre, tous les pays modernes la prirent lors des guerres récentes. La Révolution fut même plus libérale que nos gouvernements du ^{xx}^e siècle, puisqu'avant la fin de la guerre, lorsqu'elle se sentit assez puissante et sur le point de vaincre la coalition de l'Europe, elle leva le séquestre.

Certes, nous l'avons vu, tous les étrangers ne recouvrèrent pas leurs biens à cette époque, et, par le fait des lois sur les émigrés, beaucoup durent attendre jusqu'en 1802 et même jusqu'en 1815 pour les retrouver. On peut discuter l'utilité politique de la confiscation des biens des émigrés, et y voir ou non une mesure qui s'imposait aux assemblées révolutionnaires ; cela n'intéresse qu'accidentellement notre sujet. Mais, si l'on considère le séquestre des biens ennemis en dehors de ces conséquences, que d'ailleurs la Convention n'avait pas voulues mais dont l'importance ne sau-

rait être contestée, on peut conclure qu'au point de vue politique son utilité fut évidente.

Les princes et nobles allemands avaient en France, surtout en Alsace et en Lorraine, des domaines considérables. Les privilèges de certains d'entre eux limitaient même l'autorité de l'Etat, et portaient atteinte à la « regia superistas » du Roi de France. L'Assemblée Constituante, en les abolissant, fit là, comme partout ailleurs, son œuvre d'unification. La mesure du séquestre fut postérieure. Au point de vue économique, son résultat doit se juger en 1804, lorsque la loi du 21 floréal an XII réunit au domaine de l'Etat les biens de la plupart des princes allemands, et leva le séquestre sur les biens des autres. La victoire de la France, consacrée au traité de Lunéville, lui avait acquis des droits sur les biens des princes et Etats d'Empire qui avaient combattu contre elle. Par le recès de l'Empire en 1803, ceux-ci obtinrent des indemnités en général suffisantes, si bien que la justice pouvait sembler satisfaite, la France n'ayant réalisé là qu'un gain justifié par les succès qu'elle venait de remporter. Seuls pouvaient s'en plaindre les Etats ecclésiastiques sécularisés, qui se voyaient dépossédés de leurs territoires alors qu'en général ils n'étaient en rien responsables de la longue guerre qui venait de se clore.

Au point de vue politique, le séquestre des biens des princes et nobles allemands et l'application des principes posés par la loi de floréal an XII se sont révélés d'une importance capitale ; on peut même dire que les résultats s'en font sentir jusqu'à nos jours. Avant la Révolution, il y avait en France de nombreux princes allemands dans l'armée, à la Cour, et dans la haute société française. Les princes de Salm-Salm, de Salm-Kirbourg et de Hesse, le duc de Deux-Ponts et bien d'autres étaient plus souvent à Paris que dans leurs terres allemandes. Partagés entre deux pays, leur situation était délicate, et leurs intérêts divergents pouvaient entraîner, en cas de conflit entre l'Empire et la France, des difficultés graves. Leur qualité de sujets mixtes et de seigneurs féodaux ne s'accordait plus avec les nouveaux principes de l'Etat

français, et avec le programme napoléonien d'unité de la France et de concentration administrative. En l'an XII, il leur fut donné de choisir entre l'Empire et la France. Ceux qui préféraient rester Allemands retrouvèrent leurs biens, mais à la condition de les vendre : la possession de vastes domaines dans les départements frontières par la noblesse allemande eût été en effet une grave erreur politique.

Certains préférèrent opter pour la France, et, ayant abandonné définitivement leur première patrie, ils devinrent d'excellents Français. La justice fut satisfaite puisque ces étrangers rentrèrent en possession de leurs domaines, et l'utilité politique le fut également par la façon dont furent résolus les problèmes que posait cette situation. Si aujourd'hui les princes de Croy, d'Arenberg et de Ligne ne sont plus Allemands, mais Belges ou Français, c'est à la loi de floréal an XII que nous le devons.

Pour Napoléon, dont le génie voulait créer un Etat nouveau, Etat centralisé avec plus d'ordre et d'unité, cette mesure rentra dans sa politique générale. Pensant que notre pays en serait et plus grand et plus fort, il n'accepta en France que des Français. La loi de l'an XII permit à quelques anciens princes allemands de se joindre à nous, et la physionomie de la haute société s'en trouva quelque peu modifiée. Ou plutôt non, rien ne fut changé : il n'y eut dans la France nouvelle que quelques Français de plus.

BIBLIOGRAPHIE

Pour la bibliographie de ce sujet, nous adopterons la division habituelle des sources en deux grandes classes, les sources imprimées et les sources manuscrites, les livres et les archives. Cette distinction est certes assez arbitraire, car elle ne tient aucun compte de l'intérêt historique des textes. Et, à la lecture de ceux-ci, il apparaît très vite que cette division traditionnelle n'est basée que sur la commodité pratique. Il serait certes mieux, au point de vue scientifique, d'adopter pour une telle bibliographie une classification chronologique, ou basée sur le développement logique du sujet. Celle-ci pourtant manquerait de clarté, et aurait en outre l'inconvénient de ne pas montrer nettement ce que nous a donné chaque sorte et chaque classe de documents. Aussi nous en tiendrons-nous à la distinction traditionnelle, les renvois nombreux mis au bas des pages suppléant, pour partie, à une bibliographie telle que nous venons de l'indiquer. Pour les sources imprimées au surplus, nous suivrons l'ordre de notre sujet; quant aux sources manuscrites, nous dirons ce que nous a fourni chaque sorte d'archives consultées.

*
* *

Parmi les livres, il faut d'abord faire une place à part à quelques ouvrages généraux, qui sont précieux pour tracer les lignes d'ensemble d'un tel sujet : *Histoires de France* ou *Histoires de la Révolution* — histoires politiques et générales comme celles d'E. Lavisse, de F. Aulard, ou d'A. Thiers, histoires parlementaires comme celle de Buchez et Roux, ou diplomatiques comme celle d'E. Bourgeois, histoires financières comme celle de M. Marion ou de Paris comme celle de F. Aulard — tels sont les principaux ouvrages que l'on peut citer. Pour notre part, nous en avons tiré quelque profit, assez restreint

cependant parce que notre étude portait sur une question assez particulière.

Notons aussi que, pour notre introduction, nous avons eu recours au *Traité de Droit international public* de P. Fauchille, ainsi qu'à un livre ne portant pas sur la période envisagée, *Les séquestres et la gestion des biens des sujets ennemis en France*, Paris 1917, par A. Reulos : nous y avons trouvé beaucoup d'idées générales, intéressantes pour comprendre ce que fut ce séquestre durant la Grande Guerre.

Dans le premier chapitre, nous avons exposé ce qu'était la colonie étrangère établie en France à l'époque du début de la Révolution. C'est pour cette partie de notre étude que nous avons pu consulter le plus grand nombre de sources imprimées : les étrangers étant très nombreux et souvent fort en vue dans la société française, beaucoup d'historiens ont eu, plus ou moins directement, à étudier ce qu'était alors leur existence dans notre pays.

Parmi les ouvrages assez généraux qui traitent de cette question, il faut signaler le livre de J. Mathorez, *Les étrangers en France sous l'ancien régime*, Paris 1919-1921 — et particulièrement les chapitres concernant les Polonais, les Allemands et les Hollandais — et le livre d'A. Mathiez, *La Révolution et les Etrangers*, Paris 1918. Celui-ci commence par un long tableau de ce qu'était en 1789 la vie des étrangers en France. Nous y avons trouvé des renseignements biographiques sur nombre d'entre eux, et particulièrement sur ceux que nous avons rangés parmi les banquiers et négociants. De plus, l'auteur y expose la politique de la Révolution vis-à-vis d'eux, et l'application qui leur fut faite entre 1793 et 1795 des lois qui les visaient. Ce livre nous a donc aidé pour tout le début de notre ouvrage, et notamment pour le troisième chapitre.

Signalons aussi, comme œuvres un peu moins générales, le livre de M. Alger, *Englishmen in the French Revolution*, et son article *The british colony in Paris 1792-93*, parue dans *The english historical Review* en 1898. Dans la 2^e série de ses *Etudes sur l'Espagne*, Paris 1890, M. Morel-Fatio nous donne des aperçus très instructifs sur la vie des princes espagnols et allemands à Paris — notamment sur ceux qui, comme Emmanuel de Salm-Salm, MM. de Deux-Ponts ou d'Eg-

mont, étaient entrés dans l'armée — ainsi que sur l'ambassadeur d'Espagne, le comte de Fernan Nuñez.

Parmi les ouvrages concernant les princes allemands, leurs possessions et leur situation juridique en Alsace, nous pouvons citer celui de Pierre Muret, *L'affaire des princes possessionnés d'Alsace et les origines du conflit entre la Révolution et l'Empire* (1), celui de M. Véron-Réville, *Histoire de la Révolution française dans le département du Haut-Rhin*, et l'article de C. Pfister, *Le Comté de Horbourg et la Seigneurie de Riquewihr sous la souveraineté française 1680-1793*, paru dans la *Revue d'Alsace* en 1888.

Sur les nombreux Belges et Hollandais, ou nationaux d'autres pays — pour la plupart banquiers ou grands commerçants — qui se trouvaient alors en France, on peut noter, outre les livres généraux déjà cités, les ouvrages ou articles suivants qui donnent de précieux renseignements biographiques : *Histoire de la Révolution belge* et *Histoire de la Révolution liégeoise* de M. Borgnet, *L'affaire de la Compagnie des Indes*, Paris 1920, et *Autour de Danton*, Paris 1926, de M. Mathiez, *Suisses hors de Suisse*, Paris 1913, de M. Barbey, et d'assez nombreux articles des *Annales Révolutionnaires*, revue de la Société des Études Robespierristes.

Pour les biographies particulières et les détails concernant tel ou tel prince, telle ou telle famille, tel ou tel banquier, nous avons recouru aux divers dictionnaires : *Grande Encyclopédie*, *Dictionnaires de biographie universelle*, *Dictionnaire de la noblesse*, généalogies princières, *English national biography*, *Biographie générale belge*, *Almanach Royal*.

Et, pour certains des plus marquants, nous avons trouvé des ouvrages parfois intéressants. Sur le prince de Salm-Kirbourg, citons *Le Palais de la Légion d'Honneur, ancien hôtel de Salm*, Versailles 1883, par H. Thirion, et *La loterie de l'hôtel de Salm avec son mobilier* (2). Sur le prince Constantin de Salm-Salm et sa principauté, signalons *Documents pour servir à l'histoire de la principauté de Salm et de la ville de Senones, sa capitale, dans la 2^e moitié du XVIII^e siècle*, Paris 1898, par le baron F. Seillière ; et, sur le prince

(1) Bibliothèque Nationale Lk² 4820.

(2) Bibliothèque Nationale Lk⁷ 7438.

Emmanuel de Salm-Salm, *Le Régiment de Salm-Salm 1783-1792*, Saint-Dié 1895, par H. Bardy, et *Papiers et correspondance du prince Emmanuel de Salm-Salm pendant la Révolution française*, publiés par A. Brette dans la *Revue historique* de 1899.

Sur le prince de Ligne, de nombreux livres ont paru, parmi lesquels *Le prince de Ligne et ses contemporains*, Paris 1890, par V. du Bled, *Bel-Œil, le château du prince de Ligne*, par A. Dinaux et *Biographie du feld maréchal prince Charles-Joseph de Ligne* par Deshée. Sur le prince Xavier de Saxe, signalons la très complète étude de J.-J. Vernier, *Etude biographique sur le prince Xavier de Saxe*, Troyes 1903, et l'article de D. Massé dans la *Revue de Paris* de 1905, *Un candidat au trône de Pologne (Xavier de Saxe)*. Quelques renseignements nous furent aussi fournis par le livre de M. Boutillier du Retail, *Les privilégiés et les achats de biens nationaux dans le département de l'Aube*.

Sur M. de Mercy, nous avons consulté la *Vie du comte de Mercy-Argenteau* par Th. Juste, l'article d'E. Hubert dans la *Revue historique* de 1919 sur *Le Comte de Mercy-Argenteau et Blumendorf*, et surtout le beau livre du comte de Pimodan, *Le Comte F.-C. de Mercy-Argenteau*. Notons aussi l'importante étude d'A. Chuquet, *Un prince jacobin, Charles de Hesse ou le Général Marat*, Paris 1906, le livre du baron de Klinckowström sur *Le Comte de Fersen et la Cour de France*, Paris 1877, et les *Mémoires du Comte Valentin Esterhazy*, publiés par E. Daudet en 1905, le livre de Léon Pélissier sur la comtesse d'Albany, etc...

Pour le tableau général que nous avons tracé des étrangers résidant en France en 1792, nous avons donc fait appel à un grand nombre de livres et de publications, qui nous ont apporté de précieux renseignements. Par la force des choses, et parce que le terrain était beaucoup plus inexploré, nous avons dû, pour le reste de notre ouvrage, — sauf pour les chapitres 3 et 4 — nous en tenir presque uniquement aux documents d'archives.

Néanmoins, pour le 2^e chapitre, nous avons consulté avec fruit, outre le livre de M. Muret et d'autres ouvrages déjà cités, la brochure d'A. Benoît, *Notice sur la réunion de la principauté de Salm à la France*, Saint-Dié 1894. Quant aux discussions devant l'Assemblée au sujet des princes allemands et des simples sujets ennemis, nous

les avons trouvées dans la *Réimpression du Moniteur*, ainsi que le compte-rendu des séances des Jacobins et de la Commune, qui s'occupèrent de la question. Nous avons consulté aussi pour toute cette période les numéros du *Journal de la Montagne*, du journal *Le Batave*, et les *Archives Parlementaires*, et nous y avons trouvé des textes intéressants. Citons aussi, pour quelques détails, le livre de M. Mellié *Les sections de Paris pendant la Révolution française*, Paris 1898.

Sur l'administration des biens séquestrés ou confisqués, et l'application des lois contre les émigrés et condamnés aux étrangers, nous avons trouvé profit à lire divers ouvrages. Parmi ceux-ci, nous noterons *Étude historique sur la législation révolutionnaire relative aux biens des émigrés*, Paris 1915, par J. Signorel, *Quelques exemples de l'application des lois sur l'émigration*, Paris 1911, par M. Marion, les *Papiers de Barthélemy*, édités par J. Kaulek, les *Actes du Comité de Salut Public* par M. Aulard, *Un Anglais en France de 1790 à 1795*, article paru dans la *Nouvelle Revue rétrospective* de 1900, *Le Tribunal révolutionnaire de Paris*, Paris 1866, par E. Compardon, et *Le Tribunal révolutionnaire*, Paris 1900, de H. Wallon.

Sur la vente des biens nationaux sous la Révolution, beaucoup d'ouvrages ont paru, notamment le livre de M. Marion *La vente des biens nationaux pendant la Révolution, avec étude spéciale des ventes dans les départements de la Gironde et du Cher*, et les publications de *Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française*, faites par les soins de la Commission de l'histoire économique de la Révolution pour quelques départements : *La vente des biens nationaux dans la Gironde*, par M. Marion, J. Benzacar et Caudrillier, *La vente des biens nationaux dans le département des Vosges*, par L. Schwab, et *Département des Bouches-du-Rhône : Documents relatifs à la vente des biens nationaux*, par P. Moulin. Citons aussi *La vente des biens nationaux. Transmission de la propriété dans l'Allier sous la Révolution française*, par J. Cornillon, *Documents historiques sur la vente des biens nationaux de la Sarthe*, par F. Legeay, *Les tableaux et objets d'art saisis chez les émigrés et condamnés et envoyés au Muséum central*, Paris 1913, par M. Furcy-Raynaud, et le *Sommier des biens nationaux de la Ville de Paris*, par H. Monin et L. Lazard.

Pour la période du Directoire, outre les livres généraux d'histoire et ceux que nous avons déjà cités, nous ne signalerons comme ouvrages intéressant notre sujet que l'important ouvrage de L. Pingaud et Montarlot sur le Congrès de Rastadt, l'article de R. Kœchlin dans les *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques* de 1888, sur *La politique française au Congrès de Rastadt*, et le livre de R. de Petiteville, *Les négociations de Treilhard à Rastadt* : encore ce dernier ne se rapporte-t-il qu'à la première partie de la négociation, Treilhard ayant quitté le Congrès à la suite de sa nomination comme Directeur.

Pour la période du Consulat et de l'Empire, signalons le livre d'E. Driault, *Bonaparte et le recès germanique de 1803*, Paris 1909. Pour l'époque de la Restauration, notons que dans le tome IV de l'*Histoire financière de la France depuis 1715*, de M. Marion, dans le livre de P. Rain sur *L'Europe et la Restauration des Bourbons*, dans celui de J.-H. Crêux sur *La libération du territoire en 1818*, et surtout dans le *Louis XVIII* de P. de la Gorce, nous avons trouvé des renseignements intéressants concernant les négociations de Richelieu avec les puissances étrangères.

Le résumé que nous venons de faire des sources imprimées auxquelles nous avons pu puiser montre que, hormis pour la première partie de notre ouvrage, ce n'est pas dans les livres que nous avons trouvé beaucoup de renseignements d'importance. Mais c'est aux archives, et aux sources manuscrites qu'appuyés sur les ouvrages que nous avons cités, et en faisant la base première de notre œuvre, nous avons dû recourir. Examinons maintenant ce que ces documents nous ont fourni.

*
**

C'est aux Archives Nationales surtout que nous avons dû faire des recherches. Notre tâche nous a été facilitée par la complaisance de M. Bourjin, qui a bien voulu nous aider dans nos recherches, ce dont nous sommes heureux de le remercier ici.

La série *F⁷* notamment, concernant la police générale, nous a fourni quantité de renseignements précieux : parmi les cartons les plus intéressants, citons *F⁷ 2471 à 2526* et *F⁷ 4776 à 4779* qui nous ont permis de voir l'application des lois de septembre et d'octobre par

les sections — F^r 2537 à 2540, F^r 3335 à 3339, F^r 5790 à 5795 qui nous ont donné beaucoup de listes d'inscriptions, de radiations provisoires ou définitives, et d'éliminations d'émigrés — tous ceux des cartons du Comité de Sûreté générale, entre F^r 4377 et F^r 4775⁵³ qui renfermaient les dossiers des étrangers que nous étudions, avec beaucoup de renseignements sur leur vie durant la Révolution — enfin et surtout les cinq cartons F^r 6138³ à⁷, qui ont été pour nous une véritable mine : ceux-ci contiennent en effet près de deux cents dossiers, dont certains fort importants, des étrangers mis à tort sur les listes d'émigrés, avec leurs réclamations pendant dix ans, et l'application qui leur fut faite de l'avis du Conseil d'Etat du 9 thermidor an X.

En dehors de la série F^r, nous avons dépouillé les cartons de la série T (papiers séquestrés) relatifs à nos personnages. Beaucoup nous ont donné, sur leur vie avant et pendant la Révolution, de précieuses indications. Nous ne pouvons ici les citer tous, mais nous signalerons notamment ceux relatifs à Boyd (T 150 et T 1604), à Q. Crawford (T 1610), au comte d'Egmont (T 159 et T 1625), au comte de Forbach Deux-Ponts (T 309, T 1111 et T 1616), aux Frey (T 1524), à Jerningham (T 1100 et T 1636), à lord Kerry (T 451), à Proly (T 938) à Seymour (937), à Vandenyver (T 508), à Wiedefeld (T 17 et T 1552), aux princes de Salm-Kirbourg (T 1675) et de Salm-Salm (notamment T 515 et T 1541).

Les papiers de la Secrétairerie d'Etat, dans les séries AF, nous ont fourni d'importants documents. Dans AF II, où sont les papiers du Conseil exécutif provisoire et des Comités de la Convention, il nous faut signaler surtout les registres AF II 288 à 294, qui contiennent, à peu près selon l'ordre chronologique, les arrêtés du Comité de Sûreté générale pris à l'époque de l'application des lois contre les étrangers. Dans la série AF III, relative à la période du Directoire, signalons surtout AF III 30, où nous avons dépouillé le *Bulletin des demandes en radiation de la liste des émigrés*, et le registre AF III 147, qui retrace les délibérations du Directoire, relatives aux réclamations des émigrés.

Mais c'est surtout la série AF IV, contenant les documents du Consulat et de l'Empire, qui nous a été précieuse, et notamment les feuilles de travail du Premier Consul (AF IV 930 à 933), les registres du contentieux des Domaines nationaux (AF IV 348 à 351), le carton AF IV 1077 contenant le long rapport qui fut à l'origine de la loi du 21 floréal

an XII, le carton AF IV 1295 qui nous a donné les réclamations, rapports et décisions relatifs à l'application de cette loi, et le carton AF IV 1314-1315 contenant le rapport préalable à la loi d'amnistie de floréal an X.

Dans la série W (Tribunal révolutionnaire), se trouvent beaucoup de renseignements relatifs à la vie et à l'activité de ceux des étrangers qui passèrent devant le terrible Tribunal. Signalons notamment, dans les cartons du parquet, le dossier 861 de W 18 (relatif à Perregaux), W 77 et W 78 concernant les Hébertistes — et, dans les cartons du greffe, W 300 (Vandenyver), W 324 (Wiedenfelf), W 339 avec les dossiers de Kock et de Péreira (Hébertistes), W 342 avec ceux des Frey et de Gusman (Dantonistes), et W 429 (prince de Salm-Kirbourg).

Enfin les Archives nationales nous ont encore fourni quelques renseignements dans divers cartons de la série C des Assemblées (ainsi C 330 sur la loi de nivôse an III), de la série BB³ (notamment BB³ 81, relatif à l'exécution de la loi du 1^{er} août) et de la série D III (particulièrement le carton D III 368-370 où se trouvent divers papiers du Comité de législation, avec les réclamations des princes de Salm-Salm, de Salm-Kirbourg, du baron de Reissenbach etc... et les rapports du ministère des finances au Comité).

Nous avons consulté aussi beaucoup de documents d'archives au ministère des affaires étrangères. Nous y avons trouvé des pièces d'une importance capitale touchant le séquestre des biens des princes allemands et leurs réclamations, le congrès de Rastadt et le recès de 1803, les traités de 1815 et leur application.

Dans le Fonds de France, signalons les volumes 679 à 681, qui nous ont donné de précieux renseignements sur les négociations de Rastadt et les demandes des princes allemands, et les volumes 694, 695 et 709, qui nous ont permis d'étudier de plus près l'exécution des traités de 1814 et de 1815 et les conventions de 1815. C'est surtout dans la correspondance politique de l'Allemagne que nous avons trouvé les documents principaux, par exemple dans les volumes 677, 699 et 706 (celui-ci relatif au recès de 1803) et dans ceux qui concernent l'histoire politique des petites principautés, et dont voici les cotes : 36 (comté de La Layen), 39 (comté de Linange), 41, 56 et 57 (maison de Salm), 70 (princes possédionnés), 72 (duché de Croy), 75 (M. d'Helms-

tatt) et 77 (princes de Ligné et de Looz-Corswarem). — Dans la correspondance politique de l'Angleterre, nous devons signaler les volumes 588 (relatif aux premières réclamations en 1793), 601 (concernant l'exécution du traité d'Amiens), 611 et 612 (concernant le duc de Richmond) dans celle de l'Autriche les volumes 363 et 364 (sur le séquestre des biens de M. de Mercy), 368 (sur le traité de Campo-Formio), 372 et 373 (sur l'exécution du traité de Lunéville) — et, dans celle de l'Espagne, les volumes 636 et 637 (concernant les appositions de séquestre en 1793, notamment sur les biens de M. de Fernan Nuñez).

Nous avons dû aussi faire appel aux archives départementales, pour généraliser un peu notre étude, voir l'application de la loi par les diverses administrations, et notamment ce que devinrent les biens séquestrés dans les mains des autorités chargées de les gérer.

Il faut faire une place à part aux Archives de la Seine, qui nous ont fourni beaucoup de documents : nous avons plaisir à adresser ici nos remerciements aux archivistes qui nous ont aidé de leurs conseils, et notamment à Mlle Ducafy qui a bien voulu nous guider dans nos recherches. Parmi les cartons de la série des Domaines que nous avons consultés, signalons notamment les numéros 34, 519, 538, 545, 603, 605, 701, 704, 752, 754, 768, 785, 786, 790, 1437 à 1443, 1448, 1484, relatifs à l'administration des biens séquestrés, les numéros 213, 287, 490, 692, concernant divers biens restant sous séquestre à la fin de l'Empire, et quelques autres tels les cartons 289 et 617, relatifs aux biens des Espagnols sous le Directoire.

En Seine-et-Oise, nous avons trouvé quelques dossiers de séquestres très intéressants : ainsi, dans Q 776, celui du médecin Comyn avant la loi de septembre 1793, dans Q 777 et Q 778 ceux de Mme Ducarel et de Greffitche, dans Q 778 et Q 779 ceux de Disney-Ffitche, dans Q 780 quelques renseignements généraux sur l'exécution des lois de séquestre et le dossier du suisse Wartemann, enfin dans Q 781 les pièces du séquestre de l'anglais Seymour.

En Seine-et-Marne, nous avons trouvé quelques cas assez curieux, ainsi ceux de l'anglais Cazeau (Q 724 et Q 1793), de Thélusson (Q 2653), et de Norris (Q 2583). Les archives de l'Hérault nous ont fourni notamment l'exemple typique du séquestre des biens de Jean Fox, et celles des Bouches-du-Rhône celui du séquestre des biens de

J. Wilkis (Q 2445), ainsi que celui des Algériens Bacri et Abucaya (Q 2378). Les archives du Cher nous ont fourni des documents intéressants sur Diodati (Q 563) et sur le séquestre de la terre d'Aubigny (Q 378 et Q 605) et des biens du duc de Croy (Q 470). Enfin les archives de la Moselle nous ont permis d'étudier mieux le cas des princes allemands, qui y possédaient de vastes domaines, grâce aux dossiers contenus dans les liasses Q 450 à Q 454, concernant notamment les comtes de La Layen, de Créhange, d'Helmsstatt, les princes de Hesse-Darmstadt et de Nassau-Saarbruck.

Nous avons été à Laon et à Poitiers, où nous espérions trouver quelques renseignements sur les biens du comte d'Egmont et du prince de Lœvinstein-Wertheim, mais le classement des séries révolutionnaires est encore si imparfait qu'il n'a pas été possible d'y recueillir de documents. Il en a été de même pour les archives des Alpes-Maritimes, de la Loire-Inférieure, du Bas-Rhin, du Rhône et de la Seine-Inférieure, les archivistes nous ayant répondu que, les séries L et Q étant peu ou point inventoriées, il était impossible de s'y livrer à des recherches. Les archives de la Haute-Garonne et de la Gironde auraient pu nous donner des dossiers peut-être intéressants, mais l'administration n'a pu nous les communiquer à Paris, et nous n'avons pu nous rendre à Bordeaux et à Toulouse.

Pourtant, comme nous venons de le voir, les archives départementales que nous avons consultées nous ont procuré de précieux documents, et ceux-ci nous ont permis d'étendre notre étude à une grande partie de la France, sans nous en tenir à la seule région parisienne, ce qui eût à l'excès rétréci notre horizon.

Telles sont, en résumé, les principales sources auxquelles nous avons puisé. Sources imprimées et archives nous ont fourni nos renseignements : et la vue d'ensemble que nous venons de tracer de notre bibliographie permet de mieux se rendre compte de l'importance et de la valeur des documents auxquels nous avons eu recours, pour esquisser l'histoire des biens ennemis séquestrés sous la Révolution.

INDEX ALPHABÉTIQUE

des principaux noms cités

A

Abbéma (Balthazar-Elie), 46, 130, 132, 136, 139, 154, 155.
 Abucaya, 218.
 Albany (Louise, comtesse d'), 37, 265, 279.
 Alençon (Mathias-François d'), 161.
 Allemagne (Empereur d'), 310.
 Altenau (M^r), 312.
 Altierri (prince), 326.
 Andlaw de Birseck (Louis, baron d'), 21, 163, 211, 256 n., 266, 303 n.
 Andlaw de Hombourg (Frédéric-Antoine, baron d'), 21, 256 n., 275, 303 n., 325.
 Andoc (M^{me}), 288.
 Apremont (comte d'), voir Aspremont-Linden (comte d').
 Arbouin (M^r), 288.
 Arenberg (Auguste-Marie, prince d') voir La Marck (comte de).
 Arenberg (Ernest, prince d'), 307.
 Arenberg (Léonard, prince d'), 307.
 Arenberg (Louis-Engelbert, duc d'), 22, 47, 96, 163, 212, 216, 272, 276, 293, 299, 302, 304, 306, 307, 311, 316, 317.
 Arenberg (Louise-Marguerite de La Marck, douairière d'), 159, 234, 293.
 Aspremont-Linden (comte d'), 303, 311.
 Aubert, 179 n.

B

Bacciochy (Nicolas-Joseph), 278.
 Backer, 57.
 Bacri, 218.

Bade-Durlach (Charles-Frédéric, margrave, puis prince électeur, puis grand duc de), 16, 18, 91, 236, 301, 302, 310.
 Bâle (Prince-évêque de), 16.
 Barnewalt (comte de), v. Trimles-town (lord).
 Barnwell, v. Trimlestown (lord).
 Bartenstein (baron de), 248.
 Barthès - Marmorières (Antoine), 232.
 Bassenge (Paul), 59, 234, 276.
 Bassenheim (comte de), 247, 299, 303, 311, 320.
 Bavière (prince-électeur de), 302, 310.
 Bavière (Amélie, comtesse de), 33, 163, 284.
 Bavière (Guillaume, duc de), 254.
 Béatrice (Archiduchesse), 252.
 Beaufremont-Listenois (Alexandre-Emmanuel-Louis de), 211 n.
 Beckford, 288.
 Belasyse, 181, 285.
 Bellegarde (Frédéric, comte de), 275, 284.
 Berkheim (baron de), 303 n.
 Bérout (Henri), 160.
 Berstett (Chrétien-Jacques-Auguste, baron de), 257 n., 303 n., 323.
 Berstett (Guillaume-Louis-Léopold-Renard, baron de), 257 n., 303 n., 323.
 Berstett (Philippe-Jacques-Renard, baron de), 257 n., 303 n., 323.
 Bianchetti (Stanislas), 284.
 Billens (M^{me} veuve), 167, 209.
 Boaca (Antonio), 225.
 Bobenhausen (baron de), 163, 276, 303 n.
 Bock (baron de), 257 n.
 Bodeck (baron de), 257 n., 303 n.

Bœcklin (baron de), 257 n., 303 n.
 Bourgues-Missiessy, 282.
 Boyd (Walter), 42-44, 101, 104, 130, 133, 135-137, 158, 173, 174, 176, 178, 189, 210, 219, 222, 231, 232, 259, 260, 283, 289, 333, 334, 340, 347, 354.
 Boyd (Walter junior), 340.
 Bressac (Jean-François-Ennemond de), 82, 234.
 Bretenheim (prince de), 302, 310, 320.
 Bretzenheim (prince de), v. Bretenheim (prince de).
 Bruce, 57.
 Brunswick-Bevern (M^{me} de), 254, 346.
 Buccarely (Emmanuel), 225.
 Burckhardt (Jean-Jacques), 290.
 Burkenwald (Wilhelmine), 266.
 Burnet (Thomas), 58.
 Butler (baron de), 276.
 Butler (Marguerite), 206.

C

Cabarrus (François), 53, 54, 65, 178, 179 n.
 Cajétan (Christian-Charles), voir Thiennes (comte de).
 Calmer (Isaac-Antoine-Louis), 46.
 Calmer (Louis-Benjamin), 46, 131, 133, 151, 208.
 Cannon (Sarah), 67.
 Carrey (James), 50, 131, 136, 347.
 Cathcart (M^{me}), 247.
 Cazeau (Jean-Alexandre), 67, 81, 82, 140.
 Chandellier (Henri-Joseph), 216, 277.
 Charles (Frédéric-Joseph), 290.
 Charles (archiduc), 252.
 Charnok (Robert), 286.
 Chaussée-Boisville (Marie-Anne de la), 226.
 Christine (archiduchesse), 252.
 Clermont (M. de), 40, 77.
 Clonard (M^{me}), 65, 335, 340.
 Cloots (Jean-Baptiste, dit Anacharsis), 45, 55.
 Colleredo - Mansfeld (Philippine-Caroline de), 290.
 Comyn, 67, 139, 140, 179, 183, 207.
 Constable (William), 65, 165, 166.

Crawfurd (Quintin), 13, 48, 61, 83, 136, 164, 173, 180, 189, 282, 288, 345.
 Créhange (Chrétien-Louis, prince de Wied-Runkel, comte de), 18.
 Croy (Anne-Emmanuel-Ferdinand, duc de), 23, 77, 78, 191, 241, 242, 253, 298, 302, 304, 305, 306, 307, 308, 311, 316.
 Croy-Solre (Emmanuel-Maximilien, prince de), 308, 319.

D

Dakersally (M^{me}), 265.
 Dalberg (Comte de), 303.
 Dania, 50, 138, 145.
 Danien (Hugues), 290.
 David, 148.
 Dayrell (M^{me}), 66, 288.
 Debetie, 217.
 Deïries, 227.
 Degenfeld (comte de), 332.
 Degenfeld-Schomberg (Maximilien-Christophe, comte de), 22, 247, 290.
 Deneff (Jean-Baptiste), 129.
 Deux-Ponts (duc de), 16, 17, 93, 240 n., 361.
 Deux-Ponts (Guillaume de Forbach, comte de), 32, 159, 189, 266.
 Deux-Ponts (marquis de), 219, 324.
 Deux-Ponts (Elisabeth-Auguste-Frédéric de), 82, 262.
 Deux-Ponts (Marie-Anne de Forbach, douairière de), 32, 82, 159, 173.
 Deux-Ponts (duchesse de Saxe, douairière de), 254, 323.
 Dillon (Arthur), 28 n., 68, 152.
 Diodati (Jean), 67, 160, 201.
 Disney-Ffitch (Louis), 62-64, 140, 141, 164, 173, 180, 185, 189, 210, 219, 289, 291, 332, 335, 347, 356.
 Doria (comtesse), 289.
 Drybutter (Caroline), 259.
 Drybutter (Samuel), 174.
 Ducarel (M^{me} veuve), 67, 203, 204.
 Duchasteter (Général), 255.
 Duc-Surville (Joseph), 161, 230.
 Duhan (Nicolas-Bernard), 82, 161, 277.

Dumesnil d'Oheville (Jules-Hyacinthe), 81.
 Duparc (Constantin-Frédéric-Timoléon), 161, 278.
 Durkheim (Charles-Frédéric-Eckbrecht, comte de), 21, 163, 223, 230, 257 n., 266, 277, 303 n., 325.
 Durkheim (Caroline-Eckbrecht de), 277.
 Durkheim (Louise-Eckbrecht de), 266, 325.
 Duval (Louis-Mathieu), 211.

E

Ebhardt (Jean), 59.
 Edgeworth, v. Firmont (Edgeworth de).
 Egmont-Pignatelly (Casimir, comte d'), 37-40, 77, 78, 128, 129, 159, 173, 179, 180 n., 219, 226, 316, 332, 335, 346.
 Eléazar, 59.
 Eplingen de Neuwiller (baron d'), 256 n, 303 n.
 Esclignac (M^{me}), 326.
 Esebeck (baron d'), 303 n.
 Espinay-St-Luc (Adrien-Joseph d'), 293.
 Esterhazy (Valentin-Ladislas), 69.
 Etcheverry-Valin (Armand), 161.

F

Fanning, 66, 288.
 Fauter (M^{me}), 65.
 Fentham, 288.
 Ferdinand (archiduc), 252.
 Fernan Nuñez (Mr de), 28 n., 68, 88, 89, 164, 212, 213, 224, 226, 227.
 Ferrette, v. Pfurdt.
 Fersen (Axel, comte de), 69, 173.
 Firmont (Henri - Essex - Edgeworth de), 70.
 Fitzgerald (lord), 288.
 Fitzjames (Jacques-Charles de), 269.
 Flaxlanden (baron de), 256 n., 303 n.
 Follainville, 64.
 Forbach (Guillaume de), v. Deux-Ponts.

Forbach (Marie-Anne de), v. Deux-Ponts.
 Foulon de Doué (M^{me}), 285.
 Fox (Jean), 202, 203.
 Foxlow, 57.
 Frey (Junius et Emmanuel), 41 n., 55, 56, 105, 115 n., 130, 138, 151.
 Fritsche (Adolphe-Antoine-Joseph), 67, 207.
 Froberg-Montjoie (baron de), 163, 256 n., 303 n.
 Fuentes (Gonzague, comte de), voir Gonzagua.

G

Gailing (Frédéric, baron de), 257 n., 303 n., 323.
 Gailliot (Romain, baron de), 162, 231, 285.
 Galwey (Henri-Jacques, et Patrice), 58, 83, 211, 234, 277.
 Gambles (Jacques), 59, 135.
 Gaspard-Belleval (François-Gabriel de), 84, 284.
 Gavre (Léopold, prince de), 275, 325.
 Georges (François), 290.
 Giambone, 50, 138, 145.
 Gohr (Louis-Joseph-Maurice, baron de), 21, 162, 211, 233, 266, 284, 286, 303 n.
 Goldstein (comte de), 311, 324.
 Gonzagua (Gonzague-Pignatelly de), 78, 159, 226, 326.
 Granery (Charles-Gaspard), 280.
 Greffitche, 221, 347.
 Greffulhe (Louis), 50, 167, 211 n.
 Gregory (Marc), 58.
 Greissinick, 312.
 Grenus (Jean-Louis), 49, 176, 178.
 Grimm (Frédéric-Melchior, baron de), 67, 88, 164, 165, 180 n., 291.
 Grub, 290.
 Gudenus (baron de), 324.
 Guigne (Antoine), 66.
 Gumbelsheymer, 48, 138, 153.
 Gunzer (baron de), 303 n.
 Gusman (Andrés-Maria de), 41 n., 53, 101, 105, 128, 151, 176, 178.
 Guyot - Maïche (Georges - Joseph), 161, 231, 265.

H

Hack (François - Chrétien de), 290.
 Hallberg (comte de), 311, 324.
 Haller, 165.
 Harff (François), 290.
 Hattam, 288.
 Havré (M^r d'), 335.
 Helmstatt (Maximilien - Auguste-Bleikaard, comte d'), 21, 78, 81, 234, 300, 303 n., 304.
 Herbster (Charles-Joseph), 160.
 Hesse-Cassel (prince-électeur de), 302, 310.
 Hesse-Darmstadt (landgrave de), 16, 18, 223, 301, 302.
 Hesse-Rhinfels (Charles-Constantin, prince de), 31, 152, 167, 173, 189, 208, 361.
 Hesse-Rothembourg (landgrave de), 310.
 Hillesheim (comtesse de), 302, 311.
 Hohenlohe-Bartenstein (prince de), 310.
 Hohenzollern - Hechingen (prince de), 306.
 Hohenzollern-Sigmaringen (prince de), 302.
 Holberg (comte de), v. Hallberg.
 Howard (John), 66, 288.
 Hubmayer (Jean-Jacques), 290.
 Huckle, 59.
 Hugo (François - Guillaume - Brackez), 83, 279.
 Hunoldstein (Philippe - Antoine, comte Vogt de), 21, 79, 163, 246, 247, 266, 303 n., 323.
 Hunoldstein (baron Vogt de), 21, 257 n., 303 n., 335.
 Hunoldstein (M^{me} d'), 265.

I, J

Ichtarzheim (baron d'), 257 n., 303 n.
 Imhof (M. d'), 325.
 Impuy (chevalier), 288.
 Infantado (duchesse de l'), 64, 182, 185, 225, 226, 265.
 Isembourg (Frédéric - Guillaume, prince d'), 290, 302.
 Isembourg (princesse d'), 310.
 Jerningham de Barfort (Charles-

Louis), 28 n., 69, 83, 180 n., 282, 288, 329, 330, 346, 347.
 Jouh (frères), 135.
 Joyce (Nicolas), 58, 135.

K

Kageneck (baron de), 256 n., 303 n.
 Kalb (Elie), 233.
 Kalb (Marie-Anne-Caroline), 160, 262.
 Kellenbach (M^{me}), 247.
 Kempf (baron de), 163, 256 n., 303 n.
 Ker (John-William), 42, 44, 101, 283, 340.
 Kerpen (Louis-Georges, baron de), 293, 312, 335.
 Kerry (lord), 48, 60, 159, 180 n., 289, 354.
 Kock (Jean-Conrad de), 54, 150, 176, 178.
 Koin (Georges), 60.

L

Lalanne (Pierre), 54, 179 n.
 La Layen (comte, puis prince de), 163, 217, 241, 254, 296, 303, 309, 321, 347.
 La Layen (comtesse douairière de), 97, 241, 254, 258.
 La Marck (comte de), 22 n.
 La Marck (Louise-Marguerite de), v. Arenberg.
 Lambert (sir John), 50, 51, 135, 136, 138, 152, 208.
 Landenberg (baron de), 256 n., 303 n.
 Langeron (M^r de), 266.
 Latour-Envoivre (Charles de), 234.
 Lazzaro (Jean), 60.
 Leclerc (Jacques-Antoine), 162, 328.
 Le Fournier - Wargemont (Alexandre-Louis-Aymard), 211, 265, 281.
 Ligne (Charles, prince de), 162, 163, 212, 216, 235, 247, 248, 255, 276, 293, 299, 302, 304, 305, 307, 311, 315, 317.
 Ligne (Louis-Eugène-Lamoral de), 307.
 Limbourg-Styrum (comte de), 311.

Linange (prince de), 23, 96, 163, 240,
297, 301, 302, 310.

Linange - Heidesheim (comte de),
310.

Linange - Westerbourg (Frédéric,
comte de), 290, 310, 320.

Linange - Westerbourg (Georges,
comte de), 290, 310, 320.

Lœvinstein-Wertheim (Constantin,
prince de), 16, 18, 90, 254, 297,
302, 310, 316.

Lœvinstein-Wertheim (comte de),
302, 310.

Looz-Corswarem (Guillaume-Joseph,
duc de), 162-163, 212, 216, 293,
298, 302, 304, 306, 307, 309, 311,
316, 318.

M

Mackenzie (M^r), 289.

Mackintosh (M^r), 289.

Mailly (Hubert), 129.

Malaprat (baron de), 303 n.

Mallet (Guillaume et Isaac-Jean-
Jacques, frères), 49.

Mallois (frères), 58.

Mandell (M^r), 254.

Marschal, 135.

Martinville (M^{me}), 64, 219, 259.

Massimo (prince), 326.

Matthews, 135.

May (M^{me}), 289.

Mayence (archevêque-électeur de),
16.

Meimes, 290.

Mercy - Argenteau (Florimond -
Claude, comte de), 67, 84-88, 164,
212, 213.

Merlo, 50, 138, 145, 146 n.

Mérode-Deynse (M^r de), 317.

Mérode-Westerloo (M^r de), 317.

Metternich-Winnebourg (comte de),
290, 303, 311.

Mézières 226.

Milne, 57.

Mitchell, 104.

Monnery de Marchesan, 328.

Moody (Jacques), 59.

Moshim (M^r de), 72.

N

Nassau-Dissembourg (prince de),
302, 310.

Nassau-Saarbrück (Louis, prince
de), 16, 18, 23, 96, 240, 301, 346.

Nassau-Usingen (prince de), 302,
310.

Nassau-Usingen (princesse de), 312.

Nassau-Weilbourg (prince de), 302,
310.

Nassau (comtesse d'Ottweiler,
douairière de), 290, 322.

Négri (de), 211.

Nesselrode (comte de), 311.

Neuenstein-Rodeck (baron de), 257
n., 303 n.

Nivenheim (M^r de), 72 n.

Norris (John), 67, 205.

Nuñez (Fernan), v. Fernan Nuñez.

O

Oberkirch (Samson, baron d'),
257 n., 303 n., 323.

O'Byrne (frères), 65, 335, 340.

Ocariz, 181.

O'Connor, 135.

Ettinghem (Louis-Guillaume-Jo-
seph d'), 293.

Ettinghen - Saten (comtesse d'),
v. Colloredo-Mansfeld.

Ettinghen-Wallenstein (prince d'),
302, 310.

Oldhanne (William), 135.

O'Moran (général), 152.

O'Murphy (Marie-Louise Lenor-
mand), 211.

Orange (prince d'), v. Nassau-Dis-
sembourg.

Ortenbourg (M^{me} d'), 290.

Oryan (Thomson), 206.

Ostein (comte d'), 303, 311.

Othoole (Thomas), 70.

Ottweiler (comtesse d'), v. Nassau.

P

Pakkmann, 135.

Panchaud, 48.

Paravicini (M^{me}), 289.

- Parère, 220.
 Parkenstein (comtesse de), v. Isembourg.
 Patrizzi (prince), 326.
 Pattert, 58.
 Paul (Nicolas-Louis-Georges-Frédéric, baron), 290.
 Père (Arthur), 135.
 Péreira (Judas-Jacob), 53, 104, 150, 176, 208.
 Perregaux (Jean-Frédéric), 48, 105, 130-131, 136, 138, 152-153, 208.
 Petit (Léon), 66.
 Pétrie (M^r), 289.
 Pfeffel (Chrétien), 66, 81, 211, 234, 266, 278.
 Pfurdt (baron de), 247, 256 n., 290, 303 n.
 Picaluga, 50, 145.
 Pichevy (Octavien), 269.
 Pickford (Philémon), 59.
 Pignatelly (Alphonse - Armand, comte de), 78, 159, 234, 278, 326.
 Planta-Wildenberg (frères), 160.
 Plattenberg (comte de), 303, 311.
 Playfair (William), 56, 57, 347.
 Plittersdorf (Charles-Adolphe, baron de), 290.
 Plunkett (John), 141, 289.
 Pollard, 207, 262.
 Preston (Jacques-Philippe), 285.
 Preston (M^{me}), v. Doria (comtesse).
 Pritchard (John), 289.
 Proly (Pierre-Jean-Bertholi), 41 n., 51-53, 60, 104, 138, 150, 153.
 Prusse (Roi de), 310.
 Prusse (princesse Ferdinand de), 324.

Q

- Quadt (comte de), 299, 303, 311.
 Quereno, v. Buccarely.
 Quinsonas (M^r de), 281.
 Quiriny, 217.

R

- Raiberti (Louis), 216.
 Rapalli, 50, 145, 151.
 Rathsamhausen (Louis - Samson, baron de), 21, 83, 234, 257 n., 280-281, 303 n., 323, 324.

- Rathsamhausen (Christophe-Philippe, baron de), 303 n., 323.
 Raymend, 135.
 Reichenstein (baron de), 256 n., 303 n.
 Reinach de Foussemagne (Jean-Félix-François-Philippe, comte de), 281.
 Reinach de Heidwiller, 256 n.
 Reinach de Roob, 256 n.
 Reinach de Steinbrunn (Antoine, comte de), 163, 256 n., 281, 303 n.
 Reinach de Steinbrum (Sigismond, comte de), 163, 256 n., 281, 303 n.
 Reinach de Wehrt, 256 n.
 Reingrafenstein (Louise, comtesse de), 290.
 Reissenbach (Jean-Bernard-Joseph-Georges de), 66, 161, 211.
 Reultner (M^r de), 256 n.
 Reutnerweil (baron de), 303 n.
 Rhoduis (Charles), 286.
 Riancourt (baron de), 303 n.
 Richelieu (M^r de), 28.
 Richmond (Charles Lennox, duc de), 34-36, 94-95, 187, 191, 333, 340.
 Rocheneuve (Jacques Périgault de), 161.
 Roeder (baron de), 257 n.
 Roethlein (François, baron de), 290.
 Roggenbach (Adam-Xavier-Nicolas-François de Sales-Jean-Népomucène, baron de), 256 n., 284, 335.
 Rohan (cardinal de), 270.
 Rossignac (général), 231.
 Rothberg (baron de), 256 n., 303 n.
 Rothenhausen (baron de), 290.
 Rougemont (baron de), 303 n.
 Rowland, 289.

S

- Salm-Kirbourg (Frédéric-Othon-Christian-Philippe-Henri, prince de), 16, 23, 25-28, 47, 148 n., 151, 167, 190, 209, 264, 361.
 Salm-Kirbourg (Ernest, prince de), 209, 220, 243-245, 250, 255, 264-265, 297, 298 n., 302, 306, 307, 309, 311, 315.

Salm-Reiferscheid (prince de), 310.
 Salm-Reiferscheid-Bedbourg (comte de), 311.
 Salm-Salm (Alexandre, prince de), 242.
 Salm-Salm (Constantin, prince de), 16, 18, 23-25, 31 n., 90, 97, 163, 220, 242, 249, 297, 298 n., 302, 306, 307, 309, 311, 315, 316, 319.
 Salm-Salm (Emmanuel-Henri-Nicolas-Léopold, prince de), 28-30, 80, 158, 212, 243, 255, 291, 361.
 Salm-Salm (Guillaume - Florentin de), 30.
 Salvin (Anthony-George et Henri, frères), 289.
 Saxe-Lusace (Xavier, prince royal de Pologne, duc de), 33, 84, 163, 211, 222, 235, 241, 286, 326.
 Sayn-Wittgenstein (prince de), 310.
 Scalvini (Jean - Antoine - Gaétan), 281-282.
 Schæsberg (comte de), v. Schasberg (comte de).
 Schasberg (comte de), 299, 303, 311, 326-327.
 Schavembourg (François de), 211.
 Schavembourg (Pierre, baron de), 21, 257 n., 303 n., 323.
 Schavembourg (Guillaume-Jacques, baron de), 21, 257 n., 303 n., 323.
 Schmidt, 135.
 Schmittbourg (baron de), 303 n.
 Schœnau (baron de), 256 n., 303 n.
 Schœnborn (comte de), v. Danien.
 Schomberg (de), v. Degenfeld-Schomberg (comte de).
 Schomberg (Anne-Charlotte Dumourier Dupérier, veuve), 148.
 Schweizer (Jean-Gaspard), 49.
 Serpes (Louis-Adam, baron de), 257 n., 323.
 Seymour (Henri), 61-62, 81, 100 n., 140, 159, 189, 266, 289.
 Sickingen, v. Siekingen.
 Siekingen (comte de), 303, 311, 332.
 Simon (Michel et Henri, frères), 50, 81, 100, 153-154.
 Simon (Jean-Pierre), 338 n.
 Sinzendorf (comte de), 299, 303, 311, 335.
 Smith (sir Robert), 50.
 Solms (comte de), 302, 310.

Solms-Braun fils (prince de), 310.
 Soyecourt (M^{me} de), 254, 346.
 Spire (prince-évêque de), 16, 18.
 Sprenger (Charles-Philippe), 232, 280, 329.
 Stadion (comte de), 290, 293, 311.
 Steenberg (comte de), 303, 311.
 Steincallenfels (baron de), 303 n.
 Sternberg-Mandscheid (comte de), 311 n.
 Stolberg-Gedern (prince de), 310.
 Stolberg-Gedern (princesse de), v. Albany (comtesse d').
 Stolberg (comte de), 302, 310.
 Stone, 59.

T

Teignies (Caroline de), 290.
 Texier, 72 n.
 Thélusson (Jean-Isaac), 49, 66, 133.
 Thiennes (Charles-Cajétan, comte de Rumbecke et de), 162, 232, 266, 278.
 Thomas, 135.
 Thugut (M^r de), 72.
 Tœrring (comte de), 303, 311.
 Tour-Taxis (prince de la), 302, 306, 307, 311, 315, 316, 317.
 Trapp (baron), 290.
 Trebra (Jean-Philippe), 290.
 Trèves (archevêque-électeur de), 16.
 Treyenlug (Carles), 59.
 Trimlestown (lord), 65, 288.
 Truchsess (Thomas), 290.
 Truchsess (baron de), 256 n., 303 n.
 Truchsess de Rheinfelden (François-Conrad), 234.
 Tschoudy (M^r et M^{me}), 160, 262.
 Turckheim (François, comte de), 234.
 Turckheim (Wenceslas de), 293.
 Turckheim (Jean, baron de), 257 n., 303 n., 323, 335.

U, V

Uxhull (baron d'), 290.
 Vandenyver (Jean-Baptiste), 44-46, 105, 131, 137, 149, 176-178, 181, 185, 191, 208.
 Vézian (Jacques), 66.

Vieregg (comte de), 290.
 Vintimille (Charlotte-Marie-Clotilde de), 66, 279.

W

Waddington, 289.
 Walckiers (Joseph-Edouard-Sébastien de), 41 n., 46-48, 104-105, 137, 158, 176, 195 n., 219, 221, 262, 336.
 Waldner (baron de), 303 n.
 Waldner (comte de), 303 n., 335.
 Walmenich, 290.
 Wandergucht (M^{me}), 289.
 Wangen de Géroldseck (de), 256 n.
 Ward (général Thomas), 68, 152.
 Wartemann (Louis), 66, 202.
 Wartemberg (comte de), 303, 311.
 Weitersheim (François-Charles, baron de), 257 n., 303 n., 323.
 Weiss (Antoine), 162, 328.
 Wendel-Demuth, 290.
 Weyers (baron), 290.
 White (Christophe), 58.
 Wiedenfeld (Jacques-Henri), 49-50, 149.
 Wied-Runkel (prince de), 302, 310.
 Wied-Runkel (comte de), 332.
 Wilkis (John), 58, 183-184.

Wille (Jean-Georges), 59. —
 Williams, 289.
 Wittgenstein (comtesse de Linange, princesse douairière de), 290, 320.
 Wittgenstein-Berlebourg, 302.
 Wurmser (Dagobert - Sigismond, comte de), 21, 162, 233, 280, 303 n., 323, 325.
 Wurmser (Frédéric-Louis-René de), 162.
 Wurmser (Maximilien, baron de), 257 n., 303 n., 324, 325.
 Wurmser (Otton, baron de), 257 n., 303 n., 323, 324, 325, 335.
 Wurtemberg (duc, puis prince-électeur de), 16, 17, 18, 236, 301, 310.

Y, Z

York (cardinal d'), 37 n., 279.
 Zett (baron de), 303 n.
 Zipf (Etienne), 231.
 Zorn de Bulach (baron), 21, 163.
 Zurheim de Dornach, 256 n., 303 n.
 Zurheim de Morschwiller, 256 n., 303 n.
 Zwierlen (baron de), 324.
 Zyllnhardt (baron de), 276.

VU le 11 Juillet 1929.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
 de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE I

LES BIENS DES ETRANGERS EN FRANCE EN 1792.

I. — Princes et Grands Seigneurs	13
II. — Banquiers, Financiers, Commerçants	41
III. — Propriétaires, Pensionnés, Rentiers	61

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION ET LES BIENS DES SUJETS ENNEMIS

(20 avril 1792-août 1793).

I. — Les Lois sur l'Emigration et les Etrangers	73
II. — Le Séquestre des Biens des Princes ennemis	90

CHAPITRE III

LES GRANDES LOIS DU SÉQUESTRE.

I. — Les Premières Mesures contre les Etrangers	99
II. — Les Lois de Septembre et d'Octobre 1793 (vendé- miaire an II)	107
III. — L'Arrestation des Sujets Ennemis ; l'apposition du Séquestre sur leurs Biens	128

CHAPITRE IV

LE SÉQUESTRE DES BIENS DES SUJETS ENNEMIS

SOUS LA CONVENTION

(1793 — an III).

I. — A qui s'appliquent les Lois de Séquestre	143
II. — Etrangers et Emigrés	156

III. — L'Administration des Biens séquestrés	169
IV. — Les Levées de Séquestre sous la Convention	194

CHAPITRE V

LES BIENS DES SUJETS ENNEMIS SOUS LE DIRECTOIRE.

(an IV — an VIII).

I. — Les Appositions de Séquestre et l'Administration des Biens séquestrés	215
II. — Levées de Séquestre et Radiations d'Emigrés	224
III. — Le Traité de Campo-Formio et le Congrès de Rastadt	236

CHAPITRE VI

LE CONSULAT ET LES ETRANGERS.

I. — Les Traités de Lunéville et d'Amiens	251
II. — Bonaparte et l'Emigration	261
III. — L'Avis du Conseil d'Etat du 9 Thermidor an X	274
IV. — Le Recès de 1803 et la Loi du 21 Floréal an XII	295

CHAPITRE VII

L'EMPIRE ET LES ETRANGERS.

(an XII — 1814).

I. — Les Levées de Séquestre sous l'Empire	315
II. — Le Maintien de divers Séquestres sous l'Empire	328

CHAPITRE VIII

LA RESTAURATION ET LA LIQUIDATION DES SÉQUESTRES
RÉVOLUTIONNAIRES.

I. — Les Traités de Paris et les Conventions du 20 Novembre 1815	337
II. — Les Conventions du 25 Avril 1818	349

CONCLUSION	359
------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	365
---------------------	-----

INDEX ALPHABÉTIQUE	375
--------------------------	-----

